

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°258

SEPTEMBRE 2006

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire :

- ❑ **KURDISTAN IRAKIEN : LE DRAPEAU KURDE FLOTTE DESORMAIS SEUL SUR TOUS LES BATIMENTS PUBLICS ALORS QUE LE PARLEMENT KURDE ENTAME L'EXAMEN DU PROJET DE CONSTITUTION KURDE**
- ❑ **ERBIL : PREMIER CONGRÈS MONDIAL DES ÉTUDES KURDES**
- ❑ **CINÉMA KURDE : LE FESTIVAL INTERNATIONAL DE SAINT-SÉBASTIEN DÉCERNE LE COQUILLAGE D'OR AU DERNIER FILM DU CINÉASTE KURDE BAHMAN GHOBADI**
- ❑ **LE PARLEMENT EUROPÉEN DÉNONCE DANS SON DERNIER RAPPORT SUR LA TURQUIE LES « MANQUEMENTS PERSISTANTS » DANS LE DOMAINE DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION, DE CULTE, DES DROITS DES MINORITÉS ET DE LA QUESTION CHYPRIOTE**
- ❑ **SOUS L'IMPULSION DES DIRIGEANTS KURDES D'IRAK, LE PKK DECRETE UNE NOUVELLE TRÈVE UNILATÉRALE**
- ❑ **PROCÈS DE SADDAM HUSSEIN : LES TÉMOINS DÉFILENT POUR RACONTER L'HORREUR VÉCUE PENDANT L'OPÉRATION ANFAL**
- ❑ **UN RAPPORT DE L'ONU INDIQUE QUE LE NOMBRE D'IRAKIENS TUÉS AU COURS DE VIOLENCES A AUGMENTÉ DE PLUS DE 13% EN JUILLET ET EN AOÛT PAR RAPPORT AUX DEUX DERNIERS MOIS PRÉCÉDENTS**
- ❑ **ERBIL : OUVERTURE DU SALON PROFESSIONNEL INTERNATIONAL AVEC 800 ENTREPRISES VENANT DE 27 PAYS**
- ❑ **LE PREMIER MINISTRE IRAKIEN EN VISITE OFFICIELLE EN IRAN.**
- ❑ **L'IRAN ANNONCE AVEC MOSCOU UN ACCORD SUR L'OUVERTURE DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE BOUCHEHR**
- ❑ **SYRIE : LE RÉGIME BAASISTE CONTINUE À POURSUIVRE ET EMPRISONNER SES INTELLECTUELS ET SES DISSIDENTS**
- ❑ **AINSI QUE...**

KURDISTAN IRAKIEN : LE DRAPEAU KURDE FLOTTE DESORMAIS SEUL SUR TOUS LES BATIMENTS PUBLICS ALORS QUE LE PARLEMENT KURDE ENTAME L'EXAMEN DU PROJET DE CONSTITUTION KURDE

R Le parlement kurde a entamé le 24 septembre l'examen d'un projet de Constitution kurde dans lequel il revendique notamment la ville de Kirkouk, et le droit à l'autodétermination dont l'exercice effectif sera fonction des circonstances. Région

autonome de l'Irak depuis 1991, le Kurdistan se définit dans le projet de Constitution comme « *une région fédérée faisant partie d'un Etat irakien fédéral, républicain, parlementaire, démocratique, basé sur la diversité politique (multipartisme), sur l'alternance pacifique du pouvoir et sur*

le principe de la séparation des pouvoirs». Dans la définition des limites du Kurdistan, le projet de Constitution inclut la province de Kirkouk, revendication historique des Kurdes. Sous le régime de Saddam Hussein, de dizaines de milliers de Kurdes avaient été expulsés de Kirkouk au profit d'une population arabe. Aux termes de l'article 140 de la Constitution irakienne, il doit y avoir un recensement puis un référendum dans la province de Kirkouk pour décider si cette région

rejoint la fédération kurde d'Irak. Le projet de Constitution kurde revendique aussi des villes et districts des provinces de Ninive, de Diyala et Wasset, peuplés de Kurdes et non inclus dans le Kurdistan fédéré actuel.

D'autre part, pour empêcher toute éventuelle future division au sein d'une région kurde qui a connu des conflits armés internes, le projet de Constitution stipule qu'il n'est « pas permis de créer une nouvelle région autonome au sein de la région autonome du Kurdistan ».

Enfin, le projet reconnaît au peuple kurde le droit à l'autodétermination. Il souligne que le peuple kurde « a choisi une fédération libre avec l'Irak tant que celui-ci respecte sa Constitution fédérale, son système fédéral parlementaire, démocratique, ainsi que les droits individuels et collectifs » de ses citoyens. Le Kurdistan pourra revoir ce choix « si la Constitution fédérale est violée ou si l'option fédérale est abandonnée ». De même, il pourra revoir ses options « en cas de politique de discrimination raciale » de l'Irak ou « si les séquelles de l'ancien régime » de Saddam Hussein sont maintenues, ce qui est une allusion en particulier à la politique d'arabisation qui a été pratiquée à Kirkouk.

De plus, après une décision en ce sens du gouvernement kurde, le drapeau kurde flotte seul sur les bâtiments publics du Kurdistan irakien. « Le drapeau kurde doit être hissé sur tous les bâtiments publics et les institutions gouvernementales de la région autonome du Kurdistan irakien », a ordonné le gouvernement du Kurdistan, ajoutant que « dans les régions où le drapeau baassiste était arboré, nous ordonnons qu'il soit ôté et remplacé par le drapeau kurde ». Dans

la province de Souleimaniyeh, bastion du président irakien Jalal Talabani, le drapeau irakien figurait parfois au côté du drapeau kurde sur les bâtiments officiels. Mais il n'avait pas droit de cité dans la province d'Erbil, fief du président du Kurdistan, Massoud Barzani. « Ce drapeau (baassiste) date de 1963 et, depuis, ont été commis tous les massacres, les meurtres collectifs et les crimes », c'est pourquoi « il est impossible de hisser ce drapeau au Kurdistan car il reflète une des périodes les plus noires de l'histoire de l'Irak », avait déclaré en mars 2005 M. Barzani. En avril 2005, Jalal Talabani avait prêté serment en tant que président sur le drapeau irakien, mais il avait exprimé le souhait d'un changement d'emblème national. « Il y aura certainement un nouveau drapeau, car la bannière actuelle est celle de Saddam Hussein », avait-il indiqué peu après son élection.

Les autorités turques, toujours suspicieuses des visées indépendantistes des Kurdes d'Irak, ont réagi d'un ton modéré. « C'est en priorité aux Irakiens de s'inquiéter de ce développement », a affirmé sèchement le chef de la diplomatie turque Abdullah Gül à la télévision. « Il est évident que cette affaire constitue un nouveau maillon vers l'indépendance des Kurdes », a de son côté estimé Sedat Laçiner de l'Institut des études stratégiques (USAK). « Même si les Kurdes ont fait marche arrière, en provoquant une controverse ils ont obtenu que le monde débattenne de leur emblème et de leur lutte d'indépendance », affirme l'analyste. Lors d'une réception à Ankara devant de nombreux journalistes, le nouveau chef d'état-major des forces terrestres turques, le général Ilker Basbug, avait mis en garde fin août : « Que pensez-vous de Kirkouk? Il faut faire très attention à ce qui se passe là-bas ». Il entendait

ainsi attirer l'intérêt des médias et rappeler que la défense des intérêts turcs prétextant les Turcomans irakiens constituait une « ligne rouge » pour Ankara.

Pendant ce temps, les partis politiques et les groupes religieux représentés au Parlement irakien se sont, le 24 septembre, entendus pour ouvrir le débat sur une proposition chiïte qui autoriserait la création de régions fédérales en Irak, alors qu'ils avaient à plusieurs reprises reporté ce débat sensible. Cet accord est intervenu au lendemain d'un compromis conclu avec les sunnites, minoritaires dans le pays, qui ont obtenu la création d'un comité parlementaire chargé de modifier la Constitution. Ils se sont entendus pour geler jusqu'à 2008, au plus tôt, la création éventuelle de toute nouvelle région dans le cadre de la constitution fédérale adoptée il y a un an. Les chiïtes, majoritaires au parlement, revendiquent, comme les Kurdes, de pouvoir former une nouvelle région autonome regroupant plusieurs provinces dans le Sud. Les sunnites s'opposent à cette revendication car ils rêvent encore d'un Etat central fort et craignent de se voir déposséder, dans un Irak fédéral, des champs de pétrole. Outre le report de 18 mois dans l'application de cette loi, les sunnites ont obtenu qu'une commission parlementaire soit formée dès le 25 septembre pour examiner de possibles amendements à la Constitution fédérale. Ils espèrent pouvoir faire voter des modifications qui permettraient par exemple de restreindre la création de régions autonomes.

En attendant, le fédéralisme peine à intégrer la culture politique des dirigeants irakiens. Ainsi, le Premier ministre du Kurdistan irakien,

Nechirvan Barzani, n'a pas hésité à dénoncer la tentative du gouvernement central irakien de « saboter » les efforts kurdes pour développer les ressources pétrolières. Le chef du gouvernement a, le 28 septembre, affirmé que les Kurdes s'opposent avec détermination à toute tentative de les priver du droit de développer leur propre industrie pétrolière, et a averti que toute interférence extérieure dans ses affaires ne pourra que raviver les appels à l'indépendance du Kurdistan. « *Le peuple du Kurdistan a choisi d'être volontairement partie de l'union avec l'Irak sur la base de la Constitution* », a souligné M. Barzani dans un communiqué. « *Si les ministres à Bagdad refusent de se conformer à cette Constitution, le peuple du Kurdistan se réserve le droit de reconsidérer son choix* », a-t-il averti.

La réaction du Premier ministre kurde fait suite à une interview accordée par le ministre irakien du Pétrole, Hussein Chahristani, dans laquelle celle-ci affirme que ses services examineront les termes de tout contrat pétrolier signé par les autorités kurdes. « *Je suis indigné par les efforts de M. Chahristani pour saboter l'investissement étranger dans le secteur pétrolier du Kurdistan* », a affirmé M. Barzani. « *Le gouvernement régional du Kurdistan oeuvre pour développer son industrie pétrolière, un secteur d'activité d'où le régime précédent nous avait écarté pour punir notre peuple* », a-t-il poursuivi. Selon M. Barzani, la Constitution irakienne donne au gouvernement régional, autorité sur le pétrole et le gaz puisqu'ils ne font pas partie des « *pouvoirs exclusifs du gouvernement fédéral* ». D'importantes réserves de pétrole ont déjà été découvertes en diverses régions du Kurdistan et les experts s'attendent à de nouvelles découvertes.

Des compagnies turque, portugaise et norvégienne se sont engagées dans des activités de prospection

dans les trois provinces kurdes autonomes et au moins une découverte importante a été faite à ce jour.

ERBIL : PREMIER CONGRÈS MONDIAL DES ÉTUDES KURDES

L'INSTITUT kurde de Paris en partenariat avec l'Université de Salahaddine, avec le soutien du Gouvernement régional du Kurdistan et du ministère français des Affaires étrangères, a organisé, du 6 au 9 septembre, le premier congrès mondial des études kurdes à Erbil, la capitale du Kurdistan irakien. L'événement, une première de son genre, a réuni dans le centre culturel de l'Université de Salahaddine, la plupart des chercheurs et académiciens qui ont dédié leur travail à la connaissance du peuple kurde, en étudiant son histoire, sa culture, sa langue, sa situation sociale et politique. Venus d'une dizaine de pays, aussi bien d'Europe que des États-Unis, mais également d'Iran et de Turquie, les intervenants ont pris part à ce congrès qui s'est déroulé en kurde et en anglais. Le colloque a eu pour ambition de faire l'inventaire des nombreux domaines des études kurdes, de discuter des perspectives et de formuler des propositions concrètes pour l'avenir. Le congrès a également fourni l'opportunité pour les participants de se connaître, d'échanger des idées et de tisser des relations de travail et de coopération entre les chercheurs kurdes et occidentaux.

Le congrès s'est ouvert par des allocutions du président de l'université de Salahaddine le Dr. Mohammed Khoshnaw et du Dr. Mohammed Ihsan, ministre des affaires extrarégionales du Kurdistan irakien, qui

ont tous les deux souhaité la bienvenue aux intervenants et aux participants de ce premier congrès mondial. Puis, le président de l'Institut kurde de Paris, le Dr. Kendal Nezan a souligné dans son introduction non seulement la curiosité intellectuelle mais également le courage civique de ces chercheurs qui ont souvent fait l'objet d'harcèlement politico-administratif, de poursuites judiciaires et voire d'emprisonnement pour ce qui concerne les chercheurs en Turquie. Il a ainsi salué le sociologue turc Ismail Besikçi qui a passé une douzaine d'année en prison pour avoir mené des études académiques sur la société kurde, mais aussi les universitaires qui n'ont pas pu être présents à ce congrès pour des raisons d'agenda ou de santé.

La première table-ronde sur le thème des « *Études kurdes en France : langue et littérature* » a été présidée par le Dr. Joyce Blau, professeur émérite des universités, qui a enseigné le kurde pendant une trentaine d'années à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO). Le Dr. Pierre Lecoq, professeur à l'École pratique des Hautes études à Paris, a, dans cette table-ronde, présenté la place du kurde dans la grande famille des langues iraniennes. Le Dr. Lecoq a souligné que le zazaki et le gorani ont souvent été liés à la région caspienne. « *Les linguistes reconnaissent depuis longtemps que les langues voisines se sont mutuellement influencées.*

Mais une convergence similaire dans le kurde est surprenante puisque cette langue est aujourd'hui parlée à une importante distance du persan et du kermâni. Il n'y a qu'une façon d'expliquer cela : lorsque le kurde a acquis cette forme, il a été parlé aux environs (...) d'un territoire grossièrement limité par le sud de la Médie, le nord perse et l'est Carmanian ». Le Dr. Salih Akin, maître de conférence à l'université de Rouen, est ensuite intervenu pour faire le bilan et poser les perspectives des « recherches linguistiques sur le kurde en France ». Il a ainsi souligné qu'« en l'absence d'institutions nationales de standardisation, son développement s'est fait sur une structure polydialectale, dont chaque dialecte se subdivise en une variété de parlers locaux. » Il a également déploré le peu de chercheurs spécialisés dans la langue kurde, « par désintérêt politique, langue inconnue, absence de débouchés ». Le Dr. Salih Akin a ensuite énuméré les différentes catégories de ses recherches dans le cadre universitaire. Un de ses étudiants, Ibrahim Seydo Aydogan, doctorant dans la même université, a complété cette intervention en exposant son travail sur « l'identification des temps verbaux dans les grammaires kurdes ». Sur le même thème, Mme Sandrine Traida, doctorante et linguiste de formation, a apporté sa contribution en exposant le « statut syntaxique du nom (N-V) dans les verbes composés kurdes » en partant du constat que « les verbes composés kurdes ne montrent pas de propriétés syntaxiques homogènes ». Gérard Gautier, anthropologue et expert en informatique a, de son côté, formulé une proposition concernant le développement d'un corpus de texte informatisé en kurde. Le Dr. Gautier a dressé le tableau de « l'évolution de l'outil informatique disponible à la langue

kurde » et suggéré « la réalisation d'un corpus instrumental de 100 000 mots par un consortium non-commercial comme préliminaire pour la réalisation d'un corpus plus important d'un million de mots. » Pour clore cette table-ronde, M. Yannis Kannakis, ethno-musicologue, est intervenu pour témoigner de ses recherches dans la ville de Hakkari. Il a ainsi exposé son texte « Parler à voix basse, chanter à voix haute. Discours parlés et chantés de la kurdicité à Hakkari », illustré par des photos prises sur le terrain et des chansons kurdes enregistrées. Séjournant à Hakkari de novembre 2004 à avril 2005 pour ses recherches, M. Kannakis qui a été expulsé par la police turque avant la fin de ses recherches a raconté les difficultés rencontrées sur le terrain, en l'espèce au Kurdistan de Turquie, pour mener des recherches sur les Kurdes. « J'ai pu voir et revoir que la musique peut en effet aider le peuple kurde à exprimer () des non dits ou des choses difficiles à raconter » a expliqué M. Kannakis. Il a conclu en soulignant avoir entendu à de nombreuses reprises les Kurdes dire « notre musique nationale nous a fait ce qu'on est ». Selon M. Kannakis, « ces déclarations si catégoriques liant la musique au fondement des identités collectives en transition est aujourd'hui assez rares en dehors du monde kurde ».

La seconde table-ronde consacrée aux « Études kurdes en France : les sciences sociales » a été présidée par le Dr. Hamit Bozarslan, professeur à l'École des hautes études en sciences sociales, à Paris. Après le tableau dressé par M. Gilles Doronoro, professeur de sciences politiques à l'Université de Paris I, sur les études kurdes, le philosophe Ephrem Isa Yousif, a décrit les Merwanides et les Ayyubides « deux

dynasties kurdes brillantes et tolérantes » selon les chroniques syriaques. M. Yousif a décrit le parcours de la dynastie des Merwanides en se référant notamment au chroniqueur syriaque Elie de Nisibe. Pour ce qui est des Ayyubides, il a mis en relief le grand Malik Al-Ashraf « personnage qui fut sujet d'admiration des Syriaques... prince d'Edesse et de la Djézireh ». M. Boris James, doctorant en histoire a complété cette intervention en présentant « les utilisations et les valeurs du terme « kurde » dans les sources littéraires médiévales arabes », et le Dr. Florence Hellot, historienne a exposé le thème de « Vivre ensemble au Kurdistan : les Chrétiens de l'Église d'Orient et les Kurdes », tandis que le Dr. Clémence Scalbert, linguiste, a présenté la situation de la littérature kurde. Elle a ainsi replacé le développement de la littérature et du domaine littéraire kurdes dans un contexte de conflit et soutenu l'idée que la littérature kurde inclut les écrivains de langue turque et considéré que « l'utilisation des langues est une part de la stratégie littéraire ». Outre la littérature, les sciences sociales et politiques viennent s'ajouter aux recherches effectuées en France. Ainsi, Julie Fernandez de Barena, historienne de formation, a pu exposer son travail sur « l'émergence d'une contestation kurde en Syrie », pays moins exploré que la Turquie, l'Iran ou l'Irak avec un prisme kurde. « Les événements de Qamishli, en mars 2004, ont marqué de façon visible l'irruption d'une contestation kurde en Syrie et pourraient annoncer l'apparition d'un nouveau facteur communautaire dans l'échiquier politique interne, le facteur kurde, qui jusque là avait occupé une place marginale ». a-t-elle annoncé. Le journaliste et spécialiste de la question kurde, Chris Kutshera, a clos cette

table ronde en mettant en relief « les précurseurs français de la kurdologie ». Il a présenté trois voyageurs français qui ont écrit sur leurs missions au Kurdistan : « François Petis de la Croix, fils de l'interprète attitré de Louis XIV... Son livre « Le séjour de Sir François Petis en Syrie et en Perse » est un document remarquable avec des descriptions des villes de Diyarbakir, Hasankeyf et Djézireh... à la fin du 17^{ème} siècle », « Amédée Jaubert, investi d'une mission diplomatique par Napoléon à la cour du roi de Perse, a voyagé à travers la Turquie, de Constantinople à la frontière perse », tandis que « Baptistin Poujoulat, voyageur, témoin de la campagne ottomane contre le Beg de Rewandouz en 1837... a montré comment dans la première moitié du 19^{ème} siècle déjà, le Kurdistan a été dévasté par les armées turques ».

La troisième table-ronde a été consacrée aux « Études kurdes en Allemagne » sous la présidence du Dr. Philip Kreyenbroek, professeur à l'université Georg-August à Göttingen, qui a présenté un texte sur « les traditions des Yezidis et Ahl-e Haqq comme preuve de l'histoire culturelle kurde ». Le Dr. Kreyenbroek a indiqué que « l'histoire culturelle des Kurdes a parfois été mal comprise par les chercheurs occidentaux parce qu'ils recherchaient des équivalents exacts du phénomène occidental : manifestations de la « grande » culture, comme la littérature d'élite, écrite ». « Une recherche d'une grande culture au Kurdistan peut seulement conduire à des résultats limités et tendre à penser la culture kurde comme dérivative basée largement sur les modèles perses, arabes ou turcs » a-t-il souligné. Il a également signalé que ces remarques étaient largement basées sur son travail de recherche sur les textes religieux yézidis élaboré en

collaboration avec le Dr. Khalil Jindy Rashow et publié sous le titre de « God and Sheikh Adi are perfect : Sacred Poems and religious narratives from the Yezidi tradition ». Le Dr. Rashow, maître de conférences dans la même université à Göttingen, présent également à la table-ronde, a alors présenté son texte sur les « clés pour comprendre largement la religion yézidie ». « Le soulèvement du peuple du Kurdistan contre le régime baassiste en Irak en mars 1991, la création d'une zone de sécurité par les Nations-unies et l'établissement du gouvernement kurde a ouvert une nouvelle page pour les droits des religions et des minorités nationales. Le gouvernement du Kurdistan en établissant le Centre culturel et social Lalesh à Duhok (12 mai 1993), a entrepris une grande réalisation culturelle et scientifique pour la religion yézidie », a indiqué le Dr. Rashow ajoutant que « la religion yézidie est une religion ancienne qui ne découle pas d'une matrice d'une autre religion ». Sur le même sujet, Mlle. Eszter Spät, doctorante à l'Université d'Europe centrale à Budapest, a présenté son texte sur « le prophète yézidi, le Christ trimorphique ou Aion hellénique. Les motifs traditionnels du misbahet yézidi d'Ibrahim » et Dr. Khanna Omarkhali, spécialiste des études religieuses à Saint Petersburg, a complété sur le thème du « symbolisme des oiseaux dans le yezidisme ». Le Dr. Birgit Ammann, du Centre européen des études kurdes à Berlin, a, pour sa part, présenté « la ville d'Amadiya à la lumière des sources européennes », « capitale de l'émirat kurde de Bahdinan, un des plus puissants émirats kurdes jusqu'à sa chute dans la moitié du 19^{ème} siècle ». Le Dr. Eva Savelsberg, exerçant dans le même centre à Berlin, a, de son côté exploré « une vue d'ensemble des Kurdes de Syrie depuis

1920 », analysant « le développement d'un mouvement autonome kurdo-chrétien en 1930, au début d'un nationalisme syro-kurde, au soulèvement de mars 2003, lorsque des manifestations de masse anti-syriennes ont eu lieu dans le nord kurde de la Syrie ». Cette table-ronde sur les études kurdes en Allemagne a été complétée par l'intervention de Mme. Parwin Mahmudwesi, doctorante à l'université de Georg-August à Göttingen, sur le thème des « Métriques de la poésie kurde ».

Au troisième jour du congrès, une table-ronde a réuni les spécialistes des études kurdes en Suède sous la présidence du Dr. Khalid Salih, maître de conférences de sciences politiques et administrateur de l'Institut kurde de Paris. M. Reso Zilan, président du Département de langue et de littérature à l'Institut kurde de Paris, a dressé le tableau de l'enseignement du kurde en Suède, le pays le plus avancé en matière de publication en langue kurde. Parmi les intervenants, M. Mehmed Tayfun, linguiste et historien, est intervenu pour exposer « l'histoire des publications des livres kurdes en Turquie de 1844 à 2006 ». L'aspect sociologique de la diaspora kurde a été ensuite soulevé par trois intervenants. D'abord, par Dr. Mino Alinia, sur le thème du « Mouvement diasporique kurde, un mouvement social dans un nouvel espace global ». Ensuite M. Barzoo Elias, doctorant au département des sciences sociales à l'université de Mid-Sweden, s'interrogea sur « identité, diaspora, et inclusion sociale... de la jeunesse kurde en Suède » et enfin M. Khalid Khayati, du département des études ethniques à l'université Linköping, présenta « les Kurdes de la diaspora en Suède comme des citoyens transfrontières ». Selon le

Dr. Alinia, « *les diasporas sont les expressions les plus puissantes pour un nouvel espace politique global et une certaine forme de mouvement social* ». Pour sa part M. Eliassi a mis en « *lumière la signification des origines et des parcours* » dans la vie des jeunes Kurdes en Suède, en s'interrogeant sur comment les jeunes Kurdes s'identifient ou encore comment ils sont identifiés dans la société au regard de leur ethnicité, de leur nationalité, de leur sexe, leur sexualité ou encore leur classe sociale. Pour finir, selon M. Khayati, « *les allégeances politiques qui existent au Kurdistan ont une profonde influence sur les organisations politiques et associatives des Kurdes dans la diaspora* » et « *souvent, la conscience nationale a été plus importante parmi ces Kurdes établis hors du Kurdistan* ».

La seconde table-ronde de cette troisième journée a été consacrée aux « *Études kurdes aux Etats-Unis* » sous la présidence du journaliste Jonathan Randal, auteur du livre « *After Such Knowledge, what Forgiveness ?- My Encounters with Kurdistan* » Le Dr. Keith Hitchins, professeur à l'université de l'Illinois, a présenté une communication sur « *la formation de la nation kurde en Turquie entre 1890 et 1938* » à partir d'une perspective comparative. « *Malgré des différences dans le développement historique, l'environnement politique et la culture des sources, les Kurdes d'Anatolie, les Roumains de la Transylvanie et les Jadids d'Asie centrale, partagent certaines caractéristiques clés* », a-t-il déclaré en guise d'introduction développant cette thèse dans son intervention. Le Dr. Michael Gunter, professeur à l'Université technologique du Tennessee, a présenté ses recherches sur le « *changement des dynamiques dans le gouvernement régional du Kurdistan*

en Irak (KRG) ». « *En dépit des problèmes persistants, la dynamique de changement dans le KRG est encourageante, notamment comparée au reste de l'Irak ou encore au Moyen-orient. Le KRG a amorcé d'énormes pas positifs pour l'unité, la démocratisation et la modernisation kurdes. L'ultime problème réside sur la question de savoir qui va garantir ces accomplissements ?* », s'interroge Dr Gunter. Maître de conférences à l'Université d'Akron, dans l'Ohio, le Dr. Janet Klein, a, quant à elle, présenté le thème des « *milices kurdes et l'empire ottoman : implication pour la résolution du conflit actuel* ». Elle en est venue à la conclusion que « *les similitudes et les différences dans l'histoire des groupes aussi divers que les Arméniens, les Turcs, les Kurdes et les Soudanais, peuvent conduire à une compréhension plus nuancée quant aux ingrédients du conflit pour mieux réagir dans la prévention ou la résolution du conflit* ». Le Dr. Nicole Watts, professeur à l'Université de San Francisco, a placé ses recherches sur la ville de Diyarbakir sur le thème des « *maires pro-kurdes dans une soit disant démocratie : les politiques symboliques à Diyarbakir* ». Selon le Dr. Watts, « *l'officialisation a facilité l'auto – et externe- légitimation d'une nouvelle génération d'élites kurdes* », mais « *les maires pro-kurdes ont souffert...du pouvoir disciplinaire du système...les activistes kurdes...ont été la cible d'attaque et plus encore ont été l'objet d'une conduite de gouvernement* » *coercitive qui régule leur comportement et le discours* ».

La dernière table-ronde de la journée a été consacrée aux « *Études kurdes dans les autres pays* ». Présidée par le Dr. Abbas Vali, président de la nouvelle université du Kurdistan à Erbil, la table-ronde a réuni Dr. Joost Jongerden, maître de

conférences en sciences sociales à l'Université Group-Wageningen et à l'Institut Athena- université Vrije d'Amsterdam, qui est intervenu sur le thème du « *pouvoir productif au contrôle abrupte : thèses sur les techniques de (ré)implantation en Turquie et les Kurdes* ». Le Dr. Jongerden s'est fixé comme objectif d'étudier « *la production de l'espace et l'exercice de pouvoir, entre la force productive et un contrôle abrupte, à travers une série de micro-études (historique, anthropologique, sociologique) pour révéler et discuter comment le pouvoir est exercé sur un peuple par les moyens des politiques spatiales* ». « *A la recherche d'un roman kurde qui nous raconte qui sont les Kurdes* », a été le sujet d'exploration du Dr. Hashem Ahmadzade, maître de conférences à l'université d'Exeter, au Royaume-Uni. Le Dr. Ahmadzade a tenté d'élucider la question de savoir si « *le roman kurde, en accord avec les conditions requises pour le genre, a réussi à représenter les Kurdes dans leur identité* » et regretté que « *le roman kurde souffre encore du manque d'accès au marché du livre* ». M. Abdullah Keskin, éditeur à Istanbul, a étayé cette remarque en présentant « *le développement des publications kurdes au Nord (Kurdistan) et en Turquie* ». Selon M. Keskin, sa maison d'édition Avesta qui existe depuis une dizaine d'années a publié 210 titres de livres, 60% en langue turque et le reste en kurde. « *Cinquante de nos livres ont été interdits* » mais « *soutenir une culture et une langue objet d'oppression et interdite pendant des dizaines d'années n'est pas seulement une obligation politique ou nationale, mais aussi un engagement éthique* », conclut l'éditeur. Professeur à l'université de Naples, le Dr. Mirella Galetti, a, pour sa part, présenté « *le Kurdistan et ses Chrétiens* » en soulignant que « *les*

sociétés au Kurdistan sont dans le changement et il est fondamental de fixer et de saisir la situation présente car dans quelques années cette réalité ne sera plus que des vestiges archéologiques ». Venu de Suisse, le Dr. Jordi Tejel, historien et sociologue de formation, a, quant à lui, développé le thème de « la construction de l'identité kurde en Syrie durant le mandat français entre 1920 et 1946 ». Selon le Dr. Tejel, « la relation intellectuelle entre les élites kurdes et les kurdologues français engendre une sorte de doctrine consensuelle nationaliste qui est quasiment familière. Il est difficile de savoir qui se trouve à la source du nouveau discours ethnique qui cherche à légitimer les aspirations kurdes pour l'établissement d'un Etat kurde depuis 1919 et de placer les Kurdes parmi les nations modernes »

Le dernier et quatrième jour du congrès a été l'occasion de dresser le tableau des « Études kurdes au Kurdistan », divisées en trois domaines principaux : sciences sociales, langue et littérature et perspectives pour les études kurdes. Dans la première table-ronde, présidée par le président de l'université Salahaddine, Dr. Mohammed Saddik Khoshnaw, le Dr. Khalil Ismail Mohammed a présenté une étude statistique sur « la population du Kurdistan irakien », puis le Dr. Nour Y. Hezrani, est intervenu sur le thème des « Kurdes et la civilisation », et le Dr. Qader Muhammad Bashderi sur « les origines historiques et l'organisation des partis politiques au Kurdistan » et enfin le Dr. Ahmad Mirza Mirza a parlé des « relations historiques et civilisationnelles au Kurdistan ».

Une seconde-table ronde, sous la présidence du Dr. Rashad Miran, a

réuni le Dr. Tahir Hasso Zebari développant « la structure de la société kurde », le Dr. Abdul-Hamid Sa'ed, a, pour sa part, fait un exposé sur « les problèmes sociaux dans la société du Kurdistan », suivi du Dr. Ahmad Abdul-Aziz qui a fait une « étude critique de l'ouvrage de Mounzer al-Moussili sur les Kurdes ». Cette table-ronde a été complétée par l'intervention de Mme Naznaz Mouhammad Malla Kadir, sur le thème des « racines de l'arabisation de la culture kurde » et M. Arif Zêrevan sur « quel alphabet pour la transcription correcte du kurde ? ».

La matinée s'est achevée sur une dernière table-ronde sous la présidence du Dr. Muhssin Hussein, qui a réuni le Dr. Muhamad Abdullah Omar sur le thème de « Kirkouk et le fédéralisme géo-historique », Dr. Hamid Ahmad, exposant « les aspects importants du développement de la géographie pour l'histoire et la civilisation des Kurdes », le Dr. Muhammad Abdullah Kaka-Sur qui a présenté une communication sur « la publication écrite de l'histoire kurde » et M. Abdul-Karim Hawta un exposé sur « la réalité actuelle de l'industrie au Kurdistan et l'importance de son développement ».

L'après-midi de cette riche journée a commencé avec une table-ronde sur le « développement de la langue kurde », sous la présidence du lexicographe Salah Saadallah. « Les étranges aspects des poèmes de Mahwi » ont été présentés par le Dr. Ibrahim Hussein Shiwan, suivi du Dr. Faraidoun Barzanji sur le thème de « la promotion des dialectes kurdes » et du Dr. Abdullah Hussein sur « les différences linguistiques entre villages et cités ». Pour finir, le Dr.

Abdul-Wahid Dizayee a présenté une communication sur « la notion du respect dans la culture kurde ».

Sous la présidence du Dr. Shukreya Rassul Ibrahim, une deuxième table-ronde relative à la « langue et littérature » a réuni Dr. Rafik Shwani s'interrogeant sur « la définition et le commencement de la kurdologie en Europe et au Kurdistan ». Le Dr. Hidayat Abdullah est intervenu sur « la promotion de l'alphabet dans les publications kurdes », suivi du Dr. Mustafa Zanganah présentant « l'interprétation du social selon certains points de vue kurdes » et du Dr. Himdad Hussein exposant le thème « des Kurdes vus par les Anglais ».

Dr. Muhamed Diler Amir et M. Atta Karadaghi, sont intervenus sur « le rôle des journalistes dans les recherches linguistiques kurdes », puis M. Aryan Ibrahim a présenté une communication sur « la famille Bedir Khan ». M. Sero Kader et M. Sonya Siddik sont également intervenus pour parler de « la communauté religieuse et civile dans la ville d'Erbil ».

Le congrès a été accueilli avec beaucoup d'intérêt par les média kurdes et irakiens qui ont largement couvert les quatre jours de débats animés également par l'intervention du public composé de journalistes, de responsables politiques, d'étudiants et d'universitaires venus non seulement du Kurdistan irakien mais également de Bagdad, d'Europe, de Turquie, d'Iran et de Syrie. Les textes des principales interventions sont disponibles sur le site de l'Institut kurde de Paris : www.institutkurde.org et seront publiés en kurde.

CINÉMA KURDE : LE FESTIVAL INTERNATIONAL DE SAINT-SÉBASTIEN DÉCERNE LE COQUILLAGE D'OR AU DERNIER FILM DU CINÉASTE KURDE BAHMAN GHOBADI

Le jury du festival international de Saint-Sébastien, en Espagne, a décerné le 30 septembre sa principale récompense, la Concha de Oro (coquillage d'or), ex æquo au film « *Half Moon* » du cinéaste kurde Bahman Ghobadi et à « *Mon fils à moi* » du réalisateur Martial Fougeron. L'actrice française Nathalie Baye a obtenu le prix de la meilleure actrice pour son rôle dans « *Mon fils à moi* », tandis que le prix du meilleur acteur est revenu à l'Espagnol Juan Diego pour son interprétation dans « *Vete de mi* ».

Les critiques et le public présents à Saint-Sébastien ont ovationné l'attribution du prix à « *Half Moon* » qui a également obtenu le prix de la meilleure photographie qui est allé à Nigel Bluck et Crighton Bone. Il y a deux ans, Ghobadi avait déjà remporté la Concha de Oro pour son film « *Les tortues volent aussi* », qui avait également bénéficié d'une très bonne critique. Ce film, sélectionné pour représenter l'Irak aux prochains Oscar à Los Angeles, raconte l'histoire d'un groupe d'hommes kurdes d'Irak qui veulent profiter de la chute du régime de Saddam Hussein en Irak pour aller donner un concert chez leurs voisins kurdes irakiens. En marge de la projection de son film, Bahman Ghobadi avait longuement expliqué les difficultés rencontrées avant, pendant et après le tournage. Disposant d'un petit budget, il avait demandé, en vain, l'aide des autorités de son pays. Il avait surtout expliqué être très déçu que cette coproduction de l'Irak, l'Irak,

l'Autriche et la France, n'ait pas obtenu l'autorisation d'être projetée en Iran. « *Je suis heureux pour ce prix mais triste que mon film soit toujours interdit en Iran* », a déclaré très ému le cinéaste kurde iranien, lors de la cérémonie de clôture du festival

samedi soir, « *je le dédie à tout le peuple kurde* ».

Le jury de ce 54e festival international du film de Saint-Sébastien était présidé par l'actrice française Jeanne Moreau. Dix-sept films étaient en compétition pour la Concha de Oro cette année. Ce festival est le plus ancien et le plus prestigieux du monde hispanophone et se classe au quatrième rang en Europe derrière Cannes, Venise et Berlin.

LE PARLEMENT EUROPÉEN DÉNONCE DANS SON DERNIER RAPPORT SUR LA TURQUIE LES « MANQUEMENTS PERSISTANTS » DANS LE DOMAINE DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION, DE CULTE, DES DROITS DES MINORITÉS ET DE LA QUESTION CHYPRIOTE

Le 27 septembre par le Parlement européen à une large majorité (429 voix pour, 71 contre et 125 abstentions), les députés européens ont prévenu la Turquie qu'elle s'expose à un gel de ses négociations d'adhésion à l'UE, commencées en octobre 2005. Camiel Eurlings, rapporteur de cette résolution non contraignante, a estimé que « *c'est un texte ferme mais équitable, parce que nous faisons passer nos engagements et nos préoccupations et que nous demandons à la Turquie de faire preuve d'engagement et de volontarisme* ».

Le Parlement européen a prévenu la Turquie que son refus de lever l'embargo sur les navires et les avions chypriotes grecs pourrait « *arrêter* » le processus de négociation en vue de son adhésion à l'Union européenne. Les députés ont invité Ankara à reconnaître Chypre, à retirer ses forces de l'île et à lever l'embargo pesant sur les

navires et les avions chypriotes. Le rapport rappelle à la Turquie que l'absence de progrès dans ce domaine « *aura des implications sérieuses pour le processus de négociation et pourrait même l'arrêter* ». Dans un rapport d'évaluation, les députés font état de « *manquements persistants* » dans le domaine de la liberté d'expression et de culte, ainsi que les droits des minorités, les relations avec Chypre et la reconnaissance du génocide arménien. Le texte rappelle que les négociations avec Ankara constituent « *un processus à long terme qui est, de par sa nature même, un processus ouvert et qui ne conduit pas a priori et automatiquement à l'adhésion* ». Si le Parlement a abandonné une disposition qui aurait fait de la reconnaissance du génocide arménien une « *condition préalable* » à l'entrée de la Turquie, le rapport juge « *indispensable qu'un pays sur le chemin de l'adhésion aborde et reconnaisse son passé* ». Il exhorte également Ankara à établir des relations diplomatiques avec

Erévan et à ouvrir sa frontière terrestre avec son voisin. Les députés ont adouci le texte en repoussant un paragraphe qui aurait fait de la reconnaissance du génocide arménien une condition préalable à l'adhésion turque. Dans une résolution du 28 septembre 2005, les députés avaient pourtant réclamé cette condition préalable. La commission des Affaires étrangères du Parlement l'avait encore maintenue il y a trois semaines, provoquant la colère des autorités turques.

Le Parlement demande enfin l'abolition ou la modification des dispositions du code pénal turc contraires aux normes européennes de la liberté d'expression, comme l'article 301 qui prévoit des sanctions en cas de « *dénigrement de l'identité turque* ». Il exprime également sa « *vive préoccupation* » au sujet du non-respect des droits de la femme et du rôle prépondérant des militaires dans la vie publique turque.

A Ankara, le Premier ministre turc Tayyip Erdogan a souligné que les réformes « *se poursuivaient à pleine vitesse et sans que nous ne perdions rien de notre enthousiasme* ». « *Nous faisons ces réformes non parce que l'UE le veut mais parce que la Turquie en a besoin* », a-t-il ajouté le 26 septembre devant des députés de son parti. « *Cela ne suffit pas de changer les lois (...), il faut aussi changer les mentalités. Nous devons être patients* », a-t-il souligné. Lors d'un débat devant le Parlement européen, à Strasbourg, le commissaire européen à l'Élargissement, Olli Rehn, avait, le 26 septembre, jugé que « *ces douze derniers mois, il y a eu peu de progrès dans les réformes. Il est important que de nouvelles initiatives soient prises, il faut encore des progrès avant la présentation de son rapport par la Commission le 8 novembre* ». Après le

vote de la résolution, le Premier ministre turc s'est engagé à poursuivre les réformes prévues pour l'adhésion, mais prévenu que toute introduction d'un nouveau critère d'entrée serait inacceptable. « *Nous ne pouvons pas accepter l'introduction de nouveaux critères* », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Istanbul. Le parlement turc a effectué le 19 septembre une rentrée

anticipée afin de débattre d'une nouvelle série de réformes pour renforcer la candidature du pays à l'UE avant la publication du nouveau rapport sur la Turquie de la Commission européenne. L'élargissement de la liberté d'association de la minorité chrétienne orthodoxe figure parmi les lois qui devraient être votées.

SOUS L'IMPULSION DES DIRIGEANTS KURDES D'IRAK, LE PKK DÉCRÈTE UNE NOUVELLE TRÊVE UNILATÉRALE

RE Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a décrété une nouvelle trêve unilatérale qui doit entrer en vigueur le 1er octobre. L'annonce en a été faite le 30 septembre à la fois par l'agence de presse kurde *Firat* et par Murat Karayilan, un des chefs militaires du PKK, depuis sa base installée dans les montagnes de Qandil, dans le Kurdistan irakien. Ce dernier a toutefois prévenu que les combattants du PKK ne déposeraient pas pour autant leurs armes. Les combattants du PKK n'ouvriront le feu « *que dans le cas où nos forces seront prises pour cibles* », mais « *nous ne mènerons aucune opération de nature militaire* », a déclaré Murat Karayilan. « *Ce cessez-le-feu sera appliqué par toutes les parties au sein du PKK* », a-t-il indiqué en ajoutant « *si l'Etat turc a une solution démocratique à la question kurde, nous renonçons aux armes* ». Abdullah Ocalan, chef du PKK détenu sur l'île-prison d'Imrali, avait, le 28 septembre, exhorté ses combattants à ce geste afin de faire cesser « *la tension croissante et les affrontements continuels* ». « *Je remplis mes responsabilités et j'appelle le PKK au cessez-le-feu* », avait déclaré Abdullah Ocalan dans un communiqué transmis par ses

avocats. Selon l'agence *Firat*, le PKK espère pouvoir « *entamer un processus démocratique pour la solution de la question kurde* ».

Jusqu'ici, Ankara a totalement ignoré les précédents cessez-le-feu du PKK, disant refuser toute négociation avec des « *terroristes* ». Abdullah Öcalan avait proposé à plusieurs reprises (en 1993, 1995 et 1998), un cessez-le-feu en échange de l'ouverture d'un dialogue politique, mais ses demandes ont toujours été rejetées par Ankara. Le PKK avait mis fin à une trêve de cinq ans en juin 2004, cela avait été suivi d'une recrudescence des attaques dans plusieurs régions qui ont coûté la vie à 110 combattants kurdes, selon un comptage de l'AFP d'après les chiffres donnés par l'armée. L'année dernière, une précédente trêve décrétée par le PKK n'avait duré qu'un mois. La trêve unilatérale la plus longue tenue par le PKK a suivi la capture d' Abdullah Ocalan en 1999, durant cinq ans.

L'influence de Kurdes d'Irak semble évidente dans cette dernière trêve. Kamran Qaradaghi, le directeur de cabinet du président irakien, Jalal Talabani, avait, le 25 sep-

tembre, déclaré à la chaîne d'information turque NTV, que le président irakien a rencontré les dirigeants du PKK et qu'il s'attendait à ce qu'ils décrètent bientôt une trêve. « Une déclaration de cessez-le-feu pourrait être possible à brève échéance », avait indiqué M. Qaradaghi qui commentait des remarques de M. Talabani récemment publiées dans l'hebdomadaire américain *Newsweek*. « Nous avons convaincu le PKK d'interrompre le combat, et d'ici quelques jours il va officiellement annoncer un cessez-le-feu », avait déclaré le président irakien dans un entretien accordé à *Newsweek*. « *ela aidera l'Irak à ouvrir un nouveau chapitre dans ses relations avec la Turquie (...)* Nous appelons les Kurdes de Turquie à la modération, à mener leur combat par des voies pacifiques » avait-il ajouté. L'annonce de cette trêve intervient alors que le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan doit rencontrer le 1^{er} octobre le président américain George W. Bush à Washington. Juste après l'appel à la trêve lancé par A. Ocalan, Erdogan avait déclaré: « *Le terme de cessez-le-feu est erroné. Une organisation terroriste doit déposer les armes* ». « *Un cessez-le-feu se fait entre des Etats. C'est quelque chose d'inapproprié pour une organisation terroriste* », avait indiqué M. Erdogan lors d'un entretien accordé le 28 septembre à la chaîne de télévision privée *Samanlyolu*.

Par ailleurs, la nouvelle trêve intervient à un moment où une passe d'armes est intervenue en août au sein de la hiérarchie militaire. Le nouveau chef d'état-major, le général Yasar Büyükanit, perçu comme un faucon, s'est dit déterminé à combattre le PKK par tous les moyens. Le gouvernement est critiqué pour ne pas être assez répressif et pourtant ces dernières semaines,

un regain d'affrontements a causé la mort de plus d'une dizaine de soldats et policiers. Des militants considérés comme proches du PKK ont également perpétré des attentats contre des lieux touristiques, faisant trois morts et près d'une vingtaine de blessés. Selon Ankara, plus de 90 soldats ont été tués dans les attaques du PKK cette année, et 500 civils ont été tués ou blessés, ce qui représente une forte augmentation par rapport aux années précédentes. La violence est toutefois nettement moindre que dans les années 90, quand l'armée vidait et rasait des milliers de villages kurdes.

Cependant, les analystes estiment que la multiplication des attentats au cours des derniers mois a fragilisé la position du gouvernement et renforcé celle des nationalistes turcs. En août 2005, le Premier ministre turc, issu de la mouvance islamiste, promettait au cours d'un discours remarqué à Diyarbakir que la vieille question kurde ne serait réglée qu'avec « *plus de démocratie* ». A huit mois de l'élection d'un nouveau président et à 14 mois des législatives, c'est surtout au gouvernement de résister à la tentation du nationalisme, indique le politologue Cengiz Aktar, qui dénonce une dérive déjà amorcée. « *J'espère que le gouvernement va comprendre qu'il doit redevenir le fer de lance du changement et regrouper derrière lui les forces réformatrices et libérales de Turquie* », a-t-il ajouté.

À Diyarbakir même, l'explosion d'un engin près d'un parc très fréquenté en pleine ville a, le 12 septembre, tué 10 personnes, dont huit enfants, et blessé 14 autres. Un groupe turc peu connu, la Brigade turque de la vengeance (TIT) qui pouvait être une unité paramilitaire,

a revendiqué l'attaque sur son site Internet, indiquant sa volonté de « *venger les victimes du PKK* » et affirmant qu'il allait désormais tuer « *dix Kurdes à Diyarbakir pour chaque martyr turc tué par le PKK dans l'Ouest* ». Selon les autorités locales, la bombe dissimulée dans une bouteille thermos a explosé prématurément. La cible serait en fait un complexe policier situé à un peu plus d'un kilomètre du lieu de l'explosion. Le PKK a démenti être responsable de l'explosion, qu'il a dénoncée, selon l'agence pro-kurde *Firat*. Le maire de la ville, Osman Baydemir, a dénoncé une « *provocation délibérée pour saboter les efforts entrepris par une partie de la classe politique kurde pour mettre fin au conflit avec le pouvoir central d'Ankara* » et appelé ses concitoyens au « *bon sens* ». Quelque 5.000 personnes ont défilé le 16 septembre en silence à Diyarbakir sur l'artère où s'est produite l'explosion à l'appel d'ONG locales pour protester contre cet attentat. Des centaines de manifestants s'étaient, le 14 septembre, heurtés aux forces de sécurité dans la ville, accusant le gouvernement de voiler les identités des responsables. L'attentat est intervenu au lendemain d'un appel au cessez-le-feu lancé par le principal parti pro-kurde du pays, le parti pour une société démocratique (DTP), envers le PKK et quelques heures après l'arrivée à Ankara d'un envoyé spécial américain, le général Joseph W. Ralston, ancien commandant suprême de l'Otan, venu discuter des moyens de contrer le PKK. Au terme d'une réunion avec des responsables turcs, le général a promis de rechercher des mesures « *efficaces* » et « *visibles* » contre le PKK.

Selon la presse turque, M. Erdogan devrait demander lors d'un entretien avec le président américain une

action des troupes américaines contre des camps du PKK retranchés dans le Kurdistan irakien. Dans des déclarations à une radio américaine, citées par les médias turcs, le président irakien, Jalal Talabani, avait récemment sommé la Syrie, la Turquie et l'Iran d'arrêter de s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Irak, menaçant sinon de soutenir des groupes dissidents dans ces pays voisins. Interrogé sur ce que son pays entendait faire si cette intervention ne cessait pas, M. Talabani a déclaré : « nous riposterons de la même manière. Nous soutiendrons l'opposition dans ces pays et créerons des problèmes ». Ces propos ont soulevé un tollé dans la presse nationale. Le Premier ministre turc

Recep Tayyip Erdogan a, le 28 septembre, rejeté l'accusation en soulignant devant des journalistes à Istanbul : « Ce sont des propos très désagréables qui ne sont pas compatibles avec ses fonctions (...) Nous sommes un pays qui a toujours défendu l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Irak », indiquant espérer que le chef de l'Etat irakien corrige son « lapsus ». L'Irak a par ailleurs annoncé le 19 septembre qu'il allait fermer toutes les représentations du PKK dans le pays. La demande de considérer le PKK comme une « organisation terroriste » fait partie d'un ensemble de mesures réclamées par M. Erdogan à son homologue irakien Nouri al-Maliki dans une lettre en date du 11 septembre.

l'accusé ici. Vous avez des droits mais aussi des obligations. Vous pouvez vous défendre, interroger les témoins. Je suis prêt à vous le permettre, mais ici c'est un tribunal et pas une arène politique », a déclaré le juge.

Saddam Hussein et six de ses lieutenants sont jugés pour avoir ordonné et exécuté les campagnes militaires d'al-Anfal, qui ont fait en 1987 et 1988 180.000 victimes au Kurdistan. Deux témoins kurdes sont intervenus le 26 septembre au procès pour décrire comment leur famille avait disparu au cours des opérations militaires. S'adressant au tribunal dans la traditionnelle tenue kurde, Aasi Mustafa Ahmed, âgé 51 ans, a été mobilisé en 1982 pendant la guerre avec l'Iran, et puis fait prisonnier au combat par les forces irakiennes. Libéré en 1990, il a voulu rentrer dans son village de Zingana, près de Souleimanyeh pour apprendre d'un cousin que le village a été rasé et sa famille a disparu. « Quand nous sommes rentrés de captivité, il nous a été dit que nous avions fait honneur à notre pays comme de loyaux soldats. Mais je suis rentré pour trouver ma maison démolie et ma famille disparue », a-t-il déclaré. Il a précisé qu'il avait quatre enfants, dont trois âgés de moins de dix ans, au moment de l'attaque des forces irakiennes. « Je ne sais toujours pas ce qui s'est passé », a-t-il indiqué, précisant qu'il n'avait pu obtenir qu'une réponse du gouvernement indiquant que sa famille avait été prise au milieu des opérations de la campagne Anfal. Le second témoin Jabbar Abdallah Aziz, âgé de 65 ans, vivait à Towb Khana (250 km au nord de Bagdad), en 1988, lorsque l'armée irakienne a attaqué le village et capturé les habitants en fuite. En prison, les autorités ont séparé les hommes des femmes, et les jeunes des personnes âgées. Après

PROCÈS DE SADDAM HUSSEIN : LES TÉMOINS DÉFILENT POUR RACONTER L'HORREUR VÉCUE PENDANT L'OPÉRATION ANFAL

RE Haut tribunal irakien qui juge Saddam Hussein pour génocide contre les Kurdes a, le 26 septembre, décidé de suspendre ses audiences jusqu'au 9 octobre. Cette décision, à l'issue d'une 12^{ème} journée d'audience houleuse marquée par une série d'incidents, permettra aux accusés de prendre contact avec leurs avocats ou d'en choisir de nouveaux. Saddam Hussein a été expulsé pour la troisième fois en une semaine du tribunal de Bagdad provoquant les protestations des six autres accusés dont l'un a été à son tour expulsé. Saddam Hussein et ses six co-accusés protestent contre le fait que le procès se poursuive alors que l'ensemble des avocats de la défense ont décidé de le boycotter parce qu'ils considèrent que le gouvernement « exerce de fortes pressions » sur le tribunal. Pour rétablir le

calme, le juge Mohammed al-Oreibi al-Majid al-Khalifa a suspendu, pendant une heure, l'audition des témoins kurdes venant décrire les sévices qu'eux-mêmes et leurs familles ont subi en 1987-1988. « Vous êtes l'accusé, je suis le juge », a déclaré le juge en donnant l'ordre à l'ancien président de quitter la salle d'audience parce qu'il ne voulait pas se taire. Les autres accusés commençant à protester, le juge a déclaré : « Silence ! Personne ne parle » ! « Saddam dehors. Faites asseoir les autres », a ordonné M. Khalifa aux huisseries. Le procès avait pourtant repris avec le juge donnant une leçon de bonne tenue à Saddam Hussein. Après avoir demandé à l'ancien président de se lever, le juge lui a lu le règlement sur le comportement à respecter devant le tribunal, et Saddam Hussein a écouté patiemment. « Vous êtes

avoir emmené les jeunes vers une destination inconnue, les autres ont été libérés. Cependant, de retour à leur village, ils ont été avertis par haut parleur que tout serait rasé dans les trois jours. Il s'est alors enfui avec sa femme et ses enfants vers la ville de Chamchamal (250 km au nord de Bagdad). Etant retourné dans son village pour voir ce qui était survenu, il a été pris par les soldats et battu. Libéré, il n'a jamais pu retrouver sa famille. « *Je ne sais pas ce qui leur est arrivé* », il y a près de vingt ans, a-t-il déclaré.

Depuis le début du procès, le 21 août, les témoins ont décrit la mort des habitants à la suite d'attaques aux armes chimiques, la situation des victimes mal soignées dans les hôpitaux, les conditions de détention dans des prisons sordides du sud de l'Irak. Un témoin a décrit comment les femmes étaient conduites dans le bureau du directeur de la prison de Nugrat Salman (sud) pour y être violées. Rifaat Mohammed Said, a d'abord raconté le 25 septembre comment son village avait été gazé par l'armée irakienne, puis, pour la première fois, ce témoin a décrit les brutalités contre les femmes dans la prison de Nugrat Salman où lui-même a été incarcéré. Chaque jour, une détenue devait être conduite au bureau de Hajaj, le directeur de la prison, a-t-il raconté. « *Les femmes revenaient en pleurant, et disaient qu'elles avaient été violées* ». Il a également décrit les mauvaises conditions de détention à la prison, où « *certaines jours, deux ou trois enfants mouraient* » de faim.

Un autre témoin, Mohammad Rasoul Moustafa, un Kurde de plus de 70 ans, a relaté le bombardement chimique de Sawisaynan, à une heure de marche de son village. Il a

ensuite décrit sa détention de cinq mois à Nugrat Salman, où il a vu 400 à 500 personnes mourir, particulièrement des personnes âgées. A sa libération, il n'a jamais retrouvé sa femme et ses cinq enfants. Une Kurde, Fahima Amine Karim a, à son tour, raconté qu'après une attaque au gaz contre son village, sa famille avait été conduite à un hôpital militaire où un médecin a refusé de traiter les brûlures de sa fille, disant « *qu'elle n'avait besoin d'aucun soin puisqu'elle allait mourir* ». « *Ma fille est morte dans mes bras. Ils ont pris le corps et je n'ai jamais su où elle a été enterrée* », a-t-elle dit.

Lors de la dixième audience du procès de Saddam Hussein le 20 septembre, cinq victimes kurdes avaient décrit, les souffrances vécues lors des campagnes militaires d'al-Anfal avec des récits parfois insoutenables. Ahmed Mohammed Faris a raconté avoir été conduit de force de son village et détenu dans la prison Nugrat al-Salman, près de Samawa, dans le sud. « *Les conditions de détention étaient vraiment mauvaises* », se souvient ce vieillard. « *Un jour, j'ai vu les chiens dévorer quelque chose: c'était la tête d'une femme dont le corps était enterré près du mur d'enceinte de la prison* », a-t-il déclaré. Gharib Kader Hama Amine a également décrit les conditions déplorables de son emprisonnement, avec son père, dans le centre de détention de Samawa. « *Nous urinions sur le sol, il n'y avait pas de sanitaires. Chaque jour, dix des nôtres mourraient de maladie ou de torture* », a-t-il raconté. Son père est décédé en prison. Selon lui, ils étaient plus d'un millier de Kurdes détenus dans ce centre « *et pas un Arabe* ». Une vieille femme, Esmat Abdel Kader, vêtue de la robe traditionnelle, a été sévère-

ment blessée par les bombardements chimiques. « *J'ai encore des marques sur les mains, j'ai été opérée des yeux et je respire encore difficilement* », a-t-elle raconté au tribunal. Un autre villageois, Ahmed Kader, a décrit l'attaque chimique de son village, l'odeur de gaz, la fuite. Il a raconté qu'avec l'aide de son frère, il est parti ramasser les corps des victimes dispersées et les a enterrés: « *12 par ci, 20 par là, 5 autres ailleurs* ». Le sang coulait du nez et de la bouche des victimes, a-t-il indiqué. « *J'avais les yeux qui larmoyaient et je tremblais de tout mon corps à cause du gaz* », a-t-il ajouté. Il affirme avoir perdu huit proches dont deux soeurs lors des campagnes d'al-Anfal. Chamsa Rostum, elle, habitait dans un village proche de Halabja. En 1987, elle a fui vers le village de son père en 1987 et là le gouvernement a décidé de les loger dans des centres d'internement. En 1988, une offensive militaire a été lancée contre le village et elle a fui vers la montagne. Les soldats ont mis le feu aux habitations. « *Du haut de la montagne, nous voyions des colonnes de fumée se dégager du village. Nous avons essayé de nous éloigner mais les soldats nous ont rattrapés et nous ont envoyés dans des centres de détention* ».

Malgré l'horreur des descriptions, Abdallah al-Amery, le juge chargé du procès de Saddam Hussein pour génocide contre les populations kurdes, a déclaré lors d'une audience le 14 septembre que Saddam Hussein n'avait pas été un dictateur, faisant l'objet de vives critiques de la part de responsables chiites et kurdes. Il a été limogé le 19 septembre, le gouvernement irakien lui reprochant son manque d'objectivité. « *Le gouvernement irakien estime que le juge n'est plus impartial, comme*

on a pu le voir quand il a affirmé que Saddam Hussein n'était pas un dictateur », a déclaré le porte-parole du gouvernement. Lors d'un échange entre Saddam Hussein et un témoin, à la septième audience du procès, Abdallah al-Amery était intervenu pour dire au président déchu : « Vous n'étiez pas un dictateur ». Sur ce, Saddam l'avait remercié. Le juge Amery a présidé l'audience suivante lors de laquelle trois nouveaux témoins ont été entendus. « Nous sommes restés plusieurs minutes exposés à la fumée blanche, à l'odeur pestilentielle. Après, mes battements de coeur se sont accélérés, j'ai vomi, mes yeux me brûlaient et je ne pouvais plus tenir debout », a raconté Iskandar Mahmoud Abdel Rahman, 41 ans. « Je n'ai jamais retrouvé complètement la vision et mon corps a été entièrement brûlé », a-t-il ajouté en montrant à la cour son dos couvert de cicatrices de plus de 20 cm de long. Oubaïd Mahmoud Mohammed, 58 ans, a évoqué l'attaque contre son village de Seyousinan le 22 mars 1988 : « J'ai entendu un habitant crier « Courez pour sauver votre vie, c'est une attaque chimique, c'est une attaque chimique ! ». Ma femme et mes six enfants sont morts et j'ai souhaité bien des fois être mort avec eux. Il n'y a rien de pire que de survivre à la mort de ses enfants ».

Le limogeage du juge al-Amery a créé des remous, l'ensemble des avocats de la défense ayant quitté la salle tandis que Saddam Hussein a été expulsé pour avoir voulu protester contre cette décision. Un centre de défense des Kurdes, le centre de Halabja contre l'extermination des Kurdes, avait réclamé son « limogeage et la nomination d'un autre juge compétent et neutre et dont les idées ne soient pas polluées par le baas fasciste (parti au pouvoir sous

l'ancien régime) ». « Son attitude amicale avec les accusés a irrité les familles des victimes et les observateurs impartiaux », a indiqué le centre dans un communiqué, soulignant que la déclaration du juge selon laquelle Saddam Hussein n'avait pas été un dictateur avait « été la goutte qui a fait déborder le vase ». Dr. Fouad Hussein, chef de cabinet du président du Kurdistan, Massoud Barzani, a, pour sa part, déclaré : « Nous apprécions fortement l'action du tribunal, notamment après la nomination d'un nouveau président, car l'ancien juge conduisait le procès dans la mauvaise direction ». « Le procès allait se transformer en procès politique, ignorant les crimes commis » par l'ancien régime, a-t-il indiqué. « En déclarant ouvertement que Saddam n'était pas un dictateur, l'ancien juge a apporté un soutien aux accusés », a-t-il poursuivi. Falakeddin Kakai, ministre de la culture du Kurdistan, déplore, dans un article publié dans le journal *Khabat*, la liberté donnée à l'ancien dictateur de menacer ses victimes dans l'enceinte même du tribunal. « Lui, qui est accusé de crimes de guerre, d'avoir enterré ses victimes dans des fosses communes, il prend la liberté d'agresser le procureur général, les parties civiles, les témoins et les avocats. Que fait Abdallah al-Amery : il affirme à Saddam Hussein « vous n'étiez pas un dictateur », écrit-il. « Sachez toutefois que Saddam est jugé non pour avoir été un dictateur ou un démocrate, mais pour les crimes commis et le juge doit agir en conséquence », a souligné le ministre.

De plus, des imams chiites ont accusé le président du tribunal de ne pas être suffisamment ferme, voire de le défendre. « Le juge est en train de prendre la défense de l'accusé et de s'éloigner de la vérité », a affirmé cheikh Sadreddine al-Koubban-

ji, membre du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak, lors de son prêche du vendredi à Najaf. Le représentant à Kerbala de l'ayatollah Ali Sistani, plus haute autorité religieuse chiite, a pour sa part déclaré que de tels procès « visent en principe à condamner les criminels, notamment ceux responsables de l'extermination d'un peuple et à dévoiler la vérité sur leurs crimes ». « Malheureusement, ce procès a pris une autre tournure. Saddam Hussein, après être tombé de son piédestal, est revenu avec son arrogance habituelle pour menacer et intimider les gens, à travers ce tribunal », a affirmé Cheikh Abdel al-Mahdi al-Karbalai, lors de son prêche. « La victime (la partie civile) est devenue l'objet de moqueries, et tout ce qu'elle raconte est mis en doute », a ajouté cet imam avant d'ajouter : « le peuple est ainsi tourné en dérision et les années de tyrannies ignorées ».

Par ailleurs, l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch, a dénoncé « une violation flagrante de l'indépendance du tribunal ». Les premières audiences du procès Anfal s'étaient pourtant déroulées dans un climat plus serein et plus professionnel. Ainsi, les accusés sont tous des principaux dignitaires et responsables militaires de l'ancien régime, alors que plusieurs « seconds couteaux » figuraient sur les bancs des accusés du procès de Doujaïl. L'accusation avait gagné en maturité et en transparence : en particulier, les 24 témoins à charge qui se sont présentés jusqu'à présent à la barre l'ont fait à visage découvert et non dissimulés derrière un rideau. Du côté des accusés, le ton avait été plus mesuré et les diatribes revendicatives ou les déclarations enflammées bien moins nombreuses.

UN RAPPORT DE L'ONU INDIQUE QUE LE NOMBRE D'IRAKIENS TUÉS AU COURS DE VIOLENCES A AUGMENTÉ DE PLUS DE 13% EN JUILLET ET EN AOÛT PAR RAPPORT AUX DEUX DERNIERS MOIS PRÉCÉDENTS

Au moins 6599 civils ont été tués à travers l'Irak en juillet et en août, selon un rapport publié le 20 septembre par les Nations unies. Au moins 3590 personnes ont été tuées en juillet et 3009 en août. Il y a eu aussi plus de 8000 blessés. Le nombre d'Irakiens tués au cours de violences a augmenté de plus de 13% en juillet et en août par rapport aux deux mois précédents, et beaucoup d'entre eux sont morts sous la torture en raison de leur appartenance religieuse, selon un rapport de l'Onu. « Une augmentation des incidents liés à la sécurité a été enregistrée en juillet, avec pour conséquence, un nombre sans précédent de civils tués à travers le pays », précise le rapport. « Bien que le nombre de meurtres ait baissé début août, de nouvelles augmentations (des violences) sont devenues évidentes à la fin du mois, à Bagdad et dans d'autres gouvernorats », poursuit le rapport. « La grande majorité des victimes ont été tuées par balle », selon la même source. Le nombre des blessés s'est élevé à 3793 en juillet et 4309 en août. Parmi les morts, figurent en juillet 183 femmes et 23 enfants et en août 194 femmes et 72 enfants. L'Irak est en proie à une recrudescence des violences confessionnelles depuis le bombardement en février d'un mausolée chiite dans la ville sunnite de Samarra.

Les auteurs du rapport ont par ailleurs estimé que ces chiffres, même élevés, étaient probablement trop bas. En juillet, ont-ils relevé, le ministère de la Santé n'a fait état

d'aucun mort à Anbar, province où règne le chaos, notamment dans les villes extrêmement violentes de Ramadi et Fallujah.

Le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan a estimé que l'Irak était au bord de la guerre civile. Le bilan des violences s'est nettement aggravé par rapport aux deux mois précédents. Citant le ministère irakien de la Santé, l'ONU déclare que 2669 personnes ont été tuées en mai et 3149 en juin. Dans la capitale, le nombre total de morts a atteint 5106. « En août, il y a eu une baisse (globale) du nombre de victimes, probablement à cause d'une réduction de leur nombre » à Bagdad, poursuit le rapport. L'ONU n'exclut pas que cette diminution s'explique par une « amélioration de la sécurité » dans certains quartiers due à l'opération de sécurisation de la capitale lancée en juin à laquelle participent plus de 30 000 soldats américains et irakiens.

Les groupes djihadistes mettent à profit le mois de jeûne musulman du ramadan pour intensifier leurs attaques. Le ramadan a été endeuillé ces dernières années par des séries d'attentats. Début septembre, Abou Hamza, le chef d'Al-Qaïda en Irak, avait appelé tout sunnite à tuer au moins un Américain dans « un délai ne dépassant pas 15 jours ». Abou Hamza avait aussi pressé les sunnites de se venger des chiites, traitant ces derniers de « valets », mais les conviant toutefois à « se repentir et à revenir à la raison ». La nationalité du successeur de Zar-

qaoui n'a jamais été révélée par la branche irakienne d'Al-Qaïda. Selon l'armée américaine, le chef de l'organisation, dont elle avait diffusé une photo en juin, est un Égyptien et s'appellerait Abou Ayoub al-Masri. Mais selon Yasser Al-Sirri, directeur de l'Observatoire islamique, basé à Londres, Abou Hamza serait en fait un Irakien dénommé cheikh Abou Hamza Al-Baghdadi.

Les services de renseignement américains considèrent que des miliciens infiltrent de nouveau, avec l'assentiment de la police, des quartiers de Bagdad d'où ils avaient été chassés récemment. Le général Caldwell a, le 28 septembre, déclaré que « les meurtres et les exécutions sont actuellement la première cause des décès de civils à Bagdad ». Le gouvernement irakien a annoncé le 29 septembre l'instauration d'un couvre-feu général de deux jours général interdisant la circulation aux véhicules et aux piétons. Face aux violences intercommunautaires, le nombre de familles irakiennes devant abandonner leur domicile augmente rapidement, avec au moins 240.000 personnes déjà déplacées, selon le ministère des Migrations et de Déplacés. Le nombre de familles forcées à fuir leur quartier devenu le champ d'action de poseurs de bombes, miliciens ou escadrons de la mort, a atteint 40.000, selon un responsable du ministère, ajoutant que des camps de réfugiés pourraient être créés dans la province de Ninive (nord), autour de Bagdad et dans la province méridionale de Dhi Qar.

Par ailleurs, six attentats ont coûté la vie à 24 personnes et fait 84 blessés le 17 septembre à Kirkouk. Un camion piégé a explosé dans la matinée dans le centre-ville, faisant

18 morts et 55 blessés, a précisé Sarhat Qadir, de la police locale. L'explosion s'est produite près des sièges de l'Union patriotique du Kurdistan et du Parti démocratique du Kurdistan, présidé par Massoud Barzani. Quelques heures plus tard, un attentat-suicide à la voiture piégée a frappé une patrouille américano-irakienne dans le sud de la ville, tuant au moins trois passants et en blessant huit autres, a précisé Sarhat Qadir. Deux attentats à la bombe ont également visé des patrouilles de police dans d'autres endroits de Kirkouk. Deux civils ont trouvé la mort et quatre autres ont été blessés dans le premier, tandis que le deuxième faisait trois blessés, selon Sarhat Qadir. Quelques instants plus tard, une voiture piégée a sauté à proximité du domicile du cheikh sunnite Al Waasif al-Obeidi, tuant l'un de ses gardes du corps et faisant huit blessés. Dans l'après-midi, une voiture piégée a encore explosé au passage d'une patrouille conjointe de la police et de l'armée irakiennes dans le sud de Kirkouk, blessant six personnes, deux policiers et quatre soldats, selon le colonel de police Burhan Tayib.

Dans une interview au quotidien américain *Washington Post*, le président irakien, a, le 25 septembre, déclaré que l'Irak « *aura besoin des forces américaines pendant longtemps* » et indiqué que 10.000 hommes et deux bases aériennes seront suffisants. M. Talabani a proposé que les bases soient installées au Kurdistan. Il a ajouté que certains sunnites étaient favorables à une présence américaine car ils « *pensent que le principal danger vient désormais de l'Iran* ». M. Talabani, qui s'est exprimé le 26 septembre lors d'une conférence au Woodrow Wilson Center à Washington, a affirmé que la présence militaire américaine en

Irak dissuadait les pays voisins d'attaquer le pays. Le conseiller irakien à la sécurité nationale, Mowafak Al-Rubaie, avait également déclaré le 17 septembre sur CNN que « *les forces multinationales, les forces de la coalition seront nécessaires en Irak* », notamment pour « *le soutien logistique* ». « *Et les troupes américaines ne pourront pas quitter l'Irak dans un avenir prévisible* », avait-il ajouté.

Par ailleurs, la Chambre américaine des représentants a définitivement

approuvé le 26 septembre le déblocage de 70 milliards de dollars pour financer les guerres en Irak et en Afghanistan. Le projet de loi tel qu'il l'a approuvé interdit à l'administration de se servir de ces fonds pour construire des bases militaires permanentes en Irak. Avec cette nouvelle rallonge budgétaire, le Congrès a voté plus de 500 milliards de dollars de financement pour les engagements militaires en Afghanistan et en Irak depuis le début de ces interventions.

ERBIL : OUVERTURE DU SALON PROFESSIONNEL INTERNATIONAL AVEC 800 ENTREPRISES VENANT DE 27 PAYS

UN salon professionnel international, réunissant 800 sociétés exposantes, dont les constructeurs automobiles américains General Motors et Ford, s'est ouvert le 14 septembre à Erbil, capitale du Kurdistan d'Irak. Ce salon, qui a duré quatre jours, comprend 200 pavillons dans lesquels 800 entreprises venant de 27 pays sont représentées. Des sociétés américaines, allemandes et japonaises sont notamment présentes au salon, auquel les entreprises françaises ne participent pas. Selon Raëd al-Rahmani, directeur d'un centre de développement économique irakien, le salon est dominé par des entreprises américaines, mais plusieurs sociétés arabes y participent également, y compris irakiennes. Selon l'attaché commercial de l'ambassade des Etats-Unis en Irak, Andrew Wylagle, les entreprises américaines présentes viennent notamment des secteurs de l'automobile, de l'assurance et de la sécurité privée. Le diplomate américain a annoncé la venue l'an pro-

chain d'une importante délégation commerciale au Kurdistan, plusieurs groupes américains étant désireux d'investir dans cette province, relativement épargnée par la violence comparée au reste de l'Irak. Outre General Motors et Ford, le premier constructeur automobile japonais Toyota et l'Allemand Mercedes, filiale haut de gamme de DaimlerChrysler, exposent aussi, de même que le fabricant d'équipements de télécommunications américain Motorola.

A l'ouverture du salon, le Premier ministre kurde, Nechirvan Barzani, a souhaité que le Kurdistan « *soit la porte d'accès des investissements en Irak* ». Il a espéré que « *la rencontre donne lieu à des transactions permettant de résoudre les nombreux problèmes auxquels est confronté le pays, à savoir l'insuffisance des capacités du réseau électrique, celles des raffineries, les problèmes d'infrastructure, etc..* » Nechirvan Barzani a rappelé qu'une nouvelle loi sur l'investissement étranger avait été adoptée il y a

deux mois dans le Kurdistan autonome, de nature « à encourager la venue de entreprises étrangères pour qu'elles rayonnent en Irak à partir d'Erbil ».

Des groupes pétroliers et parapétroliers participent aussi au salon, placé sous le signe de la reconstruction de l'Irak. Des délégués des ministères irakiens du Pétrole, du Plan et de la Reconstruction y assistent. Mais l'ambassadeur des Etats-Unis à Bagdad, Zalmay Khalilzad, qui a assisté à la cérémonie d'inau-

guration du salon, a poussé les investisseurs américains à s'intéresser non seulement au pétrole mais également à l'agriculture et au tourisme. « Je pense que vous aurez un bon retour sur investissement dans le secteur touristique au Kurdistan », a-t-il déclaré. Il a par ailleurs souligné, à l'adresse des groupes américains, que cette région riche en ressources (eau, pétrole) et en main d'oeuvre, pouvait les « aider à engranger des profits », souhaitant que ces entreprises concluent des contrats.

sion iranienne. Un entretien a eu lieu également avec l'ancien président Akbar Hachémi Rafsandjani et le secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale.

À l'issue de la visite du premier ministre irakien à Téhéran, un communiqué commun publié le 13 septembre, a indiqué que l'Irak condamne les actes terroristes en Irak et soutient le peuple et le gouvernement irakiens dans leur lutte contre le terrorisme. « Tout en condamnant les actes terroristes en Irak, l'Iran apporte un soutien total au peuple et au gouvernement irakiens dans leur lutte face au terrorisme et aux actions criminelles », affirme le communiqué. Le président iranien avait déclaré la veille que l'Iran apporterait « son aide pour établir une sécurité complète en Irak car la sécurité de l'Irak est la sécurité de l'Iran ». Le communiqué publié affirme que « Téhéran accueille favorablement la décision du gouvernement irakien d'expulser les membres du groupe terroriste des Monefeghine (terme utilisé pour désigner les Moudjahidine du peuple, principal groupe armé hostile au gouvernement iranien) et estime qu'il s'agit d'un pas positif pour renforcer les relations entre les deux pays ». Alliés de Saddam Hussein, les Moudjahidine du peuple sont cantonnés dans une base dans la région de Bagdad et sont sous le contrôle des forces américaines.

Dernier signe d'une coopération allant croissant entre Téhéran et Bagdad, le ministère irakien du pétrole, a, le 12 septembre, annoncé que les deux pays sont parvenus à un accord pour développer des champs pétrolifères communs, et l'Irak enverra du brut dans des raffineries en Iran, pour traitement. Ces accords et le déplacement de M. Al-Maliki reflètent le renforce-

LE PREMIER MINISTRE IRAKIEN EN VISITE OFFICIELLE EN IRAN

NOURI al-Maliki, a, le 12 septembre, effectué sa première visite en Iran depuis sa prise de fonction en mai, souhaitant que son gouvernement dominé par les chiites ait l'appui d'un proche allié, afin de contenir les violences meurtrières qui déchirent l'Irak et de développer l'industrie pétrolière de son pays. Pour bien montrer les liens entre les deux pays, M. Ahmadinejad a accueilli personnellement le Premier ministre irakien, qui aurait dû être reçu par le vice-président iranien pour respecter le protocole diplomatique. M. Maliki, à la tête d'une délégation comprenant notamment des députés et le conseiller irakien à la sécurité Mouaffaq al-Roubaïe. Le Premier ministre irakien a rencontré les principaux dirigeants iraniens dont le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, qui a déclaré à la suite de sa rencontre avec le Premier ministre irakien, que le retrait des forces américaines représentait la solution pour mettre fin à l'instabilité en Irak, selon la télévision publique iranienne. « Une partie des

souffrances (de l'Irak) est due aux actions de l'ancien régime et une partie est due à la présence d'occupants en Irak », a déclaré Ali Khamenei à M. Al-Maliki, selon l'agence de presse iranienne. Lors de son entretien avec Mahmoud Ahmadinejad, le Premier ministre irakien a demandé à l'Iran de prendre des mesures plus sévères pour empêcher des militants d'Al-Qaïda d'entrer en Irak. « L'Iran soutient le gouvernement irakien qui a été formé de part la volonté de la population et estime qu'un Irak indépendant et uni est dans l'intérêt de la région », a déclaré pour sa part M. Ahmadinejad. « Nous soutenons complètement nos frères au Parlement et au gouvernement irakien », a d'ailleurs ajouté le président iranien. Le chef du gouvernement irakien s'est également entretenu avec Ali Larijani, principalement négociateur iranien sur le dossier nucléaire et a remercié Téhéran pour avoir accueilli des dirigeants irakiens opposés au régime de Saddam Hussein. « L'Irak est l'allié naturel de l'Iran », a déclaré M. Larijani à M. Al-Maliki, selon la télévi-

ment des liens entre le gouvernement irakien soutenu par les Etats-Unis et l'Iran. L'accord devrait être signé dans quelques mois, après une délimitation des champs de pétrole par des techniciens. Il oblige les deux parties à préciser, dans le territoire défini, la nature de leurs richesses pétrolières et à effectuer en commun le pompage. « *Les Iraniens disent qu'ils sont même prêts à prendre chez nous tout le pétrole dont ils ont besoin pour la raffinerie d'Abadan, ce qui correspond à environ un demi-million (de barils par jour)* », a précisé M. Chahristani. Il a ajouté que des entreprises iraniennes se faisaient fort de construire l'oléoduc en neuf mois. L'Irak envisage de signer des accords similaires avec la Syrie et le Koweït, deux autres voisins avec lesquels il partage des champs pétrolifères, a-t-il ajouté à l'agence de presse Reuters. Le ministre irakien du Pétrole a indiqué que le gouvernement préparait une loi sur les hydrocarbures, qui

devrait être adoptée avant la fin de l'année et qui fixerait les conditions d'investissement et d'exploitation pour les compagnies pétrolières internationales. Après adoption du texte, une Compagnie nationale pétrolière sera créée. « *Elle aura un rôle de régulation et de supervision, elle définira la politique pétrolière que les compagnies opérant dans le pays appliqueront* », a indiqué le ministre.

Les États-Unis accusent régulièrement l'Iran de soutenir les groupes terroristes ou les mouvements chiites radicaux. La Maison-Blanche a réagi le 12 septembre avec méfiance à l'engagement de l'Iran de contribuer au rétablissement de la sécurité en Irak en affirmant que « *la chose la plus importante que l'Iran puisse faire, c'est de ne pas être lui-même une partie du problème en finançant les groupes séparatistes et terroristes qui essaient de saper la démocratie en Irak* ».

accrues et fabriqué localement», selon un haut responsable militaire iranien. Or, le Saegheh utilise une cellule ressemblant à celle du F-5, datant d'une quarantaine d'années, et une dérive arrière ressemblant à celle du F-18, un appareil beaucoup plus moderne.

À Téhéran, lors du défilé annuel de la « *Défense sacrée* », commémorant la date anniversaire de l'attaque de l'Irak par l'Iran en 1980, l'Iran a, le 22 septembre, étalé sa puissance militaire dont un missile capable d'atteindre Israël. Il a averti les puissances occidentales qu'il riposterait « *comme la foudre* » à toute attaque contre son territoire. « *Nous voulons la paix mais nous lançons une mise en garde : les puissances expansionnistes ne doivent pas penser à une agression contre l'Iran car nos lions (ndlr forces armées) sont si puissants qu'ils peuvent frapper comme la foudre l'ennemi et le détruire* », a déclaré le vice-président Parviz Davoudi. L'armée iranienne a ainsi déployé pour l'occasion une panoplie de missiles notamment le Shahab-3. D'une portée théorique de 1.500 km, poussée à plus de 2.000 km selon l'Iran, il atteindrait aisément le territoire d'Israël, mais aussi les bases américaines situées dans la péninsule arabique. Mais le modèle présenté, qui n'était pas la dernière version montrée en 2005, ne portait pas non plus les inscriptions anti-américaines et anti-israéliennes qui avaient amené les attachés militaires européens à quitter la tribune l'an passé.

Assurant que « *l'arme atomique n'a pas de place dans la doctrine de défense* » de l'Iran, M. Davoudi a jugé que « *l'utilisation de la technologie nucléaire à des fins pacifiques est notre droit absolu conformément au Traité de non prolifération (TNP)* ». L'Iran a refusé

L'IRAN ANNONCE UN ACCORD AVEC MOSCOU SUR L'OUVERTURE DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE BOUCHEHR

R'IRAN a, le 27 septembre, annoncé avoir commencé à produire un canon d'artillerie de marine, le Fajr 27, capable selon lui de tirer 85 munitions de 76 millimètres par minute. « *Le Fajr 27 convient aux besoins de nos forces navales et peut frapper des cibles aussi bien aériennes qu'en surface* », a dit le ministre de la Défense, Mostafa Mohammad Najjar, en précisant que l'élaboration de cette arme avait demandé six ans de travail. « *Cette arme peut réagir rapidement à toute attaque aérienne ou de surface* », a ajouté le ministre, en précisant qu'elle pouvait être « *commandée*

automatiquement ». Selon M. Najjar, la portée de ce canon, qui peut être monté sur un navire, est de 17 km. Le ministre a évoqué des possibilités d'exportation pour le Fajr 27. Ce type d'arme est déjà produit selon lui par 54 pays. Cette annonce est la dernière en date d'une série d'annonces sur de nouveaux équipements destinés aux forces iraniennes, mais des experts ont souvent mis en cause la réalité des performances annoncées de ces matériels. L'Iran a présenté ainsi début septembre un chasseur-bombardier, le Saegheh, « *similaire au F-18 (américain) mais disposant de capacités*

de se soumettre à une résolution de l'ONU exigeant une suspension de son programme d'enrichissement d'uranium. Des discussions sont en cours entre Iraniens et Européens pour tenter de trouver une issue à la crise et éviter d'éventuelles sanctions contre Téhéran. Dans un entretien au magazine américain *Time* publié le 18 septembre, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a assuré ne pas craindre une attaque américaine pour détruire les installations nucléaires de son pays. Pour Washington, un Iran doté de l'arme atomique reste une perspective inacceptable et les États-Unis ont toujours refusé d'exclure l'option militaire contre Téhéran. Enfin, pour la première fois des membres de la minorité arabe, en costume traditionnel, ont défilé dans les rangs des miliciens islamistes, avec des Kurdes et Baloutches alors que les provinces frontalières peuplées de ces minorités ont connu des troubles ces derniers mois.

Le président iranien a, le 30 septembre, déclaré que l'Iran ne suspendrait pas l'enrichissement d'uranium, même pour quelques jours, rejetant une exigence clé des grandes puissances. « *Ils font pression pour qu'on suspende (l'enrichissement d'uranium). Au début, ils ont demandé une suspension de six mois, ensuite de trois mois et enfin d'un mois, mais nous avons refusé* », a déclaré M. Ahmadinejad. « *Aujourd'hui, ils demandent une suspension de quelques jours et nous disent d'évoquer des problèmes techniques. Mais, nous leur disons que nous n'avons pas de problèmes techniques pour suspendre. Pourquoi voulez-vous que l'on mente à notre peuple?* », a ajouté le président lors d'un discours à l'occasion de la rentrée universitaire. « *Ils (les Occidentaux) veulent que l'on suspende*

nos activités même pour une courte période (...) et dire que l'Iran a cédé », a-t-il ajouté. Allaeddine Boroujerdi, président de la Commission des Affaires étrangères du parlement, cité par l'agence *Isna*, a déclaré pour sa part que « *le chemin parcouru est irréversible. Nous avons suspendu nos activités pendant deux ans et, aujourd'hui, il n'y a nul besoin de suspendre nos activités de recherche* » en matière d'enrichissement d'uranium. Le négociateur en chef du nucléaire iranien, Ali Larijani, et le représentant de la diplomatie de l'Union européenne, Javier Solana, ont mené les 27 et 28 septembre à Berlin d'intenses discussions pour trouver une solution à la crise nucléaire iranienne. Ces négociations portaient sur une série de mesures économiques et diplomatiques offertes à Téhéran en échange de la suspension de l'enrichissement d'uranium.

Selon les agences de presse russes, Itar-Tass et Interfax, la Russie et l'Iran ont conclu un accord sur la date d'ouverture de la centrale nucléaire de Bouchehr, en cours de construction avec l'aide de la Russie. Sergueï Schmatko, président de la compagnie russe Atomstroïexport, participant à la construction de l'usine, a, le 26 septembre, affirmé que les deux parties avaient signé un protocole additionnel fixant à septembre 2007 la date de mise en service de la centrale, et qui évoque pour la première livraison de combustible nucléaire à l'Iran la date de mars 2007. Cet accord vient conclure les discussions entre Sergueï Kiriyenko, directeur de l'Agence fédérale russe de l'énergie atomique, avec Gholamreza Aghazadeh, directeur de l'agence iranienne de l'énergie atomique. À l'issue d'entretiens de plus de deux heures, les deux responsables

avaient quitté le bâtiment de l'Agence fédérale russe de l'Énergie atomique (Rosatom) sans faire de déclaration. Un adjoint de M. Aghazadeh, Mohammad Saïdi, a regretté que « *bien que la Russie, à l'époque, ait donné à l'Iran un engagement écrit sur la date de l'envoi du combustible, il ne s'est pas concrétisé* ». Cité par l'agence russe Ria Novosti, M. Aghazadeh a ajouté que « *les Iraniens peuvent achever eux-mêmes la construction de la centrale de Bouchehr si les Russes n'en sont pas capables* ». La Russie a conclu avec l'Iran en 1995 un accord pour livrer la centrale nucléaire de Bouchehr (sud), mais ce projet a pris du retard, notamment sous la pression des autorités américaines. Mais la Russie a toujours rejeté les demandes américaines d'abandonner ce chantier, assurant que ce projet ne menaçait pas le régime de non-prolifération des armes nucléaires et qu'il était réalisé sous contrôle de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique). La Russie a notamment conclu avec l'Iran, sous la pression de Washington, un accord afin que le combustible nucléaire d'origine russe pour Bouchehr soit retourné en territoire russe une fois usagé, afin d'éviter des risques de détournement à des fins militaires. Le projet de la centrale de Bouchehr a été lancé dans les années 70 par une filiale de l'allemand Siemens. Celle-ci s'est retirée au moment de la révolution islamique de 1979. Moscou a pris le relais en signant un contrat de 1 milliard de dollars avec Téhéran en 1995 pour terminer la construction de la centrale. Selon M. Aghazadeh, le projet est à présent réalisé à 90%.

Par ailleurs, le général John Abizaid, chef du Commandement central (Centcom), qui supervise les opérations américaines au Moyen-

Orient, a, le 19 septembre, affirmé que l'Iran, qui a l'armée la plus puissante du Moyen-Orient, est dangereux militairement et compte sur des moyens non-conventionnels pour contrecarrer la supériorité des États-Unis dans la région. Il a ainsi détaillé les capacités dont l'Iran dispose lors d'une rencontre avec des journalistes spécialisés dans les questions de défense à Washington. Les Iraniens ont une force navale capable de « bloquer temporairement le

détroit d'Ormuz » où transite 40% du pétrole mondial, a-t-il souligné. Un blocage du détroit provoquerait une très forte hausse des prix du pétrole, selon les experts. L'Iran dispose également de « missiles » qu'il peut lancer contre d'autres pays de la région et a des liens avec des « organisations terroristes », comme le Hezbollah libanais, qui pourraient créer des « problèmes non seulement au Moyen-Orient mais au niveau mondial », a ajouté le général Abizaid.

SYRIE : LE REGIME BAASISTE CONTINUE À POURSUIVRE ET EMPRISONNER SES INTELLECTUELS ET SES DISSIDENTS

R'ÉCRIVAIN syrien Mohammad Ghanem et un jeune militant kurde syrien Sivan Abdo ont été libérés le 30 septembre après avoir purgé leur peine. Mohammad Ghanem, arrêté fin mars à son domicile, avait été condamné en juin dernier à six mois de prison ferme par un tribunal militaire à Raqqa (centre), pour avoir « offensé le président de la République (Bachar al-Assad), porté atteinte à l'image de l'Etat et incité à des dissensions confessionnelles ». M. Ghanem était accusé d'avoir publié des articles jugés critiques sur la situation intérieure en Syrie. Pour sa part, le militant kurde Sivan Abdo avait été arrêté en 2004, à la suite d'événements sanglants dans le Kurdistan de Syrie, et condamné à deux ans et demi de prison par la Cour de sécurité de l'Etat à Damas. Il était accusé d'avoir « provoqué des dissensions confessionnelles ». Des affrontements sanglants avaient opposé en mars 2004, pendant cinq jours, des Kurdes aux forces de l'ordre ou à des tribus arabes notamment à Qamichli et Alep, faisant 40 morts selon des sources kurdes, 25 selon les autorités syriennes.

Le 29 septembre, un autre militant kurde syrien Abdo Khallaf Wallo avait été libéré par les autorités, selon l'ONDHS. Ce militant kurde, arrêté en juin par les forces de sécurité dans la province de Hassaké (nord-est), a été libéré pour des raisons de santé. Selon Me Qorabi, l'arrestation de Wallo, un ancien responsable du Parti démocratique kurde était due « à son action politique en général et à son rôle dans les événements de mars 2004 ». Le président de l'ONDHS a appelé les autorités « à clôturer définitivement le dossier des événements de Qamichli et à mettre en oeuvre l'amnistie présidentielle du 31 mars 2004 décrétée en faveur des accusés ». A cet égard, l'ONDHS a rappelé dans un communiqué que 46 personnes, qui avaient été arrêtées pour leur implication présumée dans les affrontements, étaient toujours poursuivies en justice en dépit de l'amnistie. L'organisation a également lancé un appel à « la libération de tous les détenus d'opinion en Syrie ».

Par ailleurs, les services de sécurité syriens ont, le 14 septembre, arrêté un militant des droits de l'Homme, Mohammad Haji-Darouiche, selon l'Organisation syrienne des droits

de l'Homme (OSDH) dans un communiqué. M. Haji-Darouiche, membre de l'Association des droits de l'Homme en Syrie (ADHS), « a été convoqué par les services de la sécurité militaire et a été arrêté sans que l'on puisse en connaître les raisons », a ajouté l'OSDH. « Nous dénonçons les arrestations politiques, notamment contre les militants de la société civile, et rappelons au gouvernement ses engagements à respecter les lois internationales », a indiqué le communiqué. L'OSDH a demandé au gouvernement syrien de « libérer Mohammad Haji-Darouiche ou de le traduire devant un tribunal impartial ».

De plus, le cinéaste syrien Omar Amiralay, un critique du régime, a été brièvement arrêté le 18 septembre par les autorités en Syrie et empêché de voyager en Jordanie, selon Ammar al-Qorabi, président de l'Organisation nationale des droits de l'Homme en Syrie (ONDHS). Selon ce dernier, les autorités ont arrêté M. Amiralay à la frontière syro-jordanienne, d'où il se rendait en Jordanie pour réaliser son nouveau film, l'ont interrogé sur le motif de ses voyages répétés notamment dans le royaume hachémite et le cinéaste a expliqué que ces déplacements étaient liés à son travail. Après une détention de plusieurs heures, M. Amiralay a été relâché mais empêché de se rendre en Jordanie. M. Amiralay, âgé de 60 ans, est un réalisateur de renom vivant en France.

Son dernier film *Déluge au pays du Baas* a été perçu comme un réquisitoire contre le parti Baas au pouvoir en Syrie depuis 35 ans. Le film a été produit par la chaîne franco-allemande ARTE et a reçu le prix du meilleur court métrage (46 minutes) de la biennale du cinéma arabe de l'Institut du monde arabe à Paris.

AINSI QUE...

▣ **CINQUANTE-SIX MAIRES DU KURDISTAN DE TURQUIE JUGÉS POUR AVOIR ÉCRIT AU PREMIER MINISTRE DANOIS EN FAVEUR D'UNE CHAÎNE DE TÉLÉVISION KURDE.** Cinquante-six maires kurdes ont, le 26 septembre, été présentés devant une Cour de Diyarbakir pour avoir écrit au Premier ministre danois, en décembre 2005, l'exhortant à résister aux demandes d'Ankara de fermer une chaîne de télévision kurde. Les maires sont accusés de « soutien délibéré » au parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) à cause de cette lettre écrite en anglais à Anders Fogh Rasmussen en décembre 2005. Ils risquent jusqu'à quinze ans de prison. Une quarantaine d'accusés, dont Osman Baydemir, maire de Diyarbakir, la capitale socio-culturelle du Kurdistan turc, étaient présents à la première audience alors que de nombreux policiers avaient été déployés devant la Cour d'assises.

Plusieurs de ces maires sont actuellement dans le collimateur de la justice pour d'autres procès, notamment pour « apologie du PKK ». « C'est un procès tragi-comique », a affirmé Firat Anli, l'un des maires jugés, indiquant que les élus étaient accusés pour avoir exprimé leurs opinions sur une chaîne ayant « une audience répandue » dans les provinces kurdes de Turquie grâce aux antennes paraboliques. Parlant au nom des autres maires, M. Anli a indiqué rejeter toutes les accusations, évoquant un acte démocratique. Les juges ont fixé la prochaine audience pour le 21 novembre.

Ankara a demandé aux autorités danoises d'abroger la licence de diffusion accordée à Roj TV, basée au

Danemark où elle émet depuis 2004, au motif que « la chaîne a des liens avec le PKK ». L'acte d'accusation affirme que Roj TV cite régulièrement les dirigeants du PKK et rapporte des déclarations « incitant à la violence conformément à la propagande du PKK ». Les autorités turques considèrent que la chaîne « incite à la haine » en soutenant ouvertement le PKK. Washington a également demandé à Copenhague de fermer cette chaîne alors que l'instance danoise de surveillance de l'audiovisuel a estimé au début de l'année que les programmes de Roj TV ne contenaient pas d'incitation à la haine.

▣ **UN TRIBUNAL TURC ACQUITTE POUR « MANQUE DE PREUVES » QUATRE CENT CINQ SOLDATS POURSUIVIS POUR « VIOLS COLLECTIFS ET TORTURE » D'UNE DÉTENUÉE KURDE.** Quatre cent cinq soldats de l'armée turque ont, le 18 septembre, été acquittés pour « manque de preuves » par un tribunal turc qui les jugeait depuis près de trois ans pour « viols collectifs et torture » d'une détenue kurde. Le procès controversé qui s'était ouvert en octobre 2003 dans la ville kurde de Mardin avait par la suite été transféré à Sungurlu (nord) pour des raisons de sécurité. La victime — présentée par ses seules initiales, S.E. — est âgée aujourd'hui de 34 ans a souffert de graves problèmes psychologiques, a émigré dans l'ouest de la Turquie et l'Allemagne lui a ensuite accordé un droit d'asile. Elle s'est plainte d'avoir été violée et soumise à des mauvais traitements répétés de la part de soldats alors qu'elle était en garde à vue à trois reprises entre 1993 et 1994 dans des postes de l'armée à Mardin. L'ex-détenue, qui

n'a jamais été condamnée, avait dû être hospitalisée après les derniers sévices.

405 militaires (341 simples soldats et 64 gradés) servant dans ces postes à l'époque avaient été accusés dans l'acte du procureur. La plupart d'entre eux ont achevé leur service militaire -obligatoire en Turquie- depuis les faits, selon Me Reyhan Yalçındag, l'avocate de la plaignante. « Le verdict n'est pas une surprise, nous allons faire appel », a expliqué l'avocate, qui a affirmé que « le seul fait de déplacer le procès est une flagrante violation des droits de la défense ». La sentence a été rendue en l'absence des avocats qui ont refusé de se rendre à Sungurlu, a précisé Me Yalçındag qui a son bureau à Diyarbakir.

▣ **ISTANBUL : LA ROMANCIÈRE TURQUE, ELIF SAFAK, POURSUIVIE POUR SON DERNIER ROMAN ÉVOQUANT LE GÉNOCIDE ARMÉNIEN, A ÉTÉ ACQUITTÉE GRÂCE À LA PRESION INTERNATIONALE.** Un tribunal turc a, le 21 septembre, acquitté la romancière Elif Shafak, jugeant que rien ne venait prouver qu'elle avait « insulté la Turquie » dans son dernier roman, dans lequel elle évoque le génocide arménien. Agée de 35 ans, Elif Shafak risquait trois ans de prison à cause des propos tenus par ses personnages fictifs arméniens dans son livre « Le Père et le bâtard », sorti en mars en Turquie où il fait un tabac. Dans le roman, un Arménien parle des « bouchers turcs » à propos du génocide arménien, dont Ankara ne reconnaît pas l'existence. Au bout d'une heure et demie de ce procès à hauts risques politiques, la cour a jugé ne pas disposer de preuves suffisantes contre la romancière. Cette dernière, qui vient de donner naissance il y a quelques jours à une

petite fille et se trouvait toujours à l'hôpital, n'était pas présente. Le très contesté article 301 du nouveau Code pénal turc réprime les « atteintes et insultes à la Turquie, à l'identité nationale turque ou aux officiels du gouvernement ». Selon Elif Shafak, qui enseigne à l'Université d'Arizona, le nouveau code pénal « a été utilisé comme arme pour faire taire beaucoup de gens. Mon cas n'est qu'une étape dans une longue chaîne ». Le procès très médiatisé était considéré comme un test pour les efforts de démocratisation de la Turquie qui souhaite rejoindre les valeurs européennes et qui a entamé l'an dernier de difficiles négociations d'adhésion.

Des manifestants nationalistes rassemblés devant le tribunal ont montré leur colère, au cours d'une brève confrontation avec la police. Ils brandissaient notamment un drapeau européen frappé d'une croix gammée et assorti de l'inscription « fascisme européen ». Si Ankara dit n'avoir aucune intention de modifier les lois régissant la liberté d'expression dans le pays, certains députés du parti du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan n'excluaient plus de réviser ce texte critiqué, pomme de discorde avec l'Union européenne. Elif Safak est la dernière en date d'intellectuels poursuivis au titre de cet article controversé. Le député européen et vice-président du comité parlementaire Turquie-UE, Joost Lagendijk qui a assisté à l'audience a réitéré que cet article devait être abrogé. « Seule l'abrogation de cet article satisfiera l'UE », a-t-il déclaré. La justice turque, sous forte pression internationale, avait abandonné en janvier dernier les poursuites pour le même chef d'accusation contre la figure majeure de la littérature turque, Orhan Pamuk, auteur de

« Neige ». Hrant Dink, journaliste arménien de Turquie, a, quant à lui, été condamné à six mois de prison avec sursis. Personne n'a encore été emprisonné en raison de cet article, mais des dizaines d'autres affaires sont en attente, ce qui a poussé le commissaire européen à l'Élargissement Olli Rehn à réclamer en juillet que la disposition soit amendée « pour garantir la liberté d'expression ».

▣ **SUISSE : VINGT DEUX PROCÉDURES JUDICIAIRES RELATIVES AU PROGRAMME « PÉTROLE CONTRE NOURRITURE ».** Le nombre de procédures judiciaires en Suisse en lien avec le programme « pétrole contre nourriture » est passé de 5 à 22 avec une affaire transmise pour une enquête préliminaire à l'Office des juges d'instruction fédéraux. Le Ministère public de la Confédération (MPC) mène actuellement 17 enquêtes de police judiciaire contre des sociétés ou des personnes, sous le coup de poursuites pénales suisses, a, le 17 septembre, indiqué la porte-parole du MPC, Jeannette Balmer, confirmant une information de la *NZZ am Sonntag*. Ces procédures concernent surtout l'éclaircissement de violations de l'embargo en Irak ou des présomptions de blanchiment d'argent et de corruption de fonctionnaires étrangers. Un dossier a été transmis à un canton, parce que ses autorités enquêtaient déjà sur le même objet. Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) examine lui actuellement trois cas avec l'ouverture éventuelle d'une procédure administrative, a déclaré Mme Balmer. Un cas est déjà traité par l'Office des juges d'instruction fédéraux. Cet Office a ouvert le 9 août une enquête préliminaire contre un Suisse et un étranger, des intermédiaires dans le domaine du pétrole avec le régime de Saddam Hussein. Le MPC va transmettre d'ici un

mois un autre cas à l'Office avec la demande d'ouverture d'une enquête préliminaire. Les noms des entreprises ou des personnes qui sont l'objet des procédures ne sont pas cités par le MPC en raison des enquêtes en cours.

L'ONU avait lancé en 1995 le programme avec l'Irak. « Pétrole contre nourriture » a permis à l'Irak sous le joug de Saddam Hussein d'exporter une quantité limitée de pétrole malgré les sanctions de l'ONU, en échange de produits alimentaires et de médicaments. Le programme a été rapidement l'objet de pots-de-vin et d'escroqueries. Selon le rapport final de la commission d'enquête dirigée par l'ancien président de la Réserve fédérale américaine, Paul Volcker, environ 2200 entreprises dont des sociétés suisses, auraient versé des pots-de-vin. Au total, 1,8 milliard de dollars auraient échappé aux organes de contrôle de l'ONU. La commission Volcker a particulièrement examiné le cas des commerçants de matières premières. En Suisse, les enquêtes concernent en grande majorité des sociétés qui ont livré des biens humanitaires, a déclaré Mme Balmer.

▣ **DAMAS : UN ASSAUT CONTRE L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS CONTRECARRÉ PAR LES SYRIENS SUSCITE LES REMERCIEMENTS DE WASHINGTON.** A l'heure où les tensions sont vives entre Washington et Damas, des islamistes armés de fusils automatiques et de grenades ont tenté le 12 septembre de « prendre d'assaut » l'ambassade des Etats-Unis dans la capitale syrienne, selon les autorités qui ont aussi fait état d'un véhicule chargé d'explosifs et parlé d'« attaque terroriste ». Quatre personnes, trois

assaillants et un membre des forces de sécurité, ont été tués. Les islamistes armés n'ont-ils pas réussi à ouvrir une brèche dans les murs d'enceinte de la représentation américaine. Mais un membre des forces syriennes antiterroristes a été tué dans l'attaque et au moins onze autres personnes ont été blessées, dont un policier, deux Irakiens et sept employés d'un atelier situé à proximité, selon l'agence officielle syrienne. Les faits ont cependant donné lieu à des informations contradictoires. Selon la télévision publique syrienne, quatre hommes armés ont « tenté de prendre d'assaut » la mission diplomatique américaine, munis de fusils automatiques et de grenades. Les assaillants sont arrivés à bord de deux véhicules. L'une des voitures chargée d'explosifs a été stationnée devant l'ambassade mais n'a pas sauté, la bombe étant désamorcée. Cependant, selon un témoignage recueilli par l'agence de presse *Associated Press*, deux hommes armés à bord d'une voiture s'étaient arrêtés devant la représentation diplomatique, étaient sortis du véhicule,

avaient tiré sur les gardes syriens postés devant l'entrée du bâtiment puis avaient fait sauter le véhicule. Le témoin a ajouté sous couvert d'anonymat que le personnel de sécurité avait riposté, avant l'arrivée rapide sur les lieux des forces syriennes.

En déplacement au Canada, la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice a loué les agents de sécurité syriens pour avoir repoussé l'attaque, tout en soulignant qu'il était trop « tôt » pour pointer du doigt des responsables et « spéculer » sur les raisons de cette attaque. A Washington, la Maison Blanche a adressé ses remerciements aux autorités syriennes pour « être venues en aide aux Américains ». « Le gouvernement américain est reconnaissant de l'assistance que les Syriens ont fournie en poursuivant les assaillants et, encore une fois, cela illustre l'importance pour la Syrie d'être une alliée importante dans la guerre contre le terrorisme. Cela ne veut pas dire qu'elle est une alliée. Nous espérons qu'elle deviendra une alliée et fera le choix de

combattre les terroristes », a déclaré Tony Snow, porte-parole de la Maison Blanche.

Après l'attentat, Damas, largement isolée depuis deux ans, a appelé la communauté internationale à renouer le dialogue avec elle. " Il faudrait conjuguer les efforts pour une lutte véritable contre le terrorisme. La longue expérience réussie de la Syrie dans ce domaine prouve que le monde est capable de remporter la victoire ", a écrit le lendemain le journal gouvernemental Tchrine. Il souligne la disposition de Damas à " coopérer " dans la lutte contre le terrorisme. De son côté l'ambassadeur de Syrie aux Etats-Unis, Imad Moustapha, a laissé entendre qu'il existe une occasion d'améliorer les relations syro-américaines. " La politique suivie par les Etats-Unis ne contribue pas au développement positif des relations. Il existe une opportunité pour les développer car la Syrie a toujours estimé que le dialogue pouvait régler les problèmes. La balle est dans le camp américain ", a-t-il déclaré au quotidien officiel as-Saoura.

Le Monde
1^{er} septembre 2006

« La guerre confessionnelle a fait imploser la société irakienne »

Selon Pierre-Jean Luizard, chercheur au CNRS, l'émiettement politique des chiïtes ajoute au chaos en Irak

Le sud de l'Irak est devenu le théâtre d'incidents de plus en plus fréquents entre milices chiïtes rivales ou opposées à l'armée irakienne. Les affrontements, dimanche 27 et lundi 28 août, opposant soldats irakiens et miliciens chiïtes à Diouaniya qui ont fait 81 morts, suivis de l'explosion d'un oléoduc, au même endroit, tuant au moins 36 personnes, illustrent l'impasse dans laquelle se trouve le gouvernement de Bagdad.

L'émiettement politique entre chiïtes complique encore la tâche que s'était fixée le premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, de désarmer les milices. Pour Pierre-Jean Luizard, chercheur au CNRS et expert du chiïsme irakien, « après deux années de guerre confessionnelle larvée, on assiste aujourd'hui à une véritable implosion de la société irakienne où chaque milice combat pour le contrôle des territoires et de leurs ressources, notamment pétrolières ».

Le chercheur avait observé de près l'ascension de l'imam radical chiïte Moqtada Al-Sadr et de sa milice, l'Armée du Mahdi, suite à la guerre qu'ils avaient menée – et perdue – à Nadjaf, en août 2004, contre les forces de la coalition américaine. La popularité qu'en avait retirée la mouvance sadriste



Les violences se multiplient dans les quartiers chiïtes de Bagdad. Ici, l'explosion d'une voiture, le 17 août, à Sadr City. AL-RUBAYE/AFP

auprès des Irakiens sunnites, son discours ultranationaliste refusant toute occupation étrangère, mais aussi toute partition du pays, avaient peu à peu imposé cet imam controversé comme un acteur fédérateur de la scène politique irakienne.

Dans un contexte de tensions communautaires accrues, et après la victoire de son mouvement aux élections législatives du 15 décembre 2005, Moqtada Al-Sadr avait, peut-être, un rôle stabilisateur à jouer. Mais deux ans, presque jour pour jour, après la bataille de Nadjaf, note M. Luizard, « l'eau a coulé sous les

ponts ». « La base populaire de Moqtada Al-Sadr, constituée des populations chiïtes défavorisées des quartiers pauvres et mal protégés, a été, par sa vulnérabilité, la cible principale des attentats anti-chiïtes de 2005 et 2006. »

Dépasse par la spirale des violences communautaires, l'imam s'est retrouvé acculé à rallier le clan des partis chiïtes sous peine de perdre sa base, aux dépens de son statut de « rassembleur ».

La ligne rouge a été franchie avec l'attentat anti-chiïte de Samarra, en février 2006. L'imam prononce alors des sermons très durs envers les *takfiris* (« excommunicateurs »), c'est-à-dire la frange sunnite la plus virulente qui considère les chiïtes comme des « hérétiques ».

« Aujourd'hui, la cruauté de l'Armée du Mahdi a dépassé celle des Brigades Bader et des escadrons de la mort du ministère de l'intérieur dans les représailles contre les sunnites, constate M. Luizard. La solidarité intercommunautaire autour d'un front commun antiaméricain a disparu. Moqtada n'a pas été vaincu par les Américains, mais par Zarkaoui qui, hélas, a remporté une victoire posthume en entraînant l'Irak là où il voulait : dans le chaos et la guerre communautaire. »

Discours antiaméricain

L'affaiblissement politique, sur le plan national, de Moqtada Al-Sadr a entraîné une perte de contrôle sur son mouvement qui s'est traduite par une succession de dissidences. La plus importante a abouti à la création du Parti de la vertu, Hezb Al-Fadhila, aujourd'hui majoritaire à Kerbala, Bassora et dans plusieurs villes du Moyen-Euphrate. « C'est une organisation qu'il faut prendre au sérieux, estime le chercheur, car elle jouit de la présence d'un *marjaa* [autorité religieuse] reconnu, Mahmoud Yaaqoubi, adoubé par le père de Moqtada, [Sadiq Al-Sadr, mort assassiné et aujourd'hui encore très respecté], comme son successeur officiel. Contrairement aux sadristes, le Parti de la vertu rassemble des cadres disciplinés et éduqués. Ils ont déjà effectué une tournée à l'étranger, notamment en France en juillet, où ils ont demandé la permission d'ouvrir des bureaux. »

« Un autre mouvement de dissidence est dirigé par Mahmoud Sarkhi Al-Hassani, dit encore M. Luizard, un ayatollah autoproclamé, inconnu, devenu populaire en prenant la tête des milices à Kerbala dans des combats, le 15 août, contre l'armée irakienne soutenue

Quinze soldats américains tués depuis dimanche en Irak

UN FANTASSIN américain a été tué mercredi en Irak, dans une explosion au nord de Bagdad, portant à 15 le nombre de soldats de l'armée américaine morts depuis dimanche.

Les violences se poursuivent à travers le pays. Mercredi, un double attentat a frappé Kartada, quartier chiïte du centre de Bagdad, tuant 3 personnes et en blessant

14 autres. Dans d'autres attaques à travers la capitale, en particulier dans les quartiers de Doura (sud) et d'Amariyah (ouest), dix personnes ont été tuées.

D'autre part, deux marines, accusés d'avoir assassiné un civil irakien en avril, ont comparu, mercredi 30 août, en audiences préliminaires devant un tribunal militaire en Californie. – (AFP.) ■

par l'ASRII [la puissante Assemblée suprême pour la révolution islamique en Irak, dirigée par Abdel Aziz Al-Hakim] pour contrôler certains quartiers de la ville ».

Ces dissidents, qui ont en commun un discours aussi virulent contre l'Amérique que contre l'Iran, n'ont pas été épargnés par l'émission politique des chii-

tes. En témoignent les affrontements, le 16 août à Bassora, entre la tribu Bani Assad et les miliciens d'Al-Hassani, accusés par les premiers d'avoir assassiné leur chef. Les autorités avaient dû imposer un couvre-feu à la ville.

Face à cette implosion de la société irakienne, M. Luizard juge « voué à l'échec le discours uni-

ficateur de M. Maliki car le gouvernement, à l'intérieur duquel chaque parti et chaque ministère possèdent désormais sa propre milice, reflète lui aussi le rapport de force qui se jouent entre milices rivales ».

La zone verte et le gouvernement central font figure, estime-t-il, de « territoires comme les autres, comparables aux fiefs dispu-

tés ailleurs en Irak ». « Sans compter qu'un soldat irakien peut se transformer en milicien le soir. Dans cette configuration, le désarmement des milices paraît impossible », ajoute M. Luizard. ■

CÉCILE HENNION

ÉDITORIAL

Face à l'Iran

Les responsables politiques français s'emploient depuis plusieurs semaines à répéter qu'il faut « dialoguer » avec l'Iran, un « pays responsable », une « grande puissance régionale » capable de jouer un « rôle stabilisateur ». Pareille sollicitude trouve peu de justifications dans les faits. Au Liban d'abord, où l'Iran a continué à vouloir fournir des armements au Hezbollah et a dénoncé la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU préparée par la France pour mettre fin au conflit.

Sur la question nucléaire, surtout. L'Iran n'a manifesté aucune intention de se conformer à la demande qui lui a été faite par le Conseil de sécurité de suspendre avant le 31 août ses activités d'enrichissement d'uranium. Depuis des mois, l'Iran biaise, se dérobe à ses obligations et refuse de faire les gestes qui rétabliraient la confiance.

La République islamique a fait connaître son objectif : mettre en route « à la fin de l'année » quelque 3 000 centrifugeuses. Celles-ci permettraient, selon les experts, de produire suffisamment de matière fissile pour fabriquer une bombe par an. Les délais restent cependant incertains. L'évaluation faite généralement est que Téhéran a besoin encore de trois, quatre ou cinq années avant d'être capable de se doter de l'arme nucléaire.

Il y a donc encore de la place pour la diplomatie. D'autant qu'à Washington l'administration Bush ne peut se permettre de se lancer dans une nouvelle aventure militaire au Proche-Orient. Mais l'unité du Conseil de sécurité sur cette question est loin d'être une certitude.

La nouvelle donne au Liban modifie le contexte. Les appels au « dialogue » lancés ces derniers temps par la France tranchent avec la dureté du ton qu'elle employait il y a encore quelques mois. Le déploiement de 2 000 soldats français au Liban sud, dans le cadre de la Finul renforcée, place en réalité la diplomatie française à la merci d'un mouvement d'humeur de l'Iran, principal parrain du Hezbollah. Le reconnaître publiquement et expliquer que le traitement du dossier nucléaire iranien pourrait avoir un impact sur la sécurité des troupes européennes au Liban contribueraient à éclaircir le débat public.

Mais l'heure est venue de la fermeté et de l'unité face aux manœuvres de Téhéran. Le président Mahmoud Ahmadinejad, qui se sent en position de force, pousse

son avantage. L'inauguration, à quelques jours de l'expiration du délai onusien, de la centrale à eau lourde d'Arak a été un pied de nez aux Occidentaux. Pour préserver leur crédibilité, les grandes puissances se trouvent maintenant obligées d'agir. Le délai du 31 août ayant expiré, il leur faut passer au débat sur des sanctions contre Téhéran. ■

Le Monde

Vendredi 1^{er} septembre 2006

Pour M. Bush, la sécurité du « monde civilisé » dépend de la victoire en Irak

WASHINGTON
CORRESPONDANTE

D'après un sondage réalisé il y a deux semaines par le Pew Research Center, le terrorisme est le sujet dont les Américains ont le moins envie d'entendre parler pendant la campagne des législatives.

À l'approche de l'échéance de novembre, c'est néanmoins sur ce thème qu'une féroce bataille s'est engagée entre l'administration Bush et les démocrates : le terrorisme, la guerre en Irak, l'Iran et le Liban, tous sujets confondus dans le discours du président américain en un combat stratégique du « monde civilisé » contre « les successeurs des nazis, des fascistes, des communistes et autres totalitaires du XX^e siècle ».

Pour George Bush, le combat actuel n'est pas seulement un conflit militaire. Il s'agit de la « lutte idéologique décisive du XXI^e siècle ». D'ici au 19 septembre, date de son discours à l'ONU, M. Bush a l'intention de profiter de l'anniversaire des attentats du 11 septembre 2001 pour tenir une série

de discours sur le terrorisme. Il s'efforce de convaincre l'opinion qu'il n'y a pas d'autre politique. Il s'agit aussi de remobiliser les candidats républicains, à l'heure où beaucoup remettent les spots de campagne où on les voyait aux pieds de l'avion présidentiel Air Force One.

M. Bush a tenu, jeudi 31 août, un premier discours à Salt Lake City devant les anciens combattants de l'American Legion. S'il n'a concédé aucun changement de cap, les mots ont évolué. Il n'est plus question de « progrès » en Irak – le déroulement de la bataille de Bagdad engagée depuis deux mois est tout juste jugé « encourageant » –, mais d'un combat dont l'enjeu va au-delà de l'ancienne Mésopotamie.

Vilipendé sur sa gestion de la guerre, M. Bush tente d'inscrire l'Irak dans la lutte antiterroriste sur laquelle les sondages le parent encore d'une certaine crédibilité. « La sécurité du monde civilisé dépend de la victoire dans la guerre contre le terrorisme, a-t-il dit. Celle-ci dépend de la victoire en Irak. Donc les Etats-Unis ne partiront pas avant d'avoir remporté la victoire ».

Le discours a été précédé d'une attaque du ministre de la défense, Donald Rumsfeld, contre les partisans d'un retrait, comparés aux défenseurs de « l'apaisement » face à Hitler. Les démocrates se sont insurgés contre ces insinuations. « Si M. Rumsfeld tient tant aux comparaisons avec la seconde guerre mondiale, il devrait expliquer pourquoi nos soldats combattent en Irak depuis désormais plus de temps qu'il en a fallu à nos troupes pour battre les nazis », a interpellé Nancy Pelosi, chef de file démocrate à la Chambre des représentants.

Selon un sondage publié le 23 août par le *New York Times*, 51 % des sondés pensent que la guerre en Irak est un phénomène distinct de la guerre antiterroriste, un pourcentage en augmentation de 10 points en deux mois. ■

CORINE LESNES

M. Khatami en visite aux Etats-Unis

ALORS que les Etats-Unis négocient avec leurs alliés l'imposition de sanctions économiques contre l'Iran, l'ex-président iranien Mohammed Khatami (de 1997 à 2005) tiendra conférence à New York, Washington et Chicago. Il a obtenu un visa pour lui et sa suite et entend participer au forum sur le dialogue entre les civilisations, qui se tient à l'ONU le 5 septembre, avant de prendre la parole le 7 septembre à la cathédrale nationale de Washington. Cette visite est vivement critiquée par les exilés iraniens et les néo-conservateurs américains. L'ancien président Jimmy Carter pourrait rencontrer M. Khatami. – (Corresp.)

Iran defies UN by continuing enrichment

By Michael Slackman
and Brian Knowlton

TEHRAN: Iran remained defiant Thursday, ignoring a deadline set by the United Nations Security Council to suspend enrichment of uranium or face the threat of economic and political sanctions, which could choke its access to international banks and block the ability of its officials to travel abroad.

The International Atomic Energy Agency confirmed in a confidential report Thursday that Iran was enriching small amounts of uranium, according to wire service accounts. But the report, they said, stated that Iran had limited inspectors' access to certain facilities, leaving them unable to verify Iran's assertion that it is pursuing peaceful nuclear energy and not nuclear weapons.

John Bolton, the U.S. ambassador to the United Nations, said the report described actions by Iran that were "simply inexplicable" unless their real objective was the construction of nuclear weapons. Bolton also said that unanimity was not necessary at the Security Council in order to impose punitive sanctions.

In northwestern Iran, President Mahmoud Ahmadinejad told a large crowd that his government would not be cowed by what he called "arrogant powers" to halt its nuclear work.

"The Iranian nation will not accept for one moment any bullying, invasion and violation of its rights," he said in the town of Orumiyyeh, The Associated Press reported.

Mohammed Saeedi, deputy head of Iran's Atomic Energy Organization, said that although Iran disagreed with parts of the report, the document demonstrated that "America's propaganda and politically motivated claims over Iran's nuclear program are baseless and based on American officials' hallucinations," the official Iranian news agency IRNA reported.

Iranian leaders have been adamant about pursuing enrichment, making it a matter of national pride from which any retreat would have been difficult.

While Bolton and other U.S. officials seized on the report to bolster their argument for sanctions without further delay, Europeans continued to speak of negotiating with Tehran.

President George W. Bush said during a security-centered speech in Salt Lake City, Utah, that it was not too late for Iran to change course and accept the package of incentives that the United States and five other powers offered it. Nor did he close the door to diplomacy. But if Iran refuses to budge, he said, "there must be consequences for Iran's defiance, and we must not allow Iran to develop a nuclear weapon."

Separately, the under secretary of state for political affairs, Nicholas Burns, said that Iranians would now "have to calculate the cost of isolation."

"This is not going to be a pleasant time for them," he told CNN.

The Security Council is likely to take the matter up by mid-month.

Deadline-day, however, appeared less like a climactic conclusion to a years-long conflict than another step on a road that has seen Iran, Western Europe and the United States battling over Iran's nuclear ambitions. Even before the deadline struck, the United States, Britain, France and Germany were working to build consensus for saddling Iran with sanctions.

At the same time, Iranian officials have worked feverishly to try to split the European coalition and to curry support from Russia and China, which have substantial economic and energy interests in Iran.

In their report, IAEA inspectors said that they were troubled by finding some unexplained new traces of highly enriched uranium on containers in a waste storage facility, CNN reported. Such traces could conceivably have been on nuclear equipment when it was imported from countries like Pakistan.

And inspectors found no "concrete proof" that the Iranian nuclear program was military in nature and not purely civilian, Agence France-Presse reported a senior official close to the agency as saying. If so, that would likely deepen the split between the United States, Britain and France, which favor economic sanctions in the face of Iranian defiance, and Russia and China, which support a continuation of negotiations.

China's fast-growing economy is heavily dependent on Iranian oil. Iran is also one of Europe's biggest suppliers. Crude oil futures fell slightly in London on speculation that the Security Council would not act quickly, according to analysts cited by Bloomberg News.

Bolton, asked about persuading Russia and China to support sanctions, noted that their foreign ministers had agreed two months ago "that if Iran did not fully suspend its uranium enrichment activities, they would support coming to the council to seek economic sanctions."

He said he assumed that they "would live up to the commitment that their governments have made."

The list of sanctions assembled by the United States, Britain, France and Germany would start with curbs on imports of nuclear-related equipment and material, and might eventually include travel restrictions on Iranian leaders and limits on Iran's access to global financial markets, according to diplomats involved in the talks who spoke on condition of anonymity. The idea would be to start with modest steps most likely to garner Russian and Chinese support.

Chancellor Angela Merkel of Germany called the Iranian stance "very regrettable," and said the international community could not ignore it.

"We have made Iran a very, very good offer," she said Thursday. But she also

said that Iran's interlocutors would not "slam the door shut" on further talks.

And Javier Solana, the European foreign policy chief, agreed by telephone to meet soon with Ali Larijani, the chief Iranian nuclear negotiator, to explore

the Iranian stance, Solana's office said.

He is to meet Friday with European foreign ministers in Finland to weigh a response to Iran.

Iran has sent mixed signals. It suggested on Aug. 22, in a reply to the incentives package offered by the five permanent Security Council members plus Germany, that it was open to negotiations, an openness that appears to have lessened Russian and Chinese support for sanctions.

But last weekend, Iran launched a heavy-water nuclear production plant, while pressing ahead with low-level enrichment work.

The IAEA report, according to The Associated Press, did not stipulate that Iran was enriching uranium on Thursday, the day of the deadline for it to halt such activity. It said only that Iran had begun work on a new batch of uranium on Aug. 24.

But a senior official close to the agency said that centrifuges were processing uranium gas for enrichment as late as Tuesday, the last day agency inspectors reported on the program. The Thursday deadline appeared flexible. Diplomats said it seemed certain that talk of sanctions would be dropped if Iran halted enrichment after that date.

Michael Slackman of The New York Times reported from Tehran and Brian Knowlton of the International Herald Tribune from Washington. Nazila Fathi of The Times contributed reporting from Tehran.

Herald  Tribune

September 1, 2006

Iraqi Arabs See Unlikely Haven Among Their Old Foes

Kurds Offer Safety, but Are Wary of Changes

By EDWARD WONG

SULAIMANIYA, Iraq — Along with a Ferris wheel and ice cream stands, the park at the heart of this Kurdish city has a monument listing the names of dozens of Kurds killed in a torture compound here by Saddam Hussein's intelligence officers.

Yet, there was Sabah Abdul Rahman, a former intelligence officer, strolling just yards from the monument with his family on a recent evening.

Driven from Tikrit, Mr. Hussein's hometown, by violence and their resentment of the American military, the family had arrived here that very day and found a \$30-a-night apartment.

"This is the only safe place in all of Iraq," said Mr. Abdul Rahman, himself a Sunni Arab, as children scampered around him. "There's terrorism elsewhere and the presence of the Americans."

With sectarian violence boiling over in much of Iraq, tens of thousands of Arab families are on the move, searching for a safe place to live. Surprisingly, given the decades of brutal Sunni Arab rule over the Kurdish minority and the continuing ethnic tensions, many like Mr. Abdul Rahman are settling in the secure provinces of Iraqi Kurdistan, run virtually as a separate country by the regional government.

The influx of Arabs has made many Kurds nervous, and regional leaders are debating whether to corral the Arabs into separate housing estates or camps.

"For the Kurdish people, it's a sensitive issue," said Asos Hardi, the editor of *Awene*, a newspaper that has run editorials in favor of segregating the Arab migrants. "Of course, everybody supports those people who have left their lands and their homes because of violence, but we don't want it at the expense of giving up our land or changing the demographics of our land."

Across Iraq, growing numbers of Arabs have been fleeing their hometowns in search of basic security. Outside Kurdistan, nearly 39,000 families have been uprooted by the Sunni-Shiite sectarian violence, a fig-

ure far higher than an estimate of 27,000 released by Iraqi officials in July, according to the Iraqi Ministry of Migration and Displacement. Families usually move from mixed areas to cities or neighborhoods where their sects dominate.

But some are choosing Iraqi Kurdistan even over sectarian enclaves in Baghdad and homogeneous cities like Falluja, for Sunnis, and Najaf, for Shiites. Besides having greater security, Kurdistan might appeal to more secular Arabs because the Kurds, who make up a fifth of Iraq, are often not religious conservatives.

Arabs moving to Kurdistan are required to register with security agencies, which track how many arrive and where they live. The chief security officer for Sulaimaniya, the largest city in eastern Kurdistan, said about 1,000 Arab families had moved into this area, and that thousands more families had settled in other parts of the Kurdish north. Most are Sunni Arabs, said the officer, Sarkawt Hassan Jalal.

Some Arab migrants here are poor laborers. Dozens can be seen sleeping every night outside the Qadir Mosque in downtown Sulaimaniya. But many migrants come from the professional class — doctors, engineers and professors.

Also among them are members of the ousted Baath Party and former security or intelligence officers like Mr. Abdul Rahman, who may be fleeing persecution by other Iraqis or arrest by American soldiers.

"We know the parents of families who come here are Baathists, but they're allowed to live in Sulaimaniya if they have a Kurdish sponsor," said Muhammad Bayer Arif, the principal of the Jawahiri School, the only primary school in the city where classes are taught in Arabic. Enrollment has jumped to more than 1,500 for this school year from 1,250 last year.

Many Kurds are not as sanguine as Mr. Arif. They are all too aware of the bitter history of Arab rule over the Kurds, which was brought to the fore in late August when Mr. Hussein and six aides began to stand trial on charges of killing at least 50,000 Kurds and annihilating 2,000 villages in a 1988 military campaign.

Some Kurds fear that the Arab migrants will bring with them suicide bombers. In addition, the arrival of middle-class Arabs has driven up rental costs of homes by as much as 50 percent, Kurdish officials say.

Some Kurds also say the wave of migration evokes Mr. Hussein's

"Arabization" policy, in which he moved Arabs into Kurdish territory and expelled more than 100,000 Kurds in order to change the demographics of the region, especially around the Kirkuk oil fields.

"This will be another form of Arabization," said Mr. Hardi, the newspaper editor.

Anwar Abu Bakr Muhammad, a schoolteacher chatting with friends in the city's main square, said: "If they're separated from us and live in their own camp, there won't be any problems. We don't want the same violence that exists elsewhere in Iraq to take place here."

But, to some those fears seem unfounded. "Until now, there's been no problem," said Mr. Jalal, the security official, when asked about the possibility of suicide bombers and other violence.

Many of the Arabs praise the hospitality of the Kurds. "The people are very good to us, and we have more freedom here," said Mr. Abdul Rahman, the former intelligence officer. "There are no Americans. Tikrit is very bad — there are mass arrests,

Worried about terror, Kurds debate putting Arabs into camps.

curfews, no services, no electricity."

He and his wife, who is half-Kurdish, brought along their two children and Rusol, a young girl whose father was arrested by the Americans after the invasion. No one knows his fate. Rusol's older sister died of "crying and too much depression," Mr. Abdul Rahman said.

"We moved here to find a doctor for this girl," he said as Rusol cracked a shy smile.

On this late summer evening, there were many other Arabs gathered in Freedom Park.

A young woman in a red blouse stepped off a dizzying ride of whirling swings. She and a girlfriend had just been screaming their heads off. The woman, Arij Abdul Qadir, said she moved here recently from a Shiite slum in Baghdad with her husband, their children and her sister.

The husband found work as a hotel receptionist, so the family has free lodging. Ms. Abdul Qadir, 30, said one of the biggest boons was the relative abundance of electricity — Sulaimaniya usually has 15 hours a day,

while Baghdad sputters along with 6. "There's no life, no electricity, no security in Baghdad," she said. "We'll stay here as long as there's no security. When there's security, we'll go back."

Ms. Abdul Qadir said she had learned a few words of Kurdish, and she had enrolled some of her children in the Jawahiri School, the elementary school where lessons are taught in Arabic.

Over at the school, the principal, Mr. Arif, said the surge in enrollment had strained his resources. By the

time classes start in mid-September, there could be as many as 1,700 students, Mr. Arif said. With only 12 classrooms, the school plans to run two shifts a day.

Enrollment has also soared at the two intermediate schools in Sulaimaniya that teach in Arabic.

That has raised concerns among Arab parents like Naseer al-Yasiri, a construction manager from Baghdad who recently enrolled two children in the schools.

"How will they teach all those students?" he said as he sat in a trailer

on a construction site at the city outskirts. A television was tuned to the genocide trial of Saddam Hussein.

Kurdish neighbors recently invited the family on an overnight trip to a mountain resort. The children have frolicked at Freedom Park and at the Azmar Hotel, perched high in the hills above the city. "They were like birds freed from a cage," Mr. Yasiri said.

"Of course I miss Baghdad," he added. "But when you see it now, it's a ghost city. Who's left there? Terrorists?"

The Economist

September 2nd 2006

The Kurds

The riddle of self-determination

The Kurds have been ill-treated, but autonomy, not independence, looks sensible for now



NOTHING justifies violence deliberately aimed at civilians, which is what Kurdish terrorists perpetrated this week in Turkey, killing and maiming a clutch of foreigners and locals with bombs in buses and other public places across the country. If, as seems probable, a group with ties to the Kurdistan Workers' Party (PKK) was responsible, it is time for outsiders, including Americans, Europeans and even the Kurdish authorities in next-door Iraq, where the rump of the PKK has its haven, to club together to squeeze it out of business; the Americans have appointed a former NATO commander, General Joseph Ralston, to help co-ordinate such a task (see page 25).

It is also likely that the atrocities will tempt Turkey's government to clamp down again on non-violent campaigners for greater Kurdish rights. That would be unwise. But it is hard to determine precisely what degree of freedom the region's assorted Kurds, in Turkey and elsewhere, do deserve, and to what extent they should be able—or be encouraged—to enjoy self-government in a swathe of the Middle East that is already a tinderbox of ethnic and sectarian rivalry.

The Kurds number at least 25m in the four main countries that host them: Turkey has at least 14m, Iraq more than 5m, Iran some 4m and Syria nearly 2m. They claim to be the world's largest ethnic group without a state of their own. They have had rotten luck, as victims of broken treaties and false promises over the past century and more. In the Arab world, and among Persians too, they receive notably little sympathy.

Turkey, with the biggest Kurdish population in the region, has been the prickliest about its Kurds. Those who peacefully argued merely for cultural rights were once liable to be locked up. More recently, however, with an eye to joining the European Union, Turkey has begun to treat its Kurds a lot better, even though it still has far to go before they gain the sort of rights that national minorities expect in western Europe—in-

cluding the right to ask for an independent state ("promoting separatism" is a criminal offence). At the same time it must be acknowledged that the PKK, though its leaders now say they want to engage in peaceful politics and have apparently denounced this week's bombings, has been a brutally anti-democratic terrorist outfit, undeserving of much compassion.

But things have changed

Thanks to the entrenchment of an autonomous Kurdish region in Iraq, replete with parliament, army and flag, Kurdish pride and confidence have soared everywhere, making Turks and also Iranians even twitchier. Though some very tricky issues are still to be resolved between Iraq's Kurds and Arabs, especially the status of the oil-rich, ethnically mixed city of Kirkuk, the Arabs, especially the Shia majority, are coming round to accepting that Iraq's Kurds will retain their extreme autonomy. Turkey's government, too, seems readier to accept the reality of an autonomous Kurdistan in a federal Iraq, even though the recent bombings are bound to stir anti-Kurdish feelings anew. For their part, many Iraqi Kurds in their hearts want independence, but their top leaders seem genuinely to accept that federalism must suffice.

But why should Kurds not have independence, like every other nation, if they want it? In an ideal world, they should. Sadly, the world in which they live is far from ideal, and is likely to remain so; and violently seeking to overturn it is a recipe for misery all round. Conceivably, in the very distant future, stable and tolerant Middle Eastern states may allow their Kurds to break free, just as the English may perhaps one day wave goodbye to the Scots or the Spaniards to the Basques. In fact, most Turkish Kurds, while hoping for cultural freedoms, want to remain Turkish citizens; many have been happily assimilated. Depending on how the authorities in Damascus and Tehran treat them, the same may be true of Syrian and Iranian Kurds. The Iraqi example has made all Kurds at least contemplate a prouder future. But for the foreseeable future, autonomy, not independence, is by far the most sensible aim. ■

Turkey's Kurds

The real challenge to secular Turkey

DIYARBAKIR

Turks remain stoical in the face of bomb attacks by Kurdish separatists—but extreme Islamism may be a bigger threat to their republic



dripping from its fangs onto the Muslims' holiest shrine in Mecca.

Nowadays anti-Israeli and anti-American passions run high across Turkey. But in the Kurdish regions, where the 20th century saw a series of ethnic rebellions with religious undertones, such displays of Muslim zeal look especially menacing to the masters of Turkey's secular republic.

This very point was made by the outgoing army chief, General Hilmi Ozkok, who said political Islam had surpassed the PKK (whose ideological roots are in nationalism and Marxism) as the big peril in the south-east. Until recently rallies backing the rebels were the biggest crowd-pullers in places like Diyarbakir. Nowadays demonstrations to protest against Danish caricatures of Muhammad, or public celebrations of the Prophet's birth, are more likely to draw Kurds onto the streets.

In Diyarbakir prayer rooms have popped up in once secular social clubs. Around 60 new Islamically-minded groups have formed in recent years, offering scholarships, financial aid and "moral guidance" to the poor. Although such groups disavow violence, their members claim that as many as 500 local youths have gone to Lebanon in the past month to "help" their Muslim comrades. Enrolment at a local summer course in Koranic studies nearly doubled this year, to 20,000.

Diyarbakir's governor, Efkân Ala, is a pious Muslim intellectual, whose liberal approach is widely appreciated. He agrees that global jihadism has had a spillover effect in the conservative, Kurdish provinces of Turkey that border Iran, Iraq and Syria. Yet Mr Ala insists that radical Islam can pose a threat only if "certain forces" decide to make it one.

Mr Ala was alluding to rogue members of the security forces who secretly armed

DESPITE all the progress Turkey has made in modernising its economy and political system, the festering Kurdish problem is unresolved. That was the grim message implied by the bomb attacks that killed three Turks and wounded scores of others in tourist areas across the country this week.

The Kurdistan Freedom Falcons, seen in Turkey as an arm of the Kurdistan Workers' Party (PKK) which has waged a separatist campaign against the Turkish state since 1984, swiftly claimed responsibility for the blasts in Marmaris, Antalya and Istanbul. Ten British visitors to Marmaris were hurt when a remotely-controlled device tore through their minibus. Hours later the Falcons declared on their website that all Turkey would become a "hell" and that tourists should stay away or risk death.

Turkey's political leaders, anxious to limit the effect of the bombs on the country's image, financial rating and tourist business, offered little public comment. Many ordinary folk were equally tight-lipped. Within hours of the blasts, shopkeepers in Antalya resumed business, replacing shattered glass and broken furniture and festooning windows with huge Turkish flags. Markets remained unrattled, with the lira holding firm, and there were few reports of holiday cancellations.

If there was an official response to the attacks, it came from the armed forces. Tur-



key's new army chief, General Yasar Buyukanit, said during his inaugural speech that the battle against the rebels would be intensified, without elaborating how. The general earned his hawkish reputation when serving in Diyarbakir, capital of the country's mainly Kurdish south-east, during a PKK insurgency in the 1990s.

If the general returned there today, he would scent a new enemy. He would need only to go to Dag Kapi, the city's main square. Over the past week a new Islamist group called Mustazaflar—"the downtrodden"—has erected two giant tents, decked with grotesque photographs of Lebanese children allegedly killed in Israeli air raids.

Throngs of visitors record their outrage in a diary. One entry reads: "Let us all taste the sherbet of martyrdom." A painting to raise money for "the cause" shows a skull emblazoned with the Star of David, blood

► fighters of the "Kurdish Hizbullah" movement throughout the separatist war of the 1990s. Kurdish Hizbullah—which has no links to its Lebanese namesake—was once considered useful to Turkey's authorities because it fought the PKK.

When the PKK called off its insurgency after the capture of its leader, Abdullah Ocalan, in 1999, security forces raided Hizbullah cells across the country and killed the group's leader in an Istanbul shootout. The rebels ended their truce in 2004, citing the government's refusal to grant an amnesty that would cover PKK fighters and all their leaders, including Mr Ocalan. Mr Ala says the real reason the PKK resumed attacks was to reassert its waning influence in the face of reforms encouraged by the

European Union. Thanks to these reforms, Kurds can now publish and broadcast in their own tongue.

So far the resurgence of PKK violence has not prompted a complete reverse of the government's efforts to give Kurds a better deal. The government is ploughing ahead with a repatriation scheme for hundreds of thousands of Kurds who were evicted from villages during the army's scorched-earth campaign of the 1990s.

In Tunceli, one of the provinces worst hit by the conflict, the governor, Mustafa Erkal, says 14 villages have been rebuilt since 2002. Songul Erol Abdil, the town's first female mayor and an activist in a large pro-Kurdish movement, the Democratic Society Party, acknowledges that Mr Erkal

has played a constructive role. She says the governor helped restrain the security forces after the PKK killed two policemen in a bomb attack near Tunceli on August 13th. "In the old days they would have fired on civilians for revenge," she says.

Kurdish eyes are now trained on a case filed by two Kurdish politicians with the European Court of Human Rights. Resul Sadak and Mehmet Yumak won a combined total of 46% of the vote in Simak province in the 2002 parliamentary polls. But like 51 other contestants, they were unable to win seats because their now defunct party failed to get the minimum 10% of the national vote that is needed for representation in parliament.

The Kurds say the law breaks European norms of democracy. A hearing is scheduled for September 5th. Should the court rule in their favour, some Kurds dream of the national threshold being reduced before the parliamentary elections that must take place by November 2007.

But with each PKK attack, official attitudes, and those of many Turkish voters, harden. So does the widespread Turkish nationalist feeling which has dented the government's zeal for EU-inspired reforms.

The mild Islamists who came to power in 2002, vowing to lead the country into Europe, barely mention the EU these days. Human-rights groups say a recently amended anti-terror law has rolled back many improvements to civil liberties. For example, suspects no longer have access to lawyers for the first 24 hours of their detention—a change which gives free rein to torturers, according to Tahir Elci, a human-rights advocate in Diyarbakir.

The EU's moral power to oppose such measures is waning; polls suggest that support for EU entry has dipped to half the electorate from three-quarters only a year ago. Meanwhile, squeezed between PKK violence and Turkish nationalism, a growing number of Kurds are turning to radical forms of Islam. ■

Turkish Kurds in Iraq

We want peace, they say

KANDIL MOUNTAINS

Turkish Kurds in Iraq are under pressure from all sides

AT THE edge of a meadow, high up in Iraq's mountainous northern frontier region, a group of Turkey's most wanted men are having a picnic. Surrounded by wild flowers and walnut trees and with the giant spurs of the Kandil mountains as a backdrop, they pass round plates heaving with figs and grapes, and clap along to Kurdish folk songs crackling out from their radio. These senior men in the Kurdistan Workers' Party (PKK) have helped mastermind the long and bloody guerrilla war across the border in Turkey. But as they sip glasses of sweet cardamom tea, the bucolic bliss is shattered by a large blast in the valley below. Fighter planes thought to be Turkish roar overhead. The picnic is abruptly declared over.

For the past month, Turkish and Iranian forces on their own sides of the border with Iraq have apparently coordinated their artillery attacks on the PKK's Iraqi haven in an effort to flush out the guerrillas, thought to number about 5,000, and destroy their camps. Last week the Turkish air force is said to have attacked them. The governments in Ankara and Tehran say that rebels loyal both to the PKK and to its sister party in Iran, the Kurdistan Free Life Party, known as Pejak, have launched cross-border attacks from their Iraqi havens.

Though recent clashes between the PKK and the Turkish army have been smaller than those of the 1980s and 1990s, they are occurring in a different setting, with Iraqi Kurdistan now virtually independent and far stronger than hitherto. Also new is the keenness of the Iranians to share intelligence with the Turks in the hope of pulling them out of

America's orbit. (America this week named a senior general to help tackle the "terrorist threat of the PKK".)

The Iraqi government, for its part, says it has closed down the offices of PKK sympathisers in Baghdad and in Arbil, Iraqi Kurdistan's capital. But American and other Western diplomats in Baghdad are worried that concerted military action against PKK bases on Iraqi soil may alienate Iraq's Kurds.

Iraq's two main Kurdish parties, Masoud Barzani's Kurdistan Democratic Party and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan, say they want the PKK to leave its remote fastnesses in Iraqi Kurdistan. But they want to negotiate the PKK's departure, not expel it by force. Iraq's Kurds, they argue, are ready to mediate. Many Iraqi Kurds say Turkey should offer an amnesty to encourage the PKK to stop fighting and participate in peaceful politics. In any case, sheltering in their cave on the edge of a precipice, the PKK leaders say they do not need to send fighters from Iraq to Turkey.

Moreover, they say they have moved from demanding a greater Kurdistan, embracing the Kurds of Turkey, Iran, Iraq and Syria in a single Marxist state, to a new set of aims: federalism, Western-style democracy and women's rights. They condemned this week's bombings in Turkey, distancing themselves from the Kurdistan Freedom Falcons, better known by their Turkish acronym TAK. Some PKK leaders claim that Turkish military intelligence has infiltrated the TAK in order to discredit the PKK. "We will declare a ceasefire as soon as Turkey says it is ready to enter into dialogue," says Rostam Judi, a PKK leader.



Flying the rebel flag in Diyarbakir

NUCLEAR PROGRAMME

Bush warns Tehran of 'consequences' for failure to meet UN deadline

By Daniel Dombey in Laappeenranta, Finland, and Stephen Fidler in London

President George W. Bush yesterday declared that Iran had to face "consequences" for its failure to meet a United Nations deadline to scale back its nuclear programme.

But a report for the International Atomic Energy Agency, the UN's nuclear watchdog, confirmed that while the Islamic Republic was continuing to enrich uranium - a process that can generate both nuclear fuel and weapons-grade material - it was still making only halting progress.

Last month, the UN Security

Council passed a resolution requiring Iran to halt enrichment by August 31.

"There must be consequences for Iran's defiance," Mr Bush said, in a statement seemingly intended to build international support for sanctions on Tehran. "We must not allow Iran to develop a nuclear weapon."

"We are still very much in the diplomatic phase," a senior US defence official told the FT. Asked about military options against Iran's nuclear sites, he added: "It's a very complex military problem. That doesn't mean things can't be done."

The US has convened a meeting of diplomats from the big powers to discuss

possible sanctions against Iran in Berlin next week.

But the drive towards such measures has been undermined by Russia and China's continued resistance to sanctions. The EU is continuing contacts with Tehran in a bid to convince the Islamic Republic to suspend uranium enrichment.

Yesterday, the office of Javier Solana, the EU's foreign policy chief, said that he had agreed to meet Ali Larijani, Iran's top nuclear security official, "soon". But, speaking before the report was released, Mahmoud Ahmadi-Nejad, Iran's president, was quoted on state radio saying that "Iranians will not surrender to forceful

talk, aggression and deprivation of their rights".

The IAEA report, which will be forwarded to the Security Council, said that "the agency remains unable to make further progress in its efforts... with a view to confirming the peaceful nature of Iran's nuclear programme", underlining Iran's refusal to hand over documents the IAEA says it needs.

But it added that Iran was still operating only one 164 centrifuge "cascade" to enrich uranium, although it planned to start using another this month.

Nuclear inspectors believe that operations on such a small scale would take years

to produce sufficient material for a nuclear bomb, although if Iran achieved its objective of a fully functioning 3,000 centrifuge cascade it could generate enough material within 12 months.

The IAEA report added that Iran had restarted enriching uranium on August 24, after previous periods of doing so in June and July. It also confirmed Iran's announcement that it had enriched uranium to 5 per cent, more than is strictly needed for nuclear fuel, but far less than the levels of 90 per cent and above needed for weapons.

For full IAEA report see www.ft.com/iran

Former Iran leader to be snubbed on US visit

Bush administration declares it wants no contact with ex-president Mohammad Khatami, writes Guy Dinmore

Mohammad Khatami, Iran's former president, embarks on a ground-breaking tour of the US this week to promote his vision of the role of religion in east-west reconciliation. But prospects for a breakthrough in US-Iranian relations appear bleak, with the Bush administration declaring it will not speak to him or attend his events.

Mr Khatami was expected to leave Tehran yesterday, at a crucial moment in Iran's relations with the international community because of the passing of a deadline for the Islamic republic to abide by a UN Security Council resolution calling for suspension of its controversial nuclear fuel programme.

Mr Khatami, a Muslim cleric who no longer holds an official position, will attend a UN conference in New York next week, led by Spain and Turkey under the Alliance of Civilisations initiative. He will also speak at the Washington National

Cathedral, becoming the highest-ranking Iranian politician to visit the US capital since the 1979 Islamic revolution. Harvard and Georgetown universities will also host him.

However, Iranian sources told the FT it was unlikely that Mr Khatami would accept an invitation to meet Jimmy Carter, the former US president, even though the Iranian side had earlier indicated it would welcome such an offer.

A gesture of reconciliation between the two men would be of enormous symbolic importance. Mr Carter's presidency was tormented by the 444-day hostage-taking of US embassy staff in Tehran, led partly by Iranians still closely associated with Mr Khatami, although he played no personal role.

A former Iranian official said Mr Khatami's hesitation at meeting Mr Carter reflected the factional divisions inside Iran.

Any sort of apology for the hostage-taking "would melt a mountain of ice in Washington" but would be political suicide back home for his reformist associates.

But while conservatives in Iran are broadly in favour of launching dialogue with the US, hardliners in the US have expressed outrage at the Bush administration's granting of a visa to Mr Khatami, noting he was in office in 2002 when President George W. Bush denounced Iran as part of an "axis of evil".

Zbigniew Brzezinski, former national security adviser to Mr Carter, said diplomacy had to be reciprocal to work, and that the US could not expect one side to "demean itself to gain the forbearance of the other".

"The Bush administration has to be serious about finding a solution that avoids military confrontation," he told the FT. He said there were "significant elements

in the administration that wanted negotiations with Iran aborted to clear the way for military action, but that this faction had been weakened by the departure of key figures and the crisis in Iraq.

Analysts said it appeared that Condoleezza Rice, secretary of state, and Nicolas Burns, under-secretary, were in favour of allowing the visit to go ahead, but did not

have the will or political muscle to capitalise on the opportunity presented.

US spokesmen said officials would not meet Mr Khatami and would turn down invitations by the Washington cathedral to attend his address.

The boycott is in line with the Bush administration's general rejection of high-level diplomatic engagement with countries deemed hostile to the US, notably Iran, Syria, Cuba and North Korea.

Karim Sadjadpour, Iran analyst for the International Crisis Group, said it would be a mistake to see Mr Khatami's mission as part of a public relations effort by a weakened Iran worried about international sanctions.

Iran was extremely confident in its position in the region and with regard to the nuclear dispute, he said. "They believe time is on their side."



Mohammad Khatami: promoting his vision of reconciliation in US

Conjoncture Les attentats et les déboires des touristes français dégradent l'image du pays à l'étranger

L'économie turque est fragilisée par l'année noire que vit le tourisme

ISTANBUL
CORRESPONDANCE

Epidémies, attentats, voyageurs peu fiables... L'industrie touristique turque n'aura pas été épargnée, et 2006 pourrait même devenir une année noire si la tendance ne s'inverse pas. « Nous avons tendance, aujourd'hui, à faire le dos rond », admet Serpil Varol, directrice du bureau de la culture et de l'information sur la Turquie à Paris.

Le gouvernement a déjà annoncé que l'année touristique serait moins bonne que 2005, alors qu'une augmentation de 20 % était espérée. Après deux années

euphoriques, la fréquentation baisse de 6,4 % sur les sept premiers mois. En 2005, 20,5 millions de visiteurs avaient rapporté 14,5 milliards d'euros. En 2006, la Turquie espérait en accueillir 26 millions et en retirer plus de 16 milliards d'euros. « On en sera loin », déplore M^{me} Varol.

Chambres d'hôtel gratuites

Dès janvier, la Turquie a été frappée par la grippe aviaire, qui a fait quatre morts. Dans la foulée, la crise des caricatures de Mahomet et les manifestations anti-occidentales dans plusieurs pays musulmans ont aggravé le problème. La Turquie, musulmane mais laïque, a subi une désaffection des touristes.

En août, ce fut le retour épique de 400 touristes français ou franco-turcs, bloqués dans des aéroports turcs à la suite d'un litige entre leur agence de voyage Elegance et la compagnie aérienne Atlas Jet. Plus de 3 000 autres sont encore retenus dans le pays. Les compagnies aériennes turques, comme Fly Air ou Onur Air, dont l'image avait déjà été écornée par des incidents, ont également souffert.

Le coup de grâce est survenu avec les attentats, commis lundi 28 août, qui ont frappé les stations balnéaires de Marmaris et Antalya et qui ont fait 3 morts et des dizaines de blessés, dont de nombreux étrangers (*Le Monde* du 30 août).

Dans les stations côtières, les prix se négocient avec un rabais de 30 % à 50 %. A Marmaris ou Alanya, des hôtels ont proposé des chambres gratuites. « Cet été nous constatons un taux de remplissage de 20 % de moins par rapport à 2005 », constate Alparslan Isik, hôtelier de Bodrum. Les professionnels tentent aussi de séduire les touristes du Moyen-Orient ou les Russes.

Le tourisme national est aussi en plein boom. « La consommation de loisirs est en augmentation et il y a 72 millions d'habitants. En plus, maintenant, on peut payer ses vacances en douze fois sans frais », précise M. Isik. Largement dévolue au tourisme de masse, la Turquie tente aussi de diversifier son offre pour attirer une clientèle étrangère plus ciblée et plus aisée.

Le manque-à-gagner créé par ce repli passager risque tout de même de pénaliser l'économie. Les revenus du tourisme permettent de réduire le déficit des comptes courants, qui, sur les douze derniers mois, est en hausse de 15 %.

Même si l'économie devrait afficher une croissance d'environ 6 % cette année (7,6 % en 2005), l'image de la Turquie à l'étranger pourrait se dégrader. Certes, la situation s'est nettement redressée depuis la crise de 2001, mais il reste des faiblesses. Le pays attire assez peu d'investissements directs étrangers (9,6 milliards de dollars en 2005, soit 7,5 milliards d'euros), et le manque d'investissements publics dans les infrastructures pose problème, comme en témoignent les déficits en électricité.

Selon l'économiste Serhan Cevik, de la banque Morgan Stanley, « l'économie turque est maintenant plus résistante aux chocs exogènes, grâce à des réformes structurelles et à des politiques prudentes. Cela devrait aussi permettre le retour de la désinflation ».

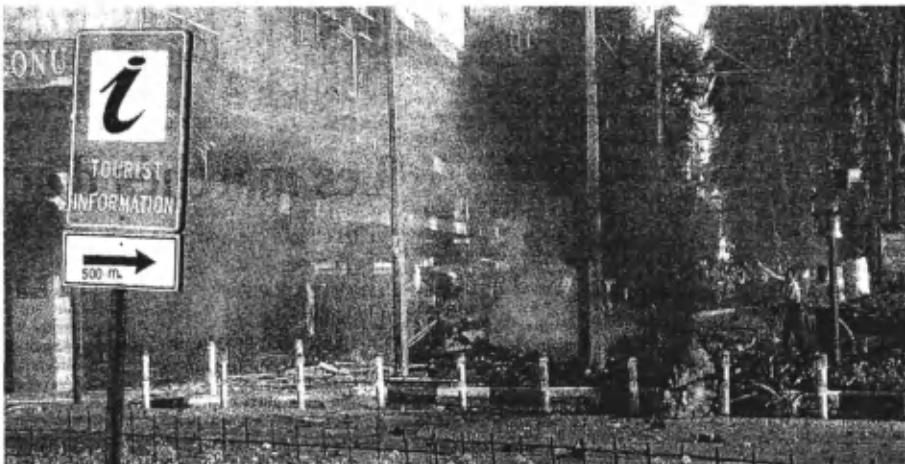
Le taux d'inflation s'est établi à 11,7 % sur les 12 derniers mois et devrait se situer autour des 10 % à la fin de l'année, selon la Banque centrale. Le double du taux initialement prévu. Alors que la Turquie reste le pays le plus aidé par le Fonds monétaire international (FMI), les experts de l'institution, qui ont prévu d'effectuer une nouvelle mission dans le pays en octobre, ne manquent pas de relever cette situation. ■

GUILLAUME PERRIER
AVEC FRÉDÉRIC LEMAÎTRE

CHIFFRES

Conjoncture. Le taux de croissance du PNB a atteint 9,9 % en 2004, 7,6 % en 2005, et devrait tomber, selon les prévisions, à 6,2 % en 2006. L'inflation, elle, a été de 9,3 % en 2004, 7,7 % en 2005, et devrait s'établir, selon les estimations, entre 9,1 % et 10,5 % en 2006.

Tourisme. Il représente 5,5 % du PNB. En 2004, 16,4 millions de touristes sont venus, générant un chiffre d'affaires de 9,4 milliards d'euros. En 2005, ils étaient 20,5 millions, pour 14,5 milliards d'euros. Les prévisions pour 2006 – 26 millions de personnes et 16 milliards d'euros – ne seront pas atteintes.



L'attentat survenu, lundi 28 août, dans la station balnéaire d'Antalya (sud-ouest de la Turquie) a provoqué la mort de trois personnes. Une attaque revendiquée par les Faucons de la liberté du Kurdistan. DOGAN NEWS AGENCY/REUTERS

ÉTATS-UNIS UN RAPPORT ACCABLANT SUR L'ENGAGEMENT AMÉRICAIN ET LA SITUATION IRAKIENNE

Le Pentagone évoque la possibilité d'une « guerre civile » en Irak

WASHINGTON

CORRESPONDANTE

Le Pentagone a publié, vendredi 1^{er} septembre, un rapport qui indique que « les conditions qui pourraient mener à une guerre civile sont réunies en Irak ». C'est la première fois que la situation est officiellement dépeinte de façon aussi sombre. Le terme de « guerre civile » fait l'objet d'un vif débat à Washington. Le président George Bush l'a encore réfuté, jeudi, en affirmant que « seul un petit nombre d'Irakiens est engagé dans la violence intercommunautaire ».

Selon ce rapport rédigé à la demande du Congrès, le nombre hebdomadaire d'attaques a augmenté de 15 % en trois mois et celui des victimes irakiennes – civi-

les et militaires – de 51 %. Le bilan est de 3 000 morts par mois, dont les deux tiers dans des violences interconfessionnelles. La morgue de Bagdad a reçu 1 600 corps en juin et 1 800 en juillet, dont 90 % portaient des traces d'exécution.

« Le conflit central s'est transformé en un combat entre les extrémistes chiites et sunnites pour contrôler les secteurs clés de Bagdad et détourner les ressources économiques. Les escadrons de la mort et les terroristes sont enfermés dans des cycles de violence qui se renforcent mutuellement », explique le texte.

Parallèlement, l'insurrection sunnite reste « puissante, même si sa visibilité a été éclipsée par l'accroissement de la violence confessionnelle ». La violence journalière des

attaques à Bagdad reste inchangée malgré le lancement le 14 juin de l'opération de sécurisation.

Le rapport accuse l'Iran et la Syrie de miner le gouvernement irakien en fournissant « un soutien actif et passif aux forces antigouvernementales qui tendent à attiser les tensions ethniques ». Il détaille les activités des différents groupes et leur statut, indiquant qu'il devient « difficile de distinguer les activités conduites par les groupes criminels, terroristes et insurgés », tous étant « engagés dans les enlèvements, extorsion de fonds, attaques et autres crimes ». Malgré la mort du chef de sa branche irakienne, Abou Moussa Al-Zarkaoui, Al-Qaida reste capable d'opérer grâce à « sa structure de commandement en

cellules semi-autonomes ».

Intitulé « Mesurer la sécurité et la stabilité en Irak », le rapport indique néanmoins qu'il n'y a pas de guerre civile « au sens strict ». Sa diffusion a fait dire aux démocrates que M. Bush, connu pour son optimisme, était « rattrapé par la réalité ». ■

CORINE LESNES

Le Monde

Dimanche 3 - Lundi 4 septembre 2006

EU rebukes Turkey on reform pace

By Dan Bilefsky

BRUSSELS: European Union lawmakers on Monday sharply criticized Turkey for its slow pace of reform and warned that failure to make progress in a dispute over Cyprus risked bringing entry negotiations to a halt.

The toughly worded report by the European Parliament's powerful foreign affairs committee also cited insufficient progress on freedom of expression and raised concerns about the country's treatment of religious minorities, the Kurdish population and women.

The European Parliament must approve whether a candidate country can join the EU and its views are seen as an important barometer of a country's membership prospects. Negotiations are expected to last up to 15 years.

"The European Parliament regrets the slowing down of the reform process," said the report, written by Camiel Eurlings, a Dutch conservative. He chided Turkey for "persistent shortcomings" and singled out Cyprus as a key stumbling block. The Parliament's impatience reflects a growing wariness in the EU of the risks of further enlargement and of Turkey's candidacy in particular.

The possibility of Turkey's eventual admission was a significant factor in the rejection of the EU's constitution in France and the Netherlands, where voters remain anxious about admitting a large, agrarian Muslim country.

Olli Rehn, the EU's expansion commissioner, recently warned that Turkey

Entry negotiations in danger, report says

was heading toward a "train crash" with the EU.

The European Commission, the EU's executive, will publish its assessment of Turkey's membership progress on Oct. 24 amid growing concern that the momentum for reform has dramatically slowed since entry talks began last year. Turkey has, for example, been slow in enacting a promised law guaranteeing the property rights of the Christian minority, while a controversial article of the penal code used to prosecute writers and intellectuals remains on the books.

The deepest immediate division between Turkey and the Union is Turkey's failure to open its ports and airports to traffic from part of Cyprus. Eager to avoid inflaming Turkish public opinion ahead of presidential elections in May and parliamentary elections in autumn 2007, Prime Minister Recep Tayyip Erdogan has insisted that Turkey will not recognize the Greek half of the divided island until the EU lifts trade barriers against Turkish Cyprus, which is recognized by Turkey alone.

Speaking after a two-day EU foreign ministers meeting on Saturday, Foreign Minister Erkki Tuomioja of Finland, whose country holds the EU's rotating presidency, warned that if Turkey failed to sign a protocol extending the EU customs union to Cyprus, "it will create a serious situation."

Echoing his concerns, the Parliament's report Monday called on Turkey to recognize Cyprus by the end of 2006 or face possible suspension of its entry talks. "A lack of progress in this regard will have serious implications for the negotiation process and could even bring it to a halt," the report said.

Mehmet Dulger, chairman of the Turkish Parliament's foreign affairs committee and a prominent member of the governing AK party, said in an interview that Turkey was determined to speed up reforms.

But he added that Turks were increasingly frustrated with the demands placed on them by the EU and that the constant criticism by Brussels was creating a backlash. "All of these requirements placed on Turkey create the impression that the EU will never be satisfied, no matter what Turkey does," he said.

He added that the EU had exacerbated the Cyprus problem by admitting the Greek part of the divided island before the conflict had been resolved.

Referring to Turkey's progress on human rights, the report praised recent acquittals of scholars and novelists like Orhan Pamuk, who had been prosecuted for "insulting Turkishness." But it cited concerns over cases such as that of an Armenian-Turkish editor, Hrant Dink, who was recently given a suspended six-month jail term for saying that Turkey, under the Ottoman Empire, had committed genocide against Armenians during World War I.

International Herald Tribune

LE FIGARO 6 septembre 2006

Le Parlement européen demande à Ankara de reconnaître le génocide arménien

ÉLARGISSEMENT

Les amendements de la commission des Affaires étrangères nourrissent la polémique autour de la candidature turque.

également voté en ce sens à deux reprises, en 2004 et 2005, sans toutefois faire de la reconnaissance une condition à l'adhésion.

Consultatif, le vote du Parlement européen nourrit la polémique autour de la candidature

turque, très mal en point depuis six mois. Pilote des pourparlers d'adhésion, la Commission européenne, qui doit rendre un rapport stratégique décisif le 24 octobre, estime que la question arménienne ne peut pas devenir, en cours de négociations, une précondition d'adhésion. « *La reconnaissance du génocide arménien n'est pas un préalable à l'adhésion turque* » a répété lundi, à Bruxelles, José Manuel Barroso, invité par les députés libéraux belges. « *Il faut du temps pour ce genre d'exercice, qui doit être effectué sur une base volontaire* », a-t-il ajouté, demandant à son auditoire : « *Combien de temps l'Église catholique a-t-elle mis pour reconnaître les crimes de l'Inquisition ?* »

Levée de boucliers

Les députés européens ont adopté cet amendement contesté, à l'occasion d'un vote sur le rapport du député conservateur néerlandais Camiel Eurlings, dont

la tonalité est très critique sur la Turquie. (*Nos éditions d'hier*). Sur la seule question arménienne, chère aux Français, une vingtaine d'amendements ont été déposés. Ce vote n'est pas définitif. Le Parlement européen sera appelé à adopter le rapport Eurlings, en séance plénière, fin septembre. Compte tenu de la levée de boucliers en Turquie, il n'est pas certain que l'amendement pro-arménien tienne jusque-là. « *C'est typiquement le genre d'amendement qui peut être remis en cause en séance plénière* », indiquent les élus libéraux du Parlement, très favorables à la candidature de la Turquie. Si elle fait l'unanimité en France, la question arménienne divise encore l'Europe. Par solidarité avec la Turquie, la Grande-Bretagne et l'Allemagne ont toujours évité de faire pression sur Ankara pour la reconnaissance du génocide arménien.

ALEXANDRINE BOUILHET

De notre correspondante à Bruxelles

LE PARLEMENT européen fait pression sur Ankara pour obtenir la reconnaissance du génocide arménien dans le cadre des négociations de la Turquie à l'Union européenne. Lors d'un vote très serré, survenu dans la nuit de lundi à mardi, à Strasbourg, la commission des Affaires étrangères du Parlement européen a adopté trois amendements appelant « *la Turquie à reconnaître le génocide arménien en tant que préalable à l'adhésion* ».

Cette formulation, la plus radicale jamais adoptée au Parlement européen, a été dénoncée dès hier par Ankara. « *Nous sommes consternés par les efforts visant à imposer des préconditions qui sont loin d'être objectives sur des questions qui nécessitent une discipline académique sérieuse* », indique le communiqué du ministère turc des Affaires étrangères.

Pourparlers

Ankara estime que c'est aux historiens, et non aux députés, de s'exprimer sur la question arménienne. Plusieurs Parlements nationaux, notamment l'Assemblée nationale française et le Parlement belge ont voté des résolutions demandant à la Turquie de reconnaître le génocide arménien. Le Parlement européen a

La crainte d'un « choc des civilisations » avec l'islam incite les politiques à mettre le débat en sourdine.

LA QUESTION de l'adhésion de la Turquie peut-elle émerger dans le débat électoral français ? Rien n'est moins sûr, tant le sujet, dans la phase de « langueur » européenne ouverte par l'échec du référendum, apparaît épineux. A gauche, le silence prévaut, certains candidats à la candidature du PS, Laurent Fabius notamment, s'étant contentés de reprendre l'antienne d'une « pause » nécessaire dans l'élargissement. Ségolène Royal n'a jamais évoqué publiquement le sujet.

A droite, certains « anti-Turcs » notoires mettent en veilleuse ce pan de discours, tels François Bayrou le week-end dernier. Seul Nicolas Sarkozy vient de donner de la voix sur ce thème en rappelant sa position. « *Je maintiens que la Turquie n'appartient pas au Vieux Continent* », soulignait-il le week-end dernier dans son interview au *Figaro Magazine*. Sans insister, toutefois, sur ce volet très passionnel de l'équation européenne.

En France, prudences électorales sur l'adhésion turque à l'UE

« *D'abord, indiquait le président de l'UMP, il faut imaginer de toute urgence un nouveau moteur à la construction européenne.* »

Jacques Chirac : « Ne jouons pas avec le feu »

Le contexte, national mais aussi international, fournit des éléments d'explication à cette prudence des politiques. Cet été, la guerre du Liban a fait monter d'un cran la sensibilité des relations entre l'islam et l'Occident. « *Les politiques sont conscients que, compte tenu des événements au Proche-Orient, ramener la Turquie dans le débat électoral serait explosif*, estime Riva Kastoryano, chercheur au CERI et spécialiste de la Turquie. *Toucher à cette question, c'est aborder les relations avec l'islam, l'immigration, ce qui serait hautement inflammable en ce moment.* »

Jacques Chirac a insisté, durant la crise libanaise, sur les risques d'un affrontement avec l'islam. « *Faire campagne aujourd'hui contre l'adhésion de la Turquie serait immédiatement perçu, dans le monde musulman, comme un rejet de l'islam*, souligne-t-on dans l'entourage du chef de l'Etat. *Dans le contexte actuel, cela relèverait de*

l'irresponsabilité. Ne jouons pas avec le feu. » Le souhait exprimé par la France de voir des contingents musulmans intégrer la Finul renforcée répond à ce souci.

Cela n'empêche pas Jacques Chirac de mettre en avant la nécessité de respecter la « *capacité d'absorption* » limitée de l'Union européenne pour repousser dans le temps la perspective d'une adhésion de la Turquie. La tonalité du discours demeure à la circonspection et à la temporisation. Car, depuis le référendum du 29 mai 2005, il est clair que tout a changé. Les sondages ont confirmé cette tendance : 38 % des Français souhaitent que la Turquie n'adhère « jamais » à l'Union européenne (Eurobaromètre mars 2006). Les discours électoraux se doivent de tenir compte de cette donnée. À l'Elysée, on rappelle que, vis-à-vis de la Turquie, s'est ouvert un processus long et complexe, aux mécanismes a priori maîtrisés, qui pourrait durer de 10 à 15 ans. Ce qui signifie donc que, ni le prochain président de la République, ni sans doute même son successeur n'auront à répondre de l'issue de ce processus.

ALAIN BARLUJET

Ankara épinglé par le Parlement européen

Les eurodéputés déplorent le ralentissement des réformes et les lacunes dans certains domaines.

De notre correspondante à Bruxelles

SYMPTÔME d'une mauvaise humeur générale, le Parlement européen a adopté, hier à Strasbourg, un rapport très critique sur la Turquie. Rédigé par le député néerlandais Camiel Eurlings, membre de la Commission des affaires étrangères, le rapport déplore « le ralentissement des réformes » en 2006. Il souligne des « lacunes persistantes » dans plusieurs domaines, notamment la liberté d'expression, le droit des femmes et des minorités religieuses.

En 2005, le Parlement européen s'était montré plus clément. Cette année, les eurodéputés haussent le ton, en harmonie avec la Commission européenne et plusieurs États membres prêts à suspendre les négociations, en décembre, sur la question chypriote.

« Violences faites aux femmes »

Depuis le non à la Constitution,

la France, l'Autriche et les Pays-Bas sont les pays les plus critiques sur le processus d'élargissement. Les élections à venir dans ces trois pays clés pour la Turquie n'encouragent pas les gouvernements à la bienveillance.

Dans un contexte électoral si chargé, l'avis du Parlement européen, bien que non décisif, est considéré par les chancelleries comme un « bon thermomètre » de l'opinion européenne, avant la remise du rapport de la Commission le 24 octobre. Sur le processus d'adhésion de la Turquie, le scepticisme demeure, dans plusieurs domaines très sensibles pour les opinions publiques européennes. Malgré le durcissement de la loi sur les « crimes d'honneur », le Parlement s'inquiète de « la hausse rapide du nombre de suicides de femmes dans le sud-est de la Turquie ». Il exige des efforts pour « éradiquer les pratiques discriminatoires et les violences faites aux femmes ».

Tout en condamnant la résurgence du terrorisme attribué au PKK, le Parlement insiste sur le droit de la minorité kurde et exhorte les autorités policières et judiciaires à ne pas abuser de la nouvelle loi antiter-

roriste, susceptible de menacer les droits de la défense. Soucieux d'un bon équilibre des forces politiques en Turquie, avant les élections du printemps 2007, le rapport Eurlings rappelle la nécessité de modifier la loi électorale, afin de réduire le seuil d'éligibilité, aujourd'hui fixé à 10 % des voix, ce qui dépasse de très loin le niveau des autres pays européens. Selon le Parlement, la Turquie ne respecte toujours pas les normes internationales sur le droit du travail : liberté d'action des syndicats ; accès des femmes à l'emploi ; interdiction du travail des mineurs.

Malgré la pression exercée par la France, le Parlement européen n'exige toujours pas la reconnaissance du génocide arménien. « La reconnaissance du génocide arménien ne figure pas parmi les critères de Copenhague, rappellent les eurodéputés, mais il est indispensable qu'un pays candidat à l'adhésion affronte et reconnaisse son passé. » Concrètement, le Parlement demande à la Turquie de rétablir, « sans conditions », des « relations diplomatiques et de bon voisinage » avec l'Arménie, et d'ouvrir ses frontières terrestres « au plus vite ».

Urgence sur la question chypriote

Le règlement de la question chypriote semble plus urgent encore. Le Parlement se dit « très déçu » que la Turquie continue à restreindre l'accès à ses ports et aéroports aux navires chypriotes, « une pratique qui viole l'accord d'association avec l'UE ». Derrière ce problème douanier se cache la question de la reconnaissance de Chypre, une exigence européenne, à laquelle Ankara refuse de se plier, au risque de faire déraiser les négociations d'adhésion cet hiver. Seule note positive du rapport Eurlings : l'alignement de plus en plus évident de la Turquie sur les positions diplomatiques européennes. Dans un contexte d'affrontement entre l'Islam et l'Occident, le Parlement rappelle que « la Turquie peut jouer un rôle constructif, stabilisateur, de dialogue entre les civilisations, surtout au Proche-Orient ».

ALEXANDRINE BOULHET

Turquie : la route de l'Europe passe par le Liban

DIPLOMATIE

En décidant aujourd'hui d'envoyer des soldats au Liban, Ankara se range du côté de Bruxelles et espère favoriser son dossier d'adhésion à l'UE.

Istanbul

APRÈS de longues semaines d'incertitude, les troupes turques s'engagent un peu plus sur le chemin du Liban. Le Parlement se réunit aujourd'hui en session extraordinaire pour décider de leur participation à la Finul, en dépit d'une forte opposition dans le pays. Les députés recevront un soutien de poids, celui du secrétaire général des Nations unies Kofi Annan, qui arrive ce même jour à Ankara, étape de sa tournée moyen-orientale.

Vendredi dernier, le gouvernement a déposé une motion à l'Assemblée pour obtenir le feu vert à l'envoi de soldats au Liban. Les parlementaires, convoqués en urgence, se prononceront sur les missions qui seront confiées aux Casques bleus turcs. Les militaires seraient prioritairement affectés à des tâches humanitaires. Leur nombre n'a pas été précisé, mais le ministre des Affaires étrangères, Abdullah Gul, a indiqué que la force ne dépassera pas mille soldats engagés pour une durée d'un an. Plusieurs navires seront chargés de la sécurité maritime et la Turquie apportera un soutien à l'armée libanaise sous la for-

me d'exercices d'entraînement de troupes, menés à la fois sur les sols libanais et turcs.

Risque d'un affrontement avec le Hezbollah

L'AKP, le parti islamo-conservateur au pouvoir, dispose d'une majorité absolue au Parlement. Mais le premier ministre multiplie les interventions pour s'assurer de la loyauté de ses troupes et éviter la répétition du scénario de mars 2003 au début de la guerre en Irak : malgré les consignes de vote, les députés avaient refusé que les Américains utilisent le territoire turc pour lancer une offensive dans le nord irakien. « Le gouvernement retirera les troupes turques du Liban si jamais il leur était demandé de désarmer le Hezbollah, je le dis franchement », a ainsi garanti Recep Tayyip Erdogan ce week-end.

C'est justement ce risque d'un affrontement avec le Parti de Dieu qui a fait hésiter le gouvernement jusqu'au dernier moment. Une confrontation avec le Hezbollah serait lourde de conséquences pour l'AKP. Recep Tayyip Erdogan défend le déploiement de sol-

datos à rebours de l'opinion turque et de son électeur, ulcérés par les bombardements israéliens contre les civils libanais et palestiniens. Le président de la République, Ahmet Necdet Sezer, s'y oppose également. Le chef de l'État réclame la mobilisation des forces armées pour lutter contre les séparatistes

kurdes du PKK à la frontière irakienne. De l'extrême gauche aux islamistes du *Saadet Partisi*, la classe politique fait front contre l'option retenue par l'AKP. Deniz Baykal, le leader du CHP, le Parti républicain du peuple, multiplie les prémonitions d'enlèvement des Turcs dans le conflit : « *L'Iran et Israël tirent les fi-*

celles au Liban. C'est un scénario dangereux. 70 millions de Turcs devront choisir leur camp, celui d'Israël ou celui du Hezbollah. » Des manifestations, conduites par les syndicats et des ONG, sont attendues à Ankara pendant que les députés examineront la motion.

« Un pont entre les civilisations »

Écartelé entre cette fronde intérieure et les appels pressants de la communauté internationale qui souhaite voir un grand pays musulman dans les rangs de la Finul, le gouvernement a donné la priorité aux impératifs diplomatiques. Ankara, candidate à l'Union européenne, se range ainsi du côté de Bruxelles et des pays membres qui mettent à disposition 7 000 hommes. La présence de ses soldats sur la scène moyen-orientale consolide également son ambition de devenir un « *pont entre les civilisations* », selon l'expression consacrée par l'AKP.

« *D'un point de vue stratégique, il n'est pas judicieux de se tenir à l'écart d'un problème régional* », a estimé lundi le chef de la diplomatie, Abdullah Gül. Et dimanche à Istanbul, au Forum de la jeunesse de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), Recep Tayyip Erdogan a insisté pour que 22 pays musulmans s'engagent dans la Finul, à parité avec les pays européens. « *Nous ne pouvons pas oublier qu'un devoir historique nous incombe* », a-t-il déclaré, se posant en héritier direct de l'Empire ottoman.

LAURE MARCHAND

■ ANKARA

Bomb in open-air café kills 2 and wounds 7

A remote-controlled bomb exploded in an open-air café in southeastern Turkey on Sunday, killing two people and wounding seven, a government official said.

The attack occurred in Catak, in Van Province, which borders Iran, a police official said. The bomb exploded as the police arrived to investigate a suspicious package at the café, where people gather to drink tea and play backgammon.

Two people, including a police officer, died in a hospital of their wounds, the government official said. The police said they suspected that autonomy-seeking Kurdish rebels were behind the bombing, the police official said.

A militant Kurdish group linked to the Kurdistan Workers Party claimed responsibility for a number of bombings last week in tourist resorts and in Istanbul that left three people dead. (AP)

Rumsfeld and co. ■ By Peter W. Galbraith

The true Iraq appeasers

WASHINGTON
In his most recent justification of his Pentagon stewardship, Defense Secretary Donald Rumsfeld reached back to the 1930s, comparing the Bush administration's critics to those who favored appeasing Adolf Hitler. Rumsfeld avoided a more recent comparison: the appeasement of Saddam Hussein by the Reagan and first Bush administrations.

The reasons for selectivity are obvious. So many of Saddam's appeasers in the 1980s were principals in the 2003 Iraq war, including Rumsfeld.

In 1983, President Ronald Reagan initiated a strategic opening to Iraq, which was then in the third year of a war of attrition with neighboring Iran. Although Iraq had started the war in 1980, the tide had turned by 1982 in favor of much larger Iran, and the Reagan administration was afraid Iraq might actually lose.

Rumsfeld, whom Reagan had chosen as his emissary, visited Saddam in December 1983 and March 1984. Inconveniently, Iraq had begun to use chemical weapons against Iran in November 1983, the first sustained use of poison gas since a 1925 treaty banning that.

Rumsfeld never mentioned this blatant violation of international law to Saddam, instead focusing on shared hostility toward Iran and an oil pipeline through Jordan. Rumsfeld apparently did mention it to Tariq Aziz, Iraq's foreign minister, but by not raising the issue with the paramount leader he signaled that good relations were more important to the United States than the use of poison gas.

This message was reinforced by U.S. conduct after the Rumsfeld missions. The Reagan administration offered Saddam financial credits that eventually made Iraq the third-largest recipient of U.S. assistance. It normalized diplomatic relations and, most significantly, began providing Iraq with battlefield intelligence. Iraq used this information to target Iranian troops with chemical weapons. And when Iraq turned its chemical weapons on the Kurds in 1988, killing 5,000 in the town of Halabja, the Reagan administration sought to obscure responsibility by falsely suggesting Iran was also responsible.

On Aug. 25, 1988 — five days after the Iran-Iraq War ended — Iraq attacked 48 Kurdish villages more than 150 kilometers from Iran. Within days, the U.S. Senate passed legislation, sponsored by Claiborne Pell, Democrat of Rhode Is-

land, to end U.S. financial support for Saddam and to impose trade sanctions.

To enhance the prospects that Reagan would sign his legislation, Pell sent me to Eastern Turkey to interview Kurdish survivors who had fled across the border. As it turned out, the Reagan administration agreed that Iraq had gassed the Kurds, but strongly opposed sanctions, or even cutting off financial assistance. The Pell bill died at the end of the congressional session in 1988.

The next year, President George H. W. Bush's administration actually doubled U.S. financial credits for Iraq. A week before Saddam invaded Kuwait, the administration vociferously opposed legislation that would have conditioned

American assistance to Iraq on a commitment not to use chemical weapons and to stop the genocide against the Kurds.

At the time, Dick Cheney was secretary of defense and a statutory member of the National Security

Council that reviewed Iraq policy. By all accounts, he supported the administration's appeasement policy.

In 2003, Cheney, Powell, and Rumsfeld all cited Saddam's use of chemical weapons 15 years before as a rationale for war. But at the time Saddam was actually gassing his own people, they considered his use of chemical weapons a second-tier issue.

The Reagan and first Bush administrations believed that Saddam could be a strategic partner to the United States, a counterweight to Iran, a force for moderation in the region, and possibly help in the Arab-Israeli peace process. That was, of course, an illusion. A ruthless dictator who mounted an attack on his neighbor, Iran, who used chemical weapons, and who committed genocide against his own Kurds was never likely to be a reliable American ally.

Saddam, having watched the United States gloss over his crimes in the Iran war and at home, concluded he could get away with invading Kuwait. It was a costly error for him, for his country, and eventually for the United States, which now has the largest part of its military bogged down in the Iraqi quagmire.

Meanwhile the architects of the earlier appeasement policy now maintain the illusion that they have a path to victory, if only their critics would shut up.

Peter W. Galbraith, a former U.S. ambassador to Croatia, is author of "The End of Iraq: How American Incompetence Created a War Without End." This article first appeared in *The Boston Globe*.

Exclusif. Alors que débute l'« Année de l'Arménie en France », l'historien, qui a eu accès à des archives inédites, publie une somme sur le génocide de 1915

La vérité sur le génocide des Arméniens

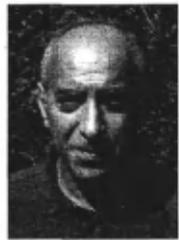
par Raymond H. Kévorkian

● Jeunes-Turcs et Arméniens

Comment l'Empire ottoman a-t-il fini, malgré son expérience ancestrale de la diversité ethnique et de la cohabitation culturelle, par accoucher d'un génocide ? La plupart des historiens évoquent la situation internationale : l'extermination des Arméniens en 1915-1916 serait la conséquence du déclin de l'Empire en proie aux grandes puissances, à la montée des nationalismes et aux menaces de démembrement. J'ai préféré mettre l'accent sur un aspect moins connu, mais décisif : la politique intérieure ottomane, et en particulier l'évolution des élites libérales jeunes-turques et arméniennes. A la fin du XIX^e siècle, ces deux groupes sont engagés dans des échanges intenses. Opposants politiques en exil, ils hantent les cafés du quartier Latin à Paris. Ils veulent réformer le régime, se débarrasser du sultan Abdülhamid, moderniser la société et parer au délitement de l'Empire. Malgré leur sourd antagonisme, les révolutionnaires des deux bords optent pour la coopération.

Les Arméniens ont beaucoup à offrir à leurs camarades d'exil. Organisés de longue date, solidement enracinés dans l'arrière-pays anatolien (l'Arménie historique), ils connaissent le terrain infiniment mieux que les militants turcs. La plupart de ces derniers, originaires des régions périphériques (Caucase, Balkans, Salonique), n'ont frayé qu'avec des milieux européens ou cosmopolites. Sans réseaux en Asie Mineure, ils doivent recourir aux différents comités arméniens (socialistes, démocrates, libéraux, etc.) qui les aident à structurer leurs partis, à les financer, à s'implanter dans le pays profond, à s'évader en cas d'arrestation, et surtout à mener une agitation politique qui finira par leur ouvrir le chemin du pouvoir en 1908.

Dans les années cruciales qui précèdent l'entrée en guerre, les deux groupes sont prêts de fonder ensemble un Etat. Mais, dès la guerre, les défaites militaires et la radicalisation nationaliste aidant, les unionistes imposent leur dictature et



L'historien **Raymond H. Kévorkian** est directeur de recherche à l'Institut français de Géopolitique de l'université Paris-VIII et directeur de la Bibliothèque arménienne Nubar de Paris. Il publie le 14 septembre chez Odile Jacob : « le Génocide des Arméniens ».

décident d'exterminer la population arménienne, dirigeants politiques compris, sans égards ni reconnaissance pour l'aide décisive qui leur a permis de conquérir le pouvoir.

● Le sanctuaire turc

L'organisation révolutionnaire secrète des Jeunes-Turcs se mue rapidement en parti-Etat dictatorial : le Comité Union et Progrès (CUP). Les pratiques internes de l'Organisation spéciale (émanation du Comité central chargée de l'exécution du plan génocidaire) restent opaques. Ces deux organisations sont les véritables auteurs de la destruction des Arméniens ottomans. Leurs archives, sans doute partiellement conservées à Ankara, ont officiellement « disparu » à la fin de la Grande Guerre. En revanche, la construction de l'idéologie du CUP et sa dérive vers un ethno-nationalisme dur est connue grâce aux travaux récents de Sükrü Hanioglu, qui a eu accès aux archives personnelles d'un personnage clé du système jeune-turc, Bahaeddin Sakir. L'élément central de cette idéologie est le darwinisme social, dont les unionistes se sont imprégnés lors de leur exil occidental. Selon cette théorie, les sociétés, les ethnies, les « races » sont engagées, comme les espèces, dans la lutte pour la survie, les plus « fortes » devant inéluctablement écraser les plus « faibles ». Ces conceptions ont servi, ailleurs, à justifier le colonialisme, le racisme, l'eugénisme, le fascisme, puis le nazisme. Les Jeunes-Turcs sont le premier groupe politique darwiniste-social à accéder au pouvoir, avant Mussolini. Ils jouent un rôle précurseur dans la mise en pratique de la doctrine, avec cette particularité que leur action délaisse les théories raciales : forgées par les Européens, ces conceptions classent en effet les Turcs tout en bas de la hiérarchie...

Les unionistes choisissent de valoriser le monde turc : l'Asie centrale dont ils viennent ; l'Asie Mineure qu'ils instituent comme leur « sanctuaire ». Ils ont la certitude, héritée des Ottomans, de la supériorité de leur civilisation. Le « bon » modèle qui prend corps peu à peu est celui du Turc sun-

nite (critère encore valable aujourd'hui). Tout groupe qui s'en écarte est suspect. Il faut s'assimiler, se turquifier, sous peine d'être perçu comme un ennemi intérieur.

● Bâtir un Empire moderne

Les unionistes se donnent deux missions : bâtir la nation turque et moderniser la société. La première, pour ces darwinistes-sociaux, ne peut se concevoir sans l'homogénéisation ethnique de l'espace. Il faut donc se débarrasser de deux groupes chrétiens, les Grecs et les Arméniens, dont les territoires historiques coïncident, pour leur malheur, avec le « sanctuaire national ». Dans un premier temps, le projet vise le déplacement de ces populations, non leur annihilation. Il s'agit de remplacer l'ancien système multi-ethnique et pluriculturel par un Etat-nation réservé à la seule composante turque.

Quant à la modernisation, elle nécessite la création d'une vraie classe moyenne. Or, sous les Ottomans, les fonctions économiques et commerciales, considérées comme méprisables, ont été laissées aux groupes dominés, les élites turques se réservant les postes de militaires et de fonctionnaires. Les idéologues unionistes conçoivent donc un projet simple et brutal : créer de toutes pièces une classe d'entrepreneurs turcs en faisant main basse sur les biens grecs et arméniens. Ce projet est mis en œuvre dès 1914, d'abord contre les Grecs des rives de la mer Egée, chassés vers la Grèce et immédiatement remplacés par des réfugiés musulmans ayant fui les territoires européens perdus par l'Empire. L'étape suivante devait conduire à la relocalisation des Arméniens dans les déserts de Syrie et de Mésopotamie, et à la captation de leurs biens. L'entrée en guerre en 1914 et les premiers revers militaires transformeront ce projet de déportation en instrument de destruction massive.

Ces transferts de populations s'inscrivent dans un plan plus ambitieux qui vise à rétablir une continuité géographique avec les régions turcophones du Caucase, avec à terme l'espoir de récupérer toutes les anciennes possessions de l'Empire. C'est ce rêve qui motive l'offensive turque sur le front russe en plein hiver 1914. L'échec cinglant essuyé par les forces ottomanes signe la fin de ces ambitions. Frustrée, l'aile dure du CUP se recentre sur la mission d'unification turquiste du « sanctuaire ». Ce moment peut être précisément daté, entre le 22 et le 25 mars 1915, et constitue le point de départ de l'extermination des Arméniens.

● La machinerie génocidaire

L'historiographie du génocide arménien a longtemps laissé de côté le témoignage des victimes, tenus pour peu fiables. Or ces sources peuvent être confrontées d'une part aux dépêches des nombreux consuls et missionnaires de pays alliés ou neutres présents sur les lieux. D'autre part aux archives ottomanes (publiées en 1995 à Ankara) relatives au traitement des Arméniens de 1915 à 1920. Bien que partielles, ces dernières permettent de recouper les récits des rescapés. J'ai exploité deux fonds, respectivement conservés au Patriarcat arménien de Jérusalem et à la Bibliothèque arménienne Nubar de Paris, au total 10 000 pages de matériaux manuscrits, qui fournissent un tableau saisissant du processus génocidaire

tel qu'il est vécu par les déportés. L'exploitation de ce corpus unique m'a permis de descendre, région par région, au niveau de la microhistoire : j'ai pu recenser les exécutions sommaires, préciser les dates de départ et la composition de tous les convois de déportés, retracer leurs itinéraires, localiser les sites-abattoirs vers lesquels ils ont été orientés, identifier les fonctionnaires civils et militaires, les notables locaux. J'ai pu établir une liste de près de 2 000 noms de bourreaux, région par région. L'action simultanée des institutions officielles, qui se chargent de la partie administrative de la destruction (liste de déportés, organisation des convois, captation des biens « abandonnés »), et de l'Organisation spéciale, qui gère les sites-abattoirs et exécute les massacres, forme l'élément central du système mis en place.

Une telle reconstitution détaillée permet de mieux comprendre certains mécanismes mis en œuvre, comme par exemple la sélection des catégories d'Arméniens épargnés afin de contribuer au programme de turcisation : enfants en bas âge, jeunes filles ayant un certain niveau d'instruction étaient destinés, après leur « conversion » à l'islam, à « renforcer » la nation, à moderniser la famille et la société turques. Ainsi, l'idéologie des unionistes relève plus d'un racisme contre l'identité collective d'un groupe que d'un rejet biologique individuel tel que le pratiquera plus tard le régime nazi. Le meurtre des Arméniens apparaît, c'est une spécificité, comme étroitement imbriqué à la construction de la nation turque.

La captation des biens, qui constitue le pan économique du génocide, a profité aux notables locaux, souvent membres des clubs jeunes-turcs, mais aussi à toutes les couches de la société. L'examen

géographique des faits révèle enfin une autre constante : les Arméniens des provinces orientales sont massacrés sur place, tandis que ceux d'Anatolie occidentale sont effectivement déportés vers les déserts de Syrie et de Mésopotamie, dans des camps de concentration.

Une vingtaine de camps de concentration établis surtout en Syrie constitue le cadre d'une seconde phase du génocide, longtemps restée inconnue des chercheurs. Plus d'un demi-million de personnes y sont exécutées à partir de mars 1916, probablement après une seconde décision du Comité central jeune-turc. Cette seconde phase est encore plus révélatrice de la volonté génocidaire, car l'argument sécuritaire ne peut être invoqué pour légitimer le massacre systématique d'une population de femmes et d'enfants.

● La filiation entre Jeunes-Turcs et kémalistes

Après la défaite, les leaders jeunes-turcs prennent la fuite. Repliés en Anatolie, les cercles unionistes sabotent pourtant efficacement les procès des auteurs des crimes commis contre les Arméniens. Une partie des grands responsables du génocide a été élevée au rang de héros nationaux. Une autre a formé le cercle restreint qui crée la Turquie contemporaine aux côtés de Mustafa Kemal au début des années 1920. En mettant en avant le héros de la guerre de défense nationale, ces criminels réussiront à se maintenir dans les rouages d'un Etat qui continue à nier son passé.

Propos recueillis par
URSULA GAUTHIER



« Le meurtre des Arméniens est étroitement imbriqué à la construction de la nation turque. »

TURQUIE

Antisémitisme et haine de l'Occident

Les images de la guerre au Liban ont renforcé les réflexes judéophobes et antioccidentaux. Pourtant, l'alternative que constituent le Hezbollah et ses alliés est encore plus désastreuse, estime Vatan.

VATAN
Istanbul

On ne saurait absolument pas défendre Israël ni l'appui inconditionnel des Etats-Unis à ce pays. Cela dit, il est en revanche impossible de regretter, comme le font certains, que les tentatives d'attentats terroristes, évidemment en rapport avec les événements du Liban, aient pu être déjouées le 10 août à Londres. Il faut refuser ce choix entre la peste et le choléra. La spirale de la violence épuise hélas non seulement la région, mais aussi nos esprits et nos cœurs.

Regardons les choses en face : l'indignation provoquée en Turquie par l'agression israélienne au Liban s'est transformée en une irrépressible vague antijuive et antioccidentale. Cette haine, nourrie par les images insoutenables que nous avons vues sur les écrans de télévision, correspond à un état psychique et mental qui se traduit par un désarroi total, où tout se confond dans une même perception. Ainsi, la juste indignation de la population, quand elle est doublée d'une ignorance chronique du Moyen-Orient contemporain, comme c'est le cas dans notre société, aboutit à une polarisation entre l'Occident et les pays musulmans, exactement comme dans la crise des caricatures [danoises de Mahomet]. Pourtant, il est absurde de penser que tout l'Occident était derrière Israël.

Les images de sauvagerie illustrant les actes de l'armée israélienne à chaque bulletin d'information ont naturellement contribué à la condamnation d'Israël dans les esprits, tan-

dis que la résistance du Hezbollah en est sortie glorifiée. Cependant, le fait qu'une chrétienne libanaise scande le nom de Nasrallah ne signifie nullement qu'elle appuie la politique et la vision du monde des intégristes chiïtes du Liban. Et il faut être complètement ignorant des réalités de la région pour croire que la troïka Hezbollah-Iran-Syrie est en train de devenir le maître incontestable du Moyen-Orient, en conquérant le cœur des opprimés. En dehors des Turcs, personne au Moyen-Orient ne s'enthousiasme devant



l'éventualité d'une augmentation de l'influence du "croissant chiïte" [formé

par l'Iran, la Syrie et le Liban, de plus en plus menacé de tomber sous la coupe du Hezbollah]. Bien au contraire, un certain malaise domine chez les Arabes sunnites. Car ils savent très bien où va le croissant chiïte, et ils se rendent compte aussi que l'agression israélienne n'a fait que le renforcer. Leur position devient donc intenable entre ces deux forces [Israël ou l'axe irano-syrien] auxquelles ils n'adhèrent pas.

CETTE GUERRE DOIT SONNER LE GLAS DES RÉGIMES LAÏCS !

Il faut admettre que nos partis politiques nous présentent une bien triste alternative à soutenir face à l'agresseur israélien : un Hezbollah totalitaire ne représentant qu'une partie des chiïtes, qui eux-mêmes constituent un tiers de la riche mosaïque libanaise, une Syrie gouvernée par un régime qui joue ses dernières cartes – représentant la minorité chiïte alaouite, haine de la majorité sunnite du pays (75 % de la population) – et, enfin, un Iran dirigé par une "mollahcratie" régissant la vie de

la société et des individus conformément à ses propres préceptes !

Notre voisin iranien vient d'ailleurs d'annoncer des bouleversements qui ne traduisent pas vraiment les meilleures intentions à l'égard des Turcs : selon le président Ahmadinejad, la guerre du Liban doit sonner le glas des régimes laïcs ! (Le terroriste sunnite Ayman Al-Zawahiri avait déjà accusé la Turquie de faire dégénérer l'islam.) Et, ces jours-ci, on parle d'un nouveau code vestimentaire en discussion dans la république islamique d'Iran : un projet de loi qui envisage-

rait d'imposer aux femmes le port d'un signe distinctif sur leur tchador. Il serait de couleur verte pour les femmes zoroastriennes, rouge pour les chrétiennes et jaune pour les juives !

Cengiz Aktar

FINUL

Le Liban, non merci !

■ Un tollé général s'est levé contre la récente décision de la Turquie d'envoyer des troupes au Liban [dans le cadre de la FINUL]. En attendant l'approbation du Parlement, le gouvernement s'efforce de persuader les sceptiques et affirme que tous les pays du monde – d'Israël aux Etats-Unis en passant par les pays de l'UE, la Syrie et le gouvernement libanais – souhaitent ardemment la participation turque. "Pourquoi donc cet enthousiasme", s'interroge le quotidien *Radikal*, "alors que, dans les autres conflits, c'était tout le contraire ?" Est-ce parce qu'on veut confier aux Turcs la sale besogne de désarmer le Hezbollah ? C'est peut-être la raison pour laquelle l'organisation chiïte ne partage pas "l'enthousiasme général" pour les troupes d'Ankara. "Il serait suicidaire d'envoyer des soldats au Liban sans l'accord du Hezbollah", souligne *Radikal*. *Milliyet* craint de voir les soldats turcs tomber dans un piège tendu par l'Iran. Le gouvernement assure que la mission des soldats turcs sera limitée à des tâches humanitaires. "Envoyez-y les équipes du Croissant-Rouge, alors", rétorque *Cumhuriyet*.

Le Kurdistan menace de faire sécession si l'Irak garde le « drapeau de Saddam »

LES QUERELLES politiques autour du drapeau irakien ont donné le ton. C'est dans un climat de discorde que s'est ouverte, mardi 5 septembre à Bagdad, une session parlementaire, pour la première fois consacrée au sujet controversé du fédéralisme.

La question de l'autonomie du Kurdistan, d'autant plus sensible qu'elle touche à la répartition des ressources pétrolières de l'Irak, est revenue au premier plan avec la menace du chef de la région du Kurdistan, Massoud Barzani, de faire sécession si le premier ministre, Nouri Al-Maliki, décidait d'imposer l'actuel drapeau irakien. « Si, à un moment précis, nous, le peuple kurde, considérons qu'il est de notre intérêt de proclamer l'indépendance, nous le ferons et nous ne craignons personne », a déclaré, dimanche, M. Barzani. Il répondait à un communiqué de M. Maliki stipulant que « le drapeau irakien est le seul drapeau qui doit être hissé sur chaque centimètre de terre irakienne ».

La dispute, d'apparence symbolique, illustre les divisions profondes de la société irakienne. Elle touche également au cœur des revendications kurdes. Malgré plusieurs référendums non officiels, suggérant qu'une écrasante majorité de Kurdes souhaitent l'indépendance, les responsables kurdes ont accepté, dès les élec-

tions générales du 30 janvier 2005, de se rallier au « nouvel Irak », à condition que celui-ci soit « fédéral » et que soient éliminés les symboles de l'ancienne dictature, notamment son drapeau.

La Constitution, adoptée en octobre 2005, a affirmé le caractère fédéral de l'Irak – avec le soutien de la majorité chiite – et prévoit l'adoption d'un nouvel emblème national. Mais, jusqu'à présent, le Parlement a échoué à trouver un consensus sur ces questions. La notion de fédéralisme est rejetée, notamment par les Arabes sunnites, qui voient dans

ce projet les prémices de l'éclatement du pays et la perte, pour leur communauté, des ressources pétrolières, concentrées dans le Nord contrôlé par les Kurdes et, dans le Sud, par les chiites.

Plus de trois ans après l'invasion américaine et la chute de Saddam Hussein, l'Irak est la proie de violences intercommunautaires qui ont fait plusieurs milliers de morts. Abrisés dans les montagnes du Nord, seul le Kurdistan a été épargné. Mais la plupart de ses demandes n'ont pas abouti. Le statut de la ville pétrolifère de Kirkouk, revendiquée par les Kurdes, reste l'objet d'âpres débats. Elle a été à plusieurs reprises le théâtre d'attentats meurtriers.

Nationalisme exacerbé

C'est dans un contexte de nationalisme kurde, exacerbé par le procès de Saddam Hussein, actuellement jugé pour génocide dans l'affaire des campagnes militaires d'« Anfal » au Kurdistan, que Massoud Barzani a décidé de hausser le ton. Et d'ordonner, le 28 août, que « tous les édifices publics [du Kurdistan] arborant le drapeau baasiste l'ôtent et le remplacent par le drapeau kurde ».

Le président irakien, le Kurde Jalal Talabani, s'est voulu rassurant. « Il n'y a aucune idée d'un Kurdistan séparé de l'Irak, a-t-il affirmé mardi : nous ne sommes pas pour le séparatisme. » Mais en promettant un nouvel étendard et en définissant l'actuel comme « le drapeau de Saddam, sous lequel beaucoup de crimes ont été commis dans le nord et dans le sud du pays », il a ravivé la méfiance. « Quand nous avons élu [M. Talabani], il a prêté serment devant le drapeau irakien et a juré de protéger la souveraineté du pays », a tempêté le député sunnite Salah Motlaq, qui a dénoncé une « violation du caractère sacré de la Constitution irakienne ». ■

CÉCILE HENNIION

M. Bush compare l'Iran à Al-Qaida, « tyrans » du « Grand Moyen-Orient »

Pour le président américain, les Etats-Unis sont « une nation en guerre ». Il juge la volonté d'« hégémonie » des radicaux chiites de Téhéran comparable à celle des djihadistes sunnites

WASHINGTON
CORRESPONDANTE

Avant l'élection présidentielle de 2004, George Bush évitait de prononcer le nom d'Oussama Ben Laden. Il ne voulait pas donner aux démocrates l'occasion de souligner que le chef d'Al-Qaida courait toujours. Dans un discours prononcé mardi 5 septembre à Washington, le président américain a prononcé 18 fois le nom de Ben Laden et il a longuement cité ses propos. « L'Histoire nous apprend que sous-estimer les paroles des hommes de mal et d'ambition, est une terrible erreur, a-t-il dit. Ben Laden

et ses alliés terroristes ont aussi clairement révélé leurs intentions que Lénine et Hitler avant eux. »

A moins d'une semaine du cinquième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001, M. Bush a poursuivi sa série de discours destinés à expliquer à ses compatriotes pourquoi il entend maintenir les mesures d'exception prises après les attaques. Les Etats-Unis restent « une nation en guerre », a-t-il affirmé, ajoutant : « Le danger est toujours là. »

Il a cité des extraits de documents saisis en Afghanistan ou à Londres (en 2000) et attribués à Al-Qaida, telle qu'une « charte » du groupe ou un manuel expliquant comment « frapper et tuer les otages ».

Parallèlement, la Maison Blanche a annoncé que l'état d'urgence décrété le 14 septembre 2001 était renouvelé. Elle a aussi diffusé une version déclassifiée de la « stratégie nationale antiterroriste »

« Les nations libres
du monde
ne permettront pas
à l'Iran
de développer une
arme nucléaire »

George Bush

adoptée en 2001 et révisée en février 2003. Le document assure que les efforts américains « ont forcé les terroristes à évoluer et modifier leurs méthodes ».

Mais la guerre n'est pas finie. « Depuis les attentats du 11 septembre 2001, l'Amérique est plus sûre, mais nous ne sommes pas encore en sécurité. »

Dans son discours, M. Bush a attaqué l'Iran de

manière très appuyée. Il a expliqué que les chiïtes radicaux, s'inspirant d'Al-Qaïda, n'avaient cessé de se renforcer et cherchaient maintenant, tout autant que les extrémistes sunnites, à « imposer leur hégémonie sur le "Grand Moyen-Orient" ». Le président américain les a jugés d'autant plus « dangereux » qu'ils ont réussi quelque chose qu'Al-Qaïda n'a pas pu faire : « S'emparer d'un pays important », comme ils l'ont accompli, en 1979, avec l'Iran.

« Le régime iranien veut forcer l'Amérique à quitter la région, détruire Israël et dominer le "Grand Moyen-Orient" ». Les

Etats-Unis « ne s'inclineront pas devant les tyrans », a-t-il dit. « Les nations libres du monde ne permettront pas à l'Iran de développer une arme nucléaire », a-t-il mis en garde.

Les démocrates ont dénoncé une manœuvre de campagne, à neuf semaines des élections parlementaires. Le sénateur Ted Kennedy a estimé que « la politique de la peur » avait peut-être été efficace en 2002 et 2004. Mais « cette fois, a-t-il affirmé, les Américains ont compris ».

Son collègue John Kerry a déclaré que, si le président Bush avait utilisé toute la puissance de l'armée pour capturer Ben Laden dans les grottes de Tora Bora en 2002, « il n'aurait pas besoin de citer les propos bar-

bares [du chef d'Al-Qaïda] ».

Alors que M. Bush tient un troisième discours, mercredi, consacré à ce qu'il entend faire de Guantanamo, les démocrates ont prévu de demander un vote de défiance au Congrès contre le ministre de la défense, Donald Rumsfeld, sur la guerre en Irak. A la veille de ce vote, le Pentagone a annoncé que le ministre avait été hospitalisé pour une intervention chirurgicale. Agé de 74 ans, joueur de squash, M. Rumsfeld a subi une opération des tendons. ■

CORINE LESNES

Shiite push for autonomy endangers Iraq's fragile coalition

By Richard A. Oppel Jr. and Abdul Razzaq al-Saleed

BAGHDAD: Eleven months ago, Shiite and Kurdish political leaders thought they had resolved the biggest obstacle to winning Sunni Arab support for a new Constitution. But they had merely delayed the problem, which now is causing concern among some leaders that it could rip apart Iraq's fragile governing coalition.

The problem: Many Shiite legislators, led by the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq, a powerful Shiite party, want the authority to quickly create Shiite autonomous states in southern Iraq with wide powers to control security and their own petroleum resources. They are pushing legislation required under the new Constitution to establish a way for provinces to start the process of creating these semi-independent states.

The Sunnis have always feared that this would strip them of the country's

oil wealth, as western and north-central Iraq, where the Sunnis dominate, have little petroleum. Now, the Sunnis are accusing some Shiite leaders of breaking a promise made last year — in exchange for Sunni support for the Constitution — to follow through on a constitutional requirement to allow the national Parliament to first renegotiate the entire issue of federalism.

Over the weekend, the head of the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq, Abdul Aziz al-Hakim, who is close to Iranian leaders, renewed his call for a massive eight-province southern autonomous region, stretching from Kut to Basra, that would include much of the country's Shiite population and oil wealth. Such a step, he suggested, is necessary to protect Shiites against a return to despotism.

Sunni Arab leaders responded swiftly, with a leader of their main political bloc, Adnan al-Dulaimi, issuing a statement Sunday calling for "all Iraqis — whether Sunni, Shiite, Arab,

Kurd, Turkman, Muslim or Christian — to stand against this scheme."

Dulaimi warned that it was wrong to debate any proposal that could lead to autonomous regions until after Parliament had the chance to rewrite portions of the Constitution. He was joined by an official from the secular coalition of the former interim prime minister, Ayad Allawi. Some Shiite legislators from the Fadhila Party and the coalition loyal to the rebel cleric Moktada al-Sadr say they are also concerned that Hakim's party is racing ahead too quickly.

For a while on Sunday, there appeared to be a breakthrough of sorts: Shiite lawmakers said they had struck a deal with other political blocs to delay debate on the proposal until Sept. 19.

A Shiite legislator, Sami al-Askari, said the deal also called for Parliament to begin debate of the constitutional changes sought by the Sunni Arabs. Khalid al-Atiya, a Shiite and deputy speaker of Parliament, confirmed that the deal would call for a delay until a week from Tues-

day, and he said that a vote on the proposal would take place six days later.

But later Sunday one of Atiya's aides issued a statement from Atiya saying that political leaders had disavowed the deal they had struck just hours earlier. Another politician involved with the issue, Sayed Ayyad Jamaladin, a member of Allawi's coalition, said in an interview that there now was "no deal."

It is anyone's guess how — or whether — this dispute will be resolved. On Sunday, the Parliament session was called off after a walkout by Sunni lawmakers, members of Allawi's coalition, and some

Shiite legislators who were angered over the failure to make progress.

But it is clear the ramifications are potentially severe. Shiites led by Hakim, joined by Kurds who already enjoy their own autonomous region in northeastern Iraq, may have enough votes to attain the simple majority to pass the bill. But Sunnis also have powerful allies on this issue, including some members of Allawi's coalition and some within the

Fadhila and Sadr blocs.

Moreover, if Hakim's party were to jam the proposal through the Parliament it could severely undermine the "consensus" government that Shiites and Kurds worked hard to create early this year. The reason is that the dispute over federalism is of overriding importance for Sunni leaders. Last fall, they staked their credibility and political fortunes on the constitutional compromise that called for Parliament to quickly allow for a renegotiation of the issue.

That has not happened, and Sunni leaders are quick to point out how central that promise was to supporting the Constitution and joining the government. Approving Hakim's proposal before resolving the constitutional issues "will make the national unity government fail," warned Dhafir al-Ani, a Sunni member of Parliament.

The New York Times

Ali Adeeb and Omar al-Neami contributed reporting for this article.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

September 11, 2006



SEPTEMBER 12, 2006

Saddam refutes testimony of Kurds

Accuses witnesses of sowing division

The Associated Press

BAGHDAD — A defiant Saddam Hussein accused Kurdish witnesses at his genocide trial Monday of trying to sow ethnic division in Iraq by alleging chemical attacks and mass arrests in their villages during a crackdown in the 1980s that the prosecution says led to the deaths of up to 180,000 people.

Three Kurdish witnesses told of brutal repression during Operation Anfal, a campaign in 1987-88 to suppress a Kurdish revolt near the end of an Iraqi war with Iran. Saddam accused the Kurds of helping Iran in the war.

"All the witnesses said in the courtroom that they were oppressed because they were Kurds," Saddam shouted after hearing the testimony. "They're trying to create strife between the people of Iraq. They're trying to create division between Kurds and Arabs, and this is what I want the people of Iraq to know."

Saddam said the Iraqi people "should not suffer from the guilt that they killed Kurds" and insisted that he treated loyal Iraqi Kurds fairly.

The ex-president is among seven defendants charged with genocide or other offenses committed during Operation Anfal. If convicted, the defendants could face death by hanging.

During the proceedings, the first after a nearly three-week break, Katreen Elias Mikhail, a Kurdish Christian and former militia fighter, testified that four Iraqi planes unleashed a wave of bombs June 5, 1987, on the Kurdish town of Qalizewa in northern Iraq.

"I smelled something dirty and strange," she told the court, her voice cracking. "People were falling to the ground. They vomited, and their eyes were blinded. We couldn't see anything. We were all afraid. It was our first time seeing bombs falling on our heads."

Mikhail said she had come to court to lodge a personal complaint against Saddam, his cousin and co-defendant Ali "Chemical Ali" al-Majid and all who provided the regime with chemicals used in the attacks. "I demand compensa-



By Erik de Castro, Reuters

Testimony: Katreen Elias Mikhail holds photos at the trial Monday in Baghdad.

tion," she insisted.

Witness Ahmed Abdul-Rahman said he was rounded up from a village near Sulaimaniyah and imprisoned for four months "where they investigated us,

they tortured us and they beat us."

A third witness, Sardar Ali Salih, said Saddam's elite Republican Guards raided his village in 1987, arresting Kurdish men and seizing sheep, the residents' livelihood.

Also Monday, U.S. military spokesman Lt. Col. Barry Johnson said the military did not count people killed by bombs, mortars, rockets or other mass attacks — including suicide bombings — when it reported a dramatic drop in the number of murders around Baghdad last month.

The decision to include only victims of drive-by shootings and those killed by torture and execution, usually at the hands of death squads, allowed U.S. officials to argue that a security crackdown that began in the capital Aug. 7 had more than halved the city's murder rate.

The types of slayings, including suicide bombings, that the United States excluded from the category of "murder" were not made explicit at the time.

That led to considerable confusion after Iraqi Health Ministry figures showed that 1,536 people had died violently around Baghdad in August, nearly the same as in July.

Herald Tribune September 11, 2006

Turkey at the tipping point

After a Kurdish group claimed responsibility for a series of recent bombings in Turkey that killed three civilians and injured many others, the United States appointed a retired Air Force general and former NATO commander, Joseph Ralston, to work with Turkish authorities. Ralston will be responsible for coordinating American antiterrorist efforts with Iraq and Turkey, both of which have sizable Kurdish minorities — and minorities within those minorities who have resorted to terror.

The Turkish foreign ministry hailed the appointment as a "new opportunity" for cooperation between the United States and Turkey.

The United States would be wise to create many more and varied opportunities to engage with Turkey, a longtime ally, and a uniquely important one. Turkey is a predominantly Muslim, secular democracy, situated between Europe and the Middle East. After years of trying to make amends for having suppressed its Kurdish population, often brutally, Turkey has seen violence resume of

late. The United States needs to frankly acknowledge that instability in Iraq, on Turkey's southeast border, has fomented instability in Turkey. That morally obligates the United States to help with corrective action.

Equally important, a renewed focus on Turkey is in the United States' self interest. Last week, the nonprofit German Marshall Fund of the United States released the results of its annual survey of public opinion in the United States and 12 countries in Europe, including Turkey. The survey's most striking finding is the degree to which Turks now question

their ties to the United States and Europe, and have warmed to Iran, their neighbor to the east.

The discontent appears anchored in Turks' overwhelming disapproval of President George W. Bush's handling of international affairs and growing disapproval of European Union leadership. Both are manifest in waning Turkish support for the institutions that have bound Turkey to the West. Though Turkey has been a staunch NATO member since 1952,

only 44 percent of Turks in this year's survey agreed that NATO was essential for Turkey's security, versus 52 percent in 2005. Even though Turkey opened official membership talks with the European Union last year — after strenuous efforts to meet the Union's criteria — only 54 percent of Turks now view membership as a good thing, versus 73 percent in 2004.

As Turks see it, their support over decades for the West and for democracy has been rewarded with severe regional tension brought on by the United States, and by a cold shoulder, particularly from France and Austria, ever since Turkey qualified for European Union accession talks.

The appointment of Ralston may help the United States to re-engage with Turkey, though ending Kurdish violence and tensions requires mainly political solutions. The United States can also help to keep Turkey's aspiration to join the European Union on track, by advocating more openly for resolution of the division of Cyprus between Greek and Turkish Cypriots.

The United States must not ever take Turkey for granted.

TIME

September 11, 2006

NO RETREAT

A P.K.K. militiaman at one of the group's mountain camps in northern Iraq



New Targets, Old Conflicts

After years of clashing with the Turkish military, Kurdish separatists are targeting civilians. Now Turkey, and the U.S., are plotting their response

By **ANDREW PURVIS**

WHEN FOUR CONSECUTIVE BOMBS shook two of Turkey's sun-drenched Mediterranean coastal resorts last week, it was, quite literally, a blast from the past. Turkish authorities attributed the strikes, which left at least three dead and dozens injured (including 10 British

tourists), to the Kurdistan Workers' Party (P.K.K.), a Kurdish separatist group that reached the height of its power some two decades ago.

If it is responsible, the P.K.K. is back with an ominous bang. Once one of Turkey's most potent terrorist organizations, the P.K.K. fought a 15-year war with Turkish security forces throughout the 1980s and '90s that left some 30,000 dead.

Declaring a cease-fire in 1999 only after the capture and imprisonment of its charismatic leader, Abdullah Ocalan (known to Kurds simply as "Apo"), the group, numbering several thousand, retreated to the mountains of northern Iraq. There, its members abjure worldly goods and alcohol, practice strict gender equality (though sex between members is not allowed), while rising early to pore over left-wing political tracts.

While they fought originally for a "free Kurdistan" for all Kurds, lately they have limited their demands to improved rights for Turkey's Kurdish minority and an amnesty for P.K.K. fighters: "We want to be acknowledged," Zübeyir Aydar, the head of Kongra-Gel, the P.K.K.'s political wing, said. "Everything after that is negotiable." In 2004, after calling off its cease-fire, the group waged an escalating guerrilla war against Turkish security forces. It has bolstered its arsenal with plastic explosives and other munitions acquired from the Iraqi military after the fall of Saddam Hussein.

Despite Turkish authorities' claims, the P.K.K. denies involvement in the bombings at the seaside towns of Antalya and Marmaris. Another Kurdish group, the Kurdistan Free-

dom Hawks (T.A.K.), has claimed responsibility. Considered a P.K.K. offshoot, the T.A.K. boasted in a written statement that "we have promised to turn monstrous Turkey into hell," with "more actions, bigger blows." Aydar told TIME last week that the P.K.K. and T.A.K. differ in their underlying philosophies and do not collaborate on operations: "We are not responsible for what they do."

Whether masterminded by the core P.K.K. or a splinter group, the bombs mark a troubling departure in tactics. They are the first by the P.K.K. or any of its offshoots to target civilians and tourists on such a scale in recent years, threatening an \$18 billion tourism industry. "We are facing an al-Qaeda-like terrorist gang," an editorial in the newspaper *Hürriyet* said the next day. "[They] take not only people's lives, but also their jobs and the bread from their hands."

The blasts could provoke a change in thinking in how to deal with the P.K.K. Turkey had been urging the U.S. to help root out the group from northern Iraq. Last week Washington finally responded by naming retired General Joseph Ralston, the former NATO Supreme Allied Commander in Europe, as a special anti-P.K.K. coordinator. Ralston has close contacts with the Turkish military and will set up a "tripartite" group between Turkey, Iraq and the U.S. designed to ensure that "the P.K.K. cannot conduct terrorist activities," according to a U.S. State Department spokesman. Ralston is expected to travel to the region later this month.

Exactly what shape the initiative will take is not yet clear, although some kind of military response by Turkish forces seems likely. Even before last week's bombings, pressure was building on Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's Administration for a more forceful answer to the P.K.K. threat. Scores of Turkish soldiers have been killed in skirmishes with the group; more in some recent months than U.S. troops killed in Iraq.

In recent weeks, the conflict has threatened to spill over into northern Iraq, one of the last tranquil areas in that country—a fact that may have caught the U.S. military's

attention more than the bombings on the Mediterranean coast. Authorities inside Iraq have reported that P.K.K. positions around the Kandil Mountains have been shelled by Iranian and, possibly, Turkish artillery. In July, Turkey moved tanks and reinforcements up to its border with Iraq.

Turkey's new army chief, General Yasar Buyukanit, who took office last week, is known for his hawkish views on how best to deal with the P.K.K. "Turkey has never been

Henri Barkey, a former U.S. State Department official who now teaches at Lehigh University in Pennsylvania. He says the U.S. is too tied up elsewhere in Iraq to open a new front in the north. More likely, Turkey will be permitted to take matters into its own hands, though not necessarily by sending troops across the border. "I think the U.S. would give a wink and a nod if Turkey were to take limited military action ... General Ralston is going to hold Turkey's hand," says Barkey, "not solve the problem."

The P.K.K., meanwhile, claims not to be worried about the U.S.'s new interest in its affairs. P.K.K. political chief Aydar says that "if [Ralston's] approach is in favor of a military solution, we will oppose it ... But I doubt it will be." He argues: "The Kurds are an ally, a people on [the U.S.'s] side, why would they want to take them on?" The P.K.K.'s real enemy, says Aydar, is Turkey. And Turkey, he says, is spoiling for a fight: "Their statements smell of blood and bullets." As for the resort bombings, Aydar says the P.K.K. "absolutely" condemns them. "Our approach is only to use violence ... within the boundaries of the Geneva Convention." But he also acknowledges that the P.K.K. will likely suffer a backlash from the attacks, whether they ordered them or not. The P.K.K. and T.A.K., he says, do have one thing in common: a desire to improve rights of ordinary Kurds. "I cannot speak on [T.A.K.'s] behalf," he says. "But I do believe that if Turkey takes some steps to address the Kurdish issue, they would stop these attacks."

Maybe. But Turkey has already taken some steps to improve Kurdish rights as part of its efforts to gain entry to the European Union. And while such changes as legalizing Kurdish language broadcasting are widely viewed as falling short of Kurdish aspirations, the P.K.K. and T.A.K.'s campaigns are not likely to spur Turkey's political leaders in Ankara to work harder on Kurds' behalf. By sparking resurgent calls for a government crackdown in Turkey's Kurdish-dominated southeast, they could even make matters worse. —With reporting by Sally Donnelly/Washington and Pelin Turgut/Istanbul



“The Kurds are an ally, a people on [the U.S.'s] side, why would they want to take them on?”

—ZUBEYİR AYDAR, P.K.K. political chief

ANGUISH AND ANGER

A woman mourns her brother who died in the Antalya attack, right, as Turks protest against terrorism at the bomb site, above



face-to-face with this much armed separatist terrorism," he said at his handover ceremony in Ankara. "Our state, nation and security forces will eliminate this threat."

Until now, the U.S. has urged Turkey to keep its troops out of northern Iraq so as not to foment a broader war with Iraqi Kurds, who are not currently aligned with the P.K.K. Some Turkish TV and newspaper commentators last week saw Ralston's appointment as an indication that the U.S. was ready to take on the P.K.K. in Iraq unilaterally, as some Turkish politicians had been demanding for years. But there's little chance of that, says

Iraq front and center as Bush seeks unity

Politics shade 9/11 anniversary speech

By David E. Sanger

WASHINGTON: Five years ago, with the World Trade Center and the Pentagon still burning, President George W. Bush faced the difficult task of preparing a shocked nation for war against a single enemy, one that had attacked American soil.

On Monday evening he faced a different, more daunting challenge: to make the case to a skeptical nation that stabilizing and democratizing Iraq was now the most important element of winning that same battle.

In the end, a speech that began as a commemoration of one of the most searing and painful moments in U.S. history became something else.

For much of his 17-minute address from the Oval Office, Bush effectively acknowledged that his political standing and the success of his avowed mission to make the world safe from Islamic terrorism now rested on victory in Iraq, a mission his critics say was a deadly detour from the task he set out five years ago.

Bush's aides acknowledged beforehand that it would not be easy. The country Bush faced Monday was very different from the shocked, angry but unified nation he addressed from the same chair 1,826 days before.

Iraq and its aftermath had changed everything, dividing Americans who five years ago were unified around Bush's strategy, cutting his approval ratings in half and leaving in its wake questions about whether the president had made an ugly confrontation with Islamic extremists worse.

On a day when the White House said it wanted to focus on the victims of the terrorist attacks of Sept. 11, 2001, and their still-grieving survivors, Bush nonetheless put Iraq front and center.

"I'm often asked why we're in Iraq when Saddam Hussein was not responsible for the 9/11 attacks," he said, midway through his speech. "The answer is that the regime of Saddam Hussein was a clear threat," he said, and "posed a risk that the world could not afford to take."

Bush's aim was to put the arguments about Iraq into a broader context, to try again to change the minds of most Americans who tell pollsters that Iraq was, in retrospect, a dangerous diversion.

Along the way, he has expanded the cast of terror groups and nations that America must defeat to regain its sense of security — not only a diminished Al Qaeda and a resurgent Taliban but also Iranian mullahs and their Syrian neighbors, regional threats like Hezbollah



Evan Vucci/The Associated Press

Bush effectively acknowledged that his political standing relies on the outcome in Iraq.

and Hamas, and the Sunni extremists and the Shiite militias who are battling for control of Iraq.

"We are now in the early hours of this struggle between tyranny and freedom," Bush said, describing a conflict with no end in sight.

He had to make the argument, he has told visitors to the White House, because five years after the Sept. 11 attacks, he worries that the country no longer views itself as at war. But his new approach has its own risks.

"If you conflate all of our problems into one massive, single enemy, you do not define the enemy properly," said Lee Hamilton, a former co-chairman of the 9/11 commission. "The risk is that you think you can take them all out with a single strategy. And you alienate the sympathizers, the people who we might be able to talk to."

"And if you don't define your enemy correctly," Hamilton concluded, "you risk getting your strategy wrong."

That debate over strategy underlies the deeply political element of Bush's speech, even though the White House insisted that the anniversary was no moment for politics.

The United States is eight weeks away from a critical midterm election, at a time when the war in Iraq and the Bush administration's policies on detention, domestic wiretapping and interrogation have made foreign policy a more partisan issue than at any other time in decades. Bush seemed to acknowledge that when he asked the country to "put aside our differences and work together

to meet the test that history has given us."

He compared the situation now to those faced by Franklin D. Roosevelt in World War II and Harry Truman at the dawn of the Cold War. But it also had echoes of another era, of a time in 1970 when Richard Nixon was urging the country to unify behind a Vietnam War that was expanding into Cambodia.

Nixon famously warned that night that if "the United States of America acts like a pitiful, helpless giant, the forces of totalitarianism and anarchy will threaten free nations and free institutions throughout the world."

Bush made it clear Monday evening that while the war might have become more complicated, he believed that the choices remained as stark as they were five years ago.

"Whatever mistakes have been made in Iraq," he said, nodding to past misjudgments, "the worst mistake would be to think that if we pulled out, the terrorists would leave us alone. They will not leave us alone. They will follow us. The safety of America depends on the outcome of the battle in the streets of Baghdad."

To Bush's admirers, this was the Texan president at his Reaganesque best: defining America's enemies broadly, vowing their defeat and promising to

make the spread of freedom his legacy.

To his critics, it was Bush at his most dangerous, approaching the world with little interest in how America is perceived and lumping together its many

September 13, 2006

Herald Tribune

opponents — even if their agendas and interests are quite different.

"It can be a little spooky," said David Kennedy, the Stanford historian whom Bush has consulted during his periodic

Oval Office meetings with outsiders. "It's a war without end, in which our enemies grow like cancerous cells, regrowing as soon as we kill them off."

The New York Times

Le Monde
13 septembre 2006

George Bush prévient les Américains que « la guerre n'est pas finie »



Deux rais de lumière, symbolisant les tours du World Trade Center disparues, ont éclairé la nuit new-yorkaise jusqu'à l'aube du mardi 12 septembre. Cet « hommage en lumière », instauré en 2002, marque la fin d'une longue journée de commémorations. GARY HERSHPRN/REUTERS

Lors des cérémonies du 5^e anniversaire des attentats du 11-Septembre, le président américain a exalté le combat « pour la civilisation », qui « va fixer la marche pour le siècle »

WASHINGTON
CORRESPONDANTE

À l'issue d'une journée où il avait visité les trois sites frappés par les attentats du 11 septembre 2001, le président George Bush a marqué le 5^e anniversaire du « jour où l'Amérique a changé sa vision du monde » par un discours solennel à la nation, prononcé depuis le bureau Ovale de la Maison Blanche. « Notre nation a été mise à l'épreuve et la route qui nous attend est difficile », a-t-il dit. « L'Amérique n'a pas demandé cette guerre. Et chaque Américain souhaiterait qu'elle soit finie. Et moi tout autant. Mais la guerre n'est pas finie et elle ne le sera pas avant que quelqu'un, nous ou les extrémistes, n'en sorte victorieux. »

M. Bush a présenté des enjeux plus vastes que ceux qui résulteraient d'un simple « conflit militaire ». « Si nous ne réduisons pas ces ennemis maintenant, nous allons laisser nos enfants être confrontés à un Moyen-Orient sous la domination d'Etats terroristes et de dictateurs radicaux armés d'armes nucléaires. Nous sommes engagés dans une guerre qui va fixer la marche pour le siècle qui commence et déterminer le destin de millions de personnes dans le monde. » Un peu plus tard, il a ajouté : « Ce combat a été appelé choc de civilisa-

tions. En vérité, c'est un combat pour la civilisation. »

M. Bush a développé sa stratégie en 16 minutes très denses. A moins de deux mois des élections législatives du 7 novembre, il a lancé un appel à l'unité nationale. Il a rappelé qu'il n'était pas question de retirer les troupes américaines d'Irak avant que « le travail ne soit accompli ». « Quelles que soient les erreurs qui ont été faites en Irak, la pire serait de penser que les terroristes nous laisseront tranquilles si nous partons. Ils ne nous laisseront pas tranquilles. Ils nous suivront. La sécurité de l'Amérique dépend du résultat de la bataille dans les rues de Bagdad. »

Un rêve pour le monde arabe

Il s'est placé dans une perspective historique longue, renvoyant au président Franklin D. Roosevelt, qui n'aurait « pas pu prévoir le Jour J et Iwo Jima [petite île japonaise dont la conquête en mars 1945 a coûté la vie à près de 6 000 marines et 20 000 Japonais] » « mais qui n'aurait pas été surpris » ; ou à Harry Truman et son engagement contre la guerre froide. Il a demandé aux Américains d'avoir la patience de faire au Moyen-Orient « ce que nos pères et nos grands-pères ont fait pour l'Europe et l'Asie ». Il a fait le rêve d'un monde arabe qui « s'apercevra que sa principale ressource n'est pas le pétrole mais la créativité et le talent de sa population ». Et il a rappelé son engagement envers la démocratisation du Moyen-Orient. « En cet anniversaire solennel, nous nous consacrons de nouveau à cette cause. »

Le discours du président a conclu une journée marquée par des cérémonies

dans les lieux publics, les écoles et les lieux de culte. Comme chaque année depuis un vote du Congrès le 18 décembre 2001, la journée avait été officiellement désignée « Patriot Day » (journée patriotique). Les présentateurs de télévision étaient en noir. A Ground Zero, à New York, les familles ont lu les noms des 2 749 victimes, personnels qui travaillaient dans les tours du World Trade Center, pompiers, policiers, et passagers des deux avions détournés. La lecture a pris trois heures.

La secrétaire d'Etat, Condoleezza Rice, a présidé une cérémonie organisée pour la première fois à la mémoire des victimes étrangères. Les noms des 90 pays qui ont perdu des ressortissants ont été lus par une jeune Chinoise et une jeune Américaine originaire du Bangladesh ayant perdu des proches dans les attentats. L'ex-premier ministre britannique Margaret Thatcher était présente.

M^{me} Rice s'est ensuite rendue à Halifax, en Nouvelle-Ecosse, pour remercier les autorités canadiennes de leur aide le 11 septembre 2001. Alors que les Etats-Unis avaient fermé leur espace aérien, 255 avions avaient été déroutés sur 15 aéroports canadiens. Selon elle, les Américains ont réalisé, il y a 5 ans, que leur ciel pouvait être « envahi par la terreur ». Ils ont développé un « sentiment de vulnérabilité » qui « perdure encore aujourd'hui ». ■

CORINE LESNES

Drapeau kurde: une nouvelle étape vers l'indépendance, selon les Turcs



ANKARA, 13 sept 2006 (AFP) - 06h48 - La vive polémique en Irak sur le drapeau national a fait ressurgir en Turquie la hantise d'un état indépendant kurde dans le nord de l'Irak, à ses portes, un fait-accompli qu'elle n'est pas prête à accepter.

La Turquie, toujours suspicieuse des visées indépendantistes des Kurdes d'Irak, a réagi d'un ton modéré la semaine dernière au drapeau kurde hissé dans le nord de l'Irak, du fait notamment que l'opinion publique s'intéressait plutôt à la contribution turque à la force onusienne déployée au Liban.

Les autorités régionales kurdes ont annoncé début septembre leur refus d'arborer le drapeau irakien, hérité de l'ancien régime, sur les bâtiments publics dans le nord.

"C'est en priorité aux Irakiens de s'inquiéter de ce développement", a affirmé sèchement le chef de la diplomatie turque Abdullah Gül à la télévision.

Un diplomate turc a indiqué à l'AFP sous couvert d'anonymat que "les Irakiens doivent saisir combien il est dangereux pour l'union du pays de jouer avec l'emblème national".

"Il est évident que cette affaire constitue un nouveau maillon vers l'indépendance des kurdes", a estimé Sedat Laçiner de l'Institut des études stratégiques (USAK), spécialisé sur les Kurdes d'Irak.

"Même si les Kurdes ont fait marche arrière, en provoquant une controverse ils ont obtenu que le monde débattenne de leur emblème et de leur lutte d'indépendance", affirme l'analyste.

Pour l'expert, le nord de l'Irak jouit déjà d'une quasi-indépendance sous l'oeil bienveillant des Etats-Unis et l'emblème kurde ne fait qu'ajouter aux efforts "permanents" pour l'indépendance.

Selon M. Laçiner, une telle éventualité ne sera jamais ouvertement déclarée en raison des réactions qu'elle suscitera dans les pays voisins, comme la Syrie, l'Iran et la Turquie, qui craignent qu'un Etat kurde ne crée une émulation pour leur propre communauté kurde.

La Turquie lutte depuis 1984 contre une rébellion sécessionniste kurde dans le sud-est du pays.

Ankara a toujours mal vu tout semblant d'indépendantisme des Kurdes irakiens, mais n'en a pas moins ouvert ses frontières en 1991 à des centaines de milliers de membres de cette minorité pour les protéger de la vengeance du président déchu irakien Saddam Hussein.

La Turquie a considéré le nord de l'Irak, jusqu'à son occupation par les Américains en 2003, comme son arrière cour, car il échappait au contrôle de Bagdad, et y menait de fréquentes incursions afin de pourchasser les rebelles kurdes de Turquie du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Actuellement, la Turquie semble plus préoccupée par l'expansionnisme des Kurdes irakiens, qui veulent inclure Kirkouk dans leur zone autonome, que du drapeau kurde qui a une signification purement symbolique.

Ankara craint que cette ville pétrolière soit rattachée aux provinces kurdes et devienne, à terme, la riche capitale d'un Etat indépendant.

"Que pensez-vous de Kirkouk? Il faut faire très attention à ce qui se passe là-bas", a mis en garde fin août le nouveau chef d'état-major des forces terrestres turques, le général Ilker Basbug, lors d'une réception à Ankara devant de nombreux journalistes.

Il entendait ainsi attirer l'intérêt des médias sur les visées kurdes sur cette ville multiethnique et rappeler que la défense des intérêts de la minorité turcomane turcophone constituait une "ligne rouge" pour Ankara.

En dépit de certains appels émanant des milieux ultra-nationalistes réclamant une intervention militaire turque à Kirkouk, l'armée et le gouvernement turcs se sont jusqu'à présent prudemment gardés d'évoquer une telle éventualité qui confronterait la Turquie aux Etats-Unis, deux alliés au sein de l'Otan.

Un sixième soldat turc tué en moins de 24 heures par les rebelles kurdes

AFP

DIYARBAKIR (Turquie), 2 sept 2006 (AFP) - 11h01 - Un sixième soldat turc a été tué samedi par des rebelles séparatistes kurdes dans un troisième incident survenu en moins de 24 heures dans l'Est et le Sud-Est de la Turquie, a-t-on annoncé samedi de source officielle.

Un soldat, membre d'une patrouille en mission dans une localité frontalière avec l'Iran, à Saray, a été tué par un tir provenant du côté iranien, a indiqué le gouverneur local Niyazi Tanilir, cité par l'agence de presse Anatolie.

Selon ce responsable ce sont des éléments du parti interdit des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) réfugiés en Iran qui seraient à l'origine de l'attaque.

Plus tôt samedi, trois militaires, dont un officier, ont été tués par l'explosion d'une mine activée à distance par des rebelles du PKK près d'un poste de gendarmerie non loin de la petite ville de Güçlükonak (sud-est), près de la frontière avec la Syrie.

Et enfin tard vendredi, des rebelles du PKK ont attaqué un poste de gendarmerie près de Cukurca (sud-est), à la frontière avec l'Irak, tuant deux soldats et blessant deux autres.

Au moins 98 militants du PKK et 72 membres des forces de sécurité sont morts dans les violences qui se sont multipliées cette année, selon un décompte de l'AFP.

Des milliers de membres du PKK se sont installés au Kurdistan irakien depuis 1999, date de l'instauration d'un cessez-le-feu unilatéral après l'arrestation par la Turquie du chef du mouvement, Abdullah Öcalan, qui purge actuellement une peine de prison à vie dans le nord-ouest de Turquie.

Huit morts dans des combats PKK-armée dans l'est de la Turquie

AFP

DIYARBAKIR (Turquie), 15 sept 2006 (AFP) - 15h47 - Six rebelles, un soldat et un "gardien de village", membre d'une milice créée par les autorités turques pour contrer les séparatistes kurdes, ont été tués dans des accrochages survenus vendredi dans l'est de la Turquie, a-t-on indiqué de source de sécurité locale.

Un précédent bilan faisait état de deux rebelles et un milicien pro-Ankara tués.

L'incident qui a nécessité des renforts terrestres et aériens de l'armée s'est produit dans une zone rurale près d'Ercis, à une centaine de kilomètres de la frontière iranienne, a-t-on précisé de même source.

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis.

Au moins 110 membres du PKK et 77 membres des forces de sécurité sont morts dans les violences qui se sont multipliées cette année, selon un décompte de l'AFP utilisant les chiffres donnés par l'armée.

Dix condamnés à mort pour terrorisme exécutés au Kurdistan (source sécurité)

AFP

SOULAIMANIYAH, 21 sept 2006 (AFP) - 09h14 - Dix personnes, condamnées à mort pour terrorisme en mars dernier, ont été exécutées jeudi à Erbil, capitale de la région autonome du Kurdistan, a indiqué un responsable kurde de la sécurité à Soulaïmaniyah.

Les condamnés à mort sont membres d'un réseau terroriste qui a avoué avoir commis en 2003 et 2004 des attentats et des assassinats dans le nord de l'Irak, notamment à Erbil et Dohouk, a précisé ce responsable.

Les membres de ce réseau, au nombre de onze, ont avoué appartenir à l'organisation Ansar al-islam, un groupe regroupant des kurdes et proche d'al-Qaïda.

Sur les onze personnes arrêtées, dix ont été condamnées à mort et un à la prison à vie.

Parmi les condamnés exécutés figure le chef du réseau, cheikh Zana Abdel Karim Barzanji, originaire d'Erbil, et ingénieur en mécanique ainsi que Diler Haïdar, un ancien officier de sécurité à Erbil.

Turks vow to speed reforms for the EU

Gul, in Paris, dismisses Sarkozy remarks

By Katrin Bennhold and Dan Bilefsky

PARIS: The Turkish foreign minister vowed Wednesday to accelerate political reforms demanded by the European Union and appealed to the French people — among the most firmly opposed to accepting Turkey into the bloc — to give Turkish membership a chance.

"The Turkey today and the Turkey at the end of the negotiation process are different," Abdullah Gul said after talks with Philippe Douste-Blazy, the French foreign minister.

He urged the French to see for themselves how much Turkey already had changed: "Ask French tourists what they think before they go to Turkey and after they come back," he said.

Gul's visit to Paris came five days after Interior Minister Nicolas Sarkozy, a leading conservative candidate for presidential elections next spring,

called for a suspension of membership talks. Sarkozy charged that Turkey was not qualified to join the EU because it refuses to recognize Cyprus, an EU member, and, more pointedly, because it was simply not European enough.

On Wednesday, Gul thanked President Jacques Chirac for supporting membership talks and dismissed Sarkozy's comments as electioneering. But he repeated that Turkey would not open its ports to the northern, Greek part of Cyprus until Greek Cypriots open theirs to Turks in the island's south, as promised by the EU in 2004.

As enthusiasm for Ankara's bid appears to wane in Turkey, as well as in the EU, signs that membership talks are faltering have multiplied. Olli Rehn, the EU's expansion commissioner, recently warned that Turkey was heading for a "train crash" with the EU over its failure to address human rights issues and the Cyprus issue.

The criticism was echoed in a recent European Parliament report that chided Turkey for the slow pace of change.

"It is indispensable that reforms continue," Douste-Blazy said Wednesday, demanding a swift solution to the Cyprus issue. "France, like its partners, will be vigilant."

Six weeks before the EU is due to publish a progress report on the membership talks, the Turkish government has stepped up efforts to prove its goodwill.

Last week Ankara announced that it would send a contingent to participate in the UN peacekeeping force in Lebanon. Lawmakers were asked to cut short their vacations to start debating Sept. 19 a series of reform bills that include proposals to fight corruption and to make party financing more transparent. The government is still making last-minute additions, according to Turkish press reports, possibly to shore up freedom of expression rights of writers and journalists and to ease restrictions on religious minorities.

This week a delegation of Turkish lawmakers is scheduled to meet members of the European Parliament to showcase Turkey's commitment to the EU.

International Herald Tribune

Herald Tribune
September 14, 2006

Khatami in dialogue

Toward the end of a lively question-and-answer session at the Massachusetts Institute of Technology on Monday, Mohammed Khatami, Iran's former president, let slip a revealing remark. He had been talking about the need for his country and the United States to follow the "path of negotiations," observing earlier that it was harmful for Iran's hard-liners to revile America as "the Great Satan" and equally damaging for U.S. officials to characterize Iran as part of an "Axis of Evil." Khatami added: "And Bush and Ahmadinejad are cut from the same cloth."

Khatami's throw-away witticism placing the two serving presidents in the same category — an indiscretion aimed at Ahmadinejad more than Bush — reflected a central theme not only in Khatami's presentation but also in informal remarks by members of his entourage who had served in his government but were later purged by Ahmadinejad for being too liberal.

Khatami's message was that since Iran has been a traditionally religious society, the population's common

goals of freedom, independence and progress can be pursued most effectively in consonance with religion. "The fate of our revolution," he said, "will be determined by which reading of religion" in politics prevails.

In Khatami's stated view, there are two qualitatively different ways of interpreting religion's role in politics, one "progressive" and the other "backward." If the backward version is followed, he said without mentioning Ahmadinejad by name, then religion as well as democracy will suffer.

Khatami did not need to spell out for his listeners the implied distinction between his efforts to give a progressive cast to governance in Iran's Islamic Republic and Ahmadinejad's overt hostility to all signs of liberalism or secularism.

Khatami's least persuasive moment came when he tried to answer a question about the undemocratic structure of the Islamic Republic's basic political institutions, particularly the principle of rule by a supreme clerical leader. He tied himself in knots trying to argue that a consti-

tutionally legitimate council of experts can appoint the supreme leader, supervise his conduct of government, and remove him from power if need be. In reality, powerful players acting behind the scenes elevated the current mid-level cleric to his position, and though he consults with different notables representing disparate factions within the regime's inner circle, Iran's supreme leader escapes any genuine democratic accountability.

Nevertheless, Khatami's visit to America has embodied the spirit of dialogue that he preaches. President George W. Bush's decision to grant Khatami a visa for his visit reflects a wise, if belated, realization that the former Iranian president represents a reformist current in Iran's politics that should not be discouraged. Ineffective as Khatami may have been at protecting and defending Iran's truly ardent reformists during his time in power, he is utterly different from Ahmadinejad.

The best hope for Iran's future and for peace in the Middle East may depend on the survival and nurturing of the reformist current in Iran.

— The Boston Globe

Carnage suspect à Diyarbakir

TURQUIE Un groupuscule nationaliste turc a revendiqué hier l'attentat qui a fait dix morts, la veille, dans un fief séparatiste kurde. Les autorités persistent toutefois à accuser le PKK ou ses sympathisants. Ces derniers nient toute responsabilité.

LAURE MARCHAND

Publié le 14 septembre 2006

24heures

Des corps sans vie étendus sur le macadam, des blessés ensanglantés hurlant dans la nuit. C'est l'attentat le plus meurtrier qui a frappé la Turquie depuis ceux d'Al-Qaïda, qui firent 63 morts à Istanbul en 2003. Mardi soir, l'explosion d'une bombe à un arrêt de bus à Diyarbakir, la grande ville kurde du sud-est du pays, a coûté la vie à 10 personnes, dont sept enfants. L'attentat a été revendiqué hier sur internet par un groupuscule d'extrême-droite turc, qui se fait appeler Brigade turque de la vengeance (TIT). Ce groupe, dont le message n'a pu être authentifié, indique qu'il a agi en représailles contre les violences commises par les séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Les autorités turcs ont indiqué qu'elles ne prenaient pas au sérieux cette revendication. Elles soupçonnent toujours les séparatistes du PKK, qui ont nié hier toute responsabilité, ou son avatar supposé, les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK). Ces mystérieux TAK ont revendiqué les explosions dans les stations balnéaires d'Antalya et de Marmaris qui ont tué trois Turcs et blessé des touristes étrangers à la fin du mois d'août.

Coïncidence

Ce dernier attentat d'une longue série coïncide avec l'arrivée, à Ankara, du général Joseph W. Ralston, l'émissaire américain qui a pour mission de tenter de régler le problème du terrorisme kurde dans la région. L'hypothèse d'une manipulation - pour convaincre l'envoyé spécial de Washington de la nécessité d'une intervention américaine dans les montagnes du Nord irakien qui abritent des camps du PKK - est évoquée. Mais la piste d'extrémistes kurdes opposés à une trêve est également possible.

Le Parti pour une société démocratique (DTP), l'organisation politique légale pro-kurde en Turquie, a demandé lundi au PKK de déposer les armes. «Il s'agit évidemment d'un sabotage et d'une provocation, a réagi Osman Baydemir, le maire de Diyarbakir et dirigeant du DTP après l'explosion criminelle, sans préciser qui était visé par ses accusations. Il y a une volonté de nous ramener dans les années 1990.» De 1984 à 1999, la guerre civile entre le PKK et l'armée turque a fait plus de 37 000 morts, 3500 villages ont été rasés. Mais depuis 2004, une guérilla entre les irréductibles du PKK et l'armée maintient la région sous tension. Cette année, au moins 91 soldats turcs ont été tués.

Cet état de semi-guerre civile place le gouvernement dans une impasse politique. Fin août, le Parlement, dominé par le parti islamo-conservateur AKP, a donné son feu vert à l'envoi de troupes au Liban dans le cadre de la Finul, la force de l'ONU. Cette décision a été prise à rebours de l'opinion publique hostile à cette intervention.

Les nationalistes réclament un engagement de l'armée turque au mont Kandil en Irak, pour traquer le PKK, qui mène depuis cette base arrière des opérations sur le territoire turc. L'explosion sanglante de mardi soir va renforcer les partisans d'une solution armée et attiser les réactions anti-kurdes.

Prosecutor says judge is deferring to Saddam

By Richard A. Oppel Jr.

BAGHDAD: A prosecutor in Saddam Hussein's genocide trial demanded Wednesday that the judge be removed, charging that he had shown bias toward the former Iraqi dictator and had let him harangue witnesses from the dock.

Saddam is on trial for his role in the Anfal campaign of 1988, the Iraqi military's mass killing of Kurds, an ethnic minority of close to five million in northeastern Iraq.

He was tried earlier this year for his role in the executions of 148 men and boys in the Shiite village of Dujail in 1982. That verdict is not expected until next month.

During the court session Tuesday, Saddam said that the Kurdish witnesses who had described atrocities at the hands of Saddam's military were "agents of Iran and Zionism" and he said he would "crush your heads," The Associated Press reported.

He contended that Kurds were testifying against him in an effort to create strife and divide Iraq.

As the trial resumed Wednesday morning, the prosecutor, Munqith al-Faroon, asserted that the judge had "allowed the defendants to go too far, with unacceptable expressions and words."

He said the judge had let them "treat the chamber as a political forum" and had made it clear he was "against the defendants and for the prosecution."

The judge, Abdullah al-Amiri, who also was a judge in Iraq during Saddam's regime, responded coolly, not raising his voice: "The judge coordinates and makes peace among the people in his presence."

The Kurds, Saddam said, were 'agents of Iran and Zionism.'

He explained that when he referred to Saddam and his six co-defendants as "brother" it was to stress that everyone was equal in the eyes of the law. "I mean as we are all Muslims and we are all fair in front of the law," he said.

Meanwhile, an official at the Interior Ministry said that the police had discovered at least 60 bodies throughout the capital over the past 24 hours, apparently the latest victims in the civil strife between Shiites and Sunnis that is playing out in Baghdad and many other regions of mixed ethnicity.

The Interior Ministry official also said that a bomb exploded during rush hour in south Baghdad, killing 10 people and wounding 33.

Another bomb, this one planted in a car near a police station in eastern Baghdad, exploded about 11:30 a.m., killing eight police officers and wounding 19 civilians, the official said.

U.S. military officials disputed the casualty tolls provided by the Interior Ministry, saying that there were 30 or so bodies found around Baghdad, not 60 or more.

They also said that the rush-hour bomb in south Baghdad killed 15 people, including seven police officers, and wounded 25.

The New York Times

H. D. S. Greenway

The reality in Iraq

BOSTON I have been hearing the voices of the Bush administration preparing for the anniversary of Sept. 11, 2001, telling Americans how much safer they are now, and how America must continue down the same path our leaders have set for us to final victory. "Islamic fascism" seems to be the new buzzword in the Bush administration as it tries to equate its current failing wars with the moral clarity of World War II.

"Some seem not to have learned history's lessons," intoned Donald Rumsfeld. The dangers of 1938 Munich-style appeasement are regularly brought out of history's trunk these days, dusted off, and worn again — as they were in Vietnam — even though they fail to fit.

Little of what is said seems based in reality. "Today Iraq has the most progressive constitution and the strongest democratic mandate in the entire Arab world," I heard Vice President Dick Cheney say on National Public Radio. "Iraq's politicians are steady and courageous, and the citizens, police, and soldiers have stepped forward as active participants of the new democracy."

But the battle for Baghdad rages with little or no security in too much of the country, and the progressive constitution's writ runs little further than the green zone. Iraq's politicians are looking after their own interests, or the interests of their tribe, ethnic group or religious sect. The police are riddled with death squads, and Iraqi soldiers are incapable of halting the downward slide.

There is virtually no chance now of Iraq emerging

as a bastion of Western-style democracy, a light unto others in the Arab world. The notion pushed by neo-conservatives never made any sense in the first place, given the history and make up of Iraq's population and the country's lack of the necessary institutions. The idea of forcing democracy on an Arab land by invading armies and occupation was conceived by those who either knew nothing about Iraq or didn't care to. The best that can be hoped for is some compromises that will halt Iraq's increasingly vicious civil war — a civil war that the Bush administration has as much trouble admitting the existence of as it once had admitting that there was an insurgency.

Just as the prewar intelligence was twisted and manipulated to make the case for war — intelligence that a Senate investigation has found to have been "uncorroborated, unreliable, and in some cases fabricated," in the words of Senator Jay Rockefeller — so now is the reality of the administration's failures being glossed over for election purposes.

It is an "age when assertion tends to overwhelm evidence, when claim so easily trumps facts," as Ron Suskind wrote in "The One Percent Doctrine," his troubling account of the war on terror.

The administration likes to think of itself as Churchillian. But it resembles more those in the British establishment who steadfastly refused to admit that staying the course in the '30s was not working.

A better way to combat the rise of extremism has to be found.

Vincent Sheean, writing in the 1940s, said of Lord Beaverbrook that in the 1930s he "had the queer belief ... that things can be made true by saying it."

And so we have President George W. Bush saying, once again, "We will stay the course. We will help this young Iraqi democracy succeed, and victory in Iraq will be a major ideological triumph in the struggle for the 21st century." I wish it were so.

If invading Iraq was a tragic mistake and a diversion from the struggle against Islamic extremism, and if Lebanon was completely mishandled by the Bush administration, then Afghanistan was and is a necessary effort. And yet Iraq has pulled away so many resources from Afghanistan that failure looms there as well.

Back in 2002, Bush said that the history of intervention and war in Afghanistan had been "initial success, followed by long years of floundering and ultimate failure. We are not going to repeat that mistake," he said. But we are repeating that mistake.

The course needs to change. A better way to combat the rise of extremism other than invading or bombing Arab countries has to be found, for the number of potential terrorists is rising throughout the world. We might start by dropping the term "Islamic fascism," which brings a lot of thunder but little light to the table.

H. D. S. Greenway's column appears regularly in The Boston Globe.

Murders continue unabated in Baghdad

Sunni warns reconciliation is at risk

From news reports

BAGHDAD: The police found the bodies of 32 more death-squad victims scattered around Baghdad on Thursday, bringing the two-day total to nearly 100, and a Sunni leader said the slayings could destroy the political process.

Bodies of victims bound, tortured and shot have been found in Baghdad for months. But the U.S. military acknowledged that the last 48 hours saw a surge in such sectarian killings despite a push to bring order to the capital.

"If these barbarian acts do not stop, certainly it will affect the reconciliation plan," Adnan al-Dulaimi, leader of the Iraqi Accordance Front, Parliament's biggest Sunni Arab group, said in a telephone interview.

In one incident, six members of a Shiite family, including two women and a 3-month-old boy, were shot and killed in their home at a school where the father worked as a caretaker in a mainly Sunni district of west Baghdad.

The baby, Seif, lay wrapped in a blood-soaked towel at a nearby hospital morgue, a bullet hole visible in the back of his neck.

The violence persists despite a monthlong security operation by thousands of U.S. and Iraqi troops around Baghdad aimed mostly at stopping the killings carried out by Sunni and Shiite death squads.

A U.S. military spokesman, Major General William Caldwell, said: "There was a spike in violence that did occur in the last 24 hours, and a large part of those were of murder-executions."

But he insisted that the situation was improving in neighborhoods the military has targeted as part of its month-old operation, with reinforcements sent to the capital to restore order.

"We have seen a sustained reduction in the level of violence and murders in the focus areas," he continued. "However, in Baghdad at large, the number of executions, we have seen it creeping back up."

Apart from the mounting toll of murders, some of them sectarian, some probably the work of kidnap gangs, Thursday saw a number of bombings that have become routine.

The Interior Ministry said its forces in Baghdad killed the No. 2 Qaeda fig-

ure in Iraq, naming him as Abu Jaafar al-Liby.

The Defense Ministry said its troops arrested another man, Thamer Mohsen al-Jibouri, known as Abu Ayman, and said he was the fourth-ranked leader.

Key to Washington's plan to withdraw from Iraq is establishing a govern-

ment that would draw in minority Sunnis, who rose up after being driven from power when U.S. troops toppled Saddam Hussein.

Sunni leaders say the Shiite-led government has turned a blind eye to Shiite death squads and corrupt militia that control the police. They accuse Shiites and Kurds of trying to seize Iraq's oil wealth by splitting the country into regions. (Reuters, AP)

■ Saddam judge enrages Kurds

The chief judge in Saddam Hussein's genocide trial told the ousted leader on Thursday that "you were not a dictator," sparking Kurdish demands he be replaced, The Associated Press reported. The judge already had rejected prosecution demands that he step down for allegedly favoring the defense.

Judge Abdullah al-Amiri, a Shiite Arab, made the comment after Saddam challenged testimony by a Kurdish farmer who said the ousted president ordered him to "shut up" when he begged for the release of nine missing relatives.

"Why did he try to see Saddam Hussein if Saddam Hussein was a dictator and was against the Kurdish people?" the former president asked.

The judge replied: "You are not a dictator. You were not a dictator. However, the people or the individuals and officials surrounding you created a dictator. It was not you in particular. It happens all over the world."

"Thank you," Saddam responded, bowing his head in respect.

Saddam and six co-defendants are being tried on charges of committing atrocities against Kurds during the Operation Anfal assault in northern Iraq nearly two decades ago. The prosecution charges that 180,000 people died in the campaign, many of them killed by poison gas.

Two hours after the comment about Saddam, Amiri abruptly recessed the session until Monday for what he called "technical reasons."

Amiri's comments are likely to stoke anger among Kurds who had already complained he was too lenient with Saddam.

On Wednesday, the judge rejected prosecution demands that he step aside after allowing Saddam to lash out at Kurdish witnesses the day before.

"The judge is weak and isn't doing his duty," said a Kurdish elder statesman, Mahmoud Othman. "We as Kurdish politicians ask for a change in judges, and he must be replaced."

IRAK

Pour Mgr Sleiman, « L'après-guerre est plus effrayant que la guerre »

LORSQUE Mgr Jean Benjamin Sleiman effectua sa première visite en Irak, en 1994, le pays lui apparut comme « une immense prison ». Aujourd'hui, cinq ans après sa nomination comme archevêque de Bagdad, il compare l'Irak à un « purgatoire, plutôt que l'enfer, histoire de dire qu'il reste un espoir d'en sortir ».

Actuellement en France pour la promotion de son livre intitulé *Dans le piège irakien* (Presses de la Renaissance), il décrit une société civile déliquescence, prise au piège d'un conflit aux multiples facettes : « la résistance à l'occupation américaine, la guerre civile rampante, les rivalités meurtrières entre milices qui s'exercent parfois au sein même des institutions ».

L'Eglise catholique s'était déclarée opposée à l'invasion américaine en Irak, en mars 2003. « Une position que l'on n'a pas à regretter, déclare l'archevêque. OK, ils ont déposé un tyran, mais nous nous éloignons chaque jour un peu plus de la paix. » La peur au quotidien s'est transformée en une maladie vicieuse qui affecte chaque individu. « L'après-guerre est plus décourageant et plus effrayant que la guerre, affirme-t-il. La mort est imprévisible et omniprésente. Elle peut être la voiture piégée d'en face, ou un homme qui frappera à votre porte pour vous coller une balle dans la tête. » « L'amnésie, poursuit-il, est le prix de la survie, ainsi qu'une forme d'indifférence. D'après un raisonnement selon lequel "mieux vaut lui que moi", on est presque content d'apprendre que l'attentat du jour a frappé le voisin. »

La réconciliation nationale, au centre de la politique du gouvernement irakien, est « certes, un bon principe, estime Mgr Sleiman. Mais les mentalités ne sont pas prêtes. Le sang a trop coulé. Et la situation ne permet pas d'avoir une réflexion politique. La seule chose qui fonctionne à Bagdad, c'est le téléphone arabe : la rumeur du dernier attentat, de la dernière catastrophe ». Les Irakiens se sont repliés sur la structure tribale.

« On constate une forte régression des mentalités avec le retour en force du tribalisme, dit l'archevêque. Car la tribu apporte de l'aide et la certitude que les morts seront vengés. »

Et les chrétiens d'Irak ? Un prêtre, Saad Syrop, enlevé le 15 août, n'est toujours pas réapparu. C'est le deuxième cas cet été. Selon Mgr Sleiman, il s'agit d'enlèvements de type mafieux. Mais les déclarations qui les accompagnent sont toujours confessionnelles. Et même si les chrétiens sont à peu près les seuls Irakiens à pouvoir franchir les barrages des milices sunnites et

chiïtes sans risquer leur vie, la peur a fait son œuvre. « L'émigration des chrétiens est une hémorragie que rien ne peut endiguer, constate l'archevêque. Ce départ est irréversible. Les gens vendent leur terrain, leur maison. Pour eux, l'exil est préférable à la peur. » Aujourd'hui, seuls quelques milliers de chrétiens restent à Bagdad, toutes obédiences confondues. « Avec leur départ, regrette Mgr Sleiman, la société irakienne s'appauvrit. Et en perdant sa variété, elle se ferme sur elle-même et se radicalise. » ■

CÉCILE HENNION

Téhéran déploie le tapis rouge devant le premier ministre irakien

TÉHÉRAN

ENVOYÉE SPÉCIALE

Tapis rouge, haie d'honneur et poignées de main prolongées devant des caméras de télévision complaisantes... Pour sa visite en Iran, mardi 12 et mercredi 13 septembre, Nouri Al-Maliki, le premier ministre irakien chiïte qui, à la tête d'une coalition composite depuis le mois de mai, est confronté à l'énorme défi de mettre fin aux affrontements intercommunautaires entre sunnites et chiïtes, a été l'objet de toutes les attentions de la part des autorités de la République islamique.

Son prédécesseur, Ibrahim Al-Jaafari, s'était déjà rendu à Téhéran en juillet 2005, ainsi que le président irakien, le Kurde Jalal Talabani, en novembre 2005. Mais la venue de M. Maliki, dont la presse locale a répété à l'envi la « proximité de vues religieuses et culturelles » avec le gouvernement iranien, a été implicitement présentée comme un « tournant ».

Nulle mention à la guerre qui a opposé les deux pays de 1980 à 1988. « La République islamique d'Iran et l'Irak entretiennent de profondes relations historiques qui vont au-delà des liens normaux entre deux voisins », a déclaré le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad. « Nous regardons le progrès, l'indépendance et l'intégrité territoriale irakienne comme les nôtres. Nous appuyons totalement le gouvernement irakien et le Parlement. L'Iran fera partager son expérience à ses amis irakiens dans tous les domaines, y compris l'économie et la reconstruction du pays, (...) assistera le gouvernement irakien pour établir une sécurité maximum sur son territoire car la sécurité de l'Irak est la sécurité de l'Iran. »

Selon un rapport récent du « think tank » (cercle de réflexion) ICG (International Crisis Group), l'effondrement de l'Irak en cas de guerre civile comporte en effet pour l'Iran des risques de conta-

gion : chez les Kurdes d'Iran, qui forment 10 % des 69 millions d'Iraniens, mais aussi dans la province du Khouzistan, dont la moitié des habitants sont arabes. L'émergence, en Irak, d'un Etat pro-occidental stable, voire d'un gouvernement chiïte modéré, pourrait également fragiliser la République islamique en constituant un modèle attractif pour une partie de la population irakienne et en renforçant la position américaine dans la région.

Moins disert que le président Ahmadinejad, M. Maliki, qui a passé plusieurs années à Téhéran en exil sous le régime de Saddam Hussein, a surtout évoqué la coopération économique, notamment dans le domaine pétrolier et pétrochimique.

Washington a réagi avec méfiance, mardi, aux déclarations iraniennes, estimant que la République islamique devait commencer par ne plus être elle-même « une partie du problème [irakien] en finançant les groupes séparatistes et terroristes qui essaient de saper la démocratie en Irak ».

Pour l'Iranien moyen, la visite de M. Maliki n'a suscité ni enthousiasme ni acrimonie particuliers. Un éditorial du journal progouvernemental *Keyhan*, intitulé « Un ami, vraiment ! », décrit l'Irak « comme un homme déchu, frappant à toutes les portes, suppliant qu'on l'aide, mais qui se fait refouler ».

La visite de M. Maliki, poursuit l'auteur, « montre que l'Irak veut sortir du marasme où l'a placé l'occupation américaine. Les Etats-Unis ont essayé de diaboliser l'Iran aux yeux du gouvernement irakien et du peuple ». « Maintenant que l'Irak a tenu la main par nécessité, conclut-il, l'Iran doit la saisir de tout son cœur en montrant que cela vaut la peine de l'avoir comme ami véritable. » ■

MARIE-CLAUDE DECAMPS
(AVEC CÉCILE HENNION À PARIS)



SEPTEMBER 18, 2006

Bomb attacks kill 24 in Iraqi oil city



By Salahdeen Rasheed, Reuters

More than 80 injured in Kirkuk explosions

By Yahya Barzanji
The Associated Press

KIRKUK, Iraq — Six powerful bombs killed at least 24 people and injured more than 80 Sunday in Kirkuk, a northern city that the Kurds would like to incorporate into their self-ruled region.

A U.S. sailor assigned to the Marines died after being wounded in Anbar province, the U.S. military command said. The bodies of 15 people who had been tortured and shot were also found around Iraq.

The sailor, who was assigned to the 1st Marine Logistics Group, died Saturday "from wounds sustained by enemy action," the military said in a statement.

The violence came as politicians argued over a controversial bill to transform Iraq, legislation which a Sunni Arab leader warned could tear the country apart.

A joint U.S.-Iraqi operation swept through the city of Diwaniyah, 80 miles south of Baghdad, and arrested 32 people suspected of carrying out terrorist acts. The city was the site of a recent clash between the mostly Shiite Iraqi army and a Shiite militia. The fighting

killed 73 people — including 23 soldiers.

In Kirkuk, police told the Associated Press that a suicide truck bomb exploded in the city center, killing 18 people and wounding 55. A few hours later, a suicide car bomb rammed into a joint U.S.-Iraqi army patrol in the south of the city, killing at least three bystanders and wounding eight others.

Two roadside bombs targeted police patrols in separate parts of the city. One killed two civilians and wounded four, while the second wounded three civilians.

Shortly afterward, a car bomb exploded near the house of Waasif al-Obeidi, a Sunni sheik, killing one of his bodyguards and wounding eight people — two guards and six bystanders. Al-Obeidi, the deputy head of the al-Obeidi tribe, was not in his house at the time.

In the afternoon, a parked car bomb exploded as a joint Iraqi police and army patrol passed by in southern Kirkuk, injuring six people — two policemen and four soldiers.

In the suicide truck bombing, a gunman in the truck opened fire on civilians before the vehicle exploded near the city's criminal court and the headquarters of two main Kurdish political parties, the Kurdistan

Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan, police told the Associated Press.

The Patriotic Union of Kurdistan is run by Iraqi President Jalal Talabani. The president of Kurdistan, Massoud Barzani, runs the Kurdistan Democratic Party.

Barzani recently angered many in Baghdad when he ordered the Iraqi national flag to be replaced with the Kurdish banner on all government buildings in the autonomous Kurdish region in the north.

His decision Sept. 1 led to an outcry, particularly among Sunni Arab lawmakers who fear Kurds are pushing for secession under the nation's new federal system.

Kirkuk, 180 miles north of Baghdad, is located in the center of Iraq's vast northern oil fields and is the subject of rival claims by the area's Arabs, Kurds and Turkomen. The city is just outside the autonomous Kurdish region.

It is also part of a wider dispute involving Iraq's constitution. Many Kurds would like Kirkuk to be part of their autonomous region under a fully federated Iraq.

Thousands of Kurds were forced to flee from the area under Saddam Hussein, who implemented an "Arabization" plan to force out ethnic Kurds and Turkomen.

In Kirkuk: Officials investigate the site of a suicide truck bombing near the headquarters of two Kurdish political parties Sunday.

Iraq replaces chief judge in Saddam's genocide trial

The Associated Press

BAGHDAD — The chief judge in Saddam Hussein's genocide trial was replaced Tuesday, the government spokesman's office said.

Abdullah al-Amiri was replaced on the five-member panel by Mohammed al-Uraibiy, who was his deputy in the trial, a court source told the Associated Press. The source asked not to be named because he was not authorized to speak to the media.

There was no reason given on why al-Amiri was replaced, but the request came from the Iraqi High Tribunal, a government source told the AP. He also asked not to be named for the same reasons. The request was made in a letter to Prime Minister Nouri al-Maliki, who approved it, he said.

Prosecutors had asked for al-Amiri to be replaced after he allowed Saddam to lash out at Kurdish witnesses. Last week, al-Amiri stirred further controversy after he told the ex-president that "you were not a dictator."

In other action:

► The Iraqi government plans to shut down all offices belonging to the Kurdistan Workers Party, or PKK, around the country.

Government spokesman Ali Al-Dabagh said the decision was made during a Cabinet meeting because "Iraq wants good relations with Turkey and all neighboring countries, so the Iraqi government has decided to close any office belonging to the PKK in Iraq."

The PKK has taken responsibility for attacks carried out in Turkey. Bombings in Turkey are most frequently attributed

to — and often claimed by — Kurdish rebels who have been fighting for autonomy in the southeast since 1984 in a conflict that has killed more than 37,000.

► Four U.S. soldiers have died in the past few days in Iraq, the U.S. military command said Tuesday, including one killed by a suicide car bomber in northern Iraq.

A member of the 89th Military Police Brigade was killed and two were wounded Tuesday when a suicide bomber struck their vehicle in Mosul, the military command said in a statement.

Two U.S. soldiers were killed Sunday afternoon. One died after being hit by small-arms fire in north-central Baghdad, while the other died after his vehicle was hit by a roadside bomb in the northeastern part of the capital, the military command said.

A fourth soldier died in Baghdad from non-battle-related injuries, the military command said in a separate statement.

► Rockets and mortar shells struck three neighborhoods in Baghdad, and a car bomb exploded near a gas station Tuesday, killing 15 people and wounding more than 50. Police recovered three more apparent victims of sectarian reprisal murders in the capital.

The violence came a day after United Nations Secretary-General Kofi Annan warned in New York that Iraq was in "grave danger" of collapsing into civil war and urged the government to do more to foster national unity. "If current patterns of alienation and violence persist much longer, there is a grave danger that the Iraqi state will break down, possibly in the midst of a full-scale civil war," Annan said.

Iraqi tribes to battle insurgents

Chiefs join to fight in key Sunni area

By Paul von Zielbauer,
Khalid al-Ansary and Ali Adeeb

BAGHDAD: More than two dozen tribes from Iraq's volatile Sunni-dominated province west of Baghdad have agreed to join forces and fight Al Qaeda insurgents and other foreign-backed "terrorists," an influential tribal leader said Sunday.

Twenty-five of about 31 tribes in Anbar Province, a vast, mostly desert region that stretches westward from Baghdad to the borders of Syria, Jordan and Saudi Arabia, have agreed to fight together against insurgents and gangs that are "killing people for no reason," said the tribal leader, Sheik Abdul Sattar Buzaigh al-Rishawi.

"We held a meeting earlier and agreed to fight those who call themselves mujahedeen," Rishawi said in an interview Sunday. "We believe that there is a conspiracy against our Iraqi people. Those terrorists claimed that they are fighters working on liberating Iraq, but they turned out to be killers. Now all the people are fed up and have turned against them."

His announcement came on a day when a series of coordinated suicide bombings rocked two of Iraq's most volatile cities outside the capital.

In Kirkuk, an oil-rich city in the north bordering an autonomous Kurdish region, suicide bombers detonated four cars and one truck laden with explosives throughout the day, killing

more than two dozen people and wounding more than 100, Iraqi and American officials said.

In Falluja, a Sunni Arab-controlled city in Anbar Province, 50 kilometers, or 30 miles, west of Baghdad, five suicide car bombs exploded within 15 minutes, a U.S. military official said, killing an unknown number of people.

Rishawi said the 25 tribes counted 30,000 young men armed with assault rifles who were willing to confront and kill the insurgents and criminal gangs that have torn at the fabric of tribal life in Anbar, dividing members by religious sect and driving a wave of violent crime.

"We are in battle with the terrorists who kill Sunnis and Shiites, and we do

not respect anyone between us who talks in a sectarian sense," said Rishawi, the leader of the Rishawi tribe, a subset of the Dulaimi tribe, the largest in Anbar Province. Half of the Rishawi are Shiite and half are Sunni Arabs, he said.

Rishawi said the insurgents counted about 1,300 fighters, many of them foreigners and backed by other nations' foreign intelligence services, though he declined to say which ones.

The coalition of 25 tribes sent letters Sunday to Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki and other top government officials asking for their support, he said. In addition to the government's blessing, Rishawi said, the tribes wanted weapons and equipment to confront the Qaeda-backed insurgents.

"We are determined to go ahead with this plan and eliminate the gangs that claim jihad," he said.

An American military official said tribes had fought Sunni Arab insurgents in Anbar in the past, but had not agreed to join together to fight them.

"Tribes just got fed up and have fought them in the past," a U.S. military official said Sunday. "This would be the first we've seen of tribes banding together."

A government spokesman, Ali al-Dabbagh, said Maliki supported "any opera-

tions that try to resist terrorism and aim to maintain security in this dear and important part of the country."

Dabbagh said that government officials were considering an official response to the tribes, but that there was no agreement to supply the tribes with weapons or tactical military support.

"We are grateful to them for their desire to protect their cities," Dabbagh said, "and we are encouraging them."

How quickly or violently the tribal fighters will confront Al Qaeda in Mesopotamia and other insurgents near Ramadi in unclear.

But both sides have long despised and blamed one another for not being true Muslims and for the lack of security in the province.

Reuters quoted a man who identified himself as a senior leader of Al Qaeda in northern Ramadi asserting that his fighters wanted an Islamic caliphate in Anbar. Tribal leaders like Rishawi are their enemy.

"We have the right to kill all infidels, like the police and army and all those who support them," said the man, who called himself Abu Farouk, Reuters reported. "This tribal system is un-Islamic. We are proud to kill tribal leaders who are helping the Americans."

Violence also continued Sunday in

Baghdad, where the Iraqi police reported finding 24 bodies in several neighborhoods, an Interior Ministry official said. Eight of the bodies were discovered in one area with gunshot wounds to the head and bearing marks of torture. But an American military spokeswoman said her office knew of only 11 bodies being found.

Also Sunday, the American military said a sailor with the 1st Marine Logistics Group died Saturday from wounds he suffered in fighting in Anbar Province.

In Kirkuk, Iraqi and American military officials said they could not immediately tell which groups were behind the five vehicle suicide bomb attacks. Kirkuk, important because of the amount of oil in the region, has become a battleground between Iraqi Arabs — Shiites and Sunnis — and the Kurds who control Kirkuk's police and government.

The deadliest attack, by an explosives-laden truck that blew up between the offices of two Kurdish political parties, killed at least 18 people and wounded 55 others, said Lieutenant Colonel Urhan Abdullah of the Kirkuk police.

The New York Times

Omar al-Neami and Khalid Hassan contributed reporting for this article.



Medics and relatives bandaged one of the more than 80 people wounded by six car bombs in Kirkuk on Sunday.



Des habitations troglodytiques, une forteresse romaine, un pont médiéval : autant de vestiges bientôt engloutis sous les quarante mètres d'eau du barrage hydroélectrique d'Illisu, qui fournira 3 % des besoins du pays en 2013. M. Fedouach/AFP

6 000 ans d'histoire menacés en Turquie

Hasankeyf (sud-est de la Turquie)

Pour son village, Vahap Kusen, rêve d'un destin comparable à celui d'Éphèse ou de la Cappadoce. « *Qu'est-ce qu'ils ont de plus que nous pour attirer les touristes ? Rien !* », s'enflamme le maire d'Hasankeyf, accroché à la falaise sur la rive du Tigre. La bourgade du sud-est de la Turquie

recèle effectivement des trésors archéologiques, légués par les civilisations qui se sont succédé dans cette partie de la Mésopotamie pendant au moins six mille ans : des milliers d'habitations troglodytiques dans la roche couleur miel, une forteresse romaine

en haut du pic rocheux, poste avancé à la lisière de l'Empire perse, les puissantes arches d'un pont médiéval construit à l'âge d'or de la Route de la soie, les vestiges de palais ottomans...

Le tout semble délicatement posé au creux d'une vallée indolente, comme dans un écrin. Mais les projets de grandeur de l'édile pour sa cité seront bientôt engloutis sous quarante mètres d'eau. En août, le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a lancé symboliquement la construction du barrage hydroélectrique d'Illisu, en aval. Cet ouvrage colossal, dont le coût s'élève à 1,2 milliard d'euros, fournira, dès 2013, 3,8 milliards de kw/h par an. Soit 3 % des besoins de la Turquie. Illisu s'inscrit au cœur de la politique nationale

de diversification des sources énergétiques. Mais, pour approvisionner l'économie du pays en pleine croissance, le barrage va engloutir deux cents villages et hameaux : 54 000 personnes, majoritairement kurdes, seront déplacées. Dans une dernière tentative pour faire échec à sa construction, des organisations de défense de l'environnement font pression sur le consortium austro-germano-suisse chargé des travaux, en essayant de convaincre les États concernés de ne pas accorder aux sociétés les crédits à l'exportation. Pour calmer le monde archéologique, en émoi face à la disparition annoncée d'Hasankeyf, Ankara a promis la création d'un musée en plein air à quelques kilomètres. Quelques monuments y seront transportés au sec. « *Un non-sens, il ne s'agit pas de Lego démontables*, s'insurge Zeynep Ahunbay, professeur d'histoire de l'architecture à l'université technique d'Istanbul. *Ils sont indissociables de leur environnement et de la topographie.* » L'universitaire et un groupe d'opposants au projet ont déposé un recours devant la Cour européenne des droits de l'homme, à Strasbourg. « *Le barrage sera hors service dans trente ou cinquante ans à cause de la sédimentation*, ajoute le professeur. *Cela ne fait pas le poids dans la balance avec la préservation de cet héritage culturel de l'humanité.* » La Plate-forme pour sauver Hasankeyf, qui regroupe 70 maires, associations et institutions locales, veut miser sur cette richesse archéologique pour se lancer dans le tourisme culturel.

Depuis la fin de la guerre entre les séparatistes du PKK et l'armée turque, les touristes ont fait leur réapparition dans le Sud-Est. « *Le potentiel de la région est énorme*, s'enthousiasme Ercan Ayboga, l'un des responsables du collectif. *Cette option amorcerait le développement économique et social.* » Les promoteurs du barrage, eux, vantent les sports nautiques. « *Ils nous ont même promis qu'on ferait du jet-ski* », raille Hifzullah Marangoz, qui tient une échoppe de souvenirs à côté de la mosquée ayyoubide.

À l'ombre de la tonnelle du café, où même le ventilateur a capitulé sous la chaleur écrasante, Ali Tekina, vieillard édenté, fulmine en serrant sa canne en bois : « *Dans cette histoire, il n'est pas question que d'énergie, il s'agit aussi d'arracher les Kurdes à la terre de leurs ancêtres, de leur faire oublier leur culture en les envoyant à l'Ouest ou en Europe.* »

La retenue d'eau d'Illisu s'inscrit dans le cadre du projet de développement de l'Anatolie du Sud-Est et de son réseau de 22 barrages. Muamer Yasar Ozgul, son président, promet « *500 millions d'euros de retombées économiques* » et des bénéficiaires « *pour 80 000 personnes* ». Ces pronostics font enrager les opposants qui avancent d'autres chiffres : 2 300 emplois pour la construction du barrage, puis 200 pour la maintenance. « *Mes administrés sont pauvres et sans qualification, ils finiront dans les bidonvilles de Diyarbakir et d'Istanbul*, prédit le maire d'Hasankeyf. *Ces villes rencontrent déjà de gros problèmes dus à l'immigration massive. Que pourront faire les habitants d'Hasankeyf à part devenir voleurs ?* »

L'État s'est engagé à verser des indemnités pour les habitations et les terres. « *Nous n'obtenons aucune information précise, car tout se décide à Ankara, sans concertation avec la population*, dénonce Ercan Ayboga, de la Plate-forme. *La moitié des paysans n'a pas de titre de propriété.* » À Sinan, les dindons grattent la terre devant les maisons en chaux. Les hommes ressassent leur malheur en sirotant un thé : « *Si le barrage est construit, on n'obtiendra rien du tout pour les champs. Les familles les possèdent depuis l'Empire ottoman, mais on s'est aperçu qu'un individu avait racheté au cadastre tous les titres frauduleusement.* » Dans le sud-est du pays, un barrage peut en cacher un autre. Après celui d'Illisu, celui de Cizre, destiné à l'irrigation, domestiquera définitivement le Tigre au profit de la Turquie. Il sera érigé à quelques kilomètres de la frontière syrienne. Au cœur d'une zone très sensible, enjeu d'un affrontement géopolitique : celui du barrage des eaux du Tigre et de l'Euphrate avec la Syrie et l'Irak.

LAURE MARCHAND

L'inspirateur caché d'Ahmadinejad

Le président iranien a pour maître à penser un religieux de Qom, l'ayatollah Misbah Yazdi

La chose est peu connue en Occident, mais le véritable maître à penser du président Mahmoud Ahmadinejad n'est pas l'ayatollah Khomeini devenu « guide suprême » quelques années après la mort de Khomeini en 1989. L'homme dont il s'agit est un dignitaire religieux de 73 ans, plus radical encore que Khomeini, le grand ayatollah Mohammed Taqi Al-Din Misbah Yazdi.

Dans l'histoire contemporaine de l'Iran, l'ayatollah Yazdi occupe une place politique particulière. D'abord, l'homme n'a joué aucun rôle marquant pendant la révolution islamique de 1979. Dès les années 1980, Khomeini lui-même interdira Hojjatieh, l'association ultraconservatrice que Yazdi avait dirigée, avec d'autres, dans la ville sainte de Qom. Le guide de la révolution la soupçonnait de « radicalisme irréductible et dangereux ». Il nomma toutefois l'ayatollah Yazdi à la présidence de l'autorité judiciaire. Celui-ci accepta et quelques années plus tard demanda la direction d'une puissante université islamique, ce qui lui fut accordé. Yazdi se retrouva ainsi à la tête de l'Institut imam Khomeini pour l'éducation et la recherche à Qom et des milliers de jeunes, particulièrement des milieux défavorisés, se retrouvèrent ainsi formatés par son enseignement.

La plupart des hommes actuellement au pouvoir, à commencer par le président Ahmadinejad, y ont fait leurs études et considèrent aujourd'hui encore l'ayatollah Yazdi comme leur mentor. En plus d'une solidarité générationnelle, la gnerre d'Irak (1980-1988) a créé entre eux une fraternité forgée dans le sang.

Ces dernières années, l'ayatollah Yazdi a fait un retour discret sur la scène politique. Il a défendu la candidature de son disciple Ahmadinejad à la mairie de Téhéran puis, quelques années plus tard, l'a soutenu dans la campagne présidentielle. Pour lui, il n'a cessé de le répéter depuis, Ahmadinejad aurait été choisi par l'imam caché [ou Al Mahdi, le douzième imam dans la succession d'Ali, gendre du Prophète, dont les chiïtes attendent le retour] : c'était donc, selon lui, un « devoir religieux » que de voter en sa faveur. Ce faisant, Misbah Yazdi s'est positionné politiquement, non pas derrière mais à côté, ou en face du guide suprême, l'ayatollah Khomeini. Pour comprendre toute la complexité entre les deux hommes il faut revenir à un épisode clé de leur histoire.

Avant même la mort de l'ayatollah Khomeini en 1989, l'institution religieuse ira-

Hussein Hayder Qazwini

Historien

nienne était fort divisée : le successeur désigné du guide l'ayatollah Montazari – s'affichait de plus en plus libéral, allant jusqu'à prôner l'ouverture avec l'Occident. Pressé par son entourage, Khomeini, on le sait, se désolidarisa de son dauphin désigné, le soupçonnant même de « déviation ».

Mais, selon la règle iranienne du chiisme duodécimain [référence au douzième imam], la désignation d'un nouveau guide doit répondre à certaines conditions : le poids religieux du candidat, sa production théologique, le nombre de ses élèves, ses réseaux de bienfaisance, son entourage etc. Aucun, parmi les disciples de Khomeini, ne remplissait ces conditions. Aussi, quelques vieux et grands ayatollahs se sont-ils brièvement succédé au rang de guide sans marquer véritablement l'institution. Un peu comme dans le scénario soviétique après la mort de Leonid Brejnev, puis les arrivées et départs rapides de Iouri Andropov et Constantin Tchernenko. Avec le départ des « Tchernenko chiïtes » iraniens, les khomeinistes se sont imposés à Qom, sans parvenir toutefois à arracher une légitimité religieuse incontestable.

C'est à cette époque, au début des années 1990, que l'ayatollah Ali Khomeini afficha sa candidature. Pour parvenir à ses fins, il lui fallait le soutien de plusieurs dignitaires religieux. Le grand ayatollah Misbah Yazdi fut l'un d'eux. Le « certificat d'aptitude » de Yazdi joua un très important rôle dans le succès d'Ali Khomeini.

Tout don suppose implicitement un contre-don. Au Moyen-Orient, l'incapacité à rendre un « bienfait » pouvait se trans-

former en dépendance, voire en allégeance quasi-obligée. Si Khomeini est bel et bien redevable de son poste au soutien de Yazdi, sa dette envers lui devient-elle pour autant dépendance, source éventuelle de rancœur ? Une chose est sûre : à Téhéran, certains parlent de vraie concurrence entre les deux hommes.

Après l'échec des réformateurs – incarnés par l'ancien président Mohammed Khatami – à changer la politique et les institutions, de même qu'à combattre efficacement la corruption, les khomeinistes non classiques ont reconquis le pouvoir. C'est une nouvelle génération, souvent d'origi-

ne pauvre et provinciale, influencée par le messianisme politique chiïte de la première phase de la révolution, et formée par « l'université » de l'ayatollah Misbah Yazdi, qui est aujourd'hui aux affaires. L'essor politique des élèves de Yazdi, devenus président, ministres, ambassadeurs, directeurs de grandes sociétés d'Etat, présidents d'universités, a propulsé l'ayatollah de 73 ans sur le devant de la scène. Or, cette jeune génération – une sorte de « Garde verte » –, use souvent du mythe de la « primauté de l'imam caché » sur les institutions politiques. Procédé très commode pour contourner, s'il le faut, l'autorité religieuse suprême du Guide.

Le rang symbolique de l'Imam caché – Al Mahdi – est évidemment supérieur à celui du Guide et, comme il est « caché », impossible de contester ceux qui parlent en son nom. Le concept est pratique pour Ahmadinejad qui l'utilise à merveille en Iran, mais il sert aussi la stratégie d'un Moqtada Al-Sadi en Irak pour contourner l'autorité religieuse du grand ayatollah Sistani.



Il est évident que c'est bien un groupe messianique qui est actuellement au pouvoir à Téhéran



L'Imam caché, est une représentation puissante dans la mythologie chiïte duodécimaine : avec son retour, ce sera la fin d'un monde. Différence profonde entre Jésus et Al Mahdi : pendant que les disciples du Christ attendent le retour du messie, les chiïtes, eux, préparent son arrivée et prêteront main-forte à l'imam qui ne sera plus « caché », mais « attendu ». Selon les mythologies en cours, l'imam caché réapparaîtra à Kufa, en Irak, ou à La Mecque en Arabie saoudite ou à la mosquée de Djamkaran, près de Qom. Pour montrer le poids du mythe dans la politique de l'actuel pouvoir en Iran, rappelons

que, selon certaines sources, la première réunion du gouvernement d'Ahmadinejad en 2005 aurait abouti à une décision politico-symbolique capitale : la ratification secrète d'une charte jurant fidélité envers Al Mahdi. Le président, suivi par l'ensem-

ble de ses ministres, aurait été le premier à apposer sa signature ! Or, en Iran, comme ailleurs, une charte implique au moins deux parties. Etant donné que la seconde signature, celle de l'imam caché en l'occurrence, est absente, le gouvernement aurait secrètement confié au ministre de la culture islamique, M. Safar Harandi, la tâche de « jeter » la charte dans le puits de la mosquée Djamkaran, près de Qom.

C'est une mosquée particulière où des milliers de pèlerins se réunissent tous les

mardis soir, en espérant que l'imam caché exaucera leurs vœux. L'une des premières décisions du gouvernement d'Ahmedinejad fut d'investir 20 millions d'euros pour agrandir cette mosquée.

En conclusion, même si cela ne signifie pas que les intéressés aient donné un congé éternel à la raison, il est évident que c'est bien un groupe messianique qui est actuellement au pouvoir à Téhéran. Leur politique peut être frontale, et cela fait peur à beaucoup de gens à l'intérieur com-

me à l'extérieur du pays. L'ayatollah Misbah Yazdi est au cœur de cette confrontation politico-théologique majeure. Ira-t-il jusqu'à contester la légitimité du Guide ? Certains organes de presse iraniens le présentent déjà comme « le dauphin du Guide ». S'ils ont raison, l'ouverture du régime n'est pas pour demain. ■

M. Chirac peine à clarifier la position française sur l'Iran

NEW YORK (Nations unies)
ENVOYÉE SPÉCIALE

Le président français, Jacques Chirac, et ses collaborateurs ont passé leur temps, mardi 19 septembre, au siège des Nations unies à New York, à expliquer et réexpliquer la délicate mécanique que Paris veut mettre en place pour sauver le dialogue avec Téhéran sur le nucléaire, avant d'en arriver à d'éventuelles sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Dans l'esprit du président français, l'important est de parvenir à mettre en place un système de donnant-donnant, ou ce qu'il a appelé un « geste de bonne volonté » des deux parties : durant le temps de nouvelles négociations, l'Iran suspendrait l'enrichissement de son uranium – ce qu'il aurait déjà dû faire depuis le 31 août –, tandis que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (Etats-Unis, Chine, France, Grande-Bretagne, Russie) et l'Allemagne renonceraient à poursuivre leur processus de sanctions.

Les négociations entre les Six et l'Iran, conduites par le haut représentant de l'Union européenne (UE) pour la

politique étrangère, Javier Solana, et le diplomate iranien chargé du dossier nucléaire, Ali Larijani, se mettraient en place après qu'un ordre du jour aura été défini.

Une photo avec M. Bush

Vers 14 heures, la voix un peu cassée, M. Chirac a rangé ses fiches surlignées dans l'habituelle pochette transparente et s'est plié aux questions des journalistes. « Il n'y a pas du tout de contradiction ! La position de la France est parfaitement cohérente avec celle des Six », a-t-il attaqué, en répétant, comme l'avaient fait ses conseillers, qu'il fallait « mettre en place rapidement un ordre du jour de négociations ».

Jacques Chirac n'a cependant pas précisé ce qu'il entendait par « rapidement ». Pas plus qu'il n'a indiqué de date pour le début, et encore moins pour la fin, de ces négociations. Il a même fini par s'agacer des questions sur ce thème : on négocie, on dialogue, « on ne va pas commencer à mettre une date limite ».

Néanmoins, à la fin, « ou bien on a réussi et l'Iran arrête effectivement son enrichis-

sement d'uranium ou alors, au contraire, on ne s'est pas entendus, on a perdu la chance de s'entendre, et chacun reprend sa liberté », a poursuivi M. Chirac.

Malgré son appel, avant de s'envoler pour New York, à ne pas sanctionner l'Iran, malgré les zones de flou qui demeurent, le président français tenait à afficher sa bonne entente avec George Bush. La photo de leur poignée de main, à l'issue d'un entretien « amical, constructif et approfondi » de près d'une heure, mardi matin, trône en bonne place sur le site Internet de l'Élysée.

« Unis », les présidents français et américain « travaillent ensemble au sein des Six et des instances internationales, en vue du plein respect par l'Iran de ses engagements et obligations internationales », assure le communiqué officiel.

Les conseillers de M. Chirac affectaient mardi d'ignorer les réactions de la presse américaine, qui juge la position française trop indulgente pour l'Iran. Ils s'en tenaient à leur discours officiel : il n'y a aucune divergence franco-américaine sur le dossier iranien. ■

BÉATRICE GURREY

Le Monde
21 septembre 2006

RELIGIONS

Des groupes irakiens liés à Al-Qaïda menacent le pape, l'Italie et l'Occident

LA « TRISTESSE » exprimée par le pape, dimanche 17 septembre, après la polémique ouverte par son discours tenu mardi 12 septembre, en Allemagne, n'a pas calmé la colère du monde musulman.

La branche irakienne d'Al-Qaïda a juré de « poursuivre le djihad jusqu'à la défaite de l'Occident. » Le pape doit « s'attendre à la défaite que vous voyez tous les jours en Irak, en Afghanistan et en Tchétchénie ». Un autre groupe irakien lié Al-Qaïda, Ansar Al-Sunna, menace l'Italie. « Nous ne vous réservons que l'épée, en réponse à votre

arrogance », écrit le groupe, qui a revendiqué de nombreuses exécutions d'otages en Irak. Ces menaces sont prises au sérieux à Rome, où elles ont fait la manchette des quotidiens, mardi 19 septembre.

Des manifestants ont brûlé l'effigie du pape à Muzaffarabad, capitale du Cachemire pakistanais, et à Bassora, dans le sud de l'Irak. En Indonésie, un Front des défenseurs de l'islam a appelé à « crucifier le pape ». En Iran, l'ayatollah Ali Khamenei a déclaré, lundi, que les déclarations de Benoît XVI étaient le « dernier maillon d'une croisade américano-sioniste contre l'islam ». Le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a pris acte des regrets du pape : « Nous respectons cet homme et tous ceux qui s'intéressent à la paix et la justice. »

Des excuses formelles ont été de nouveau demandées à Benoît XVI, lundi, par les ministres de l'intérieur de sept pays arabes – Irak, Arabie saoudite, Jordanie, Bahreïn, Syrie, Egypte, Koweït – puis par l'Irak et la Turquie, réunis en Arabie saou-

dite dans le cadre de la lutte antiterroriste en Irak. Ils ont rappelé « leur rejet de toutes les tentatives de lier l'islam au terrorisme » et souligné que « le terrorisme, sous toutes ses formes, contrevient aux principes et valeurs de l'islam ».

Le Vatican a engagé ses nonces et toute sa machine diplomatique, mardi, pour tenter de renouer le dialogue avec le monde musulman et le convaincre de l'exactitude du discours du pape à Ratisbonne. Affirmant que ce texte avait été « lourdement manipulé », le cardinal Bertone, secrétaire d'Etat, a demandé à ses ambassadeurs de « [le] faire connaître pour valoriser les éléments ignorés ».

L'Osservatore Romano a même publié le discours controversé en langue arabe. Enfin, les évêques italiens ont publié un texte jugeant « surprenant et douloureux que quelques affirmations du pape aient été mal comprises au point d'être interprétées comme une offense à l'islam ». ■

HENRI TINCQ

Iran's president relishes a 2nd chance to make waves

By David E. Sanger

UNITED NATIONS, New York: When President George W. Bush and his advisers decided to allow President Mahmoud Ahmadinejad of Iran into the country to address the United Nations, their strategy was simple: containment.

There would be no visits to other cities where he could denounce Washington or question Israel's legitimacy. There would be no opportunities, beyond his speech to the General Assembly, to turn questions about his nuclear intentions into repeated diatribes about America's nuclear arsenal.

It turned out that Ahmadinejad had a Plan B. The scope of his determination to dominate not only the airwaves, but also the debate, became evident Wednesday evening when he entered a hotel conference room on the East Side of Manhattan with a jaunty smile, a wave and an air of supreme confidence.

Over the objections of the administration and Jewish groups that boycotted the event, Ahmadinejad, the man who has become the new, defiant face of Iran, locked horns with the nation's foreign policy establishment, parrying questions for nearly two hours with two dozen members of the Council on Foreign Relations. He ended the evening by questioning whether they were simply skills for the Bush administration.

Ahmadinejad never raised his voice, and he thanked each questioner with a tone of polite hostility.

He spent 40 minutes questioning evidence of the Holocaust.

"I think we should allow more impartial studies to be done on this," he said

after hearing an account from an 81-year-old member, the insurance mogul Maurice Greenberg, who saw the Dachau concentration camp as Germany fell.

And he refused to even consider Washington's proposal to provide his country with reactor fuel, a move designed to ensure there would be no chance it could be used for weapons.

He traced the history of 50 years of unfilled deals with the United States, Germany, France and others, concluding: "How can we rely on these partners?"

His solution? The United States should shut down its own fuel produc-

tion, and "within five years we will sell you our own fuel, with a 50 percent discount!" He settled back into his seat with a broad smile that some in the group described as a smirk.

The decision by the council's president, Richard Haass, to invite Ahmadinejad to the session touched off a rare outcry. Haass, who ran the policy-plan-

ning branch of the State Department during Bush's first term, first had to fend off senior administration officials who argued that he should not give Ahmadinejad the legitimacy of a hearing — especially with the likes of Brent Scowcroft, who served as national security

adviser under Bush's father, and Robert Blackwill, who directed Iraq policy at the White House under Condoleezza Rice.

"It's fair to say that Dr. Rice thought this was a bad idea," one senior State Department official said.

So did leaders of several Jewish groups, whom Haass invited.

"Some of us considered quitting to make it clear how offensive this is," said Abraham Foxman, the national director of the Anti-Defamation League, who was invited by Haass. But after a flurry of phone calls, including with Elie Wiesel, the writer and Holocaust survivor, they decided against a mass resignation, particularly after the council made the session a "meeting" rather than a dinner.

"It is more offensive to break bread with the guy," Foxman said.

But the council pointed out that it had served as host for many world leaders equally skilled at repressing dissidents, developing suspected weapons programs, shutting down a free press and denouncing Israel.

"We've had Castro," said Lisa Shields, the council's communications director, ticking off a gallery of leaders Washington considered rogues. "We've had Arafat and Mugabe. We've had Gerry Adams."

When Martin Indyk, the former Mideast negotiator and U.S. ambassador to Israel, told Ahmadinejad that his country "did everything possible to destroy" efforts to bring peace between Israel and the Palestinians, Ahmadinejad shot back: "If you believe Iran is the reason for the failure, you are making a



Jeff Zelenovsky/Reuters

President Mahmoud Ahmadinejad at a news conference Thursday in New York.

second mistake." Why, he asked, should the Palestinians be asked to "pay for an

event they had nothing to do with" in World War II, saying that they had nothing to do with the systematic killing of Jews — if those killings, he added, happened at all.

"In World War II, about 60 million people were killed," he said at one point, when pressed again on his refusal to accept that the Holocaust happened. "Two million were military. Why is such prominence given to a small portion of those 60 million?"

A few minutes later, he asked a question himself: "In the Council on Foreign Relations, is there any voice of support for the Palestinians?"

Ahmadinejad's habit of answering every question about Iranian policy with a question about U.S. policy was clearly wearing on some of the members, but at the end they acknowledged that he was about as skillful an interlocutor as they had ever encountered.

"He is a master of counterpunch, deception, circumlocution," Scowcroft said, shaking his head.

Blackwill emerged from the conversation wondering how the United States would ever be able to negotiate with this Iranian government.

"Listening to him tonight wouldn't give you confidence that talking to people he represents will get you anywhere," Blackwell said.

As Ahmadinejad left, it was with a jab to his hosts. "At the beginning of the session, you said you were an independent group," he said. "But almost everything that I was asked came from a government position."

Then he smiled, thanked everyone and left the room with a light step.

The New York Times

Turquie: le PKK abat un soldat, revendique l'attentat à la bombe d'Igdir



ANKARA, 25 sept 2006 (AFP) - 14h30 - Les rebelles séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit) ont tué un soldat lors de combats dans le sud-est de la Turquie et revendiqué l'attentat à la bombe qui a fait 17 blessés samedi soir dans le nord-est du pays, a-t-on appris lundi.

Les affrontements ont eu lieu tard dimanche lors d'une opération de sécurité dans la province de Mardin, riveraine de la Syrie, ont affirmé des sources locales qui ont indiqué que le soldat avait succombé à ses blessures lundi à l'hôpital.

Le PKK a revendiqué lundi un attentat survenu samedi soir devant une résidence de la police à Igdir, près de la frontière arménienne, qui a fait 17 blessés dont deux graves.

"L'attaque à la bombe contre la maison d'hôtes de la police le soir du 23 septembre a été menée par nos unités de guérilla" indique un bref communiqué placé sur le site internet de la branche armée du PKK.

L'explosion s'était produite dans un poids lourd stationné en face d'un bâtiment de la police.

Igdir n'est pas une province majoritairement peuplée de Kurdes, ni une zone où opèrent traditionnellement les rebelles séparatistes kurdes du PKK qui sont actifs plus au sud, dans des zones frontalières avec l'Iran, l'Irak et la Syrie.

Le PKK a également revendiqué le déraillement d'un train de fret samedi à Palu, dans l'est de la Turquie, à la suite de l'explosion d'une mine posée sur la voie.

La police a de son côté saisi environ neuf kilogrammes d'explosifs et dix détonateurs à Izmir, dans l'ouest du pays, présumément destinés à servir à des attaques de la guérilla kurde dans les stations balnéaires de la mer Egée, selon l'agence de presse Anatolia.

Le PKK, qui lutte pour l'indépendance du Sud-Est de la Turquie et est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis, a multiplié ses opérations cette année, contre les forces de sécurité mais aussi contre des cibles civiles.

Un porte-parole du gouvernement de Bagdad a toutefois fait savoir à la télévision turque que le président irakien Jalal Talabani, un Kurde, s'attendait à ce que le PKK appelle bientôt au cessez-le-feu, après une rencontre avec des chefs de la guérilla dans le nord de l'Irak.

PKK: Le président irakien a "dépassé les bornes", selon la presse turque



ANKARA, 27 sept 2006 (AFP) - 07h33 - La presse turque a unanimement accusé mercredi le président irakien Jalal Talabani d'avoir "dépassé les bornes" en menaçant Ankara d'appuyer les rebelles séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) retranchés dans le nord de de son pays.

Dans des déclarations à une radio américaine, rapportées par les médias turcs, M. Talabani, un kurde, a sommé la Syrie, la Turquie et l'Iran d'arrêter de s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Irak, menaçant sinon de soutenir des groupes dissidents dans ces pays voisins.

Interrogé sur ce que son pays entendait faire si cette intervention ne cessait pas, M. Talabani a dit: "Nous riposterons de la même manière. Nous soutiendrons les dissidents dans ces pays et créerons des problèmes".

Pour la Turquie cela reviendrait à soutenir les rebelles du PKK qui luttent depuis 1984 contre les forces d'Ankara pour l'autonomie du sud-est anatolien.

"Talabani a dépassé les bornes" titrent les journaux Hürriyet et Radikal tandis que l'ensemble de la presse dénonce les "menaces" du président irakien.

Pour l'éditorialiste du journal à gros tirage Hürriyet, Talabani se "moque" de la Turquie en soufflant le chaud et le froid au sujet du PKK, estimant que M. Talabani ne bougera pas pour mettre un terme aux attaques des rebelles kurdes sur le territoire turc depuis le Kurdistan irakien.

Le PKK utilise ses camps comme des bases arrières pour ses opérations armées contre la Turquie qui se plaint régulièrement de l'inaction supposée de l'Irak et des Etats-Unis face à la recrudescence des attaques.

Elle a menacé cet été d'intervenir militairement au-delà de la frontière si Bagdad et Washington n'agissaient pas.

L'Irak a annoncé la semaine dernière qu'il allait fermer toutes les représentation du PKK dans le pays.

Un des adjoints de M. Talabani a déclaré lundi à une chaîne turque que le chef de l'Etat irakien avait rencontré des membres du PKK et s'attendait à ce qu'ils décrètent bientôt une trêve.

Des dirigeants du PKK, dont son chef Abdullah Öcalan, emprisonné en Turquie, ont évoqué récemment la possibilité d'un cessez-le-feu unilatéral.

Irak: Le gouvernement kurde veut être maître de son pétrole



ERBIL (Irak), 28 sept 2006 (AFP) - 09h30 - Le Premier ministre de la région kurde autonome d'Irak, Nechirvan Barzani, a dénoncé jeudi une tentative du gouvernement central irakien de "saboter" les efforts kurdes pour développer les ressources pétrolières.

Le chef du gouvernement autonome a affirmé que les Kurdes s'opposeront avec détermination à toute tentative de les priver du droit de développer leur propre industrie pétrolière, et a averti que toute interférence extérieure dans ces affaires ne pourra que raviver les appels à l'indépendance du Kurdistan.

"Le peuple du Kurdistan a choisi d'être volontairement partie de l'union avec l'Irak sur la base de la Constitution", a souligné M. Barzani dans un communiqué.

"Si les ministres à Bagdad refusent de se conformer à cette constitution, le peuple du Kurdistan se réserve le droit de reconsidérer son choix", a-t-il averti.

La réaction du Premier ministre kurde fait suite à une interview accordée par le ministre irakien du Pétrole, Hussein Chahristani, dans laquelle il a souligné que ses services examineront les termes de tout contrat pétrolier signé par les autorités kurdes.

"Je suis indigné par les efforts de M. Chahristani pour saboter l'investissement étranger dans le secteur pétrolier du Kurdistan", a affirmé M. Barzani.

"Le gouvernement régional du Kurdistan oeuvre pour développer son industrie pétrolière, un secteur d'activité d'où le régime précédent nous avait écarté pour punir notre peuple", a-t-il poursuivi.

Selon M. Barzani, la constitution irakienne donne au gouvernement régional, autorité sur le pétrole et le gaz puisqu'ils ne font pas partie des "pouvoirs exclusifs du gouvernement fédéral".

La question de la présence étrangère dans le secteur pétrolier irakien est une question sensible et sous le régime de Saddam Hussein, les compagnies étrangères n'avaient pas le droit d'y être présentes. Cette question n'a pas encore été tranchée par le parlement national.

D'importantes réserves de pétrole ont déjà été découvertes en diverses régions du Kurdistan et les experts s'attendent à de nouvelles découvertes dans la région montagneuse.

Des compagnies turque, portugaise et norvégienne se sont engagées dans des activités de prospection dans les trois provinces kurdes d'Irak et au moins une découverte importante a été faite.

Le parlement autonome kurde a entamé dimanche dernier la lecture d'un projet de constitution kurde dans lequel il revendique notamment la riche région pétrolière de Kirkouk, et s'octroie le droit à l'autodétermination s'il la jugeait justifiée.

Par ailleurs, le projet de constitution kurde souligne que le Kurdistan "a choisi une fédération libre avec l'Irak tant que celui-ci respecte sa constitution fédérale, son système fédéral parlementaire, démocratique, ainsi que les droits individuels et collectifs" de chacun.

Federalism debate only tip of the ice berg in

Greater national discord

The rocky transition road to democracy in Iraq since the fall of Saddam has not been without its perils. As deadly violence, lack of security and unemployment has consumed much of the Iraqi social landscape; in the diplomatic chambers things have not fared any better.

Bashdar Pusho Ismaeel
Globe Political Desk

Political progress in Iraq has been plagued with great difficulty, owed much to the fragmented nature of the ethnic mosaic in Iraq. Democratic progress has often been bitter, arduous and protracted, with progress in just over three and half years cumbersome and never all encompassing.

One of the most contentious issues was the formulation of an Iraqi constitution under the auspices of a democratically elected 275-member Iraqi National Assembly, which in essence was much delayed and later passed with notable reservation from the Arab Sunni community. Remarkably for Iraq in 2005, it undertook three elections, however, with the difficulty of organising elections along more secular lines, polling only revealed what most feared, voting along ethnic and sectarian lines.

Clearly, compromise is a scarce commodity in Iraq, and with a country long held together by brute force under Sunni rule, no side is willing to succumb to another for fear of subjugation.

The constitution was finally approved with a promise that it would later be reviewed with view to modification in key areas and with principle concord in a number of areas without the agreement of the finer details of its application. The most controversial ideal was that of federalism, which although long-agreed that Iraq would be a democratic and plural society, based on a federal structure, there was never agreement on how this would apply and in reality like many of the

critical issues throughout the Iraqi transitional road to democracy, was brushed under the political rug after this threatened to derail the whole process.

Sunni fears in the post-liberalisation era have been well documented. Many have seen their reluctance and at times firm stance as their unwillingness to accept their demise from decades-old power. Sunni fears of a bleak future in the Iraqi socio-political spectrum can be seen in the mainly Sunni-led insurgency in Iraq and mass boycott of the first democratic elections.

For the Kurds, enjoying virtual de facto independence since 1991, federalism is the least that they would accept as part of a voluntary union in Iraq. They currently control three Northern provinces in Duhok, Arbil and Sulaymaniyah, but their intention to expand their border to include all Kurdish dominated ethnic areas including oil-rich Kirkuk have been well documented. Kirkuk, an oil-rich and ethnically mixed city that witnessed a harsh Arabisation programme under Saddam, has been a dominating factor in all discussions by the Kurdish alliance to date.

However, federalism has been strongly rejected by the Sunni elite, and with the Kurds and Shiites reluctant to change the constitution after a national approval, this has only increased Sunni apprehension of a prelude to the break-up of the country along ethnic lines and inevitably a monopolization of Iraq's oil wealth among the Kurds and Shiites, leaving them with nothing but desert plains in the middle.

Iraqi lawmakers have been careful not to tread on the federalism landmine since the first sitting in March, but they are facing pressure to agree on how regions can attain federal autonomy.

Sunnis wanted the constitution to be amended first whilst the Shiites have stoked the fire further, with the proposi-

tion of a bill to form a Shiite super federal region in the south. Deep divisions were evident in parliament, as key political players from the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq (SCIRI) were championing proposals for a fully federal system, the main Sunni group in the parliamentary bloc, National Concord Front, declared it would boycott debate on any such proposal that they believe would lead to Iraq's break-up. SCIRI leader Abdel Aziz al-Hakim echoed many a feeling in the Shiite community that perhaps a fully federal system was the best way to ensure stability, security and maintain national unity. A Shiite super region in the south is likely to engross nine provinces with the majority of Iraq's oil wealth with it. After all as far as they are concerned, they form a majority in Iraq and want "to guarantee the future for our sons and grandsons".

Shiite claims for a strong federalist region, were further enhanced by claims from revered Iraqi Shiite cleric, Ayatollah al-Sistani, that the Islamic faith endorses federalism and that it was the way forward for Iraq.

Sunni groups agree with federalism, but in the loosest sense of the word. This includes, maintaining a strong cen-

tral government and a central distribution of oil from northern and southern provinces. One plan proposed, was to permit some autonomy with block of up to three provinces allowed to form a federalist union but with the security in the hands of a central government.

Sunnis have come to accept Kurdish autonomy and virtual de facto rule, but a similar commotion in the south would be hard to muster.

Nationalism concerns took a turn for the worse, when Kurdistan regional president, Massoud Barzani, ordered all Iraqis flags, symbolising Baathist tyranny, to be lowered from public buildings and to be replaced with the ubiquitous flag

of Kurdistan in the region. A move tied in when national sentiments in Iraq are sensitive, caused uproar amongst other Iraqis and was seen as a further sign of a Kurdish move towards full independence.

Currently, the Kurdistan Regional Government has all the attributes if not in name to be fully independent. Some see strong Iraqi reaction, as insincerity to building a federal and democratic society, but the timing by the Kurdish president was conspicuous, adding his own fuel to the fire to remind the rest of Iraq that they were still a crucial factor in deciding the fate of Iraq and held their own sway on their destiny.

After all, with the rest of Iraq, stuck in a security vacuum, with daily bloodshed and with the ever eminent threat of a civil war, the Kurds have been quick to press ahead with their own develop-

ment and recognition of their region and their own agenda far from the steps of Baghdad. Suspicions could hardly be higher in neighbouring countries particularly Turkey, but the Kurds should continue with their development and strategy, and not rely on the promises of a future economically strong and pluralistic Iraq. If

Iraq does prosper, with a national unity government working in harmony under a terror free society, Kurds should endorse such a premise, in-

cluding the establishment of a new flag to represent all of Iraq. However, until such a time, any Kurds awaiting such a predicament may well end up disappointment.

Many critics believe that it is too soon for federalist structure with the presence of militias and foreign powers, and whilst the government seeks to diffuse sectarian tensions and a raging insurgency and should concentrate instead on rebuilding a battered economy.

As we have seen in the example of Yugoslavia, ethnic mosaics can be patched, be it in a federal manner, but the smallest touch paper, can lead to raging fire that can only lead to its bloody collapse.

Le président Talabani réclame une présence militaire américaine permanente en Irak

NEW YORK
CORRESPONDANT

L'entretien avec le président irakien Jalal Talabani, publié dans *The Washington Post*, lundi 25 septembre, dans lequel il affirme que son pays aura besoin de bases militaires américaines permanentes pour décourager les « interférences extérieures », est presque passé inaperçu aux Etats-Unis. Comme si les Américains, républicains comme démocrates, se faisaient peu d'illusions sur le fait que les troupes américaines resteront encore longtemps en Irak.

Jalal Talabani a tout de même précisé : « Je ne demande pas 100 000 soldats américains : 10 000 et deux bases aériennes suffiront. » Il a ajouté que des sunnites, qui constituent l'essentiel de l'insurrection, sont « favorables à cette idée. Dans quelques endroits, les sunnites veulent que les Américains restent. Ils pensent maintenant que le principal danger vient de l'Iran ».

Cela n'empêche pas les critiques de

redoubler aux Etats-Unis sur la façon dont est menée la guerre en Irak. Au Congrès, lors d'une audition organisée, lundi, par le

Parti démocrate, trois généraux américains tout juste retraités ont réclamé la démission du secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, dont ils ont fustigé l'« incompétence » et l'« arrogance ».

« Donald Rumsfeld n'est pas un dirigeant compétent en temps de guerre. Il a ignoré douze années de préparation et de plans. Il a refusé de reconnaître et même ignoré le risque d'une insurrection », a déclaré John Batiste, ex-commandant en Irak de la 1^{re} division d'infanterie, retraité depuis dix mois. « Si nous avions soigneusement envisagé ce qui était nécessaire pour mener une guerre en Irak, nous aurions sûrement agi différemment, maintenu notre effort principal en Afghanistan, pas encouragé le fondamentalisme islamiste dans le monde et pas créé plus d'ennemis qu'il n'y avait d'insurgés », a-t-il ajouté.

Le général Paul Eaton, ex-responsable

de la formation de l'armée irakienne, s'est montré encore plus sévère. Il a accusé M. Rumsfeld d'être « incompétent en matière stratégique, opérationnelle et tactique », doté d'une « arrogance extraordinaire » et « refusant d'admettre les réalités ». En particulier, que « nous combattons une insurrection, [menons] une guerre diffuse, peu sophistiquée mais hautement idéologique, exigeant de mettre plus d'hommes sur le terrain, et non moins », a-t-il ajouté.

Le colonel des marines Thomas Hammes a pour sa part stigmatisé « le refus du Pentagone d'agir comme si on était en guerre » et estimé que « les Etats-Unis ont besoin de dix ans pour gagner en Irak ».

L'armée américaine a annoncé lundi qu'elle prolongeait la présence, dans la province d'Anbar, cœur de la rébellion sunnite, d'une brigade de 4 000 hommes. C'est la deuxième fois en deux mois que le Pentagone décide de ne pas rapatrier des unités après les douze mois de présence réglementaires en Irak. Cela lui permet d'augmenter ses effectifs pour les porter à plus de 140 000 hommes. Il n'est plus question de les réduire avant au moins fin 2007.

Le sénateur républicain John McCain a suggéré, dimanche, que les troupes en Irak soient renforcées de 20 000 à 30 000 hommes supplémentaires. ■

ERIC LESER

Court acquits author of insulting 'Turkishness'

By Sebnem Arsu

ISTANBUL: A Turkish court on Thursday acquitted Elif Shafak, a novelist charged with insulting Turkish identity in the dialogues of her fictional characters, in a trial lasting just an hour and a half.

The court decided there was a lack of substantial evidence and dropped the case that was brought by nationalists.

The episode was closely monitored by the European Union and other foreign nationals and academics, who welcomed the court decision.

The bone of contention was Article 301 of the criminal code, which makes criticism of "Turkishness" a crime punishable by a maximum three years' jail.

In January a court dismissed similar charges against the prominent novelist Orhan Pamuk, who had discussed the

mass killings of Armenians by the Ottoman Empire in 1915 — a topic that is taboo in Turkey — in a newspaper interview. He also referred to the deaths of Kurds in Turkish operations against a separatist group in the 1980s.

The case against Shafak rekindled fears of a threat to freedom of expres-

sion. In a long history of similar trials, the European bloc has warned the Turkish government that legislation that puts writers and intellectuals on trial could prevent Turkey from becoming an EU member despite Turkey's numerous reforms and freedoms.

A group of nationalist lawyers accused Shafak of insulting Turkish identity when one of the Armenian characters in her best-selling novel, "The Bastard of Istanbul," talked about Turkish "butchers" killing his ancestors in a 1915 genocide. The killing of Armenians

by the Ottoman Army remains a fraught topic in Turkey, with the state strictly refusing to accept the term genocide and claiming that both sides lost many men during fierce battles.

Shafak, 34, an assistant professor of Near Eastern studies at the University of Arizona, did not attend the trial after giving birth on Saturday.

She celebrated her acquittal, but with reservation. "The verdict is very pleasing in terms of Turkey's test of democracy and freedom of expression, but incomplete as long as Article 301 remains as it is, open to manipulation," Shafak said in a telephone interview. "If the

court decided against me, the arts and literature in Turkey could have fallen victims to censorship. Such a decision could have gagged artists in general."

Lawyers in support of the case against Shafak were furious and dis-

missed the idea that fictional accounts could not be inflammatory. "It's very obvious that under the pressure of the Europeans, the court has given its verdict in favor of the writer," said one lawyer, Ahmet Ulger. "It's unacceptable that people can insult our state with the excuse of writing literature."

Joost Lagendijk, who is a chairman of a Turkey-EU parliamentary commission, said that every time a new case was filed, it was a victory for Turkish opponents of European membership.

Others thought the problem would work itself out over time. Eser Karakas, a law professor at Bahcesehir University in Istanbul, said as he left the courtroom: "There will be 30, maybe 35 more cases with similar acquittals, so that people would not even bother to file charges in the future."

The New York Times

IRAK JUSTICE

Le Monde
28 septembre 2006

Confusion au procès de Saddam Hussein jugé pour « génocide » des Kurdes

« SILENCE ! Personne ne parle ! Saddam dehors ! », a hurlé le juge à l'accusé. Pour la seconde fois en une semaine, le juge Mohamed Al-Oreibi Al-Majid Al-Khalifa a ordonné, mardi 26 septembre, l'expulsion de Saddam Hussein. Depuis l'ouverture du procès de l'ex-raïs, jugé pour génocide contre les Kurdes dans l'affaire des campagnes « Anfal » en 1988, les cris et les gesticulations font plus de bruit que les témoignages des victimes qui se succèdent à la barre.

Un premier juge, Abdallah Al-Amiri, a été révoqué, le 19 septembre, après avoir déclaré au tribunal que « Saddam Hussein n'était pas un dictateur ». Sa révocation a entraîné le boycottage des avocats de la défense, l'arrivée d'avocats commis d'office par le nouveau juge. Et, finalement, une confusion totale qui a conduit, mardi, le juge à suspendre les audiences jusqu'au 9 octobre.

« Ce n'est pas le procès que nous attendions, déplore Seywan Barzani, représentant des Kurdes d'Irak en France. Il devait être retentissant. Nous voulions que tous les Irakiens apprennent notre histoire. Au final, c'est du sabotage ! Ce procès reflète l'état actuel de l'Irak. Il est chaotique, mal foutu et communautariste. »

Soulagement chez les Kurdes

Outre les incidents liés au renvoi du premier juge, M. Barzani critique le choix des juges, opéré, selon lui, d'après des critères confessionnels. Lors du premier procès de Saddam Hussein, qui concernait l'assassinat de 218 chiïtes à Doujaïl en 1982 et dont le verdict est attendu en octobre, le juge était kurde. Aujourd'hui, où l'on juge un « génocide » contre les Kurdes, le juge est chiïte. « Comme si c'était un gage d'intégrité ! s'insurge M. Barzani. Pourquoi n'est-il pas kurde, chrétien ou sunnite ? Ce choix institutionnalise, dans l'enceinte du tribunal, les divisions communautaires de l'Irak. Le dialogue de sourds que se livrent la défense et la partie civile est également significatif. Les uns dénoncent "les crimes d'un monstre", les autres "des traîtres à la solde de l'Iran". Les témoins évoquent les "peshmergas", la défense les "rebelles"... Les avocats ne sont même pas parvenus à s'accorder sur un lexique commun. Comment, dans ces conditions, espérer un résultat ? »

Un enjeu du procès repose en partie sur les termes utilisés. Pour prouver qu'il y a eu génocide, les avocats de la partie civile doivent démontrer que les Kurdes ont été visés en tant que groupe ethnique. Outre que les traductions des témoi-

gnages sont, selon M. Barzani, « lentes et incorrectes », les témoins ont été choisis au hasard. « L'un d'eux raconte qu'il a perdu sept de ses proches, un autre vingt-cinq, commente-t-il. Sur le plan juridique, cela ne fait pas avancer le procès. »

Chris Kutschera, expert du Kurdistan, porte un regard plus positif sur le procès de l'ancien raïs. De retour d'un voyage dans le Kurdistan irakien, il décrit « la fièvre qui s'est emparée des Kurdes, cloués devant leurs postes de télévision chez eux ou, en foule, dans les tchaïkhané, "les maisons de thé". Pour la génération qui a vécu les campagnes d'Anfal, entendre les détails de ce qu'elle a subi est un grand soulagement. "Ce que nous avons souffert est en train de rentrer dans l'Histoire", m'a dit un Kurde de Dohouk. »

Les éhites locales, en revanche, regrettent les lacunes du procès. « Ils estiment que les experts ne sont pas suffisamment armés juridiquement pour mener un procès pour génocide, explique M. Kutschera. Pour eux, ce tribunal n'est pas à la hauteur du défi posé. » « J'espère que ce procès révélera qu'il a existé des soldats irakiens qui ont déposé leur fusil et refusé les ordres, conclut-il. On sait pratiquement tout sur Saddam Hussein. Mais on ignore comment sa machine à tuer a pu fonctionner si longtemps, sans le moindre grain de sable pour la faire vaciller. » ■

CÉCILE HENNION

ÉTATS-UNIS

● La guerre en Irak a aggravé le terrorisme

A six semaines d'élections qui risquent de bouleverser la composition du Congrès, le « New York Times » a révélé dimanche les conclusions d'un rapport confidentiel des services secrets qui pourrait être dévastateur pour George Bush. Préparé par les

responsables des seize agences de renseignement du gouvernement américain, ce document affirme que « le radicalisme islamique, loin d'être en recul, s'est répandu et a dif-

fusé sur l'ensemble du globe ». « La guerre en Irak, écrivent les auteurs du rapport, a provoqué la diffusion de l'idéologie du djihad » et « aggravé la menace terroriste au lieu de la contenir ».

Al-Qaida joue « un rôle central » en Irak, selon l'ONU

UN RAPPORT de l'ONU, publié mercredi 27 septembre, parvient aux mêmes conclusions que celles des agences de renseignement américaines, dont le président George Bush avait dû autoriser une déclassification partielle du rapport la veille : l'Irak est devenu « un excellent terrain d'entraînement » pour Al-Qaïda et cette guerre renforce le mouvement islamiste armé.

Selon ce rapport, rédigé par le Comité de l'ONU sur les activités d'Al-Qaïda et des talibans, « de nouveaux engins explosifs sont maintenant utilisés en Afghanistan, dans le mois qui suit leur première apparition en Irak. Et, bien que l'on n'ait pas encore vu de talibans combattre ailleurs qu'en Afghanistan ou au Pakistan, selon certaines informations, certains suivraient un entraînement en Irak et en Somalie ».

Pic des attentats-suicides

« La violence s'est considérable-

ment intensifiée en Afghanistan et n'a pas diminué en Irak, où la part de violence imputable à Al-Qaïda reste disproportionnée par rapport à ses effectifs, poursuit le rapport. Al-Qaïda joue un rôle central dans les combats et a encouragé la montée de la violence sectaire [en Irak]. »

« Le nombre d'attentats-suicides au cours de la dernière semaine a été le plus élevé » depuis le début de la guerre en Irak, en mars 2003, a par ailleurs déclaré, mercredi, le général américain William Caldwell, porte-parole de la Force multinationale menée par les Etats-Unis. « La moitié d'entre eux ont visé les services de sécurité » américains et irakiens, a-t-il précisé. - (AFP, Reuters.) ■

Le Monde
30 septembre 2006

LE NOUVEL OBSERVATEUR

28 septembre 2006



Bagdad, 2006

Iran Nucléaire, Hezbollah, Israël, guerre en Irak : les sujets de tension entre Téhéran et l'Occident se multiplient

M. Khatami : « l'Iran est le pays le plus influent de la région »

Dans un entretien au « Monde », l'ancien président iranien estime qu'« il n'y a pas d'autre voie que celle de la négociation » sur le nucléaire et critique « l'entêtement américain »

TÉHÉRAN

ENVOYÉE SPÉCIALE

Vous venez d'effectuer un voyage aux Etats-Unis, dans le cadre de rencontres sur le « dialogue des civilisations » dont vous êtes un actif promoteur. Quels enseignements en avez-vous tiré ?

Au cours de mes nombreuses rencontres avec les intellectuels de Harvard, du Massachusetts Institute of Technology (MIT), ou bien avec Kofi Annan (*secrétaire général des Nations unies*), j'ai évoqué les circonstances effroyables qui règnent aujourd'hui dans le monde et le besoin de paix et de sécurité. Je m'étais donné pour tâche de défendre nos intérêts nationaux mais aussi de faire comprendre aux Occidentaux qu'il ne faut pas commettre d'autre erreur et créer une autre crise en Iran ou au Proche-Orient. Mon message a été bien accueilli surtout quand j'ai parlé de cette insécurité créée par les politiques bellicistes de certains et par les terroristes, à laquelle je ne vois d'autre remède qu'un dialogue approfondi.



Mohammad Khatami lors d'une réunion organisée par le Conseil des relations américano-musulmanes (CAIR), le 8 septembre à Arlington (Virginie). BRENDAN SMIALOWSKI/AFP

Le fossé s'est aggravé entre l'Occident et le monde musulman ?

Malheureusement, depuis les événements du 11 septembre 2001, le terrain est propice au développement d'un certain malentendu. Les croisades et l'invasion de l'Europe par les Turcs avaient déjà engendré une suspicion permanente entre le monde de l'islam et l'Occident. Ensuite, le colonialisme qui, sous le visa-

ge du christianisme, s'est imposé à l'Orient a aggravé le malentendu. J'insiste sur ce terme de malentendu car la vraie nature de l'islam et de l'Orient, comme celle de l'Occident et du christianisme n'ont rien d'antagoniste. Dans le passé ils ont beaucoup appris l'un de l'autre. Les guerres étaient économiques et politiques, mais comme les guerriers se réclamaient de l'islam et du christianisme, le conflit s'est étendu aux religions.

Le 11-Septembre a tout précipité. Et ce pour deux raisons. D'abord, les terroristes qui ont mis en danger la vie d'innocents ont commis leur crime au nom de l'islam, dénaturant une religion qui prône miséricorde et compassion. Ensuite, ceux qui poursuivent des politiques bellicistes ont pris prétexte de ces crimes pour attiser une sorte d'islamophobie en Occident, justifiant leurs visées expansionnistes.

Que dire des propos du pape sur l'agressivité de l'islam ?

Ses déclarations n'étaient pas fondées, il les a regrettées. On ne s'attendait pas à cela de la part d'une personnalité aussi influente. Il y a déjà trop d'incompréhensions, le rôle des dirigeants est de les réduire, non de les amplifier.

L'Iran ne devrait-il pas tenter de rétablir la confiance sur le nucléaire ? Un dialogue Téhéran-Washington est-il possible ?

C'est l'Occident et surtout les Etats-Unis qui devraient œuvrer à restaurer la confiance. La politique américaine de deux poids deux mesures et de pressions continues au Proche-Orient, leur oubli total des Palestiniens, leurs menées unilatérales en faveur d'Israël et la poursuite de l'occupation de l'Irak : voilà les raisons du manque de confiance. La grande

erreur des Etats-Unis a été d'occuper l'Irak, ils y ont préparé le terrain pour les

extrémistes. Certes la chute de Saddam [Hussein] a été une bénédiction, mais les Américains ont agi avec arrogance et égoïsme ; on pouvait faire autrement, sans occuper l'Irak, avec l'aide des pays de la région et sous l'égide de l'ONU.

Un dialogue direct avec les Etats-Unis ? Il n'est jamais trop tard, mais il y a des difficultés persistantes. A l'époque de M. Clinton, j'étais moi-même président en Iran, nous avons accompli des « petits pas » pour nous rapprocher, mais son successeur a préféré aggraver le malentendu. Pourtant, sur le nucléaire, on pourrait s'asseoir à une même table, si il n'y avait pas l'entêtement américain. De même, toute condition préalable rend difficile les négociations.

L'actuel gouvernement iranien a opté jusqu'ici pour la confrontation. Vous aviez été critiqué pour avoir décidé un gel de l'enrichissement d'uranium ?

A cette époque, nous étions convaincus qu'une suspension volontaire faciliterait les inspections nécessaires de l'AIEA [Agence internationale de l'énergie atomique] et aboutirait à un bon résultat pour l'Iran et l'Occident. Malheureusement les Européens, sous la pression américaine, ont retardé la solution du problème jour après jour. En Iran, nous avions l'impression qu'on voulait nous priver, à l'usure, de notre droit légitime à la technologie nucléaire. Tout cela a changé mais je pense qu'il n'y a pas d'autre voie que celle de la négociation et du compromis. L'Iran ne veut nullement l'arme nucléaire, au cours des négociations le monde entier en sera convaincu.

L'Iran a des visées nucléaires et prône « l'effacement d'Israël de la carte ». Comprenez-vous que cela inquiète ?

Les grandes lignes de notre politique vis-à-vis du Proche-Orient et d'Israël sont claires depuis l'imam Khomeyni, j'y souscris moi-même. Nous soutenons un principe éthique et juridique qui consiste à dire qu'aucune forme d'occupation ne peut être tenue pour légitime, sans quoi l'occupation de la France par Hitler, par exemple, aurait dû être considérée comme légitime aussi. Mais dans les faits, nous pensons que tout ce que les Palestiniens accepteront devra être accepté par le reste du monde. Une paix solide au Proche-Orient exige le respect des droits des Palestiniens. Voyez, personne ne veut « effacer » qui que ce soit !

Les guerres en Irak et au Liban ont renforcé la position de l'Iran. Va-t-il aider à stabiliser la région, en poussant, par exemple, le Hezbollah à désarmer ?

Aujourd'hui, sans avoir besoin d'intervenir dans les affaires intérieures de ses voisins, l'Iran est le pays le plus influent de la région. Nos ennemis, les talibans et Saddam ont disparu. Nous avons d'excellentes relations avec le gouvernement afghan, irakien et libanais ainsi qu'avec tous les groupes libanais.

Notre intérêt, c'est de faire régner la paix, nous sommes un pays en voie de développement qui a besoin de stabilité. Mais nous ne sommes pas prêts pour autant à subir l'animosité des autres. Si cette animo-

sité diminue et que le rôle de l'Iran est bien perçu et admis, je crois, comme l'ont dit MM. Chirac et Prodi [*le président du conseil italien*], que nous coopérerons ensemble et que la région arrivera plus rapidement à la stabilité. Avec le Hezbollah, nos liens sont spirituels et culturels. Son chef, M. Nasrallah, a déjà dit que tant qu'une partie du Liban reste occupée et qu'il n'y a pas une armée libanaise assez puissante pour défendre l'intégrité du territoire, son mouvement de résistance qui représente la résistance de tous les Libanais continuera. Il faut donc d'abord mettre fin à l'occupation. Mais personne n'affirme qu'un groupe armé doit le rester indéfiniment...

Votre présidence réformatrice avait don-

né de l'espoir aux Iraniens. Auriez-vous pu faire davantage et qu'en reste-t-il ?

Ma présidence a connu des succès et aussi des défaillances. L'important c'est que cette nation qui depuis cent cinquante ans désire la liberté, l'indépendance et le progrès continue sa transition vers la démocratie ; les difficultés ne l'ont jamais détournée de son objectif. La révolution islamique a lié ce désir d'indépendance avec notre identité historique et religieuse. Aujourd'hui, c'est une religion compatible avec la démocratie et le progrès qui seule pourra garder son influence dans la société iranienne. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARIE-CLAUDE DECAMPS

KURDISTAN REGIONAL GOVERNMENT COUNCIL OF MINISTERS OFFICE OF THE PRIME MINISTER

PRESS RELEASE, 27 September 2006

Erbil, Kurdistan Region- Iraq

Statement by Prime Minister Nechirvan Barzani on non-implementation of the Iraqi constitution

In an interview with al-Sabah newspaper published 24 September, Iraqi Oil Minister Hussein Shahrstani said his Ministry is not committed to investment contracts signed by the Kurdistan Regional Government. He further stated that the Baghdad Oil Ministry would review the terms of these contracts.

Dr. Shahrstani's comments suggest he is not committed to Iraq's Constitution. Article 115 of the Constitution gives Regions "all powers not stipulated in the exclusive powers of the federal government." Oil and Gas are not among the exclusive powers of the federal government. Further, the articles of the Iraqi Constitution that do address oil provide for joint control by the federal government and the regional Government of oil fields currently in production. The constitution gives the federal government no role at all with regard to the new oil fields that are the subject of the KRG-signed contracts. Finally, as if there were any doubt as to the validity of KRG-signed contracts, Article 141 of the Iraqi Constitution specifically validates "decisions issued by the Kurdistan Regional Government, including court decisions and contracts" since 1992.

As the elected Kurdistan official ultimately responsible for my government's oil contracts, I resent Dr. Shahrstani's efforts to sabotage foreign investment in Kurdistan's oil sector. The KRG is working to develop petroleum in Kurdistan, an area that previous Iraqi regimes had declared off limits as means of punishing our people. Since 2003, foreign companies have invested more than \$100 million in exploration activities in our region and have already made one significant new discovery. Meanwhile, the Baghdad Oil Ministry has done nothing to encourage foreign investment in other parts of Iraq or to start new petroleum activities. Dr. Shahrstani would better spend his time getting his ministry working rather than tearing down our achievements.

The people of Kurdistan chose to be in a voluntarily union with Iraq on the basis of the constitution. If Baghdad Ministers refuse to abide by that constitution, the people of Kurdistan reserve the right to reconsider our choice.

CINQ ANNÉES DE « GUERRE AU TERRORISME »

Unité de façade des chiites irakiens

LE MONDE diplomatique - SEPTEMBRE 2006

A la recherche de nouveaux concepts, certains médias évoquent un « axe chiite » qui regrouperait la République islamique d'Iran et ses alliés au Liban et en Irak. Mais la religion ne suffit pas à définir un ensemble homogène. Ni à l'échelle du Proche-Orient, ni même dans chacun des pays concernés. A preuve la diversité du chiisme irakien.

PAR PETER HARLING
ET NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
HAMID YASIN *

CHACQUE JOUR, EN IRAK, des attaques de nature sectaire opposant sunnites et chiites, devenues routinières, provoquent des dizaines de morts et des centaines de blessés. Ces violences ont même largement pris le dessus sur les opérations visant les forces d'occupation. Ainsi, dans la capitale, Bagdad, le cours du Tigre représente une ligne de fracture entre une rive gauche largement chiite (Al-Rousafa) et une rive droite majoritairement sunnite (Al-Karkh). De larges enclaves subsistent certes de part et d'autre, notamment les quartiers à forte connotation religieuse de Kadhamiya (chiite) et d'Adhamiya (sunnite). Mais le processus de polarisation, qui voit se former de véritables lignes de front, « annonce des combats plus violents et plus structurés », comme le souligne un représentant du groupe armé sunnite Jaysh Ansar Al-Sunna (1).

Selon les interprétations dominant en Irak et à l'étranger, deux « communautés » s'affronteraient pour le pouvoir : d'un côté, une « communauté » arabe sunnite, supposée inféodée à l'ancien régime et qui aurait perdu un monopole séculaire sur les institutions centrales ; de l'autre, une « communauté » arabe chiite, traditionnellement marginalisée sur le plan politique, pour qui l'invasion américaine aurait constitué une occasion historique de se faire entendre en tant que majorité démographique. Cette vision a l'avantage de la simplicité, mais elle ne reflète pas la multiplicité des objectifs que se fixent les acteurs de la scène politique irakienne. Elle entretient surtout une dynamique qu'il faut contenir plutôt qu'alimenter, en « essentialisant » des « communautés » qui constituent en réalité des entités très diverses (2).

La tentation de concevoir les chiites comme une entité homogène est perceptible dans le débat en cours

sur leurs allégeances, réservées à l'Irak ou offertes à l'Iran. Le roi Abdallah II de Jordanie a lancé, en décembre 2004, la formule du « croissant chiite », qui présente ceux du Golfe, de l'Irak, de la Syrie et du Liban comme une « cinquième colonne » menaçante pour les intérêts sunnites et pilotée par Téhéran. Le président égyptien Hosni Moubarak a renchéri en affirmant que les chiites du monde arabe se montraient, historiquement, plus fidèles à leur voisin iranien qu'à leurs pays d'origine. Des chercheurs en vogue érigent cette généralisation en concept, à l'instar de l'étoile montante américaine Vali Nasr, qui voit dans la victoire électorale des chiites irakiens, lors des scrutins de 2005, un facteur de remobilisation de tous les chiites de la région autour d'une identité commune et de revendications partagées, servant mécaniquement les ambitions iraniennes (3).

Une autre école dénonce cette thèse, à laquelle elle oppose celle d'un « nationalisme irakien » à toute épreuve. Tel cet observateur iranien avisé qui nous confie par exemple : « Les solidarités intrachiites ne transcenderont pas la ligne de fracture fondamentale qui sépare les Arabes des Perses. Tout le monde semble avoir oublié que les chiites irakiens ont combattu les chiites iraniens pendant les huit longues années de la guerre Iran-Irak, l'une des guerres les plus sanglantes de la seconde moitié du XX^e siècle. Des informations qui nous viennent d'Irak indiquent que les Irakiens, même ceux qui ont vécu en exil en Iran, n'apprécient pas l'influence iranienne dans leur pays. »

Ce débat n'est pas sans importance. La perception d'un renouveau chiite tend à influencer les politiques poursuivies par les Etats-Unis, les régimes arabes et notamment les monarchies du Golfe, qui perçoivent toute ambition iranienne comme forcément hostile. Elle entretient surtout une haine du chiite de plus en plus répandue dans les milieux sunnites, conservateurs ou non. En Irak, rares désormais sont les prêcheurs sunnites à ne pas qualifier les chiites de *rawafidh* (« apostats »), expression péjorative longtemps caractéristique des djihadistes de type Abou Moussab Al-Zarkaoui (chef décédé d'Al-Qaida en Irak).

A vrai dire, la référence au « nationalisme » ne suffit guère à expliquer le comportement des chiites irakiens pendant le conflit contre l'Iran, bien qu'il s'agisse d'un des éléments à prendre en compte. A l'époque, le processus de construction nationale engagé dans la première

moitié du XX^e siècle n'avait pas tout à fait avorté. Dans les années 1970, le régime redistribuait encore activement les ressources vers le Sud - c'est pourquoi des villes comme Al-Diwaniya ou Nassiriya ont offert de larges contingents de recrues à la police et à l'armée. Les paysans gardaient à l'esprit la vigoureuse réforme agraire lancée au lendemain du coup d'Etat baasiste. Ses politiques « progressistes » valaient au régime le soutien de nombreux chiites pauvres. Dans le même temps, le caractère totalitaire du régime avait conduit à l'effacement des cercles religieux de Nadjaf et à l'éradication des projets politiques concurrents du baasisme, à savoir le communisme et l'islamisme. Enfin, la coercition, à laquelle contribuait une armée populaire de plus de cinq cent mille hommes, a, elle aussi, joué un rôle-clé dans la mobilisation des chiites contre l'Iran.

UN TOURNANT SURVINT avec la guerre de 1991 et les révoltes qui la suivirent, ouvrant une phase de différen-

* Respectivement chargé de l'Irak, de la Syrie et du Liban à l'International Crisis Group (ICG) et doctorant à l'Institut d'études politiques de Paris.

ciation croissante des identités collectives : accession à l'autonomie, guerre civile, puis épanouissement (économique) au Kurdistan ; ailleurs, abandon du modèle de l'Etat clientéliste et pourvoyeur, au profit d'une économie de prédation et de « privilèges » fondée sur les réseaux familiaux et une allégeance aveugle au régime. Ce basculement nuit particulièrement aux milieux chiites qui avaient le plus profité des possibilités d'ascension sociale offertes par le régime – fonctionnaires, soldats et petits commerçants. Mais il n'épargna pas les Arabes sunnites et les chrétiens, bien qu'ils aient en général disposé de conditions relativement meilleures d'accès aux ressources, via leurs réseaux familiaux en Irak ou à l'étranger. Dans le Sud, à la paupérisation s'ajouta néanmoins une politique de représailles économiques à l'encontre des localités chiites qui s'étaient soulevées en 1991.

Cependant, la notion d'une « communauté chiite » martyrisée ne s'est véritablement imposée qu'après la chute du régime en 2003, décrite comme le renversement d'un ordre sunnite. La nature sectaire de la répartition des postes au sein du processus politique conçu par l'administration américaine s'est traduite par une forme de « concurrence des victimes », chaque acteur fondant sa prétention à une part du pouvoir sur l'ampleur des souffrances qu'il a endurées. Les partisans de l'Assemblée suprême pour la révolution islamique en Irak (ASRII), dirigée par M. Abdel Aziz Al-Hakim, font ainsi valoir les nombreux martyrs dans la famille de son leader, ainsi que son rôle-clé dans les insurrections de 1991. Les militants fidèles à M. Moqtada Al-Sadr, en

revanche, leur reprochent d'avoir choisi l'exil, d'avoir torturé les prisonniers de guerre irakiens pour le compte des Iraniens, et d'avoir lâché les insurgés en 1991 par un repli prématuré en Iran. A leur tour, ils se voient accusés d'avoir servi les intérêts du régime et recruté dans leurs rangs nombre de ses agents.

TOUJOURS EST-IL que la réinterprétation de l'histoire irakienne en fonction d'une dichotomie sunnites-chiites porte le coup de grâce au « nationalisme irakien ». Les Irakiens d'origines différentes n'ont plus de références en commun : les jalons de leur histoire collective – telles la fin de la monarchie (1958), la prise de pouvoir par le Baas (1968), la guerre du Golfe (1991) ou l'intervention anglo-américaine (2003) – font l'objet de disputes amères reflétant des clivages sectaires ; les ressources nationales ne sont plus redistribuées, mais accaparées et privatisées sans vergogne ; les institutions sont dépecées et transformées en fiefs partisans. Certes

demeure, dans les discours, une vaine référence à un Irak qui transcenderait les divisions, mais dont la définition manque cruellement. En pratique, les réflexes électoraux, la violence arbitraire, le népotisme et une corruption sans précédent dévoilent l'importance des allégeances non nationales.

Cette situation ne transforme pas pour autant l'Iran en nation « par défaut » ou « par adoption » pour les chiites irakiens. Dans le sud du pays, on conserve des sentiments partagés à l'égard du voisin perse. M. Al-Sadr joue par exemple sur les origines iraniennes de l'ayatollah Ali Al-Sistani pour le dénigrer. Les résidents de la ville d'Al-Amara se plaisent à qualifier ceux d'Al-Kout de « Perses », un terme très péjoratif à leurs yeux. Si les portraits de l'ayatollah Ruhollah Khomeiny et de son successeur Ali Khamenei foisonnent, seuls de rares acteurs de la scène politique chiite reconnaissent la conception iranienne de *velayat-e-faqih* (« gouverne-

ment du docte »), pilier de la République islamique. Les positions de l'ayatollah Al-Sistani vis-à-vis de ses pairs

iraniens ont toujours été à la fois diplomatiques – évitant de franchir certaines lignes rouges – et farouchement indépendantes. Il semblerait du reste que, en tant que source d'interprétation des écritures, il soit davantage considéré en Iran que le « guide », l'ayatollah Khamenei lui-même.

L'Iran, néanmoins, abat ses cartes avec une grande subtilité en Irak, étendant son influence à travers une multiplicité de canaux. Téhéran a favorisé la participation de ses alliés au processus politique, afin de mieux l'orienter, tout en s'efforçant de nouer des liens avec l'ensemble des acteurs politiques, y compris M. Al-Sadr, ennemi juré de son allié l'ASRII. A un échelon plus local, l'Iran sponsorise de petits groupes à sa solde, tel Tha'r Allah à Bassora, sans pour autant s'exposer : il ne soutient pas massivement les attaques contre la coalition, s'abstenant par exemple de fournir aux insurgés l'armement antichar offert au Hezbollah libanais. A Nadjaf, l'institution Khamenei multiplie les bourses d'études et les dons de livres. La chaîne satellitaire iranienne Al-Alam, par son professionnalisme, a conquis une large audience parmi les chiites irakiens.

AUTRE MOYEN de forger une image valorisante de l'Iran : les actions humanitaires et les investissements économiques. Enfin, contrairement aux monarchies du Golfe, la République islamique a largement ouvert ses frontières aux touristes et aux pèlerins : sa tranquillité et sa prospérité relatives les ont fortement impressionnés, leur montrant un visage plus ouvert et plus accueillant qu'ils ne s'y attendaient.

Paradoxalement, la stratégie iranienne repose, non sur un réflexe d'allégeance, mais sur la compréhension d'une population chiite dont elle admet la diversité, faite d'identités collectives très différentes. Un profond clivage social oppose notamment des milieux chiites conservateurs (les religieux de Nadjaf, les commerçants des villes saintes, les classes moyennes urbaines, etc.) aux masses « révolutionnaires » qui suivent M. Al-Sadr (4).

Chaque ville du Sud a ses spécificités et ses enjeux particuliers. Al-Kout est une petite ville de province sans histoires, qui tend à se détourner des aspirations fédérales du Grand Sud. Contrôlée par M. Al-Sistani et l'ASRII, la cité sainte de Nadjaf continue d'attirer les convoitises d'autres acteurs. A Bassora, enfin, une lutte à mort pour le contrôle des ressources, notamment celles de la contrebande de pétrole, met aux prises divers partis « islamistes » et leurs milices respectives.

Bref, plus on s'éloigne de la capitale, où les confrontations entre sunnites et chiites favorisent une unité de façade dans chaque camp, plus le potentiel de violence interchiites apparaît. Voilà qui rend bien vaines les sempiternelles réformes et initiatives discutées à Bagdad.

PETER HARLING ET HAMID YASIN.

(1) Pour une typologie des principaux groupes de l'opposition armée, cf. International Crisis Group, « In their own words : Reading the Iraqi insurgency », *Middle East Report*, n° 50, Hopewell (Etats-Unis), 15 février 2006.

(2) Lire Ahmad Salamati, « Les chiites écartelés entre Téhéran et Bagdad », *Le Monde diplomatique*, juillet 2005.

(3) Vali Nasr, « When the shiites rise », *Foreign Affairs*, vol. 85, n° 4, New York, juillet-août 2006.

(4) International Crisis Group, « Iraq's Moqtada Al-Sadr : Spoiler or stabiliser ? », *Middle East Report*, n° 55, Hopewell (Etats-Unis), 11 juillet 2006.



Le voyage d'une langue

Jusqu'en avril 1991 les kurdes de Turquie n'avaient pas le droit à l'usage de la langue kurde. Des années durant, les kurdes n'ont ainsi pas eu l'opportunité de pratiquer leur langue faisant partie intégrante de leur culture. Cet article nous permet d'entrevoir la situation actuelle quant à l'usage de la langue kurde dans les différents pays à population kurde, la façon dont elle est transmise, ainsi que le lien entre une langue et une culture, lien primordial.

Texte: Rusen Werdi, Photos: Institut Kurde Paris (à gauche), Ethel Grabher (à droite)

La génération de mes parents garde un drôle de souvenir en mémoire datant de leur passage dans l'école primaire turque d'un petit village du Kurdistan de Turquie. Lors des élections des

délégués de classe, un élève, élu ou désigné « délégué à la langue turque », avait à sa charge la protection de la langue turque et devait à ce titre dénoncer tout contrevenant. Ma mère nous a longuement raconté qu'une de ces mémorables punitions lui avait été infligée par son instituteur pour avoir simplement prononcé dans sa maison le mot « serpe » en kurde. Le « délateur » n'était autre que son cousin de 7 ans, désigné « délégué à la langue turque » de l'école, regroupant faute de moyens tous les niveaux dans une même classe.

Ce n'est, en effet, qu'en avril 1991 que le gouvernement turc a aboli une loi interdisant l'usage de la langue kurde. Cette abolition ne permettant pas toutefois l'enseignement et les publications en kurde qui sont restés interdits en Turquie pendant encore de longues années. Une loi votée en août 2002 pour autoriser la diffusion d'émissions de radio et de télévision en langue kurde n'a été publiée que le 18 décembre 2002 au Journal Officiel en Turquie. " Les programmes peuvent être conçus dans les différentes langues et dialectes que les citoyens turcs utilisent dans la vie de tous les jours ", dit le texte de loi.

La loi sur les programmes en langue kurde a fait ces dernières années l'objet d'un grand battage médiatique par un pays soucieux de convaincre l'Union européenne (UE) de son ralliement à une véritable démocratie. Mais le nombre et la nature des émissions prévues par le Haut Conseil de l'audiovisuel turc (RTUK) apparaissent bien en deçà des espérances des Kurdes de Turquie, qui représentent selon les estimations entre un quart et un tiers des 70 millions d'habitants du pays.

L'organisme turc de contrôle des médias (RTUK) autorise les émissions en kurde à condition qu'elles soient limitées à 45 minutes par jour et quatre heures par semaine pour les télévisions et à une heure par jour et cinq jours par semaine pour la radio. Les télévisions doivent en outre sous-titrer leurs programmes en turc. Devant le succès des chaînes de télévision diffusant à partir du Kurdistan irakien ou d'Europe, les chaînes de télévision locales ont été autorisées dans un cadre très réglementé à diffuser en kurde. À la radio, l'intégralité des programmes en langue kurde est suivie de leur traduction en turc, tandis que les émissions télévisées sont sous-titrées mot pour mot, selon le texte de loi. Les programmes ne comprennent que de la musique et des informations, et les présentateurs apparaissent à l'écran " en habits modernes ", ce qui signifie que les costumes kurdes traditionnels sont bannis.

Les Kurdes réclament aujourd'hui que le kurde devienne « la deuxième langue officielle » de la Turquie et insistent pour qu'il soit enseigné à l'école publique. Car malgré les récentes réformes législatives, les autorités turques continuent à poursuivre en justice les locuteurs kurdes.





En Iran, où vit plus du quart de la population kurde (soit entre 8 et 10 millions de personnes), comme en Turquie, les autorités mènent une politique d'assimilation forcée de leur minorité kurde. L'enseignement de la langue est rigoureusement interdit.

La grande période de la littérature kurde dans cette région est celle de la République du Kurdistan (1946) qui ne dure que onze mois à la fin de la seconde guerre mondiale. Malgré sa brièveté, elle provoque un essor remarquable des lettres kurdes. La répression qui suit la chute de la République contraint les intellectuels à s'exiler pour la plupart en Irak. En février 1979, une révolution populaire chasse le régime monarchique mais le pouvoir islamique qui l'a remplacé est aussi peu disposé à accorder des droits nationaux à sa minorité kurde. Sous la pression des démocrates kurdes qui exigent de façon incessante la reconnaissance de leur langue et de leur culture, les autorités iraniennes sont contraintes de tolérer la publication de certains ouvrages kurdes.

C'est bien sûr au Kurdistan irakien, autonome de facto depuis 1991 et institutionnellement depuis la Constitution irakienne adoptée en octobre 2005, que les progrès sont des plus remarquables dans les domaines de l'éducation et de la culture. La Constitution consacre le principe d'un fédéralisme et fait de la langue kurde l'une des deux langues officielles de la république. Il ne reste pratiquement plus de villages sans écoles et la quasi totalité des enfants en âge d'aller à l'école est désormais scolarisée. Quatre universités fonctionnent respectivement à Erbil, Duhok, Souleimanieh et Koya et s'efforcent, grâce à l'Internet et aux conférenciers venant de l'étranger, de pallier la pénurie de professeurs qualifiés. L'éducation emploie, plus de 42 000 instituteurs, et enseignants. L'enseignement primaire et secondaire est dispensé en kurde. A l'université, les matières scientifiques et techniques sont enseignées en anglais, les autres en kurde principalement ou en arabe. Les minorités assyro-chaldéenne, turcomane et arabe disposent d'écoles publiques enseignant dans leur langue.

Grâce à une liberté d'expression exceptionnelle au Proche-Orient, intellectuels et artistes, si longtemps muselés, donnent

libre cours à leur créativité. On publie plus d'une centaine de journaux, revues et périodiques. Des chaînes de télévision par satellite, notamment Kurdistan TV, Kurd Sat et Zagros TV émettant du Kurdistan sont captées dans l'ensemble du Proche-Orient ainsi qu'en Europe.

En Syrie sous mandat français, la période de l'entre-deux-guerres marque l'épanouissement des lettres kurdes. De brillants intellectuels kurdes et français se regroupent à Damas autour du prince Djeladet Bedir Khan et de son frère Kamuran. Ils deviennent les principaux artisans de la renaissance de la littérature septentrionale. Après la seconde guerre mondiale, dans la Syrie devenue indépendante, les Kurdes, 4% de la population totale kurde aujourd'hui environ 1,5 million de personnes, perdent leurs libertés, et la production se tarit. Ils sont contraints de publier leurs oeuvres à l'étranger ou de s'exiler. Il n'existe pas de presse libre et indépendante en Syrie. La Syrie censure les sites d'information indépendants et les publications d'opposition, en particulier les sites pro-kurdes. Le Net est particulièrement surveillé pour repérer les voix critiques du régime, et les internautes qui s'écartent de la ligne officielle sont intimidés et parfois emprisonnés.

Dans l'ex-URSS, malgré leur petit nombre (les Kurdes formaient moins de 2% de la population totale kurde) les Kurdes étaient reconnus comme une « nationalité » sans attribution d'autonomie, mais avec reconnaissance de leur langue. A ce titre, leur communauté bénéficiait de l'encouragement de l'Etat et possédait écoles, presses et éditions. Une élite s'y est ainsi épanouie. Aujourd'hui, dans les pays comme l'Arménie, l'Azerbaïdjan ou la Géorgie, où se concentrent moins de 100'000 Kurdes, la langue kurde peut être enseignée dans des écoles.

En somme, les intellectuels kurdes ont souvent choisi le chemin de l'exil en se réfugiant dans la plupart des pays occidentaux et, fait remarquable, ils ont été à la source d'une véritable renaissance de la littérature kurde. Appuyés aujourd'hui par près d'un million de Kurdes de la diaspora, les intellectuels kurdes se regroupent et ne ménagent aucun effort pour promouvoir leur langue. Poètes et écrivains font paraître leurs oeuvres d'abord dans des revues publiées par des maisons d'éditions kurdes en Suède. Mais c'est à Paris qu'une douzaine d'intellectuels kurdes créent, en février 1983, le premier institut scientifique kurde en Occident, l'Institut kurde de Paris, pour l'aider à mener son action de sauvegarde et de renouveau de leur langue et de leur culture. ¶

Rusen Werdi est directrice de la communication de l'Institut kurde de Paris et responsable du bureau des droits de l'Homme.



Les Kurdes en Suisse : espoirs et perspectives

Personne ne sait exactement combien de Kurdes vivent en Suisse. Ils sont certainement des milliers à vivre, ici, loin de chez eux. Quels sont leurs espoirs, peurs et perspectives quant à l'avenir du peuple kurde ? Une promenade à travers Zurich montre que les opinions des Kurdes sont aussi nombreuses et diversifiées que leurs propres histoires personnelles. Cependant, tous aspirent à la liberté et à l'autodétermination.

**Texte: Ethel Grabher
Photos: Emmanuelle Houlemann**

Une fois installés sur le sofa, Naaman* montre la photo d'un cadavre affreusement mutilé : « Il y a peu, ce Kurde iranien a été torturé à mort. » Naaman pose la photo sur le drapeau kurde, qui est étendu sur la table : « Chez moi, en Iran, ce bout de tissu sur la table du salon serait mon arrêt de mort. Ici en Suisse, je peux défendre mon origine, ma langue, mes traditions, en Iran je ne le peux pas. » Ensuite, il remonte son pantalon et montre les cicatrices qui recouvrent ses jambes : « J'ai été arrêté et battu



plusieurs fois par les services secrets iraniens, alors que je n'ai commis aucun crime. Mon seul délit a été d'avoir déclaré ouvertement que je suis kurde. Nous devons renier nos racines, sinon nous mourrons comme cet homme sur la photo. »

Iran : Des mines sous la terre, la peur dans les esprits

Naaman a fui l'Iran avec sa famille il y a trois ans : « La région

kurde est dominée par l'armée et les bunkers. Les enfants ne peuvent pas jouer hors du village, car le sol est recouvert de mines. Du travail ? Il n'y en a pas. Une amélioration de la situation des Kurdes n'est pas à entrevoir. Le nouveau président Mahmoud Ahmadinejad s'est attelé à la tâche d'« arabiser » massivement la région, avec comme loi la Charia, alors que l'Iran est composé de différentes cultures et religions. Des hommes disparaissent quotidiennement. Mon frère a également disparu. Personne ne sait où il est, s'il vit encore. Le même destin menace celui qui ose poser la question. L'Etat détient tout le pouvoir en Iran, les citoyens sont livrés, sans protection, à l'arbitraire de l'Etat. Je ne voulais pas exiger de mes enfants une vie sans perspective d'avenir. Ici en Suisse, il y a uniquement des contrôles dans les trains, des contrôles de billets. En Iran, chaque fait et geste est contrôlé. Quand je raconte cela en Suisse, personne ne me croit. Ils imaginent que je raconte des horreurs seulement pour obtenir l'asile. » Naaman baisse les yeux et ajoute à voix basse : « Maintenant je suis en Suisse, libre certes, mais libre seul. Ma sœur et ma mère sont toujours en danger. »

Les Kurdes en Syrie : Des êtres marginaux sans citoyenneté

La situation des Kurdes en Syrie se distingue de peu de celle en Iran. Ils représentent 10% de la population. Ils ne se sentent pas seulement exclus, mais ils le sont de par la loi. En 1962, après un recensement, 150 000 Kurdes ont été déclarés apatrides et ont ainsi perdu leurs droits civils et politiques. Jusqu'à aujourd'hui, tout ce qui touche la culture kurde est interdit. Le parti Baath, au gouvernement, a pour credo la répression et la promotion forcée de la culture arabe.

Khalil, un Kurde de Syrie, secoue la tête en déclarant : « Pourquoi pas au lieu d'une « République arabe de Syrie », une « République de Syrie », dans laquelle tous les groupes ethniques pourraient se sentir syriens ? » Lorsque les Kurdes iraniens et syriens regardent au-delà de leurs frontières chez leurs voisins au nord de l'Irak, ils les envient. Ces derniers disposent à nouveau d'une autonomie politique, et peuvent se déterminer librement.

Kurdistan irakien : Foyer de paix ou de troubles ?

Le Kurdistan en Irak est une réalité depuis le début des années 90. Après la guerre du Golfe, les Alliés ont créé une zone de protection, qui permettait de protéger les quatre millions de Kurdes contre les cruautés de Saddam Hussein. Les Kurdes possèdent aujourd'hui leurs propres parlement et gouvernement, à l'intérieur de l'Etat fédéral irakien.

Ibrahim, un Kurde qui a fui l'Irak sous Saddam, hoche la tête : « Là-bas, on ne voit plus que des drapeaux kurdes souffler dans les airs. Aujourd'hui, nous avons des écoles et des universités kurdes. Bien sûr, la plupart des institutions n'en sont qu'à leurs



débuts, tout doit évoluer. Le Kurdistan irakien est un seul et gros chantier, mais rempli de paix ! A la différence du reste du pays qui est plongé dans la terreur. En lieu et place de terroristes, il y a des investisseurs à cause des gisements pétroliers ! »

Ouels sont les désirs des Kurdes irakiens pour le futur ? Kamal, un exilé kurde d'Irak, explique: « Les Kurdes ont accepté la Constitution, parce qu'elle remplit les exigences minimales kurdes d'auto-administration, une amélioration par rapport à la vie sous la dictature. Mais le véritable objectif est un Etat à soi. Depuis le début, l'Irak est une entité artificielle, composée de trois régions qui poursuivent leurs propres buts. Quel serait alors l'inconvénient si l'Irak se divisait en une région chiites, une région sunnite, et une région kurde ? A nous les Kurdes, personne ne nous a demandé si nous voulions faire partie de l'actuel Irak. Je pense que seule une séparation apporterait une paix définitive. »

Turquie : Cosmétique au lieu de réformes

Comment les Kurdes turcs jugent-ils l'autonomie des Kurdes en Irak ? « Nous ne voulons pas d'une région administrée de manière autonome à l'intérieur de chaque Etat, mais vivre ensemble, tous les Kurdes dans un seul Etat ! » Beaucoup de Kurdes de Turquie expriment la même opinion que Semal.

Ozkan explique la politique d'oppression en Turquie vis-à-vis des minorités : « Après la création de la République turque en 1923, tout tournait autour d'un seul principe : Tous sont Turcs. Celui qui détient un passeport turc doit se sentir turc et se comporter comme tel. Atatürk a essayé de réduire le mélange ethnique, comme il a existé durant l'Empire Osman, à une « Turquie de Turcs ». A l'image

des Kurdes, nous pouvons constater que cela n'a pas fonctionné. Nous ne sommes pas assimilés ! »

Semal ajoute : « En Suisse, pas même 1% de la population ne parle le romanche. Malgré cela cette langue est reconnue comme une langue officielle. La population turque est composée de 20% de Kurdes qui ne possèdent aucuns droits culturels. Comment peut-on parler d'une démocratie, alors que les droits d'un cinquième de la population sont bafoués ? Il ne peut y avoir une démocratie en Turquie sans justice ni liberté pour les Kurdes. »

Ozkan a grandi à Istanbul et ne parle pas le kurde : « Je me sens beaucoup plus proche des Turcs non kurdes que des Kurdes vivant dans les pays limitrophes à la Turquie. Pour moi, un grand Kurdistan est une utopie. » Selon Ozkan, il s'agit avant tout de la consécration des droits culturels et politiques en Turquie : « Il doit être inscrit dans la Constitution que les Kurdes peuvent exister comme minorité autonome en Turquie et qu'ils jouissent des mêmes droits que les Turcs d'origine turque. Le kurde doit être reconnu comme une langue officielle, à côté de la langue turque. Ceci implique nécessairement l'instauration d'écoles et d'universités kurdes. Et une radio kurde libre ainsi que des médias télévisuels ».

Les Kurdes : Pions des grands pouvoirs

Dans l'histoire du Proche-Orient, les Kurdes ont toujours été des pions sur l'échiquier des grandes puissances. Semal explique la répartition régionale du peuple kurde après l'effondrement de l'Empire Osman comme suit : « Les frontières qui partagent le Kurdistan sont artificielles, elles ne sont fondées ni économiquement et encore moins culturellement. Ce sont des frontières politiques correspondant aux intérêts des puissances, imposées contre la volonté des Kurdes. C'est pourquoi, notre plus grand désir est de pouvoir décider nous-même de notre futur. La Suisse pourrait aussi y contribuer en prenant activement position, ce qu'elle a déjà fait aux Balkans, en soutenant des solutions fédératives. La question des Kurdes ne doit pas rester plus longtemps dans le statu quo. »

Aga soutient ce point de vue : « En Suisse, on vit comme au paradis, on a le droit d'expression, le droit de vote, les minorités sont protégées. Les Suisses pensent que cela va de soi ! Mais pas tous sur cette planète jouissent d'une telle liberté. J'attends du peuple suisse qu'il prête plus attention au problème kurde et qu'il essaie de le comprendre. Bien entendu, il est aussi question d'intérêts économiques, et la Suisse ne veut pas se compromettre. Mais, celui qui ferme les yeux pour conserver ses propres avantages se rend aussi coupable. » ¶

Ethel Grabher est collaboratrice en communication de la Société pour les peuples menacés Suisse.

Rencontre avec **Adnan Mufti,** président du parlement de l'Irak du nord



Suite à l'invitation de la part du Groupe parlementaire pour les relations avec le peuple kurde, le Président du parlement de la région autonome kurde de l'Irak du nord, Adnan Mufti, a rendu visite à la Suisse. Mufti a discuté avec des parlementaires suisses et avec la Société pour les peuples menacés (SPM) de l'évolution de la situation en Irak du nord.

**Texte : Franziska Stocker
Photo : Emmanuelle Houlmann**

En 1991, les kurdes ont obtenu le contrôle effectif d'une grande partie de l'Irak du nord alors que le régime de Saddam Hussein était encore en place. Cependant, au cours des années 90, une scission se fit entre l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) et le PDK (Parti démocratique du Kurdistan). S'ensuivit une guerre civile faisant au moins 3'000 morts, qui ne s'atténua qu'en 1998, lorsque les deux partis ont pu trouver un arrangement en formant au nord de l'Irak deux centres de pouvoir indépendants.

Comprenant qu'une voix unie des kurdes d'Irak, tant au niveau de la politique intérieure qu'extérieure, aurait plus de poids, a conduit, à la résolution de l'UPK et du PDK de regrouper leurs pouvoirs. Ainsi, pour la première fois, un gouvernement de coalition a pu être créé à Erbil le 7 mai 2006.

Visite du président du parlement de l'Irak du nord

Au cours de l'entretien avec la SPM, le président du parlement régional de l'Irak du nord, Adnan Mufti, s'est montré réjoui de l'intérêt que manifeste la Suisse pour le développement actuel au nord de l'Irak : « L'Irak peut apprendre beaucoup de la Suisse dans le domaine du fédéralisme ou de l'encouragement à la diversité

de travailler sur un projet de Constitution régionale, s'inspirant de la Constitution suisse dans plusieurs domaines, principalement, la protection des minorités ».

Mufti a, en outre, mis l'accent sur l'importance des droits de l'Homme : « Dans notre gouvernement, il y a un ministère pour les droits de l'Homme. Au sein du parlement, nous possédons aussi une commission pour cette question. Cependant, pour que les droits de l'Homme puissent être réellement respectés, la responsabilité ne doit pas être laissée aux seuls organes de l'Etat. Les partis politiques et la population devraient également y participer. C'est pourquoi on a besoin de l'éducation tant à l'école que dans la société en général. »

Mufti souhaite obtenir un soutien technique et moral de la part de la Suisse, les kurdes ayant endurés des temps difficiles : « Plus jamais on ne devrait voir des armes chimiques utilisées contre la population civile et des gens disparaître. J'espère que les parlements occidentaux feront pression afin qu'une telle chose ne puisse se répéter ». Ainsi, selon le président « Nous avons besoin de toute forme de soutien – pour le processus politique, pour la lutte contre le terrorisme et pour celle pour les droits de l'Homme ».

Cependant, le président conclut sur une note positive quand à la réussite d'un parlement commun : « Nous sommes un exemple pour les Kurdes des autres pays. Beaucoup de Kurdes, également en dehors de l'Irak, se sont intéressés à nous lorsque nous avons élu notre parlement. Notre expérience dans le combat pour le respect de nos droits est un bon exemple pour les Kurdes de Turquie, d'Iran ou de Syrie ».

Enfin, Mufti a relevé avoir été particulièrement impressionné qu'un parlementaire suisse puisse se déplacer sans avoir continuellement besoin de la présence de gardes du corps. Il a déclaré « Chez nous, ce serait impossible. Quand je me déplace à Erbil, je suis constamment entouré de plusieurs gardes du corps. » Mufti sait de quoi il parle, ayant, à plusieurs reprises, échappés à des attentats.¶



Adnan Mufti lors de sa visite en Suisse.

Le Groupe parlementaire pour les relations avec le peuple kurde

En automne 2005 s'est créé un Groupe parlementaire pour la question kurde, ayant comme but principal, la volonté d'intensifier les échanges entre les minorités kurdes et le parlement suisse. Ce dernier a, en mai 2006, invité Adnan Mufti en Suisse et devrait se rendre en Irak du nord en automne 2006. La SPM dirige le secrétariat de ce Groupe.

Franziska Stocker est responsable de la communication de la Société pour les peuples menacés Suisse.

linguistique. En octobre 2005, une nouvelle Constitution irakienne a été acceptée, et le parlement régional de l'Irak du nord est en train



By Khalid Khayati
Globe Political Commentator

Globalization and the Kurds – a general view

The Kurdish Globe
September 26, 2006

Is it possible to establish a generally applicable definition of globalization? What is the place of the statehood and nation-state in a "global era"? And, how do the processes of globalization affect the aspirations of the Kurds for achieving political sovereignty and creating the nation-state? Globe's Khalid Khayati says that the post Cold War experiences account clearly for the emergence of more nation-states and national political movements throughout the world.

Globalization is a word that has been much in use over the last two decades. Initially, it was the American economist Theodore Levitt who introduced it in 1983, in order to underscore the globalized nature of the world market.

Today, the term is mainly used as an extensive concept for marking a complex series of economic, social, technological, cultural and political changes seen, showing increasing interdependencies, integration and interaction between people and companies in disparate locations of the world. At the economic level, the dominant features of contemporary globalization, which is the reorganization of global production and the disproportionate growth of trade and finance that cross national boundaries, have created a kind of hegemonic global interest where giant multinational financial and production corporations demonstrate increasingly their ability to provide material and ideological rewards.

At the social, cultural and political levels, the more encompassing phenomenon has been perceived in the context of sociological studies where globalization has been defined as a social process in which the constraints of geography on the social and cultural arrangements recede, and in which people become increasingly aware that they are receding. In this respect, the concept of globalization is used as a powerful metaphor for exhibiting a world where the time and space are shrinking and the intersection between the global and the local gives rise to so called "globalization."

However, in order to elucidate the notion of globalization and its consequences, a number of questions should be posed: Is it possible to establish a generally applicable definition of globalization? What is the place of the statehood and nation-state in the era of globalization? And, how do the processes of globalization affect the aspirations of the Kurds for achieving political sovereignty and creating the nation-state? The positions

and interests held on the concept of globalization and its economic and social consequences are both positive and negative.

Different approaches to globalization

The advocates of globalization describe it as the growing economic interdependence of countries worldwide through increasing volume and variety of cross-border transactions in goods and services, free international capital flows, and more rapid and widespread diffusion of technology. According to this point of view, globalization would undoubtedly bring about an increased standard of living and social and economic prosperity to developing countries and further the welfare of First World countries. For example, it has been claimed that rapid growth and poverty reduction in China, India and other countries that were poor 20 years ago, has been a positive aspect of globalization.

Opponents of globalization see it as an engine of corporate imperialism that tramples in a ruthless way over the human rights of developing societies. Contrary to the claims that globalization is the cause of prosperity, in reality it brings about more social stratification and poverty in the world. For example, the existence of more than 3 billion people with an income of less than \$3 a day around the world engenders significant international opposition over concerns that it has increased inequality and environmental degradation.

Moreover, globalization has been perceived as a more extensive concept of cultural imperialism that intends to, through the "McDonaldization" of the world, generate a hegemonic global culture. According to this point of view, the impressive material power of multinational enterprises and networks built around trade, finance and investment, the export of artificial wants, and the destruction or inhibition of authentic local and global community, ecology and cultures constitute the discursive and ideological power of the globalization that further encumbers

even the emergence and empowerment of the cultural and ethno-national aspirations at the local level. In other words, globalization is an age where the statehood and nation-states are increasingly about conceding their power and their *raison d'être*.

But, the globalization process that was said to lead to a homogenized world culture has instead brought about a radical expansion of people movements and technological developments, which in turn gave rise to the emergence of diverse ethno-national political movements, transnational, global and even totally de-territorialized social relations. Such transnational and global social relations refer today to various kinds of cross-border connections among nongovernment individuals, groups and organizations that are not easily confined within the borders of nation-states.

Today, diverse bodies and networks of NGOs, multinational companies, diaspora and identity groups, religious sects, drug traders, traffickers, businessmen, immigrant and refugee movements, human-rights activists, terrorist organizations, the Internet and cyber communities, satellite TV stations, and others are operating within the multiple spaces that have been created by the contemporary globalization processes. In this respect, the Kurds take advantage of the global arrangements to advance not only their social and economic rights but also their national struggle.

Kurds and globalization
The political impact of globalization has far-reaching consequences for the Kurds. Millions of Kurds have been on the move, voluntarily and forcibly, both inside the Kurdish areas and Iran, Iraq, Syria and Turkey. Furthermore, there has been a considerable movement of Kurds from the Middle East toward Western Europe, North America, Australia and other parts of the globe. However, in diaspora, Kurds sustain transnational connections that have considerable economic, social, cultural



Two Kurdish men share a chat in front of a complex under construction in Erbil. Opponents of globalization see it as an engine of corporate imperialism that tramples in a ruthless way over the human rights of developing societies.

and political impacts on their collective lives and on those multiple localities where they reside. The nature and the order of exchanges vary from significant political and cultural performances to regular social and economic activities. Diplomacy, political demonstrations, electoral campaigns, commemoration and celebration of specific national days, arrangement of festivals, associative performances, literature publications, music production, publication of newspapers and reviews, radio and TV broadcasting, cyberspace activities and money remittances are among those activity domains that account for the transnational performances that the Kurdish population upholds in diaspora. The political mobilization among diasporian Kurds gives rise to the practice and the consciousness of the phenomenon of long-

distance nationalism, which is important not only for providing them a sense of togetherness, but also for the process of nation-making that is claimed in the homeland of origin. Contrary to the claims that the processes of globalization would lead to the decline of the nation-states, the post Cold War experiences account clearly for the emergence of more nation-states and national political movements throughout the globe. The traditional ways in which ethnicity, nationalism and migration have been conceptualized constitute since the end of the cold war a moment of challenge for the processes of globalization in the contemporary world. The establishment of a Kurdish political administration in northern Iraq, which is pre-disposed to become more autonomous, can serve as a very useful example that

makes us conscious of the fact that an essential and historical understanding of globalization is not apt to produce a relevant analysis of the matter.

The national struggle and the aspirations of making a nation-state is not determined by a linear historical course of events, but by the structure of power and the dominant/dominated relationship that exists within the frame of already existing nation-states. The subordinated political and cultural position of the Kurds and their exclusion from the public spaces in Turkey, Iran, Iraq and Syria should be seen as a major source of legitimacy for them to carry out emancipatory political movements, and if needed create their own state. The creation of a nation-state for an oppressed people is not a matter of temporality and history. It is rather a democratic right.

Bagdad veut des bases américaines permanentes

MOYEN-ORIENT

Le président irakien, Jalal Talabani, réclame une présence américaine à long terme, afin de lutter contre les « interférences étrangères ».

LA VIOLENCE s'aggravant inexorablement, l'évidence a fini par s'imposer. Et tel un aveu d'impuissance, le chef de l'État, lui-même, vient de le reconnaître : faute de pouvoir assurer sa sécurité, l'Irak aura besoin de bases américaines permanentes pour empêcher les « interférences étrangères », vient d'affirmer Jalal Talabani au *Washington Post*. « Nous en aurons besoin pendant longtemps », a ajouté le président de la République. Je ne demande pas d'avoir 100 000 soldats américains, 10 000 et deux bases aériennes seront suffisants », a souligné le responsable kurde, pour qui les régions autonomes kurdes du Nord pourraient les accueillir.

Report de l'entrée en vigueur du fédéralisme

Le départ des forces américaines – 147 000 hommes – est la principale revendication de la guérilla sunnite. Mais, d'après Jalal Talabani, même « les sunnites, dans certains endroits, veulent que les Américains restent », car « ils pensent maintenant que le principal danger vient de l'Iran », accusé de déstabiliser son voisin.

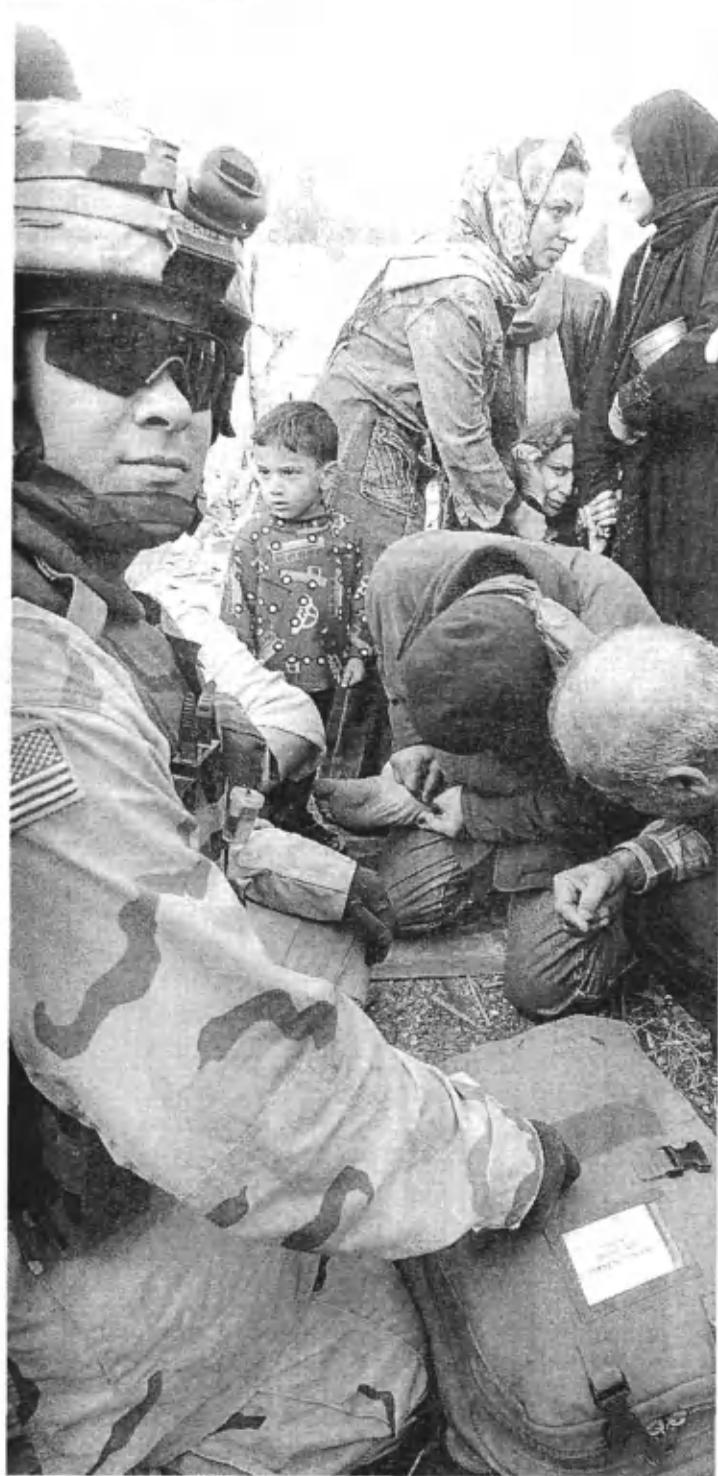
Impopulaire aux États-Unis, le maintien d'un fort contingent américain en Irak est désormais jugé indispensable par l'état-major à Bagdad. La semaine dernière, le général John Abizaid, l'un des plus hauts responsables militaires américains, a affirmé qu'il ne fallait pas compter sur une réduction de troupes avant le printemps 2007. La persistance de la

violence intercommunautaire augmente le risque de guerre civile. C'est précisément pour faire reculer ce risque d'un affrontement confessionnel généralisé que la majorité chiite au Parlement vient d'accepter de renoncer à son projet de loi sur le fédéralisme, auxquels étaient opposés les sunnites, principaux soutiens de l'insurrection.

A l'issue d'un laborieux compromis, les principaux blocs parlementaires se sont entendus pour reporter, dix-huit mois après son adoption par le Parlement, l'entrée en vigueur de cette loi sur le fédéralisme. Une décision destinée à apaiser le climat au sein d'une coalition gouvernementale, incapable de relever le défi de l'insécurité, la priorité pour une majorité d'Irakiens.

Un rapport confidentiel des services de renseignements américains estime pourtant que la guerre en Irak a contribué à engendrer une nouvelle vague de radicalisme musulman et a accru la menace terroriste. Selon le *New York Times*, qui révèle l'existence de cette étude en contradiction avec les propos officiels à Washington, « la guerre en Irak a aggravé le problème général du terrorisme. Le rapport conclut que le mouvement islamiste radical s'est élargi, partant du noyau d'al-Qaida et des groupes qui lui sont affiliés vers une nouvelle forme de cellules spontanées qui s'inspirent d'al-Qaida, mais n'ont aucun lien avec Oussama Ben Laden ou ses lieutenants », écrit le quotidien. Hier, les forces britanniques déployées dans le sud de l'Irak ont tué un dirigeant opérationnel d'al-Qaida, qui s'était enfui d'une base américaine en Afghanistan il y a plus d'un an.

Du « Triangle sunnite » au sud à majorité chiite, les derniers si-



Un soldat soignant une Irakienne blessée dans un attentat. Jalal Talabani a demandé le maintien de 10 000 soldats américains. A. Haider/Epa/Sipa.

gnaux confirment une sophistication croissante des attaques par la guérilla irakienne. Selon le ministre de la Défense, Saadoun al-Douleimi, les groupes armés en viennent désormais à transformer des otages en kamikazes. Tandis que les menaces contre les missions diplomatiques étrangères à Bagdad se précisent. Ainsi récemment, « plusieurs alertes sérieuses », selon une source informée, ont été observées au bout

de la ruelle qui conduit à l'ambassade de France, dans le centre de Bagdad. Les policiers irakiens en faction n'ont pas réagi à ces mises en garde, qui émaneraient de miliciens du leader radical Moqtada Sadr, qui contrôle de moins en moins ses troupes. Déjà « avertie » l'an dernier, la France a promptement réagi pour renforcer la sécurité de sa mission à Bagdad.

GEORGES MALBRUNOT

Iraqis, leaders split on U.S. troops

Polls show populace backs withdrawal; government resists it

By Amit R. Paley
THE WASHINGTON POST

ASTRONG MAJORITY of Iraqis want U.S.-led military forces to immediately withdraw from the country, saying their swift departure would make Iraq more secure and decrease sectarian violence, according to new polls by the U.S. State Department and independent researchers.

In Baghdad, nearly three-quarters of residents polled said they would feel safer if U.S. and other foreign forces left Iraq, with 65% of those asked favoring an immediate pullout, according to State Department polling results obtained by the Washington Post.

Another poll, scheduled to be released yesterday by the Program on International Policy Attitudes at the University of Maryland, found 71% of Iraqis questioned want their government to ask foreign forces to depart within a year. By large margins, Iraqis believed the U.S. government would refuse the request, with 77% of those polled saying America wants permanent military bases in the country.

The stark assessments, among the most negative attitudes toward U.S.-led forces since they invaded Iraq in 2003, contrast sharply with views expressed by the government of Prime Minister Nouri al-Maliki. Last week at the United Nations, President Jalal Talabani said coalition troops should remain until Iraqi security forces are "capable of putting an end to terrorism and maintaining stability and security."

"Only then will it be possible to talk about a timetable for the withdrawal of the multinational forces from Iraq," he said.

Recent polls show many Iraqis in nearly every part of the country disagree. "Majorities in all regions except Kurdish areas state that the Multi-National Force-Iraq (MNF-I) should withdraw immediately, adding that the MNF-I's departure

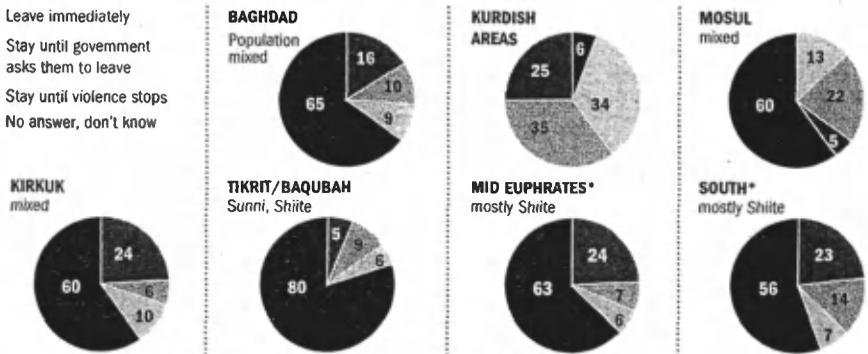
would make them feel safer and decrease violence," according to the 20-page State Department report, titled "Iraq Civil War Fears Remain High in Sunni and Mixed Areas." The report was based on 1,870 face-to-face interviews conducted from late June to early July.

Breakdown of Iraqi responses

A majority of Iraqis across the country say they want U.S.-led coalition forces to leave immediately, according to a new poll conducted by the U.S. State Department.

Q: How much longer should the multinational forces stay in Iraq?

- Leave immediately
- Stay until government asks them to leave
- Stay until violence stops
- No answer, don't know



Note: The poll is based on 1,870 face-to-face interviews, conducted from late June to early July.

*Mid Euphrates: Includes Babil, Karbala, Najaf, Qadisiyah, Wasit; South: Includes Basra, Dhi Qar, Maysan, Muthanna

Sources: U.S. State Department, Washington Post

The Program on International Policy Attitudes poll, conducted the first three days of September for WorldPublicOpinion.org, found support among Sunni Muslims for a withdrawal within six months of all U.S.-led forces had fallen to 57%, from 83% in January. "There is a kind of softening of Sunni attitudes toward the U.S.," said Steven Kull, director of PIPA and editor of WorldPublicOpinion.org. "But you can't go so far as to say the majority of Sunnis don't want the U.S. out."

The PIPA poll—with a margin of error of three percentage points—was carried out by Iraqis in all 18 provinces who conducted interviews with more than 1,000 randomly selected Iraqis.

The State Department report didn't give a detailed methodology for its poll, which it said was carried out by an Iraqi polling firm. Lou Finton, a spokesman for the U.S. Embassy in Baghdad, said he

couldn't comment on the surveys.

The director of another Iraqi polling firm said surveys he conducted last month showed 80% of Iraqis who were questioned favored immediate withdrawal. Among Sunnis, the figure is 85%. That number has hardly changed in the past two years, except for the two months following the February bombing of a Shiite shrine in Samarra, which touched off sectarian reprisal killings between Sunnis and Shiites. Sunni support for immediate withdrawal then fell to about 70%, the poll director said.

"The very fact that there is such a low support for American forces has to do with the American failure to do basically anything for Iraqis," said Mansoor Moaddel, a sociology professor at Eastern Michigan Uni-

versity, who commissioned a poll this year that found widespread support for a withdrawal.

Interviews with two dozen Baghdad residents in recent weeks suggest one central cause for distrust of the Americans: They say the U.S. government has thrown Iraq into chaos to give it an excuse to stay.

"Do you really think it's possible that America—the greatest country in the world—cannot manage a

small country like this?" Mohammad Ali, 42 years old, an unemployed construction worker, said as he sat in his friend's electronics shop on a recent afternoon.

Many Iraqi political leaders have been begging the Americans to stay, especially since the Samarra bombing. The most significant about-face came from Sunni leaders; initially some of the staunchest opponents to the U.S. occupation, they now say coalition forces are the only buffer preventing Shiite militias from slaughtering Sunnis. Mahmoud al-Mashhadani, the outspoken Sunni speaker of Parliament who this summer said "the U.S. occupation is the work of butchers," now supports keeping the U.S. military here for as long as a decade.

Particularly in mixed neighborhoods in the capital, some Sunnis say U.S. forces' departure could trigger genocide. Hameed al-Kassi, 24, a recent college graduate, worries about rampages by Shiite militias.

"There will be lakes of blood," Mr. Kassi said. "Of course we want the Americans to leave, but if they do, it will be a great disaster for us."

Turkey, America and Europe

The awkward partners

ANKARA AND WASHINGTON, DC

Growing worries in the West over the risk of losing Turkey

AS AMERICA ponders its options on Iran, Turkey figures prominently in its calculations. An old ally with NATO's second-largest army, Turkey may be the only regional power with any clout in Tehran. That is one reason why President George Bush is meeting Recep Tayyip Erdogan, the Turkish prime minister, at the White House next week.

The trouble is that squabbles over Iraq have poisoned Turkish-American relations. According to a recent survey of transatlantic trends carried out by the German Marshall Fund, Iran is over twice as popular among Turks as America is.

At the same time, rows over Cyprus may soon lead to the suspension of Turkey's membership talks with the EU. This week the European Parliament adopted a report that criticised Turkey for its human-rights failings. Since support for EU membership has fallen to just 50%, from a high of 84% two years ago, few Turks may care.

Indeed, pandering to a resurgent nationalism, Mr Erdogan is balking at EU demands to scrap Turkey's notorious article 301 that has permitted the prosecution of such novelists as Orhan Pamuk and Elif Shafak on charges of "insulting Turkishness". Their acquittals have not deterred the Turkish Jurists' Union from pressing similar complaints against others.

Relations may worsen again when the pope visits Turkey in November. Islamist groups have said he should be arrested for quoting a Byzantine emperor's unflattering remarks about Muhammad. One Turkish columnist even suggested he should be killed. And all this comes just a year after Mr Erdogan's government triumphantly opened membership talks with the EU.

"The consequences of a rupture of ties between Washington and Ankara, or more darkly a Turkey that becomes strategically disoriented, would be great," says Richard Haass, president of the Council on Foreign Relations. Although Turkey's flirtation with Russia, Iran and Syria does not

presage a shift in its pro-Western stance, it cannot be taken for granted. Yet some EU politicians seem oblivious to the danger of "losing" Turkey. They are playing on public fears of letting in a poor, populous and mainly Muslim country. Such attitudes have reinforced Turks' conviction that the EU is a "Christian club".

In Washington, Turkey's threats to carry its battle against Kurdish PKK fighters into

northern Iraq are also concentrating official minds. Turkey has long demanded that America fulfil its pledges to act against some 5,000 PKK fighters based in the Kurdish-controlled enclave. The Americans cannot open a second front when their forces are stretched in the rest of Iraq. But they won't let Turkey do the job, because such an intervention would destabilise the only peaceful part of the country.

The Americans' stance is the biggest source of their new unpopularity in Turkey. With every new casualty at the PKK's hands, pressure increases on the government to pursue the rebels into Iraq. Should they do it, they may find themselves fighting not only the Kurds, but the Americans as well. Turkey's EU ambitions, once the best guarantee against any such intervention, can no longer be counted on.

Can the meeting with Mr Bush make a difference? No, say Mr Erdogan's critics. The meeting was Mr Erdogan's idea, and its real purpose, say these critics, is to burnish his image as a world leader who commands America's respect. Their cynicism is echoed by conservatives who blame Mr Erdogan for the chill with America.

In truth, attitudes in America have been hardening ever since 2003, when Mr Erdogan failed to use his party's big majority to pass a bill to allow American forces to use Turkey as a launching pad in the war on Iraq. The Americans later arrested 11 members of a Turkish special unit in northern Iraq for allegedly plotting to murder an Iraqi Kurdish politician. By the time they were released, anti-American pas-

sions had erupted within Turkey's once staunchly pro-American armed forces too.

What angers Bush administration officials is that, far from dousing the ensuing

bout of America-bashing, Mr Erdogan and his party egged it on. Even pro-Turkish congressmen watched in horror as Mr Erdogan called Israel "a terrorist state" and Sunni insurgents who were killed in Fallujah "martyrs". When Mr Bush met Mr Erdogan in June last year, many expected a showdown. Instead, the meeting marked the start of a climbdown, with both sides scrabbling for ways to turn their relationship around.

Next week's meeting is being held in the same spirit, insist officials on both sides. Mr Erdogan's decision to override public opinion and contribute some 1,000 troops to the UN peacekeeping force in Lebanon is an encouraging sign that Turkey's pro-Western orientation is intact. Turkey is also the largest supplier of non-combat equipment to American forces in Iraq.

On the American side the big reforms in Turkey, spurred mainly by Brussels, are starting to sink in. "For many years, this relationship [was conducted] between security elites", observed Eric Edelman, now the number three in the Pentagon, and formerly America's ambassador in Ankara, adding, in an interview with a Turkish newspaper, *Radikal*, that "now, with a more democratic Turkey, you have to deal not just with elites but also with a broader public opinion."

To demonstrate goodwill, the Bush administration has appointed a retired general, Joseph Ralston, as its "PKK co-ordinator". But the general's role remains vague, and his assertion that military action against the rebels was "the last option" has not helped. "Most Turks see Ralston as window-dressing, as an attempt to buy time," says Omer Taspinar, of the Brookings Institution. After three decades of fighting the rebels, many Turkish officials privately concede that they cannot win by military means alone. An amnesty that would allow PKK fighters to return home without risking prosecution would do much to help. So would lowering the 10% threshold for parliamentary seats that has kept out nationalist Kurds so far. The lack of representation has created a vacuum that is being filled by Islamic radicals in the mainly Kurdish provinces.

With Turkey's next election due to be held by November 2007, few believe that Mr Erdogan can now risk alienating nationalist voters by accommodating the Kurds. Recent opinion polls suggest that, although Mr Erdogan's party retains its lead, two of his right-wing opponents might get into parliament, along with the opposition Republican People's Party. A return to the sort of fractious coalition governments that paralysed Turkey for decades until 2002 could even allow the generals to reassert their influence. Breaking this vicious cycle will require courage and vision not only from Turkey's leaders, but from its allies too. ■

Iraqi Kurdistan

Who is to control Kurdish oil, and protect it from sabotage?



ARBIL

The Kurds say they will; the central government in Baghdad begs to differ

IRAQ'S Kurds like to describe themselves as the orphans of history and geography. In the carve-up of the Ottoman empire after the first world war, they found themselves welded to a state in which they never felt at ease, stuck in the toughest of neighbourhoods. Nor has geology been the blessing that it might have been. Rather than benefit from the oil that swills under their northern homeland, Kurds argue that they have often been its victim.

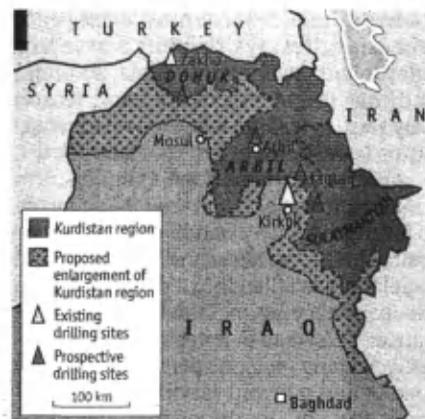
Under Baathist rule, the Kurds were frozen out of jobs in the oil industry, while thousands of families were forcibly removed from their homes and land round the oil-rich city of Kirkuk. This lingering sense of injustice at the hands of the central government formed the backdrop to an extraordinary briefing last week about oil prospects in the region, given by Kurdish officials to a group of international energy executives in London.

Iraq is thought to have plenty of undiscovered oil but the insurgency and legal uncertainty have made companies wary of looking for it. Now, proudly waving a new petroleum law that is set to pass through the Kurdish regional parliament in Arbil in October, Ashti Hawrami, the Kurds' new minister for natural resources, told the gathering that the Kurdish Regional Government (KRG) had the authority to exploit any new oil and gas reserves discovered in the self-rule zone. It was the

Kurds' intention, he said, to manage jointly with the central government any existing energy resources in areas that either fall within the KRG's current boundaries, or will do so should the Kurds succeed in extending their proposed federal region in a referendum due at the end of 2007.

Although northern Iraq's oil reserves are not as big as the giant southern fields round Basra, Mr Hawrami said the area had "good potential", estimating reserves at around 45 billion barrels of oil and 100 trillion cubic feet of natural gas. He also held out the prospect of a second export pipeline from Kirkuk to the Turkish port of Ceyhan, which would run through Kurdish-controlled territory, thus giving it greater protection from sabotage attacks.

Mr Hawrami assured his audience that



his plans were in keeping with Iraq's new federal constitution and would be legally enforceable. Until now, only small, independent explorers have set up in the Kurdistan region. The KRG has signed production-sharing contracts with a Norwegian oil company, DNO, which is already drilling for oil near Zakho, and with Turkey's PetOil and Genel Enerji, which is exploring near Taqtaq. Memoranda of understanding have been signed with other independents, and Mr Hawrami said that the KRG was set to sign further production-sharing contracts in October, and was also talking to several oil majors. Revenues would be shared according to the law, he said, stressing his co-operation with the central authorities.

Not so fast. No sooner had Mr Hawrami spoken, than his counterpart in Baghdad, the federal oil minister, Hussein Shahrastani, appeared to pull the rug from under his feet, telling the state-owned *al-Sabaah* newspaper: "The ministry isn't committed to oil investment contracts signed in the past...by officials of the government of the Kurdistan region."

Mr Shahrastani, who has the support of the ruling Shia alliance, insists that contracts signed without the approval of the central government should be nullified and that all the country's oil exploration, production and export contracts should be placed in the hands of his ministry in Baghdad. Any new energy contracts should wait until Iraq produces a new hydrocarbon law, possibly sometime in the new year. Oil officials in Baghdad have hinted at blacklisting companies that currently work in Kurdistan.

This tussle between Baghdad and the Kurds over control of Iraq's northern energy resources is also alarming the country's Sunni Arab minority. Many Sunni leaders believe that the decentralisation of Iraq's oil, as envisaged in the constitution, is the latest example of a conspiracy to break Iraq into three parts: a Kurdish north and a Shia south, both of them rich in oil, and a revenue-starved Sunni centre.

This week their simmering concerns boiled over on the floor of parliament as members of the largest Sunni block, the Sunni Accordance Front, denounced some of their leaders as traitors for agreeing to a deal over a Shia-proposed bill to put flesh on the federalism enshrined in the constitution. The deal, which allowed the federalism bill to be read in parliament, also allows for a committee to consider amending the constitution.

Sunni politicians are banking on amendments that will dilute the constitution's federal provisions. They have all-but accepted the Kurds' autonomy—though not their attempts to develop their natural resources—but are vehemently opposed to the creation of a powerful Shiastan in the south. Yet any constitutional amendment must be approved in a referendum of all Iraqis. And it is unknown whether a sufficient majority of Shias and Kurds will say "yes" to a dilution of federalism. ■

Kurds and Arabs Vie for Control of Mosul

THE INDEPENDENT September 27, 2006 By Patrick Cockburn

Mosul, Iraq -- Across northern Iraq people are voting with their feet. In and around Mosul, the third-largest Iraqi city, some 70,000 Kurds have fled their homes so far this year. Many have run away after receiving an envelope with a bullet inside and a note telling them to get out in 72 hours. Others became refugees because they feared that a war between Arabs and Kurds for control of the region was not far off.

"There is no solution except the division of the province," said Khasro Goran, the powerful Kurdish deputy governor of Mosul. He believes that all the Kurds in the province want to join the Kurdistan Regional Government (KRG), which under the federal constitution is almost an independent state.

Violence in Mosul, a city of 1.75 million people, is not as bad as in Baghdad or Diyala province, claims Mr Goran, who is also head of the Kurdistan Democratic Party (KDP) in Mosul, during an interview with The Independent inside his heavily fortified headquarters. This is not saying a great deal, since he added that 40 to 50 people were being killed in Mosul every week.

"Two officials from the KDP working in this building were shot dead outside their homes a few days ago," said Mr Goran, an urbane, highly educated man who spent 11 years in exile in Sweden and speaks five languages. He has been the target of eight assassination attempts, in which several guards have been killed.

It was only possible for me to go to Mosul because Mr Goran sent several of his bodyguards in two cars to pick me up in the Kurdish capital, Erbil. Travelling at high speed into Mosul, they pointed to the remains of the headquarters of the Patriotic Union of Kurdistan, which had been destroyed by a large suicide bomb in a Volvo in mid-August. The blast killed 17 men, mostly soldiers on guard. Fearing a similar attack, the KDP had just added another concrete blast wall to its already impressive defences.

The fate of Mosul, the largest city in Iraq in which Sunni Arabs are in the majority, may determine how far Iraq survives as a single country. The proportion of Arabs to Kurds in the province and city is much disputed.

There is no doubt that the Arabs are in a majority of around 55 per cent in the province, but they angrily dispute the Kurdish claim to make up a third of the 2.7 million population. When an Arab MP in parliament in Baghdad claimed this week that the Kurds made up only 4 per cent of the population of the city, all the Kurdish MPs staged a walk-out in a fury.

At the moment nobody wholly controls Mosul, one of the oldest urban centres on the planet, sprawling along both banks of the Tigris river. The 2nd Iraqi Army Division is based in the city, and the 3rd Division is outside, each 15,000-strong, and both of them are at least 50 per cent Kurdish, and with Kurdish commanders. But the Americans, fearful of the Sunni Arab reaction, have forbidden the army to patrol too aggressively.

If the Kurds have the army, the Arabs have the police. There are 16,000 policemen in the province, and 6,000 in the city. The Kurds regard them with the greatest suspicion. As we drove to the KDP headquarters, one of the Kurdish bodyguards told me to "hide your notebook and pen if we stop at a police checkpoint, because we don't trust them". The Kurds have long accused senior police officers of being crypto-Baathists, sympathetic to the insurgents.

The US experience in Mosul has not been happy. During the first year of the occupation General David Petraeus, the US commander of the 101st Division, tried to conciliate the many officers and

officials of Saddam Hussein's regime who came from Mosul. In the long term the experiment failed. When US marines stormed Fallujah in November 2004, most of the police in Mosul resigned, and insurgents captured 30 police stations and \$40m (£21m) worth of arms almost without firing a shot. The US was forced to call in Kurdish peshmerga fighters to retake the city.

The US and Kurds still co-operate. The Americans are highly reliant on Kurdish intelligence to search for guerrillas. But they are also conscious that a recent confidential Pentagon poll leaked to ABC television showed that 75 per cent of Sunni Arabs in Iraq supported armed resistance. The US forces, who used to have four bases in the city, have now retreated to one large base at the airport.

A final explosion may not be far away. Under article 140 of the new Iraqi constitution, there must be a vote by the end of 2007 to decide which regions will join the KRG. Mr Goran says that such a poll could see all of Mosul province east of the Tigris and the districts of Sinjar and Talafar to the west of the river joining the KRG. "As we get closer to the implementation of article 140, the problems will get worse," he says.

Les rebelles kurdes de Turquie baissent les armes

TURQUIE

Abdullah Öcalan, le chef emprisonné du Parti des travailleurs kurdes (PKK), demande à ses troupes de renoncer à la violence armée.

Istanbul

DE L'ÎLE-PRISON d'Imrali, au large des côtes turques, où il purge une peine d'emprisonnement à vie, Abdullah Öcalan a exhorté ses troupes à interrompre la lutte armée. « J'appelle le PKK à un cessez-le-feu (...) Tant que nous ne se-

rons pas la cible d'une destruction totale (NDLR : des autorités turques), le PKK ne devrait absolument pas utiliser ses armes », a indiqué le leader séparatiste kurde dans un communiqué transmis par ses avocats. « A ce stade, l'effusion de sang doit s'arrêter et une nouvelle chance doit être donnée à la paix », justifie-t-il, tout en précisant que cette « chance pourrait être la dernière ».

Des rumeurs de cessez-le-feu, de plus en plus insistantes, circulaient depuis le mois d'août. Il y a quinze jours, le DTP, le parti poli-

tique pro-kurde en Turquie, avait également prôné un cessez-le-feu unilatéral. Et, au début de la semaine, le président irakien Jalal Talabani, d'origine kurde, avait estimé qu'une annonce en ce sens pouvait intervenir à brève échéance. Après avoir rencontré des lieutenants d'Öcalan retranchés dans les montagnes du Nord irakien, « nous avons convaincu le PKK d'interrompre le combat et, d'ici à quelques jours, il va officiellement annoncer un cessez-le-feu », avait assuré le chef d'Etat irakien dans un entretien accordé à l'hebdomadaire américain *Newsweek*.

L'appel d'Abdullah Öcalan lancé de sa cellule intervient alors que la Turquie connaît un regain de violence. Depuis janvier, au moins 78 soldats et plus de 100 rebelles du PKK ont perdu la vie dans des accrochages dans les montagnes du Sud-Est anatolien. Au printemps, des émeutes ont replongé de la région kurde dans le climat des années sanglantes de la guerre civile. Et, cet été, des attentats, attribués aux Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), ont semé la terreur dans les stations balnéaires et à Istanbul. L'escalade a connu son paroxysme le 15 septembre avec l'explosion d'une bombe, cachée dans un thermos, à une station de bus de Diyarbakir tuant dix personnes dont sept enfants.

« Un charisme intact »

« Il est encore trop tôt pour savoir si le cessez-le-feu sera suivi sur le terrain », explique Ümit Firat, un des intellectuels kurdes de premier plan en Turquie. « Malgré sa détention, Abdullah Öcalan conserve un charisme intact auprès de ses affidés. Mais des groupes radicaux au sein du PKK paraissent échapper, au moins en partie, à son contrôle. Il semblerait que la faction radicale des Faucons de la liberté du Kurdistan n'ait pas son aval et soit pilotée depuis le mont Kandil en Irak », avance Ümit Firat. Le nombre de combattants repliés de l'autre côté de la frontière est estimé à 5 000. De cette base arrière, ils mènent des incursions sur le territoire turc. Mais l'approche de l'hiver va bientôt rendre impossible leurs opérations. Ce qui fait dire à plusieurs experts

que ce cessez-le-feu est de saison et comporte une dimension tactique non négligeable. Par le passé, quatre annonces similaires n'avaient finalement pas été respectées. Et l'armée turque refuse de leur accorder la moindre valeur. L'état-major promet régulièrement de traquer jusqu'au dernier des « terroristes » kurdes. Ankara est dans une impasse politique totale pour mettre fin à la violence.

A un an de l'élection présidentielle, aucune mesure pour sortir du conflit n'est à l'agenda du gouvernement. Mais les bouleversements régionaux contribuent à affaiblir les troupes d'Öcalan et pourraient être bénéfiques pour la Turquie. Un Kurdistan toujours

plus autonome émerge dans le Nord de l'Irak et les leaders de cette région « libre » voient désormais dans les activités du PKK sur son sol un facteur d'instabilité. Washington, accusé par Ankara d'inaction contre l'organisation séparatiste, a nommé cet été un émissaire spécial, le général à la retraite Joseph W. Ralston, pour coordonner la lutte contre le PKK en Irak. Enfin, en quête de bonnes relations avec son voisin turc, Bagdad a assuré que tous les bureaux du PKK en Irak seraient fermés. De quoi calmer, au moins pour quelque temps, l'opinion publique turque et les velléités d'intervention militaire de l'autre côté de la frontière.

LAURE MARCHAND

Un conflit vieux de 22 ans

■ Le parti interdit des Travailleurs du Kurdistan (PKK), dont le chef emprisonné Abdullah Öcalan a appelé à un nouveau cessez-le-feu, a lancé ses premières attaques meurtrières en Turquie il y a plus de vingt-deux ans. Les rebelles kurdes du PKK, créé en 1978, ont lancé le 15 août 1984 la lutte armée contre le pouvoir central d'Ankara pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le Sud-Est anatolien, faisant de la question kurde le principal problème de la Turquie. Selon un bilan officiel, les violences liées au conflit ont fait depuis plus de 37 000 morts. Après la capture et la condamnation à mort – peine commuée à la prison à vie – d'Öcalan en 1999, le PKK a déclaré unilatéralement un cessez-le-feu, puis l'avait rompu en juin 2004.



Manifestation de soutien au leader du PKK à Francfort en mars dernier. L'appel d'Abdullah Öcalan intervient alors que la Turquie connaît un regain de violence. Alex Grimm/Reuters

IRAK Une sale guerre civile, avec torture systématique

Plus de 100 personnes sont tuées chaque jour en Irak, victimes de bandes chiites de plus en plus violentes.

28 SEPTEMBRE 2006



L'Irak est redevenu ce qu'il était sous Saddam Hussein: *la République de la peur* (1). Un récent rapport établi par la Mission d'assistance des Nations Unies le montre: «Des attaques et enlèvements nombreux révèlent que les civils sont systématiquement visés en fonction de leur appartenance religieuse, manifestement dans le dessein de susciter la peur et de commettre des actes de vengeance.»

Les chiffres du ministère irakien de la Santé sont éloquentes: près de 7000 civils ont été tués pour les mois de juillet et août. Soit plus de 100 morts par jour. Des chiffres qu'il convient, selon les experts, de multiplier par deux ou trois. Même si le prudent Kofi Annan se garde de dire que l'Irak a plongé dans la guerre civile, force est de constater qu'elle se développe aujourd'hui à Bagdad et dans quelques autres villes, même si elle épargne encore les principales institutions irakiennes. «20000 morts en six mois, c'est suffisant pour parler de guerre civile. En fait, il faut plutôt parler de guerre entre civils. Une véritable guerre civile oui, mais circonscrite à certains milieux et quartiers», nuance l'anthropologue et chercheur irakien (CNRS-LAIOS) Hosham Dawod.

La capitale et sa province sont évidemment les endroits où elle fait rage. Les chiïtes sont majoritaires dans la ville mais les sunnites pourraient l'être dans le reste de la province, Saddam Hussein ayant voulu qu'ils servent de contrepoids aux premiers. Si, pendant les années 2004-2005, les chiïtes étaient les principales victimes des groupes extrémistes sunnites, ce sont aujourd'hui les civils sunnites qui payent le prix le plus lourd de ce qu'il faut bien appeler la terreur

ANALYSE

chiïte. Les brigades Al-Badr (liées à l'Assemblée suprême de la révolution irakienne - un parti islamiste pro-iranien) et les groupes armés du ministère de l'Intérieur sont montrés du doigt. Mais, depuis quelques mois, c'est l'Armée du Mehdi, le mouvement du jeune religieux Moqtada al-Sadr, qui remporte haut la main la terrible course à l'élimination physique de tout ce qui pense autrement: les laïcs, les démocrates, les Kurdes et, inactuellement, les sunnites.

Partisane, au début, d'une certaine unité d'action avec l'insurrection sunnite, l'Armée du Mehdi est aujourd'hui devenue une organisation qui place au premier plan la lutte contre les groupes sunnites. Celle-ci a finalement débouché sur la liquidation de civils sunnites. Objectif: la conquête de Bagdad. Qui passe par l'épuration des quartiers populaires à mixité forte comme ceux de Chaoula, Kem, Al-Hourriyah, etc. «Tous les verrous ayant sauté, on peut parler de confrontations barbares. Et même d'une barbarie inimaginable, jamais atteinte en Irak», souligne Hosham Dawod. Le courant de Moqtada peut se le permettre: il est aujourd'hui dominant en Irak - 32 députés (sur 275), plus les quinze autres d'un parti allié, plusieurs ministres... Mais sa véritable puissance provient de ses milices armées. «Il a le mouvement le plus important. Le problème, c'est qu'il a éclaté dans les quartiers pour donner naissance à des bandes mafieuses à l'image d'un chapelet qui se défait. Ces bandes tirent leurs forces de l'argent, de jeunes désœuvrés et de leur brutalité indescrivable», poursuit le

Répartition ethnique

- Arabes chiïtes **60%**
- Arabes sunnites **20 à 25%**
- Kurdes sunnites **15 à 20%**



Plus de 3000 morts par mois

En juillet, derniers chiffres publiés, il y a eu 3438 morts en Irak. C'est plus qu'en juin (3149) mais, selon de nombreux experts, le nombre réel des victimes des attentats et assassinats doit être multiplié par deux ou trois.

chercheur. Cette autonomisation de la milice semble correspondre à la volonté de Moqtada, qui a toujours pris soin de défaire tous les trois mois la structure dirigeante de son mouvement.

Dans un tel contexte, c'est souvent le chef de bande le plus cruel qui s'impose. Le plus craint est désormais Abou Dera'h, un ancien poissonnier de Sadr City, la banlieue exclusivement chiïte de Bagdad. Lui et ses bandes lancent des raids sur les quartiers sunnites dans le but de déchaîner la violence confessionnelle et des opérations de représailles. Recherché par les Américains, l'ex-poissonnier n'a jamais été attrapé. Dans le but aussi d'exacerber la violence, la torture est systématiquement employée. «Les corps rassemblés à l'institut médico-légal portent souvent des traces de tortures sévères, notamment de blessures causées avec de l'acide et de brûlures provoquées au moyen de produits chimiques», souligne le rapport de l'ONU qui fait aussi état de lambeaux de peau déchirés, d'os brisés, d'yeux et

de dents arrachés. Rapporteur spécial de cet organisme, Manfred Nowak déclarait même dernièrement que la situation dans ce domaine était désormais peut-être pire que sous Saddam Hussein.

La puissance d'attraction des milices de l'Armée du Mehdi est tellement forte que les autres partis chiïtes, qui contrôlent notamment le gouvernement, ont perdu ces derniers mois beaucoup de terrain. D'où un risque de graves dissensions interchiïtes, comme il s'en produit déjà à Bassora, sur fond de trafic de pétrole. Impuissant à calmer le jeu, le grand ayatollah Sistani a laissé dernièrement percer son anxiété. Peut-être attend-il son heure, une fois l'Irak définitivement terrassé par le chaos. ♦

JEAN-PIERRE PERRIN

(1) Titre du livre de l'opposant irakien Kanan Makija.

Au Kurdistan, un très fort esprit d'indépendance

Les Kurdes bénéficient d'un large statut d'autonomie mais rêvent de quitter la fédération.

Indépendant de fait à défaut de l'être de jure, le Kurdistan irakien se refuse désormais à arborer le moindre drapeau irakien aux côtés des couleurs kurdes. «Ce drapeau reste le même que sous Saddam et il nous rappelle ses crimes», explique Khaman Asad, députée du Parlement régional de ce territoire de 4 millions d'habitants au nord du pays, qui échappe depuis 1991 à la tutelle de Bagdad. Une oasis de paix et de relative prospérité dans un Irak ravagé par les violences. Fin août, le président régional Massoud Barzani ordonnait d'ôter les derniers «drapeaux baasistes» à la frontière ou sur les quelques bâtiments officiels où ils apparaissaient encore. A Bagdad, le Premier ministre Nouri al-Maliki rétorquait en affirmant que «la bannière irakienne doit flotter sur chaque centimètre carré de la terre irakienne». Au début du mois, lors de l'ouverture du Parlement régional, le leader du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a relancé l'escalade verbale, clamant que «si à un moment précis le peuple kurde estime qu'il est de son intérêt de proclamer l'indépendance, il le fera et sans craindre personne». Au même moment le président irakien, Jalal Talabani, leader de l'autre grand parti kurde, l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), calmait le jeu assurant que «les Kurdes ne veulent pas le séparatisme» tout en reconnaissant qu'il fallait «changer le drapeau irakien».

Suprématie. C'est un jeu de rôle parfaitement rodé. A Bagdad, Talabani tente de rassurer sur l'avenir de la Fédération irakienne. A Erbil, la capitale de la région autonome kurde, Barzani fait monter la pression. «La quasi-totalité des gens, et surtout les jeunes, veulent l'indépendance au plus vite d'autant que tout ce qui se passe dans le reste du pays les conforte dans la certitude que l'avenir est hors de l'Irak», explique l'écrivain Ferhad Pirbal. Plus de 90% des Kurdes ont voté en faveur de l'indépendance lors de consultations informelles comme en octobre 2005, en même temps que le référendum sur la nouvelle Constitution instaurant un Irak fédéral. Ce texte reconnaît que «le gouvernement du Kurdistan est le seul gouvernement officiel dans le territoire qu'il administre». Les lois votées

par le Parlement régional ont la suprématie au niveau local sur les lois nationales. En outre, depuis déjà des années, les combattants kurdes assurent le contrôle des frontières et aucun soldat irakien n'est déployé dans la région. Le kurde, reconnu comme seconde



Un membre d'un commando kurde à l'entraînement, en février.

«Si à un moment précis le peuple kurde estime qu'il est de son intérêt de proclamer l'indépendance, il le fera et sans craindre personne.»

Massoud Barzani, leader du PDK

langue officielle de l'Irak, est de fait la seule utilisée localement dans l'administration, l'enseignement ou les médias. Les Kurdes veulent maintenant récupérer la ville de Kirkouk, avec ses riches ressources pétro-

lières, que le régime de Saddam Hussein avait administrativement placée hors de la région kurde.

C'est un statut d'autonomie sans équivalent au monde. Mais beaucoup ne s'en contentent pas. Ecartelés entre quatre pays (Irak, Iran, Turquie, Syrie) distincts de leurs voisins par la langue et vivant sur un territoire continu, les 25 millions de Kurdes n'ont jamais réussi, au cours de leur histoire, à construire leur propre Etat. Le «Kurdistan du Sud» - le Kurdistan

irakien comme l'appellent ses habitants - en est la première ébauche. Certains rêvent même d'un «grand Kurdistan» dont la carte s'affiche dans les bureaux officiels et qui regrouperait à terme tous les Kurdes. Les pays voisins s'inquiètent d'un éclatement de l'Irak et d'une indépendance qui relancerait l'agitation au sein de leurs propres populations kurdes.

«Problèmes.» Une crainte qu'a alimentée Jalal Talabani, mardi, dans une interview maladroite. Parlant à la fois en chef d'Etat irakien et en leader kurde à la radio publique américaine, il a sommé la Turquie, la Syrie, l'Iran de cesser de s'immiscer dans les affaires intérieures irakiennes. Sans quoi, a-t-il dit, «nous riposterons de la même manière en soutenant les opposants et en créant des problèmes». Conscients des contraintes géopolitiques régionales, les leaders kurdes irakiens restent prudents. L'écrivain Ferhad Pirbal souligne: «Notre histoire tragique enseigne que le rêve peut facilement tourner au cauchemar si l'on précipite les choses.»

MARC SEMO

La Turquie rejette l'appel à un cessez-le-feu du chef du chef rebelle kurde



ANKARA, 29 sept 2006 (AFP) - 11h48 - Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a balayé d'un revers de main un appel à un cessez-le-feu lancé par le chef rebelle kurde emprisonné Abdullah Öcalan, exhortant le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) à renoncer à la lutte armée.

"Un cessez-le-feu se fait entre des Etats. C'est quelque chose d'inapproprié pour une organisation terroriste", a déclaré M. Erdogan tard jeudi à une chaîne de télévision.

Il réagissait à un appel lancé par Öcalan depuis sa cellule et communiqué quelques heures auparavant à l'AFP par ses avocats. Le chef de file de la contestation kurde purge depuis 1999 une peine à vie sur l'île d'Imrali (nord-ouest), dont il est le seul détenu.

"L'organisation terroriste doit déposer les armes. C'est ce que nous attendons pour l'instauration de la paix dans la zone" kurde, a-t-il souligné, ajoutant que la lutte contre le PKK allait se poursuivre.

Les propos de M. Erdogan ne constituent pas une surprise, La Turquie ayant ignoré les quatre précédentes trêves unilatérales du PKK qu'Ankara considère comme une organisation terroriste, à l'instar des Etats-Unis et de l'Union européenne.

Le PKK n'avait pas réagi vendredi après-midi à l'appel de son chef.

La police a quant à elle promis de lutter jusqu'au bout. "Nous n'allons pas relâcher. Nous allons combattre au plus haut niveau le terrorisme", a dit aux journalistes le porte-parole de la sûreté, Ismail Caliskan.

La plupart des éléments militaires du PKK se trouvent dans des camps retranchés du Kurdistan irakien.

Même si Öcalan jouit toujours d'une influence notable au sein du PKK qu'il a dirigé d'une main de fer depuis 1978, d'anciens adjoints, comme son frère, Osman, l'ont abandonné après son emprisonnement.

Le conflit kurde a fait plus de 37.000 morts depuis le déclenchement de l'insurrection du PKK en 1984 pour une autonomie du Sud-Est anatolien peuplé majoritairement de Kurdes.

Le principal parti pro-kurde légal de Turquie et l'association des droits de l'Homme (IHD) ont salué vendredi l'appel, exhortant Ankara à ne pas l'ignorer.

"Nous nous félicitons de cet appel. Le pays a besoin de cette opportunité de paix", a indiqué à l'AFP Sirri Sakik, porte-parole du Parti pour une société démocratique (DTP).

L'appel d'Öcalan intervient après un changement cet été au sein de la hiérarchie militaire. Le nouveau chef des armées, le général Yasar Büyükanit, perçu comme un faucon, s'est dit déterminé à combattre le PKK.

Le PKK a multiplié ses attaques depuis la fin, en juin 2004, d'une précédente trêve de cinq ans.

110 rebelles -- dont deux abattus jeudi à Sirnak (sud-est)--, et 78 membres des forces de sécurité ont été tués dans des combats depuis le début de l'année.

M. Erdogan, dont le gouvernement est critiqué pour ne pas être assez répressif envers le PKK, devrait demander lundi au président George W. Bush à la Maison Blanche une action américaine contre les rebelles du PKK réfugiés en Irak, sous l'oeil bienveillant, selon Ankara, de l'administration kurde alliée de Washington.

Le mont Qandil, dans le nord de l'Irak voisin, constitue depuis des années un refuge pour le PKK, mais Washington a fortement déconseillé à Ankara d'y lancer des opérations militaires.

L'émissaire spécial turc, nommé récemment pour coordonner la lutte contre le PKK en Irak, a appelé les rebelles à déposer "inconditionnellement" les armes.

"Le principe fondamental est d'exterminer cette organisation terroriste", a affirmé l'ancien général Edip Baser qui doit travailler avec le général américain à la retraite Joseph W. Ralston.

TURQUIE

ALTERNATIVES INTERNATIONALES
Septembre-octobre-novembre 2006

Quand le Kurde devient un "sous-homme"

Reconnaissance des droits de la minorité kurde imposée par l'Europe à la Turquie, création d'une entité autonome au Nord de l'Irak: surfant sur les peurs et les ressentiments populaires, les partis ultranationalistes animent une campagne raciste d'une violence extrême.

Le texte s'intitule «Toutes sortes de crimes sont commis par les Kurdes!» Il est signé Parti du mouvement national (MHP), une formation politique turque. Et sa rhétorique évoque irrésistiblement les thèses racistes ou antisémites les plus classiques: «On a découvert que les auteurs des attentats terroristes à Istanbul étaient des Kurdes. Mais le ter-

rorisme est une activité ancestrale pour les kurdes. [...] Pourquoi ceux qu'on définit comme appartenant à la mafia sont-ils toujours des Kurdes? Pourquoi les mendiants qui nous réclament de l'argent pour garer notre voiture au bord du trottoir [...] sont-ils toujours des Kurdes? [...] Pourquoi 73 % des femmes travaillant dans les maisons closes – selon les statistiques officielles – sont-elles originaires du Sud-Est?» En Turquie aujourd'hui, ce genre de propos ne sont pas l'apanage du MHP et de son mouvement de jeunesse, les Loups gris. La «brutalité», la «barbarie» et l'«agressivité» des «Kiros», terme péjoratif qui désignait dans les années 1980 les paysans, essentiellement kurdes arrivant dans les grandes villes du pays, font de plus en plus souvent l'objet de débats dans les forums de discussion sur Internet. Et les références à la «menace kurde» abondent dans des blogs, des courriers des lecteurs ou des commentaires publiés dans des journaux en ligne.

Cette poussée du ressentiment antikurde d'une partie de la population s'explique par deux facteurs. D'une part, la création d'une entité kurde autonome dans le Nord de l'Irak, frontalier de la Turquie, suscite de nombreuses inquiétudes quant à l'avenir des territoires revendiqués par les Kurdes de Turquie. D'autre part, et plus profondément, l'ouverture des négociations d'adhésion avec l'Union européenne, et la reconnaissance officielle de la minorité kurde qu'elle a rendue nécessaire, ont brisé les espoirs d'une assimilation pure et simple des Kurdes au sein de la nation turque. Or c'est cette solution que l'Etat turc a toujours proposée, dans le passé, à la «question kurde».

Cette question est apparue à la fin de la Première Guerre mondiale, avec la chute de l'empire ottoman que le conflit a provoquée. Comme d'autres peuples vivant jusqu'alors au sein du sultanat, les Kurdes ont développé au XIX^e siècle une conscience nationale et ils réclament, au lendemain de l'Armistice, la création d'un Etat indépendant. Signé en 1920 par les puissances occidentales, le Traité de Sèvres prévoit, de fait, la création d'un Kurdistan autonome dans l'Est de l'Anatolie et dans la province de Mossoul (aujourd'hui

Istanbul, membres du MHP, mouvement nationaliste radical panturc.



d'hui en Irak). Cependant, après la proclamation de la République turque en 1923, la promesse est rompue. Et les territoires contestés partagés entre la Turquie, l'Iran et l'Irak. Aujourd'hui, la moitié de la population kurde totale (estimée à trente millions) vit dans la partie orientale de la Turquie (voir carte ci-contre).

Véritable idéologie du jeune Etat, le kémalisme, du nom du père-fondateur de la nation Mustapha Kemal, Atatürk, (1881-1938), prône l'identité turque comme élément fondateur de la République et il refuse la diversité culturelle du pays. Les revendications d'autonomie avancées constamment par les Kurdes font l'objet d'interprétations diverses chez les nationalistes turcs : certains veulent y voir les formes

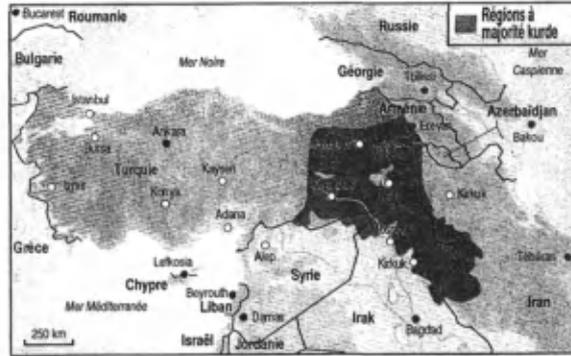
communautaires « tribales » et « arriérées », d'autres une « réaction religieuse » à la modernité, d'autres encore un séparatisme politique soutenu par des puissances étrangères.

Aujourd'hui, l'identité turque est définie par rapport à l'Autre, le Kurde...

Ces grilles de lecture sont toutes imprégnées par la même vision assimilationniste de l'intégration, qui conduit soit à nier l'existence d'un peuple kurde comme entité culturelle distincte, soit à considérer son assimilation à la nation turque comme un processus historique inéluctable. C'est de cette vision assimilationniste que témoigne le fameux slogan « Turcs et Kurdes sont frères, ceux qui les séparent sont des traîtres » maintenu tout au long de la « guerre à faible intensité » livrée par le pouvoir dans le milieu des années 80 au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et qui se terminera, en 1999, par l'arrestation de son chef de file, Abdullah Öcalan.

Cependant, en marge de l'idéologie officielle d'Etat, le kémalisme inspire aussi des mouvements nationalistes ultraradicaux, comme le Parti du mouvement national (MHP) ou les Loups gris pour lesquels l'identité turque se définit par l'appartenance au peuple turc, et non par la citoyenneté. Leur grand idéologue Nihal Atsız (1905-1975) oppose à la doctrine de l'Etat la formule suivante : « Le Kurde existe... et c'est une créature inférieure et ennemie. » Marginalisés dans les années 70, ces mouvements resurgissent au cours des années 90 grâce à la popularisation des idées panturques, après l'effondrement de l'Union soviétique et une radicalisation autour de la question kurde, dont le règlement se révèle plus difficile que prévu. Le début des années 2000 est certes marqué par une série de réformes protégeant les minorités en vue de l'ouverture des

négociations d'adhésion avec l'Union européenne. Et il marque une période d'accalmie dans les relations turco-kurdes, qualifiée de « paix négative », même si le fait qu'Abdullah Öcalan n'ait pas été exécuté est inacceptable



Source: Congressional Research Service (Etats-Unis)

pour les ultranationalistes. Le leader du PKK a été condamné à mort. A la suite de l'abolition de la peine capitale en août 2002, sa peine a été commuée en emprisonnement à vie sans possibilité d'amnistie ou de réduction. Hélas, la « paix » négative n'est pas mise à profit par les autorités d'Ankara pour trouver une véritable solution à la question kurde. Le caractère superficiel des réformes adoptées ne fait qu'attiser les frustrations d'une population kurde, qui vit dans une très grande pauvreté et n'a aucune perspective. Le PKK, qui dispose de points d'appui dans le Kurdistan irakien, reprend en 2004 ses actions armées, en recourant notamment à des actions de terrorisme aveugle. Dans ce contexte troublé, les milieux nationalistes turcs les plus radicaux, qui avaient toujours dénoncé les réformes en faveur des minorités comme une atteinte à l'unité nationale, redoublent de virulence. Du coup, le vieil idéal kémaliste d'une assimilation commence à céder le pas à ■■■

LES POSITIONS DE LA "GAUCHE NATIONALE"

La « gauche nationale » turque se distingue des nationalistes du MHP et des Loups gris par un élément : selon elle, les Kurdes doivent être combattus au nom de la lutte contre l'« impérialisme » étranger, et pas pour des raisons ethniques. Les milieux intellectuels rassemblés autour de la revue *La Gauche turque* en sont la manifestation la plus visible. La couverture du numéro de février 2005 prévient que la ville pétrolière de Kirkouk (au nord de l'Irak) « deviendra une tombe pour les Kurdes ». Et lors des élections municipales de 2004, la revue avait appelé à voter « pour le candidat turc le plus fort » dans les régions où le Parti du peuple démocratique (prokurde) jouissait d'une solide implantation.

Très répandu au sein du Parti républicain du peuple (CHP), ce patriotisme est une réaction au séparatisme kurde des années 1990. On y retrouve aussi les ressentiments contre la minorité kurde, accusée de chercher l'aide auprès des Etats-Unis, et estampillée comme hostile à la modernité turque telle qu'elle a été définie par le kémalisme. ■

T. B.

FOLLES RUMEURS

Les rumeurs de complot antiturcs destinés à provoquer l'effondrement de l'Etat prolifèrent aujourd'hui dans le pays. Après la crise financière de 2001, l'activité du FMI (considéré par l'opinion publique turque comme une banque américaine), l'ampleur de la dette extérieure et les exigences de l'Union européenne ont contribué à répandre le sentiment que l'Etat turc avait perdu sa souveraineté au profit des puissances étrangères. Du coup, les fantasmes d'un Occident qui empêcherait la Turquie de réaliser son potentiel de puissance se sont développés.

L'une des rumeurs les plus répandues prétend que la Turquie serait riche en gisements de matières premières, mais qu'un article secret du Traité de Lausanne de 1923 lui aurait interdit leur exploitation avant l'année 2000, afin que le pays ne devienne pas une puissance régionale, ni mondiale. Ce ne serait donc pas par hasard si la crise économique a éclaté en 2001, provoquée par les mêmes forces obscures et dans le même but... Ces fantasmes sont révélateurs du climat politique actuel. La coopération entre Kurdes et Américains en Irak, et l'arrestation de soldats turcs soupçonnés de préparer l'assassinat d'un leader kurde, ont convaincu par ailleurs une partie de la société turque que l'alliance turco-américaine était désormais rompue. L'installation de forces kurdes autonomes dans la ville de Kirkouk au Nord de l'Irak, pourtant considérée comme un *casus belli* par Ankara, a été rendue possible grâce au soutien tacite des Américains. Dès lors, certains «experts» n'hésitent pas à dire que c'est la Turquie, plutôt que l'Iran ou la Syrie, qui est la véritable cible d'une nouvelle intervention militaire des Etats-Unis ! Cet anti-américanisme n'imprègne pas uniquement les milieux nationalistes ou conservateurs; il s'accommode très bien de l'anti-impérialisme prôné par les milieux de gauche. ■

EBRU BULUT

■ ■ ■ une vision ouvertement raciste des Kurdes comme un peuple définitivement «inassimilable» car «inférieur». Aujourd'hui, l'«identité turque» est de plus en plus définie par l'opposition à cet «Autre», kurde, observe le sociologue turc Mesut Yegen dans son dernier livre (*Du "Turc du futur" au soi-disant citoyen*).

Pour le MHP, la nation turque est en réalité menacée dans son existence même parce que les nationalistes modérés – les élites traditionnelles de l'Etat – ont trahi l'héritage d'Atatürk, en permettant aux minorités d'exprimer leurs revendications «sous couvert des droits de l'homme, de la liberté d'expression et de la démocratie », alors que le nationalisme turc serait devenu «honteux ». Ce faisant, le MHP joue sur une fibre très sensible. Car en Turquie, le nationalisme n'est pas une option idéologique parmi d'autres. Matrice de la culture politique du pays, il imprègne autant la pensée des élites que celle des classes populaires: la gauche comme la droite, les défenseurs de la République laïque comme les islamistes de l'AKP (Parti de la Justice et de du Développement) au pouvoir depuis 2002, tous se proclament fidèles à la nation telle qu'elle fut définie par le kémalisme.

Le ton radical du MHP cache mal la frustration des nationalistes qui, malgré leurs efforts, ne sont pas parvenus à être au centre de la vie politique du pays. Les islamistes de l'AKP emmenés par le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, dominant pour l'instant la scène, mais ils peinent à inspirer à la population la confiance en l'avenir. Aux difficultés économiques s'ajoute un sentiment d'impuissance devant la «trahison» des Etats-Unis – qui semblent soutenir la cause kurde en Irak – et les réticences de l'opinion publique européenne face à la candidature turque. Une nouvelle crise politique pourrait ainsi ouvrir la voie aux nationalistes radicaux et à leur racisme antikurde. ■

TANIL BOR

Ankara, 2 octobre 2005. 100 000 manifestants du MHP protestent contre la politique européenne du gouvernement turc.

